

BIBLIOTECA NAZ.

142

B

32

NAPOLI

BIBL. NAZ.
VITT. EMANUELE III

142

B

32

NAPOLI

~~47-13-32~~

HISTOIRE D'IRLANDE.

TOME CINQUIEME.

RECEIVED

1911

1911

1911



HISTOIRE D'IRLANDE,

DEPUIS L'INVASION

D'HENRI II,

*Avec un Discours préliminaire sur
l'ancien état de ce Royaume.*

Par THOMAS LELAND, Docteur en
Théologie, ancien Membre du Collège
de la Trinité, & Prébendaire de l'Eglise
de St. Patrice de Dublin.

Traduite de l'Anglois.

TOME CINQUIEME.



A MAESTRICHT,

Chez JEAN-EDME DUFOUR & PHILIPPE
ROUX, Imprimeurs - Libraires, associés.

M. DCC. LXXIX.



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

540 EAST 58TH STREET

CHICAGO, ILL. 60637

TEL. 773-936-5000

FAX 773-936-5001

WWW.CHICAGO.EDU

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

CHICAGO, ILL. 60637

1

2

3

4

5



HISTOIRE D'IRLANDE,

*Depuis l'invasion d'HENRI
SECOND.*



SUITE DU LIVRE IV^e.

CHAPITRE VIII.

*Révifion des plaintes & des griefs des
Irlandois durant la dernière adminif-
tration. — Griefs & abus occasionnés
par les plantations, & par la recherche
des faux titrés. — Conduite infâme
des délateurs & des agents de la Cou-
ronne. — Griefs de moindre confé-
quence. — Etat déplorable de l'armée
Tome V. A*

d'Irlande. — On ne profite point de la foiblesse du Gouvernement, & pour-quoi. — Jacques fait faire des levées en Irlande pour le service d'Espagne. — Danger des mesures qu'on emploie, & l'allarme qu'elles causent. — Faulkland presse la Cour d'augmenter le nombre des troupes. — Difficultés qui naissent du défaut de revenus. — Expédients que l'on propose pour y suppléer. — Le projet contre les corporations, rejeté comme dangereux. — Projet d'une colonie à Connaught. — Suspendu par un traité avec les habitants. — Et par la mort de Jacques. — Troubles occasionnés par les récusants à l'avènement de Charles. — L'armée d'Irlande augmentée & mal entretenue. — Fidélité simulée des récusants. — On offre un don gratuit au Roi, à condition qu'il tolérera le culte Romain. — Le Clergé Protestant prend l'allarme. — Remontrances des laïques d'Irlande & de la chambre des Communes d'Angleterre. — Le Roi accepte le don gratuit. — Graces envoyées au Vice-Roi. — Sommaire de ces graces. — Le Roi élude frauduleusement la pro-

messe qu'il avoit faite de les confirmer par le Parlement. — Les sujets d'Irlande en sont néanmoins satisfaits.

PENDANT que je blâme l'animosité du parti qui s'opposa & censura l'administration du Gouvernement d'Irlande, la candeur & l'impartialité dont je fais profession, exigent que j'instruise le Lecteur des véritables causes & des raisons plausibles qui donnerent lieu au mécontentement des sujets.

La passion que Jacques avoit pour l'établissement de sa colonie, étoit fondée sur les motifs les plus spécieux & les plus attrayants. Il croyoit que la Providence l'avoit choisi pour réformer & civiliser un peuple grossier; il aspirait à la gloire d'enseigner à toute une nation les arts utiles à la société, l'agriculture, le commerce; de peupler l'Irlande de sujets fideles & industrieux, qui, se mêlant avec les anciens naturels, les tireroient de la barbarie dans laquelle ils étoient plongés, & rameneroient l'ordre, la paix & l'abondance dans un pays qu'une suite continuelle de troubles & de guerres civiles avoient

Carte ,
MSS.
Stearne ,
Trin.Col.
Dub.

presque entièrement dépeuplé. Le malheur fut que, pour exécuter ce projet favori, il eut souvent recours à des prétentions que les Irlandois regardoient comme injustes & surannées. La saisie des terres des rebelles qui s'étoient soustraits aux peines portées par la loi, fit peu d'impression sur les habitants, & n'excita presque aucun murmure; mais lorsqu'il eut recours aux concessions qu'Henri Second avoit faites, pour invalider des titres fondés sur une jouissance de plusieurs centaines d'années, cette sévérité apparente choqua ceux qui ignoroient les raffinements de la loi, & qui n'étoient pas prévenus en faveur de son équité, lorsqu'elle les dépouilloit de leur ancienne propriété.

Il est vrai que dans la distribution des terres confisquées, ou annexées à la Couronne, le Roi réserva une pension pour les veuves & les enfants des Chefs, proportionnée à leurs prétentions, & compensa ce qui manquoit à l'étendue de leurs terres, par de nouveaux titres plus valides & plus avantageux : mais ces sortes de con-

cessions ne purent vaincre la répugnance qu'avoient les propriétaires à se démettre volontairement de leurs biens ; & lorsqu'on assura à ceux qui refuserent d'obéir, qu'on leur rendroit justice sans aucune partialité, ils comprirent parfaitement le sens de cette déclaration effrayante. On trouva même que c'étoit mal-à-propos que la Chambre étoilée réprimandoit & condamnoit à une amende les jurés qui ne trouvoient point de titres favorables aux prétentions de la Couronne.

On négligea & on méprisa dans plusieurs occasions les réglemens qui faisoient le plus d'honneur à l'équité & à la sagesse du Roi. Le Lord Chichester, tout vigilant qu'il étoit, n'avoit pu empêcher les abus que l'on commettoit, même dans la Province d'Ulster, où la colonie avoit été établie avec tout le soin & toute la régularité possible. Les entrepreneurs, malgré la restriction formelle de leurs patentes, aliénèrent leurs lots sous contrat privé, de manière que ceux qui avoient des terres, les augmentèrent au-delà des limites que le Roi avoit prescrites, pour empêcher que

les uns ne s'enrichissent aux dépens des autres, & ne les réduissent à la mendicité. Dans d'autres districts, les colons négligèrent non-seulement de tenir leurs conventions, mais les Commissaires nommés pour distribuer les terres, abusèrent scandaleusement de leur crédit, & usèrent de fraude & de violence pour dépouiller les naturels du Pays de celles que le Roi leur avoit données. Il y en eut quelques-uns à qui on en laissa une petite portion; mais d'autres en furent entièrement dépouillés. Nous lisons dans MS. Trin. Col. Dub. les manuscrits de l'Evêque Stearne, que dans le petit Comté de Longford, on dépouilla ving-cinq membres de la même tribu de leurs terres, sans les en dédommager, ni leur laisser le moyen de subsister. Ce qui irrita le plus ceux à qui l'on fit ces injustices, fut de voir donner leurs terres à des aventuriers qui n'avoient rendu aucun service à l'Etat, & souvent même à des rebelles & des traîtres. On n'eut aucun égard pour la Religion. Les sujets les plus zélés pour le Gouvernement, les conformistes les plus pacifiques, furent la proie de

l'avarice & de la rapacité, sans distinction de principes, ni d'état.

Le soin intéressé avec lequel les créatures du Roi rechercherent les titres qu'il avoit à des terres qu'on ignoroit appartenir à la Couronne, fut encore plus détestable. Les terres qu'on avoit accordées aux premiers Carte ;
Orna. aventuriers Bretons & à leurs successeurs immédiats, avoient souffert dans le cours de plusieurs siècles des changements & des aliénations considérables. Les Grands avoient empiété les uns sur les autres, & s'étoient emparés des terres qui n'étoient point comprises dans leurs patentes. Elles avoient été perdues de nouveau par les vicissitudes naturelles du temps & des troubles publics ; ce qui avoit confondu les titres. Celui qui ne pouvoit établir le sien, étoit à la merci de la Couronne, & se trouvoit obligé de composer aux conditions les plus avantageuses qu'il pouvoit, & d'obtenir une nouvelle concession de ses biens.

Dans les cas où la concession, le transport ou la succession n'étoit point constatée, la terre étoit censée appartenir à la Couronne. Le Parlement

avoit annullé toutes les concessions qu'elle avoit faites depuis la premiere année d'Edouard jusqu'à la dixieme d'Henri VII; il avoit adjugé à la Couronne par différents actes les terres de tous les absents, & de tous ceux que les Irlandois avoient chassés; de maniere que toutes les terres qu'on avoit cédées avant ce période, se trouvoient dans le cas de la confiscation. Il n'y avoit pas plus de fond à faire sur les dernieres concessions. En existoit-il quelqu'une dans le temps qu'on les fit, si les patentes données en Irlande ne se trouvoient pas entièrement conformes au *Fian*; si elles ne s'accordoient point avec la patente originale qu'on avoit envoyée en Angleterre; s'il y avoit le moindre défaut dans la maniere dont la tenure étoit exprimée, quelque manque de formalité; si l'on pouvoit se prévaloir des exceptions & des clauses des patentes, alléguer quelque exception en faveur de la loi, & où n'en trouve-elle point! la concession étoit nulle, & la terre confiscuée sans ressource. Comment un homme pouvoit-il compter sur ses biens, lors-

qu'il étoit obligé de produire aux Commissaires les titres en vertu desquels il les possédoit ?

Il est vrai que ces recherches n'eurent lieu au commencement que dans les cas où l'on étoit pleinement assuré que les propriétaires n'avoient aucun titre légal à leurs terres ; qu'ils en avoient chassé des colons Anglois, dont on ignoroit les héritiers, & pour lors, elles échéoient à la Couronne par droit d'aubaine ; ou que, sans les avoir usurpées, ils avoient négligé d'obtenir des patentes, ou manqué aux formalités prescrites par la loi, ou aux engagements sur lesquels leurs concessions étoient fondées ; mais des agents officieux & intéressés trouverent bientôt le moyen de faire valoir cette objection pour annuler les traités les mieux cimentés. La Couronne, dans plusieurs concessions qu'elle avoit faites, s'étoit réservé certaines rentes, qu'elle n'avoit pu exiger durant les troubles qui avoient agité le Royaume. Il y avoit long - temps que ses Officiers ne les avoient point passées en compte. On demanda des quittances ; &

Carte ;
Orm.

comme on ne put les produire, il n'en fallut pas davantage pour annuler les titres les plus légitimes.

On ne vit jamais tant de projets & d'entreprises que dans ce siècle, ni une passion si générale pour les nouvelles découvertes & l'établissement des colonies. Ceux qui étoient trop pauvres ou trop timides pour tenter fortune dans les Pays lointains, alloient la chercher en Irlande. Sous prétexte d'augmenter les revenus du Roi, dans un Pays où ils suffisoient à peine pour défrayer le Gouvernement des dépenses qu'il étoit obligé de faire, ils obtinrent la commission de rechercher les faux titres, les concessions qui avoient été faites des terres & des rentes appartenantes à la Couronne; ce qui procuroit un bénéfice considérable au donneur de projet, tandis que le Roi se contentoit d'une petite portion des terres qu'on avoit celées, ou d'un petit avancement de rente. On fouilla tous les registres de l'Echiquier pour savoir les rentes dont ces terres étoient chargées; ceux de la Tour de Londres, pour connoître la nature

dés concessions qui avoient été faites; en un mot, on employa tous les moyens que l'industrie & l'avarice sont capables d'imaginer, pour obliger les propriétaires à obtenir de nouvelles patentes, moyennant une rente qu'ils avançoient. Comme la plupart connoissoient la nullité de leurs titres, ou n'étoient point en état de plaider contre la Couronne, ou craignoient d'être déboutés de leurs demandes dans un temps & dans un Pays où les Juges faisoient extrêmement valoir ses prérogatives, ces sortes de recherches se terminoient ordinairement par un nouvel accommodement, dont les propriétaires tiroient le meilleur parti qu'il leur étoit possible. On a cependant des preuves des pratiques iniques, de la cruauté, des parjures, des subornations scandaleuses qu'on employa pour dépouiller les propriétaires d'un bien qui leur appartenoit légitimement (*).

MS. S. car-
ne. Trin.
Col. Dubl.

Le parti mécontent allégua d'au-

(*) Voyez le sommaire du cas des Byrnes, que Carte a extrait des manuscrits cités en marge. *Carte's Ormond*, Vol. I. p. 29.

Carte,
Orm.

tres griefs d'une espece inférieure, qui étoient à la vérité fondés, mais qu'il eut aussi quelquefois soin d'aggraver. On peut mettre de ce nombre les extorsions & les oppressions que commettoient les soldats qu'on employoit pour lever les revenus du Roi, ou pour appuyer le Magistrat civil; l'exécution rigoureuse & tyrannique du droit des armes en temps de paix; le droit illégitime que le Conseil-Privé s'arroyoit de juger les procès qui étoient du ressort du droit coutumier; la sévérité dont usoit la Chambre étoilée contre les témoins & les jurés dont le rapport déplaisoit au Gouvernement; les exactions odieuses du Clergé établi, & la sévérité de ses tribunaux. Ce sont-là les griefs dont se plaignoient ceux même qui n'étoient point immédiatement affectés par les abus encore plus étormes que l'on faisoit de l'autorité royale. On négligeoit les sujets, on les excluait des emplois; ils se voyoient effacés par de nouveaux venus qui s'enrichissoient tout-à-coup par des voies souvent honteuses & illégitimes; & il n'est par conséquent

pas étonnant que dans l'amertume de leur ressentiment, ils censurassent la conduite du Gouvernement, & qu'ils fissent éclater leurs plaintes.

Les circonstances étant telles que je viens de dire, on peut bien croire qu'on prit toutes les mesures possibles pour rendre le Gouvernement d'Irlande respectable, & même formidable. La première qui s'offrit, fut un établissement militaire. A l'avénement de Jacques, l'armée d'Irlande étoit d'environ vingt mille hommes; mais la réduction générale du Royaume & les besoins de l'Etat obligèrent ce Prince à la réduire à dix-sept cents trente-cinq hommes d'infanterie, & deux cents douze de cavalerie. Lorsque Diggs & les autres Commissaires arriverent en Irlande l'an 1622, on réduisit les troupes à treize cents & cinquante fantassins, dont on forma vingt-sept compagnies, de cinquante hommes chacune, & à sept compagnies de cavalerie, dont le nombre se montoit à environ deux cents hommes; mais qui étoient en si mauvais état, qu'elles n'auroient été d'aucun service, si l'on fût entré en campagne. Dix-

Carte,
Orm.

neuf des compagnies d'infanterie , & six de cavalerie étoient commandées par des Conseillers-Privés , trop riches & trop puissants pour qu'on osât leur porter des plaintes contre leurs soldats , & trop intéressés à la cause commune pour se rechercher les uns les autres. Ces Capitaines s'assuroient de leur paye , en suspendant les rentes qu'ils devoient à la Couronne , & en composant avec les particuliers pour le tiers & le quart de ce que la colonie devoit annuellement , sous prétexte des avances qu'ils étoient obligés de faire , & des fraix qu'il leur en coûtoit pour en obtenir le remboursement à la trésorerie. Leurs compagnies, quoique petites , eu égard au temps , étoient à peine complètes , & très-mal disciplinées. Au lieu de mettre ces troupes en quartier dans des postes importants , de les exercer , de leur faire souvent changer de garnison , pour les mettre au fait du Pays , & d'en faire la revue de temps à autre pour contenir les mécontents , elles étoient dispersées dans les domaines de leurs Officiers , qui les employoient à cultiver leurs

terres, & à d'autres travaux domestiques. Les compagnies commandées par d'autres Officiers, n'étoient pas en meilleur état. Le soldat de fortune, quelque mérite qu'il eût, languissoit après sa paye comme la moindre sentinelle; & au-lieu de contenir sa troupe dans les bornes de la discipline, il étoit obligé de se prêter à leur brigandage, & de fouler avec eux les sujets pour pouvoir subsister.

Il paroît extraordinaire que le Roi ait pu faire de pareilles innovations dans un Pays aussi enclin à la révolte, chez un peuple irrité par les insultes qu'il éprouvoit, enflammé par la superstition, pressé par le besoin, & aiguillonné par les suggestions d'un parti turbulent & factieux; qu'il ait pu changer la propriété des terres dans différents districts, transplanter les anciens habitants, & établir de nouvelles colonies, pendant que son Gouvernement en Irlande, tout odieux & sévère qu'il étoit dans plusieurs occasions, n'étoit appuyé que par un petit corps de troupes si pauvres, si mutines, & si mal disciplinées, qu'elles méritoient à peine le

nom d'armée. La raison en est, que les Chefs & les Seigneurs Irlandois étoient intimidés par l'exemple de Tirone, n'avoient presque plus de pouvoir & de crédit, manquoient d'armes pour leurs troupes, & n'attendoient aucun secours de dehors.

Plusieurs qui étoient autrefois servilement dévoués à leur service, avoient acquis du crédit par les fiefs qu'ils avoient obtenus, & par la protection que leur accordoient les loix d'Angleterre. Les plus clairvoyants eurent de la gratitude pour un Gouvernement auquel ils étoient redevables de leur sûreté & de leur indépendance actuelle, & ne s'empressèrent nullement de retomber dans leur premier esclavage; & quoique les mœurs & les caractères des anciens Irlandois ne fussent point encore entièrement civilisés, cependant leurs descendants l'étoient assez pour former avec les Bretons, qui s'étoient établis parmi eux, une balance contre les mutins & les mal-intentionnés. Les projets de réformation du Roi ne s'exécuterent point sans abus, & furent même dans plu-

sieurs cas onéreux & oppressifs ; mais les griefs de quelques particuliers n'empêcherent point les bons effets de ses dispositions. On cultiva & l'on améliora les terres, les denrées devinrent plus abondantes, on bâtit des villes & des villages, le commerce fleurit, les douanes augmentèrent, & procurèrent à la Couronne un revenu dont elle n'avoit pas encore joui.

Il y eut cependant des circonstances & des occasions qui exigèrent toute l'activité & toute la vigilance du Gouvernement, & des incidents qui l'allarmerent plus d'une fois. Il y avoit dans les contrées éloignées d'Irlande, où les anciennes mœurs subsistoient encore, quantité de jeunes gens actifs, courageux & entreprenants, qui n'avoient aucun moyen de subsister, & par conséquent querelleurs, turbulents, & avides de nouveautés. Jacques crut qu'il étoit de la prudence de purger le Pays de pareils habitants, & permit de les engager pour le service étranger, ne prévoyant pas le danger qu'il y avoit à incorporer de pa-

Carte,
Orm.

reils fujets, à les discipliner, & à les envoyer en Espagne dans un temps où il étoit question du mariage de son fils avec l'Infante. Les Officiers que l'on chargea de faire ces levées, & de les conduire dans le continent, étoient la plupart des fils ou des adhérents des anciens rebelles, entièrement dévoués à l'héritier du feu Comte de Tirone, des hommes élevés dans des idées extravagantes de l'ancienne grandeur de leurs familles, & dans une haine implacable pour le Gouvernement d'Angleterre. Ils passèrent dans le printemps en Irlande pour faire leurs recrues, & ne tardèrent pas à compléter leurs compagnies; mais au lieu de les transporter, ils négligèrent les ordres qu'on leur avoit donnés; ils se répandirent dans le Royaume, & vexèrent les habitants; ils traversèrent les Comtés où leurs familles avoient le plus de liaison & de crédit; ils renouvelèrent leurs anciennes amitiés, ils pratiquèrent les mécontents, ils les affermirent dans leurs préjugés, & les engagèrent à leur confier leurs enfants depuis l'âge

de douze ans & au-dessus, leur faisant espérer qu'ils recevraient dans les Pays étrangers une meilleure éducation que dans leurs familles.

Ces procédés allarmerent le Gouvernement; mais l'alarme augmenta, lorsqu'à l'approche de l'hiver, ces Capitaines vinrent camper dans les environs de Dublin, & foulerent le Pays, sans faire le moindre préparatif pour leur embarquement. On rappella quelques compagnies de leurs garnisons pour veiller à la sûreté des nouvelles colonies, & l'on détacha quelques escadrons de Dublin pour veiller sur la conduite des Irlandois qui campoient dans les environs, & obvier aux dommages qu'ils pouvoient causer. Ces recrues s'embarquerent enfin, quoique lentement; ce qui tranquillisa le Gouvernement.

Rien ne mortifia plus le Vice-Roi que d'être chargé d'un Gouvernement mal étayé, en bute aux insultes de ses ennemis, exposé à des alarmes continuelles, & entièrement dénué de ressources. Falkland fit là-dessus des représentations à Jacques & au Conseil d'Angleterre; il s'é-

Carte:
Orm.

tendit sur les circonstances qui prouvoient les mauvaises intentions des mécontents; il insista sur le danger dont il étoit menacé de la part des récusants, parti puissant & disposé à prendre toutes les mesures violentes qu'il plairoit à son Clergé de lui dicter; sur le crédit énorme de ce corps, sur ce qu'on avoit à craindre de ses liaisons avec la Cour de Rome, d'autant plus que le Pape venoit d'établir dans le Royaume une hiérarchie ecclésiastique, avec une subordination régulière d'ordres, d'offices & de personnes, laquelle exerçoit sa juridiction, & faisoit exécuter ses décrets, de même que si le Pape eût été le maître de l'Irlande. Il n'oublia aucune des circonstances qui pouvoient réveiller les soupçons du Roi & de ses Ministres, les faire craindre pour la paix & la sûreté du Royaume, & leur faire sentir la nécessité dont il étoit d'augmenter promptement l'armée: mais un Prince imprudent, qui prodiguoit ses revenus sans ménagement & sans bornes; dont le trésor étoit vuide & le crédit épuisé; dont le Parlement étoit

économe , soupçonneux & méfiant ,
 devoit être naturellement peu porté
 à se prêter à un projet qui ne pou-
 voit qu'augmenter sa dépense. Son
 revenu d'Irlande ne répondoit point
 aux charges du Gouvernement , &
 l'on avoit usé de si peu d'économie
 dans l'établissement militaire , que sa
 dépense , tout foible qu'il étoit , se
 montoit à cinquante-deux mille cinq
 cents livres, monnoie d'Irlande. Il est
 vrai que les douanes avoient augmen-
 té sous ce regne , puisqu'au-lieu de
 cinquante qu'elles rapportoient aupa-
 ravant , elles étoient montées à trois ,
 à six mille livres , & augmentèrent
 depuis jusqu'à neuf mille sept cents
 livres. Le Vice-Roi avoit disposé jus-
 qu'en 1617 du produit des forêts. Le
 Roi s'en appropria le revenu , & créa
 une charge particuliere , exercée par
 des Commissaires , & ensuite une
 Cour qui poussa les revenus qui pro-
 venoient des tenures & curatelles à
 dix mille livres par an. Cependant
 ces bénéfices graduels n'étoient point
 proportionnés aux besoins du Gou-
 vernement ; & malgré toutes les pei-
 nes qu'on se donna , la dépense an-

nuelle excédoit de plus de seize mille livres le revenu du Royaume.

Les Commissaires qu'on envoya d'Angleterre pour remédier à cette non-valeur, n'épargnerent ni peines ni soins pour s'informer de l'état des revenus; mais comme ils ne connoissoient ni le Pays, ni le caractère, ni les facultés de ses habitants, les expédients qu'ils proposèrent furent souvent dangereux & impraticables. Ils furent scandalisés des pensions inutiles & des appointements que l'on donnoit aux Officiers des forts que l'on avoit bâtis pour défendre les colonies naissantes, & qui ne devoient subsister que jusqu'à ce que les établissemens fussent achevés; mais ils n'osèrent remédier à cet abus, lorsqu'ils furent que ces pensions appartenoint aux personnes les plus distinguées du Royaume, à des gens qui avoient part à l'administration, & trop de crédit & d'autorité pour s'en laisser dépouiller impunément. On mit sur le tapis deux autres projets également effrayants, mais qui furent également infructueux. Les villes & les corporations

d'Irlande avoient obtenu la cession de plusieurs terres considérables, à condition qu'elles employeroient leurs revenus à bâtir des remparts, des ponts, à réparer les fortifications, & à d'autres ouvrages publics ou charitables. Les unes les avoient aliénées sans permission; les autres en avoient fait un mauvais emploi. On proposa donc de reprendre ces terres, & d'exiger une amende de cinquante mille livres de ceux à qui on les céderoit de nouveau; mais on trouva, après une mûre réflexion, l'exécution de ce projet extrêmement dangereux, & qu'il ne convenoit point, dans un Royaume aussi turbulent que l'Irlande, de provoquer des corps puissants & enclins à la révolte, dans un temps où le Gouvernement n'étoit ni suffisamment étayé ni respecté.

Ces réformateurs proposèrent un autre projet qui intéressoit tous les habitants d'une Province. Les Seigneurs & les Gentilshommes de Connaught, y compris la Comté de Clare, lors de l'accommodement qu'ils firent avec Jean Perrot, sous le regne d'Elisabeth, avoient à la vérité ré-

signé leurs domaines à la Couronne, mais négligé de faire enrégistrer leurs cessions, & d'obtenir des lettres-patentes. Le Roi Jacques remédia à ce défaut. Il établit, la treizième année de son regne, une commission pour recevoir la cession de leurs domaines, & les leur céder de nouveau par lettres-patentes, pour en jouir eux & leurs héritiers, comme fiefs de la Couronne, avec redevance de servir le Roi dans ses guerres, ainsi qu'on l'avoit pratiqué à l'égard du château d'Athlone. Leurs cessions faites, ils reçurent leurs patentes scellées du grand sceau; mais les Officiers négligèrent de les faire enrégistrer à la Chancellerie, quoiqu'on eût déboursé trois mille livres pour cet effet.

On profita de cette omission involontaire. Leurs titres furent déclarés nuls, & leurs terres adjudgées à perpétuité à la Couronne. Le projet que l'on proposa au Roi, fut d'établir dans la Province de Connaught une colonie pareille à celle d'Ulster, & il l'adopta, tant la fureur de réformer lui tenoit à cœur. Les propriétaires

priétaires prirent l'allarme , & représenterent la cruauté & l'injustice qu'il y avoit à dépouiller quantité de sujets paisibles & fideles de leurs biens, pour un simple défaut de formalité, au préjudice de l'honneur & de la bonne foi du Roi. On ne pouvoit leur imputer ce défaut d'enregistrement. Ils avoient été confirmés dans leurs possessions par un acte passé sous le gouvernement du Lord Grandison ; ils avoient payé des sommes considérables à l'Echiquier, & on leur avoit donné une quittance par laquelle il constoit qu'ils avoient payé ponctuellement les rentes dont ils étoient convenus. Le projet d'une colonie dans l'Occident, étoit non-seulement difficile & compliqué, mais d'une exécution dangereuse dans une Province forte par sa situation, habitée par un peuple actif & courageux, & remplie de soldats oisifs, qui, étant poussés à l'extrémité, étoient capables de donner tête baissée dans toutes les entreprises que l'orgueil, le ressentiment & le besoin pouvoient leur suggérer.

Au-lieu de se reposer sur l'équité

Tome V.

B

du Roi, ou sur la crainte qu'il pouvoit avoir du danger dont il étoit menacé, les Seigneurs & les Gentilshommes, dont je viens de parler, suspendirent le projet qui leur cau-
soit une si vive allarme, en le prenant par son intérêt. Ils traitèrent à Athlone avec le Président de la Province; & à Dublin avec le Gouvernement, & leur offrirent, si on vouloit leur confirmer leurs patentes, de doubler la rente qu'ils faisoient à la Couronne. Comme leur tenure les exemptoit de prêter le serment de suprématie, ils convinrent aussi de payer une amende de dix mille livres, qui étoit la somme que la colonie pouvoit rapporter au Roi. Leur proposition fut reçue avec l'attention qu'elle méritoit. Jacques venoit de rompre avec l'Espagne, & s'étoit engagé dans une guerre pour le recouvrement du Palatinat. On savoit depuis long-temps que les mécontents d'Irlande regardoient l'Espagne comme leur grande ressource, & se conduisoient par ses conseils. On jugea donc à propos, pour se garantir de leurs entreprises, d'augmen-

ter l'armée d'Irlande jusqu'à quatre mille hommes ; mais la mort du Roi interrompit le traité avec Connaught, qui lui eût été très-avantageux dans la circonstance actuelle. Le projet de la colonie d'Occident fut suspendu, & le soin de pourvoir à la sûreté de l'Irlande fut dévolu à Charles, avec les autres perplexités qu'il éprouva au commencement de son regne.

CHARLES
I.

L'avènement d'un Prince engagé dans des guerres étrangères, occupé par des factions domestiques, excita une fermentation extraordinaire parmi les mécontents d'Irlande. Ils n'ignoroient ni les besoins du Roi, ni les murmures, ni les jalousies de son Parlement, ni sa répugnance à lui accorder les subsides dont il disoit avoir besoin pour les opérations de son Gouvernement. Les récusants, en particulier, regarderent le période qui menaçoit l'Angleterre d'une infinité de troubles & de divisions, comme extrêmement favorable à leurs vues. Ils mépriserent également les loix pénales & le gouvernement du Lord Faulkland, qu'on avoit continué dans la place de Vice-Roi ; &

Carte ;
Orm.

A. D.
1625.

A. D.
1626. la Cour de Rome mit tout en usage pour les encourager & les enflammer. Le Pape Urbain VIII leur adressa une bulle par laquelle il les exhortoit à perdre leur vie, plutôt que de prêter l'odieux & pestilentiel serment de suprématie, qui arrachoit le sceptre de l'Eglise Catholique des mains du Vicaire du Dieu tout-puissant ; & ce blasphème insensé produisit l'effet qu'on devoit attendre de leur ignorance & de leur superstition.

Le Conseil d'Irlande, qui étoit composé d'Anglois imbus de l'esprit du Puritanisme, & remplis d'horreur pour le Papisme, représenta au Roi tout ce qu'il avoit à craindre de ce parti inquiet & turbulent. Plus l'alarme augmenta, plus on crut devoir mettre le Royaume à l'abri d'une invasion étrangère. Charles résolut donc d'augmenter ses troupes au nombre de cinq mille fantassins, & de cinq cents cavaliers ; mais comme il étoit extrêmement porté pour l'économie, au-lieu de former de nouveaux corps de ces recrues, il les incorpora dans les vieux régiments.

Ne pouvant fournir à la dépense nécessaire, parce que le Parlement refusoit de le seconder, il crut pouvoir user de sa prérogative, & fit cantonner ses troupes dans les Comtés & les Villes d'Irlande, avec ordre de leur fournir alternativement pendant trois mois, de l'argent, des habits & des vivres. Pour réconcilier les sujets avec une imposition aussi extraordinaire & aussi sévère, il chargea le Vice-Roi d'écrire en son nom aux différentes Communautés pour leur recommander l'obéissance, leur promettant qu'il n'exigeroit point d'eux ce dont ils étoient convenus, & qu'il leur accorderoit d'autres grâces, qui les dédommageroient amplement de la dépense extraordinaire qu'ils étoient obligés de faire.

L'espérance d'obtenir du Roi quelques concessions favorables dans le besoin où il se trouvoit, engagea les Irlandois à se soumettre avec moins de répugnance au fardeau qu'il leur imposoit. Ils continuoient d'être exposés à la recherche de leurs titres, & ils desiroient ardemment de se

voir à l'abri des procès. Les Papistes n'étoient pas plus zélés pour les intérêts de leur Religion, qu'à se mettre à couvert des mortifications auxquelles les loix pénales les expo-
soient. Leurs freres d'Angleterre s'efforçoient de complaire au Roi, en appuyant ses démarches illégales. Les récusants d'Irlande, qui n'étoient pas moins politiques qu'eux, s'empres-
sèrent de subvenir aux besoins de son Gouvernement; ils promirent au Lord Faulkland, que si l'on vouloit avoir quelque indulgence pour les membres de leur Religion, ils contribueroient volontairement à l'entretien de l'armée royale. Les Protestants, qui, indépendamment de leurs griefs, étoient bien-aîsés de se mettre en sûreté, lui firent les mêmes promesses, & elles furent favorablement reçues. Les principaux Seigneurs & Gentilshommes du Pays, parmi lesquels le parti Papiste étoit le plus nombreux, s'assemblerent dans le château de Dublin, & offrirent une contribution considérable, si on vouloit leur assurer la jouissance de leurs terres, & suspendre l'exécution

des loix pénales. Le Lord Faulkland, loin de rejeter leur proposition, leur conseilla d'envoyer des agents en Angleterre, pour offrir leurs services au Roi, & lui exposer les griefs & les abus dont ils avoient à se plaindre.

Le simple espoir de l'indulgence que les Papistes se promettoient, anima leur esprit au point de le faire sortir des bornes de la raison. Ils firent courir le bruit qu'on alloit tolérer leur Religion, & ils l'exercèrent aussi insolemment que si cette tolérance leur avoit été accordée. Le Clergé Protestant fut choqué de leur effronterie, & scandalisé des concessions du Gouvernement. Tous abhorroient le Papisme, & plusieurs avec ce degré d'animosité qu'ils avoient puisée chez les Puritains Anglois & Ecoissois. Ils fonderent leurs Eglises sur le modele des Presbytériens, & plusieurs refuserent de se faire ordonner par les Evêques. Pour calmer leur scrupule, les Evêques, par le conseil d'Usher, leur savant Métropolitain, consentirent à leur conférer les ordres sans s'attacher stric-

Neal,
Hist. of
Purit. V.
II, p. 95.

tement à la forme établie , & à admettre quelques-uns de leurs freres , qui étoient des Presbytériens Ecofois , à la participation de leur office ; au moyen de quoi ces derniers eurent des Eglises & des dixmes sans être assujettis à la Liturgie , & acquirent un degré considérable de crédit & d'autorité , par le zele & l'activité avec laquelle ils exercerent leur ministere. Ceux-ci se récrierent hautement contre le dessein horrible qu'on avoit de vendre la vérité , & d'établir l'idolâtrie à prix d'argent ; & les freres qu'ils avoient dans les autres Provinces , & qui étoient animés du même esprit , suivirent leur exemple. L'Archevêque d'Armagh se comporta , dans ce temps orageux , avec un zele digne du poste qu'il occupoit. Il assembla plusieurs Prélats Irlandois ; pour délibérer avec eux sur le danger auquel ils étoient exposés , & protester contre la tolérance que le Gouvernement étoit à la veille d'accorder aux Papistes. Dans la ferveur de leur zele , ces Prélats signerent unanimement une protestation , à laquelle ils donnerent pour

titre : *Jugement de plusieurs Archevêques & Evêques d'Irlande, touchant la tolérance en matiere de Religion.*

» La Religion des Papistes, disent-
 » ils, est superstitieuse & idolâtre ;
 » leur croyance erronnée & hérétique,
 » & leur Eglise apostate à l'un
 » & à l'autre égard. Leur accorder
 » la tolérance , & consentir à ce
 » qu'ils exercent librement leur Religion ,
 » & à ce qu'ils professent leur doctrine ,
 » est par conséquent un péché capital ,
 » pour deux raisons. 1°. Parce qu'on participe ,
 » non-seulement à leur superstition ,
 » à leur idolâtrie & à leur hérésie ,
 » en un mot , à toutes les abominations
 » du Papisme, mais encore (ce qui est une
 » conséquence de ce qui précède ,) à la
 » perdition de ceux qu'ils séduisent , &
 » qui périssent dans l'apostasie Catholique. 2°. Leur
 » accorder la tolérance pour de l'argent ,
 » moyennant une contribution de leur part ,
 » c'est vendre tout-à-la-fois la Religion
 » & le peuple que Jesus-Christ a racheté
 » par son sang. Si c'est-là un grand péché ,
 » c'est aussi une matiere d'une conséquence

» ce très-dangereuse, dont nous lais-
 » sons l'examen aux personnes pru-
 » dentes & judicieuses, priant le Dieu
 » de vérité d'inspirer à ceux qu'il a
 » constitués en dignité, du zele pour
 » sa gloire & pour les progrès de
 » la véritable Religion, de la résolu-
 » tion & du courage contre le Pa-
 » pisme, la superstition & l'idolâ-
 » trie (*) ».

Les Prédicateurs déclamerent éga-
 lement contre le Papisme, & con-
 tre le dessein qu'on avoit de vendre
 la Religion. On ne parla plus en An-
 gleterre que de l'insolence des Pa-
 pistes, & de l'audace avec laquelle

(*) Il est dit dans la Vie du Primat Usher, que cette protestation contribua beaucoup à retarder un projet, dont le succès étoit essentiel aux affaires du Roi; & que le Lord Faulkland pria le Primat, dont il connoissoit le crédit & l'autorité, d'engager ses confreres à seconder le Roi, sans aucune condition antérieure. Il y a tout lieu de croire que le bon Prélat se chargea de cette commission, de peur qu'on ne doutât de la pureté de sa conduite, & de son zele pour le service du Roi. Le discours qu'il fit dans cette occasion fut véhément, adroit & pathétique, & plut si fort au Gouvernement, qu'il en envoya sur le champ une copie à la Cour d'Angleterre.

ils exerçoient leurs rits. Les Communes examinerent à la rigueur les différents abus qu'on avoit commis dans l'administration, & ne négligerent point un incident qui tendoit à justifier le soupçon qu'elles avoient qu'on favorisoit secrètement la Religion Catholique Romaine. Elles remontrèrent au Parlement que l'on professoit publiquement le Papisme dans toute l'Irlande, & que l'on fondoit par-tout des Couvents d'hommes & de filles qui fourmilloient de sujets.

Dans ces entrefaites, les agents Irlandois continuerent leurs sollicitations à la Cour de Charles; & malgré la clameur & le soupçon public, leurs propositions furent favorablement reçues. Ils offrirent une contribution volontaire de cent vingt mille livres payables en trois ans, en forme de trois subsides de quarante mille livres chacun, qu'on payeroit par quartier. Les graces qu'ils demandoient, en conséquence de cette preuve extraordinaire de fidélité, étoient, à quelques égards, favorables aux récusants; mais en général,

Carte ,
Orm.

A. D.
1628.

raisonnables & équitables, parce qu'elles tendoient à réparer les griefs dont tous les Etats se plaignoient, & à procurer le bonheur & la prospérité de toute la nation. Le Roi accepta le don, accorda les graces, & en donna avis au Vice-Roi & au Conseil en forme d'instruction.

Parmi la quantité d'articles dont cette instruction étoit composée, les plus importants étoient celui qui assuroit au sujets la jouissance paisible de leurs biens, en limitant le titre du Roi à soixante ans, sans égard pour les prétentions antérieures à ce période; celui qui admettoit les récusants à solliciter leur acte de prise de possession ou autres prérogatives par-devant la Cour des Pupilles, à plaider dans le barreau, & à prêter un serment, en place de celui de la suprématie, par lequel ils promettoient de reconnoître & de défendre Charles comme héritier légitime du Royaume; & celui enfin qui permettoit aux habitants de Connaught de faire enrégister de nouveau leurs patentes, afin d'assurer leurs titres, & de se mettre à l'abri des procès.

L'objet des autres articles étoit de réprimer les oppreffions de la soldatesque ; d'empêcher qu'on protégéât les personnes fufpectes aux tribunaux ; d'abroger ou de limiter différens privilèges exclusifs qui favorifoient le monopole ; de régler la recette des deniers royaux ; d'empêcher qu'on fuffit l'exécution des malfaïcteurs ; de modérer les honoraires des Magiftrats & des Shériffs ; de réduire le nombre des Prévôts des Maréchaux à un dans chaque Province ; & de reftreindre l'exécution du droit des armes aux temps de guerre & de révolte.

On difpenfa les témoins de prêter ferment à la Chambre étoilée, & les Jurés devant les tribunaux dans les caufes privées, excepté dans les cas où on les foupçonnoit de corruption & de partialité. On défendit d'admettre le témoignage des perfonnes notées d'infamie, ou convaincues d'un crime capital, dans les cas où il s'agiffoit de la condamnation d'un fujet, qu'avec les reftriétions requifes.

On régla & l'on abrégéa les fonctions de la Cour des Pupilles. (*Cour*

of Wards.) On défendit à cette Cour de transporter, d'aliéner ni d'affermir les terres de quelque sujet que ce fût, sans avoir préalablement sommé la partie intéressée, ni de rien exiger des terres dont le revenu annuel n'excédoit pas cinq livres. Aucun Clerc, ni aucun Officier subalterne de cette Cour ne pouvoit être nommé Commissaire lorsqu'il s'agissoit de prendre possession d'un emploi. Les inquisitions devoient être faites par quelques notables de chaque Comté, conjointement avec le Feudataire, & l'Officier chargé de rapporter à la trésorerie les biens échus au Roi par droit d'aubaine. On défendit à la Cour de pousser ses recherches au-delà du dernier ancêtre défunt, à moins que le Roi n'ordonnât le contraire. Toutes les compositions avec cette Cour furent limitées à la huitième partie du produit réel des terres. On modéra les droits des tuteurs & des curateurs des biens des mineurs.

Pour que les charges publiques fussent également réparties, on y affujettit les Evêques, les impétrants des

Monasteres abolis, qui prétendoient à des privileges & des exemptions, les nouvelles corporations, les bénéfices inféodés, & les terres temporelles des gens d'Eglise.

Pour que l'Eglise fût mieux servie, on défendit d'accorder des bénéfices à des sujets incapables & indignes; on obligea les Bénéficiers à prêcher, ou à faire prêcher par des Curés; on nomma une commission pour rechercher les cures fondées qui étoient possédées par des laïques à titre de bénéfice inféodé, & pour réformer cet abus; & l'on exigea des Curés, dont les Paroisses étoient étendues, d'avoir dans leurs annexes des sujets en état de prêcher.

Comme les Papistes récusants s'étoient récriés contre les demandes exorbitantes du Clergé établi, on crut devoir réprimer ses exactions injustes. On jugera de la dureté de ses demandes, par l'ordre que l'on donna au Gouverneur d'empêcher » qu'il » n'exigeât rien au-delà de ce qui lui » étoit dû pour les mariages clandestins, les baptêmes, les enterrements, & les prétendues contuma-

» ces contre la juridiction Ecclésiasti-
» que ; de ne leur point permettre de
» mettre aucun sujet en prison de sa
» pure autorité pour des causes qui le
» regardoient , mais de renvoyer les
» délinquants aux Officiers du Roi ».

On permit , pour faire fleurir le commerce , le transport de diverses marchandises dans les domaines du Roi , & dans les Pays qui étoient en paix avec lui ; celui des bêtes à cornes & à laine , mais seulement en Angleterre , moyennant qu'on payât les droits ordinaires.

Voici un autre article , moins important à la vérité , mais qui prouve que les Ministres du Roi étoient moins attentifs à réformer les Irlandois , qu'à tirer parti de leur ignorance & de leur barbarie. Le Gouvernement avoit défendu , sous peine de dix schelings d'amende par an pour chaque charrue , d'atteler les bœufs par la queue , ou de se servir de charruës courtes , comme on les appelloit. Leurs supérieurs ne se mirent point en peine d'enseigner aux pauvres une meilleure méthode ; & les Officiers du Roi , au-lieu de les dé-

fabuser de cette coutume barbare, se contenterent d'exiger l'amende, dont ils tiroient tout le profit, & la convertirent en une taxe régulière, mais si onéreuse, qu'elle devint un sujet légitime de plainte. On l'abolit donc, & l'on renvoya au Parlement la connoissance de cet abus.

Dans la vue de procurer un bénéfice aux entrepreneurs d'Ulster, on permit aux Ecossois de se faire naturaliser, pour qu'ils jouissent de tous les avantages de leurs établissemens. Ceux qui avoient perdu leurs concessions, pour avoir négligé de tenir leurs conventions, furent confirmés dans leurs biens, moyennant une rente double, & une amende de trente livres pour chaque mille acres de terrain. On chargea des Commissaires d'accorder de nouvelles patentes; ce qu'on n'avoit pas fait depuis plusieurs années, & de composer avec ceux qui avoient bâti sur des glebes, & avec les Curés à qui elles appartenoient. Pour satisfaire les colons des autres Comtés qui avoient perdu leurs titres, pour n'avoir pas rempli leurs engagements,

On leur accorda un délai, pour leur donner le temps d'y satisfaire.

On permit à tous les propriétaires de se faire confirmer eux & leurs héritiers dans la possession de leurs biens par le premier Parlement que l'on tiendrait en Irlande, & d'accorder une amnistie générale, pour dissiper les craintes & les soupçons des sujets.

On peut douter de la sincérité du Roi à l'égard de cet article capital, qui eût donné à ces graces la même force & la même stabilité qu'à celles qu'il accorda vers le même temps en Angleterre. Le Roi envoya ses instructions dans le mois de Mai, & fixa le trois de Novembre pour la tenue du Parlement. Le Lord Faulkland, négligeant les formalités, ajourna les membres qui devoient le composer pour le terme que le Roi avoit indiqué, en quoi il fit une démarche très-irrégulière, vu que par la loi de Poynings, le Roi ne pouvoit permettre au Parlement d'Irlande de s'assembler, que le Vice-Roi & le Conseil d'Irlande ne l'eussent instruit des causes & des raisons qui exi-

geoient qu'on le convoquât. Le Conseil d'Angleterre s'aperçut aussi-tôt de cette omission, & la blâma beaucoup. Les Juges qu'il consulta là-dessus, déclarèrent l'ajournement nul & illégal. Il paroît surprenant que le Roi & ses Ministres ayent ignoré la maniere dont il falloit se conduire dans cette occasion; ou, au cas que cela fût, que le Vice-Roi & le Conseil d'Irlande soient tombés dans la même erreur; mais soit que cette irrégularité fût casuelle ou volontaire, rien n'eût été si aisé que d'y remédier, si Charles avoit eu véritablement l'intention de soulager ses sujets, & de leur donner la satisfaction qu'ils demandoient. Quoi qu'il en soit, il ne donna aucun nouvel ordre là-dessus, & ne fixa aucun temps pour la tenue du Parlement d'Irlande.

Cependant, comme les sujets comptoient toujours sur la promesse du Roi, & que les actes du Gouvernement, quoiqu'ils ne fussent point confirmés par le Parlement, ne laissoient pas que d'avoir beaucoup de poids en Irlande, les concessions ac-

tuelles furent reçues avec une satisfaction générale. Elles parurent mettre la dernière main au projet de réformation que Jacques avoit commencé avec autant d'activité que de succès, devoir faciliter le moyen de réformer plusieurs abus accidentels, & contribuer tout-à-la-fois au bonheur du peuple, & aux intérêts de la Couronne.





A P P E N D I X.

LE discours suivant, qu'on ne trouve qu'en manuscrit, est un de ceux que M. Jean Davis, ce savant & judicieux scrutateur des affaires d'Irlande, adressa, l'an 1613, au Lord Chichester, Vice-Roi du Royaume, lorsqu'il fut élu Orateur de la Chambre des Communes, laquelle étoit composée de tous les représentants de la nation. Il a été imprimé sur la copie insérée dans le Journal original de ladite Chambre, que *Jean Lodge*, Ecuyer, a eu la bonté de communiquer à l'Auteur. Il contient, & c'est sous ce titre que je l'ai cité :

*Une Dissertation sur la constitution
& les progrès de la Législation d'Irlande.*

Je me suis hasardé à y joindre quelques notes dans les endroits où les

opinions de Davis m'ont paru souffrir des exceptions, malgré le poids de son autorité, ou lorsque j'ai cru devoir constater ou éclaircir certaines particularités qu'il n'a fait qu'effleur.

Le Vendredi 21 de Mai 1613.

Second Discours de l'Orateur à la Chambre - Haute, après que le Vice - Roi eut approuvé son élection.

TRÈS-HONORABLE ET TRÈS-ILLUSTRE SEIGNEUR,

Puisque votre sagesse, à laquelle je déferé humblement, a daigné ratifier & confirmer le choix que ces Messieurs ont fait de moi pour être leur Orateur, tout indigne que je suis de cette place, en quoi elle a eu moins d'égard à mon mérite personnel, qu'au respect qu'elle a pour l'assemblée qui m'a élu, je me sou mets entièrement à la volonté de V. E., & je vais, en cette qualité, puisqu'elle veut bien me le permettre, exposer à cette illustre assem-

blée, composée de tous les Etats du Royaume, ce qui me paroît convenir aux circonstances du temps, du lieu, & des membres qui la composent.

C'est une maxime du plus sage des Rois, qu'en la multitude de gens de Conseil, gît le salut du peuple; & c'est par l'ordre de celui qui regne sur nous, que nous nous assemblons aujourd'hui pour le bien commun du Royaume d'Irlande.

Ces sortes d'assemblées ont eu lieu dans tous les Etats & dans toutes les Républiques, quoique sous des formes différentes. On leur donne aussi divers noms; mais en France & en Angleterre, qui sont les deux Monarchies les mieux gouvernées, on les appelle Parlements.

Ces Parlements, quoique composés de trois différents Etats, du Roi, de la Noblesse & du Peuple, ont cela de commun avec la musique, que leur perfection dépend de l'accord & de l'harmonie qui regne parmi les membres qui les composent. La concorde, dit Cicéron, est dans la République ce que l'harmonie est dans la

musique ; & c'est cette concorde & cette harmonie des cœurs & des sentimens , qui fait le salut & la sûreté des peuples , ainsi que le dit Salomon.

Une preuve démonstrative de ce que j'avance , est que ces deux Royaumes , qui ont été gouvernés par des Parlements , sont aujourd'hui les Monarchies les plus anciennes de la Chrétienté , & les Etats les plus florissans qu'il y ait jamais eu sur la surface de notre globe.

Vous me demanderez quel rapport a ce que je dis ici avec le Royaume d'Irlande , & l'application que je prétends en faire au lieu & aux personnes qui sont ici présentes ? Je réponds à cela , que lorsque je parle de la Monarchie d'Angleterre , je comprends le Royaume d'Irlande dans le cercle de cette Couronne Impériale.

Les Rois d'Angleterre ne furent pas plutôt les maîtres de l'Irlande , qu'ils réunirent (1) ces deux Royaumes ,

(1) Je me suis efforcé dans l'Histoire d'Irlande ,

mes, comme cela est manifeste par les actes du Roi Jean & du Roi Henri

de, sous le regne d'Henri II, d'établir ce fait, & c'est avec plaisir que je vois mon sentiment confirmé par une autorité aussi respectable. Molyneux (dans son Cas d'Irlande, &c.) prétend que par la donation qui fut faite de l'Irlande à Jean, « elle fut regardée comme un Royaume distinct & séparé : --- que la souveraineté de l'Irlande fut entièrement accordée à Jean, « sans aucune réserve » ; mais nous avons déjà vu (vol. I. p. 240) que les sujets d'Irlande, en conséquence de cette donation, furent soumis non-seulement à ce Prince & à ses héritiers, mais encore au Roi & à ses héritiers ; & que dans les cessions que fit le Comte Jean, sous le regne de Richard I^{er}, le Seigneur d'Irlande excepte les choses qui appartiennent à la Couronne (vol. I. p. 289). Voici comment il s'exprime dans la donation qu'il fit aux Chanoines de St. Thomas le Martyr de Dublin : --- *Volo etiam & firmiter præcipio, quod prædicti Canonici habeant unum burgagium liberum & quietum ab omnibus consuetudinibus, & tallagiis & omnibus demandis, Præter actiones & Placita, quæ spectant ad Reginam Coronam. (Ros. Antiq. penes Comit. Midia.)*

Mais cette idée d'une connexion stricte & inséparable qu'on se proposa d'établir originai-
 rement entre les deux Royaumes, ne peut
 être plus clairement exprimée que par les ter-
 mes de la donation qui fut faite au Prince
 Edouard, l'an 38^e. d'Henri III. Le Roi donne
 à Edouard : --- *Totam terram Hibernia, exceptis
 civitatibus Dublin & Limerick, &c. --- totam Com-
 misatam Cestria cum castris & villis, --- una cum*

III, de maniere que l'Irlande devint un membre de l'Angleterre, *quasi membrum Angliæ*, comme l'ont décidé tous les tribunaux, 3 H. 7. Elle devint uu membre qui en dépendoit & qui lui appartenoit, ainsi que le porte l'acte des Facultés, 28 H. 8; uni & annexé à la Couronne Impériale du Royaume d'Angleterre, comme l'appelle le statut 33 H. 8, qui donne à ce Prince le titre de Roi d'Irlande.

Aujourd'hui, graces à Dieu, les sujets des deux Royaumes n'ont qu'un seul Roi, l'illustre Roi d'Angleterre, & sont conduits & gouvernés par la même loi, savoir par le droit coutumier de ce dernier Royaume; & comme il n'y a aujourd'hui qu'une seule loi, de

conquestu Wallia in finibus illis, -- & totam villam Bristol cum castello, &c. -- avec une restriction expresse, ,, quant aux territoires Anglois & ,, Irlandois, qu'on regarde comme appartenant ,, ensemble, & également à la Couronne d'Angleterre. -- Ita tamen, quod prædicta terre & castra omnia nunquam separentur a Corona; & quod nullus, ratione ipsius donationis eidem Edwardo factæ, aliquid juris vel clamei aliquo tempore sibi vindicare possit; sed integre Maneant Regibus Angliæ in perpetuum. (Rymer, T. I. p. 501.)

même durant l'espace de (1) 140 ans, après que le Roi Henri II eut pris

(1) Suivant cette assertion, les sujets d'Irlande n'eurent aucun Parlement en propre jusqu'à la huitième ou neuvième année du règne d'Edouard Second. On prétend d'un autre côté, qu'Henri II, outre la création des Comtes, des Shériffs & des autres Officiers nécessaires pour faire exécuter les loix d'Angleterre, donna aux nouveaux colons d'Irlande ce qu'on appelle *Modus tenendi Parliamenta*. (Voyez *Molineux' Case*, &c. p. 26). L'authenticité de l'acte qu'on produit pour ce *Modus*, est, à la vérité, sujette à plusieurs objections; mais il y a cependant quelque apparence que les Anglois établis en Irlande avoient leurs Parlements dès le règne d'Henri Second; car il est parlé d'un statut d'Henri Fitz-Empres, dans un acte d'un Parlement d'Irlande, 2 Ric. III, qui le confirme & le ratifie. Nous avons même des preuves qu'on a tenu des Parlements en Irlande, long-temps avant l'époque que Davis assigne. L'an 38^e. du règne d'Henri III, le Roi ayant besoin de secours contre le Roi de Castille, donna ordre d'assembler un Parlement en Irlande, & d'y appeler les Prélats, *cum aliis magnatibus terræ Hiberniæ*. (Rymer, T. I. p. 497.) Il paroît par un acte du Livre Noir de l'Eglise de Christ de Dublin, qu'on tint un Parlement en Irlande vers l'an 1295, ou, pour parler précisément, l'an 1303, dont j'ai parlé (Vol. II. p. 96 & 97) avec les formalités & la solennité ordinaire. — Voici ce que l'acte porte : *Justiciarius hic de communi Consilio Domini Regis in hac terra, ad pacem firmitus stabiliendam, ordinavit & statuit generale Parliamentum hic ad hunc*

C ij

possession du Royaume d'Irlande, il n'y eut qu'un Parlement pour les

*diem. Et mandatum fuit Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, & Prioribus, quorum prasentia videtur ad hoc esse necessaria, necnon & Comitibus, Baronibus, & aliis optimatibus terræ hujas, videlicet uni-
euique eorum pro se, quod essent hic ad hunc diem. Et nichilominus, praeceptum fuit Vice-Comitibus Dublinæ, Louethiæ, Kildaria, Waterfordiæ; Katherlagh, Kilkenniæ, & Ultoniæ, quod unusquisque eorum pro se, videlicet Vice-Comes in pleno Comitatu suo, & Senescallus in plena curia sua libertatis suæ, per assensum comitatus sui, seu libertatis, eligi faceret duos de probioribus & discretionibus Militibus de singulis comitatibus & libertatibus, qui hic nunc interessent, plenam potestatem habentes de tota communitate comitatus & libertatis & faciendum, &c.*
Nous avons ici l'exemple d'un grand Conseil, que Davis lui-même avoueroit être un Parlement, plutôt qu'un pourparler, avant la huitième année d'Edouard Second.

Nous avons, dans un acte annexé au II^e. Volume, (*Voyez l'Appendix, n^o. 2*) une preuve certaine que les sujets d'Irlande regardoient la coutume de s'assembler pour délibérer sur les affaires de la nation, comme un droit & un privilege qu'ils s'étoient réservé lors de leur établissement. „ Nous ne sommes point obli-
„ gés, dit le Clergé d'Armagh, suivant les li-
„ bertés, les privileges, les droits, & les cou-
„ tumes de l'Eglise & du Pays d'Irlande, d'élire
„ & d'envoyer aucun Député en Angleterre,
„ pour assister aux Parlements, ou aux Con-
„ seils qui s'y tiennent”. -- „ Nous ne sommes
„ point obligés, dit le Shériff de Louth, con-
„ formément aux droits, aux privileges, aux

deux Royaumes, qui fut celui ***** pendant tout ce temps-là. Les loix

„ libertés, aux loix & aux coutumes de cette
 „ Terre d'Irlande, dont nous jouissons depuis
 „ sa conquête, d'élire & d'envoyer des Dé-
 „ putés au Parlement d'Angleterre, pour trai-
 „ ter, délibérer & convenir, ainsi que l'ordre
 „ l'exige ". Suivant les extraits de cet acte
 que j'ai trouvé dans la Bibliothèque Bodléienne,
 la réponse du Comté de Dublin fut égale-
 ment décisive & explicite. Les Nobles & les
 Communes de ce Comté déclarent d'une voix,
 „ suivant les droits, les privilèges, les liber-
 „ tés, les loix & les coutumes dont l'Irlande
 „ a joui depuis la conquête qu'on en a faite,
 „ nous ne sommes point obligés d'envoyer
 „ qui que ce soit au Parlement ou au Conseil
 „ de notre Seigneur le Roi d'Angleterre ". Ils
 exigent ces droits & ces privilèges en confi-
 dération des charges qu'ils ont supportées,
 & qu'ils supportent encore, &c. --- Telles
 étoient les idées des sujets d'Irlande sous le
 règne d'Edouard III.

Les recherches exactes de M. Lodge, nous
 fournissent des déclarations encore plus for-
 melles. L'an 32^e. d'Henri VI, un Parlement d'Ir-
 lande assure, „ que tout le peuple lige d'Ir-
 „ lande de a eu des Parlements sans interruption,
 „ depuis la conquête dudit Pays par le très-
 „ noble Roi Henri Fitz-Empress, jusqu'à leur
 „ temps ". Il est dit dans un bill notifié (*Pa-
 rol. 19. Hen. VI*) „ le Pays d'Irlande est de-
 „ puis long-temps une souveraineté annexée
 „ à notre Couronne; dans lequel Pays, vous
 „ & tous vos ancêtres, qui étoient Rois d'An-
 „ gleterre & d'Irlande, depuis un temps im-

que faisoit le Parlement d'Angleterre, nous étoient transmises de temps à autre, sous le grand sceau de ce Royaume, pour être publiées, enregistrées & exécutées de même que si elles eussent été faites dans celui-ci.

Ce fut ainsi que les Rois Jean & Henri III nous envoyèrent la grande charte des anciennes libertés des sujets Anglois, les statuts de Merton & de Marlebridge; qu'Edouard I^{er}. nous fit tenir les trois premiers statuts de Westminster, & celui de Gloucester; & Edouard II, ceux de Lincoln & d'Yorck.

Le second de Westminster & celui d'Yorck, dans leurs différents préambules, font une mention expresse des sujets & des Royaumes

„ mémorial, avoit eu des Cours, c'est-à-dire,
 „ une Chancellerie, un Banc du Roi, un E-
 „ chiquier, & d'autres Cours réelles, savoir,
 „ des Parlements & des Grands-Conseils". On
 observera encore que les premiers statuts de
 la Législation d'Irlande, qu'on a imprimés, fu-
 rent faits la 3^e. année d'Edouard Second, dans
 un temps où Jean Davis assure qu'il n'y avoit
 aucun Parlement en Irlande.

d'Irlande & d'Angleterre , où ces loix furent faites.

Tous ces statuts , de même que les ordres qui les accompagnoient , furent enrégistrés , & se trouvent encore aujourd'hui dans les archives de ce Royaume.

Mais quand , depuis quand , & sous quel regne cette assemblée générale , cette Cour du Parlement a-t-elle été établie en Irlande ?

(1) Il est certain que les tribunaux

(1) J'ai allégué dans la note précédente les raisons qui prouvent la fausseté de cette assertion , malgré le ton décisif avec lequel on l'avance ; & je soupçonne que ce que dit ici l'Orateur „ que le Gouvernement d'Angle-
„ terre se réserva sagement le droit de pres-
„ crire des loix aux Parlements „ est une idée neuve qui ne convient point au temps dont il parle. Nous ne trouvons dans ce temps-là aucune trace de spéculation touchant la dépendance & la subordination , &c. Les Princes & les Ministres fonderent jusqu'au temps de la réformation leur droit à la souveraineté d'Irlande , sur la donation du Pape Adrien ; & l'on étoit si fort persuadé de sa validité , que Richard Second , dans les contrats qu'il fit avec les Chefs Irlandois , les condamna à une amende envers la Chambre Apostolique , au cas qu'ils violassent leurs engagements. Sous le regne d'Henri V , les Anglois établis dans l'Irlande ,

ordinaires commencerent avec les premieres colonies Angloises; mais

prierent le Roi d'obtenir du Pape qu'il appuyât sa donation de la publication d'une croisade contre les Irlandois rebelles. La 7^e. année du regne d'Edouard IV, un Parlement d'Irlande reconnoît la validité de la donation d'Adrien, & la regarde comme le fondement de la souveraineté d'Irlande. Henri VII pria le Pape Alexandre de fulminer ses censures contre les insurgens d'Irlande, comme si leur rébellion eût autant intéressé le Saint-Siege que la Couronne d'Angleterre. Ce ne fut que la 11^e. année d'Elisabeth, qu'un Parlement d'Irlande fit dériver ce droit de souveraineté du Roi, Gurmunde & du Roi Belin.

Les sujets des deux Royaumes n'étoient point jaloux dans ce temps-là des droits de la législation. Les Anglois & les Irlandois regardoient l'obligation d'assister aux Parlements comme un vrai fardeau. Les premiers étoient trop peu attentifs aux affaires d'Irlande, pour vouloir se mêler de ce qui la concernoit. Les Irlandois avoient reçu la loi d'Angleterre, comme un droit dont ils étoient convenu, & qui leur avoit été plusieurs fois confirmé. Ils ne regarderent jamais la transmission des statuts qui servoient à l'expliquer & à l'éclaircir, comme une infraction de ce droit. Ils les sollicitèrent même quelquefois; ils les reçurent avec joie, ils les adopterent dans leurs Conseils, ils les publierent dans leurs villes, ils les enrégistrerent sans examiner s'ils étoient valides ou non. -- Mon dessein n'est point de discuter ici les questions qui regardent le droit ou la politique; mais seulement de prouver

que le Gouvernement d'Angleterre
se réserva pendant plusieurs années

qu'elles ne furent jamais agitées dans ces premiers temps.

Le changement que le temps opère dans les idées & les sentiments d'un peuple, n'est pas tout-à-fait indigne d'attention. M. Prynne découvrit un ordre daté de la 8^e. année d'Edouard II, qui enjoignoit à plusieurs Seigneurs d'Irlande d'assister à un Parlement que l'on tenoit à Westminster. (*Voyez Animad. p. 260*). Il fut surpris de cette découverte. Il prétendit qu'on ne les mandoit qu'en qualité de Commissaires ou d'Agents, & non comme membres du Parlement, „ à cause, disoit-il, qu'il ne con-
„ tenoit point la clause de *Vestrumque Consi-*
„ *lium impensuri*, qu'on ajoute à tous les ordres
„ adressés aux Prélats & aux Seigneurs laïques
„ qui sont membres du Parlement, & qui assis-
„ tent au Conseil du Roi”. Il ne paroît pas que l'addition de ces paroles fut dans ce temps-là essentielle à ces sortes d'ordres, ni qu'elle fût établie par l'usage. Nous en avons plusieurs de la 23, 30 & 33^e. année d'Edouard I^{er}., de la 2^e. d'Edouard II, & de la 7^e. du même regne, dans lesquels ces paroles ne se trouvent point, quoiqu'on ne puisse douter de leur autorité. (*Voy. Dugdale's Summons to Parliament.*) M. Prynne ne nous dit point la manière dont le Roi mandoit les Agents & les Commissaires Irlandois pour traiter & conférer avec lui, non-seulement sur l'état de leur Pays, mais encore, *de aliis negotiis arduis & urgentibus nos contingen-*
tibus. Ses Mémoires auroient cependant dû lui apprendre, que dans la seconde année de ce même regne, un Evêque de Dublin reçut ordre

le droit de prescrire des loix aux Parlements.

Le Ministère d'Angleterre n'établit le Parlement d'Irlande, tel qu'il est aujourd'hui, que vers la fin du regne d'Edouard II. Avant ce temps-là, les assemblées que tenoient les Seigneurs & quelques membres des Communes, pour appaiser les dissensions qui s'élevoient parmi eux, quoiqu'on leur donne le nom de Parlements dans les anciennes annales, n'étoient proprement que des conférences ou des pourparler, parce qu'elles

de se rendre à un Parlement de Westminster, comme Evêque, & avec ses confreres. (*Voy. Dugdale Summ. to Parl.*). Les Irlandois ne se soucioient guere dans ce temps-là de l'honneur que Prynne leur refuse. Ils le regardoient comme onéreux; & l'on trouvoit fort dur qu'un Seigneur Anglois, qui se trouvoit en Irlande, fût obligé d'assister au Parlement d'Angleterre. Il paroît par un registre de la 9^e. année d'Edouard II, que ce Prince dispensa Roger Mortimer de Wigmore dans ses premieres lettres circulaires, d'assister au Parlement qu'il tenoit à Lincoln, parce qu'il se trouvoit en Irlande; mais qu'ayant appris qu'il étoit retourné en Angleterre, il lui enjoignit expressément de s'y rendre, à moins qu'il ne fût obligé de partir avant son ouverture. (*Voyez Prynne Animad. p. 261.*)

n'étoient point autorisées, & qu'on n'y observoit aucune formalité.

Mais quelle fut la raison d'Etat qui obligea la Cour d'Angleterre à établir un Parlement en Irlande dans le temps dont je parle ?

Ce fut le besoin que ce Royaume en avoit. Les Ecoffois avoient inondé l'Irlande sous la conduite d'Edouard Bruce ; l'Angleterre avoit le même ennemi sur les bras, les Barons s'étoient révoltés ; & étant déchirée par les factions, elle ne pouvoit donner ni secours, ni conseil à ses sujets d'Irlande. Se trouvant ainsi abandonnés à eux-mêmes, ils obtinrent du Gouvernement d'Angleterre la permission de s'assembler, pour délibérer sur les moyens d'éteindre cet embrasement général, qui avoit presque consumé tout le Royaume.

Telle est, selon les savants Antiquaires, l'époque du Parlement d'Irlande.

Je vais maintenant, Monseigneur, avec la permission de V. E. parcourir en peu de mots les différents Parlements qu'on a tenu depuis en Irlande, les motifs qui ont donné lieu à

leur tenue , la qualité & le nombre des membres qui les compofoient , afin que l'on puiſſe juger par comparaiſon des avantages qu'a celui-ci ſur les précédents , tant par rapport au bonheur du temps , que par rapport à toutes les autres circonſtances.

Il eſt certain que l'invaſion des Ecoſſois , la révolte des Irlandois , l'oppreſſion inſupportable des grands Seigneurs du Royaume , ſous prétexte d'entretenir une armée pour s'oppoſer à l'une & réprimer l'autre , occasionnerent une ſi grande miſere , & une déſolation ſi affreuſe dans ce Royaume vers la fin du regne d'Edouard II , que les colonies Angloiſes & les Provinces ſituées hors du diſtrict Anglois , tomberent la plupart dans une ſi grande corruption de mœurs , qu'on eût infiniment plus de peine à les réformer par les loix , qu'à ſoumettre leurs ennemis par les armes.

Ce fut ce qui obligea Antoine Lucye , & après lui Ralph Ufford , à convoquer , au commencement du regne d'Edouard III , un Parlement pour réprimer l'inſolence des Seigneurs

d'extraction Angloise, parmi lesquels le Comte de Desmond se distinguoit le plus par sa conduite criminelle.

Thomas Rookesby & Lyonell, Duc de Clarence, tinrent, sous le règne du même Prince, plusieurs Parlements à Kilkenny, dont l'objet fut d'obliger les Anglois abâtardis à abandonner les coutumes barbares des Irlandois, à reprendre celles de leurs ancêtres, & à rendre au Gouvernement d'Angleterre l'obéissance qu'ils lui devoient.

Cette même cause donna lieu à la tenue de plusieurs Parlements en Irlande, jusqu'au temps que les guerres d'Yorck & de Lancastre changèrent entièrement la face des affaires dans les deux Royaumes.

Si l'on consulte les registres des Parlements que l'on tint depuis la 40^e. année d'Edouard III jusqu'à la 30^e. d'Henri VI, on trouvera qu'indépendamment de la confirmation des statuts de Kilkenny, on fit plusieurs loix pour réformer plusieurs abus & plusieurs coutumes infâmes que les Anglois avoient prises des Irlandois.

Il paroît donc que pendant l'es-

pace de 140 ans qui s'écoulerent depuis l'érection du premier Parlement, aucun ne travailla ni à soumettre les Irlandois, ni à achever la conquête de l'Isle; mais seulement à réformer les colonies Angloises, & à conserver à la Couronne d'Angleterre la souveraineté qu'elle avoit sur elles.

La guerre civile s'étant allumée en Angleterre entre les deux Maisons dont j'ai parlé, cet événement fit une telle impression sur ce Royaume, que la Noblesse, à l'exemple de celle d'Angleterre, se partagea en plusieurs factions. Les Irlandois en profitèrent pour reprendre une grande partie des colonies Angloises, & celles-ci retomberent dans une si grande barbarie, que l'on perdit entièrement le fruit des premiers Parlements, & qu'aucune partie du Royaume, à l'exception de quatre Provinces, ne demeura soumise aux loix d'Angleterre.

Mais que firent les Gouverneurs de ce Royaume, après que la juridiction des loix eût été réduite dans ces bornes étroites? convoquerent-ils d'autres Parlements, ou négligerent-ils de le faire, parce que la plus

grande partie du Royaume refusoit de reconnoître les loix & le Gouvernement d'Angleterre ?

Ils furent si éloignés de tomber dans cette négligence, que les Parlements ne furent jamais si fréquents que sous les regnes d'Henri VI & d'Edouard IV. Il ne se passa presque point d'année qu'on n'en tint un, & même deux ou trois ; ce qui devint si onéreux aux sujets, qu'on fit une loi particuliere qui les réduisit à un par an.

Pour quelle raison convoqua-t-on tant de Parlements ? quelles affaires y traita-t-on ? y prit-on des mesures pour recouvrer les Provinces qu'on avoit perdues, ou pour subjuguier entièrement les Irlandois ? Non. On ne trouve dans les registres de ce temps-là qu'une quantité extraordinaire de bills, de requêtes & d'ordonnances sur des matieres si triviales, qu'il falloit que le Parlement n'eût rien de mieux à faire pour s'en occuper.

Tels furent les motifs qui obligèrent à convoquer les Parlements de ce Royaume, & les affaires dont ils s'occupèrent durant les guerres

d'Yorck & de Lancaſtre, & même après qu'elles furent terminées, juſqu'à la 10^e. année du regne d'Henri VII.

Cette année étoit la dixieme depuis l'union des roſes ; & il y en a aujourd'hui dix complètes que ces deux Royaumes ſont réunis ſous la même Couronne Impériale. Quelle époque plus glorieuſe pour la tenue d'un Parlement !

Edouard Poynings aſſembla cette année-là ce fameux Parlement, dans lequel il montra autant d'activité que de deſir pour la réformation générale de ce Royaume, & où l'on fit pluſieurs loix dont nous reconnoiſſons encore aujourd'hui l'utilité & la néceſſité.

On y fit entr'autres deux loix dont on ne peut ſ'empêcher d'admirer l'excellence. La premiere remontoit aux ſiècles paſſés, ſuppléoit aux omiſſions des Parlements précédents, & confirmoit tous les ſtatuts qu'on avoit faits autrefois en Angleterre.

La ſeconde, qui regardoit le temps à venir, ordonnoit qu'on ne tiendrait dorénavant aucun Parlement,

qu'on n'eût donné connoissance à la Cour d'Angleterre des actes qu'on devoit y passer, & que le Roi & son Conseil ne les eussent approuvés & renvoyés sous le grand sceau du Royaume.

(1) Ce dernier acte est celui que

(1) On peut aisément s'instruire de l'objet de cette fameuse loi, & des raisons qui y donnerent lieu, par l'Histoire d'Irlande, surtout sous les regnes d'Henri VI, d'Edouard IV, & les premieres années d'Henri VII.

On a vu que l'ordonnance du regne d'Edouard II touchant la tenue des Parlements annuels, ne leur accordoit aucun nouveau droit, mais portoit simplement que ces assemblées que l'on avoit convoquées jusqu'alors par occasion, ne se tiendroient dorénavant que tous les ans; mais de crainte qu'elles ne devinssent trop fréquentes, elle les réduisit à une par an. Une preuve que l'on doit prendre cette expression dans le sens que je viens de dire, c'est qu'il est dit dans le préambule d'un acte donné en Irlande la 29^e. année d'Henri VI: „ Que la coutume d'Irlande „ depuis un temps immémorial, est, & a été, qu'aucun Lieutenant, Député, Justicier, ou tel autre Gouverneur que ce soit, ne peut „ convoquer plus d'un Parlement par an “. Ce préambule prouve que c'étoit le Vice-Roi qui convoquoit le Parlement depuis un temps immémorial; & ce fait est constaté par un autre acte de la 11^e. année d'Elisabeth, lequel porte qu'avant le statut de Poinings, les Vice-

nous appellons l'acte de Poynings, & a servi de regle à tous les Parle-

Rois convoquoient les Parlements lorsqu'il leur plaisoit. Je n'examinerai point ici, si l'on s'étoit écarté de l'ancien usage, ou si les Vice-Rois jouissoient anciennement de ce privilege; mais il est certain qu'ils en usèrent souvent sous les regnes d'Edouard I, d'Henri VI & d'Edouard IV, & qu'ils passerent & rejeterent des bills sans les avoir communiqués au Roi.

Les sujets Irlandois éprouverent plus d'une fois les inconveniens de cet usage. En premier lieu, les Vice-Rois furent fâchés d'une ordonnance qui les assujettissoit à ne convoquer qu'un Parlement par an; mais dans les cas où il s'agissoit de favoriser leur faction, ils en convoquoient plusieurs dans le district qui leur étoit soumis, en laissant quelques mois d'intervalle de l'un à l'autre. Un service aussi fréquent devint onéreux à ceux qui avoient des terres, parce que l'ennemi ne manquoit pas de profiter de leur absence pour les ravager. On fit donc revivre l'ancien usage par un statut de la 34^e. année d'Henri VI, lequel portoit, « que si la nécessité obligeoit » le Gouverneur du Pays de convoquer un » Parlement, il se borneroit à un par an; & » qu'au cas qu'il voulût en convoquer un second, il seroit permis à ceux qui y étoient » appellés, de ne point s'y trouver, & que » tout ce qu'il auroit fait, seroit déclaré nul » & de nul effet ».

Comme cette ordonnance n'étoit que pour trois ans, on ne tarda pas à retomber dans le premier abus, & les Parlements devinrent si fréquents, que les sujets en souffrirent beau-

ments qu'on a tenu dans la suite.
 Quoique ces actes d'Edouard Poy-

coup. Les Gouverneurs les accablèrent d'impôts & de subsides pour satisfaire leur avarice. Ils portèrent leurs plaintes au Trône, & Edouard IV donna, la 19^e. année de son règne, un édit par lequel « il défendit au Parlement qu'on tiendrait dorénavant, de lever plus d'un subside par an sur les Communes, dont il fixa la valeur à sept cents » marcs ».

Les Seigneurs factieux n'eurent aucun égard pour ces instructions; & ceux qui succéderent au Gouvernement n'en témoignèrent pas plus pour les statuts de leurs prédécesseurs. Un Parlement annulloit ce que l'autre avoit fait; les loix n'étoient dictées que par la partialité, la jalousie & l'animosité de la faction dominante. Tel fut l'état de la législation d'Irlande durant les guerres des Maisons d'Yorck & de Lancastre. On tint enfin plusieurs assemblées à la fois, lesquelles s'arrogerent l'autorité d'un Parlement en forme, & accablèrent les sujets d'un si grand nombre de statuts, qu'ils furent obligés de recourir au Trône pour se délivrer de ces violences. (*Voyez Vol. III, p. 123.*) Pour mettre le comble à leurs maux, un vil aspirant au Trône convoqua un Parlement sous le règne d'Henri VII, & y dicta des loix convenables à ses intérêts, & menaça de sa vengeance ceux qui oseroient s'y opposer. (*Vol. III, p. 150.*) La chute de cet aventurier produisit de nouvelles loix, dont l'objet fut de mortifier & de punir ses adhérents. Elles enflammèrent leur ressentiment; ils s'y opposèrent, & il se forma de nouvelles assemblées,

nings ayent pour objet le bien public, & ayent fervi de bafe à la ré-

de manière qu'on ne fut plus qui étoit le dépositaire de l'autorité législative.

L'objet qu'Edouard Poynings se propofa dans fon adminiftration, fut de réformer les abus, & de faire rentrer les fujets d'Irlande dans l'obéiffance dont ils s'étoient écartés. Ce Gouverneur les trouva qui fe reflentoient encore des maux que leur avoient caufé les factions & les troubles qui en avoient été la fuite. Ils venoient de fe réconcilier avec le Prince régnant, & ils s'empreffoient d'expier leur révolte paffée. Il profita de leurs difpofitions; & dans le premier transport de leur zele, ils faifirent avec avidité le premier expédient qu'il leur propofa pour fe garantir des vexations qu'ils avoient éprouvées, & affurer les intérêts de la Couronne en Irlande. Il fut ordonné à la requête de la Chambre des Communes, „ qu'on ne tiendrait dorénavant aucun Par-
 „ lement en Irlande, que le Vice-Roi & le
 „ Conseil n'euffent au préalable inftruit le
 „ Roi, fous le grand fceau du Royaume, des
 „ caufes, des raifons pour lefquelles il s'af-
 „ fembloit, & des aâes qu'on devoit y paf-
 „ fer; que le Roi & fon Conseil ne les euf-
 „ sent approuvés comme utiles & avantageux
 „ au Royaume, & n'eût confenti à la tenue
 „ dudit Parlement fous le grand fceau d'An-
 „ gleterre; & que cela fait, il s'affembleroit
 „ fous la forme & pour l'effet fufdit”. (*Voyez la Statut de Poyning, Vol. III, p. 200.*)

En conféquence de ce ftaut, le Parlement conduifit les affaires de manière qu'il ne caufa aucune jaloûfie aux fujets, parce qu'en affu-

formation générale qu'on a effectuée depuis, ils ne purent cependant pro-

• rant l'autorité de la Couronne, il limita celle du Gouverneur d'Irlande, qu'ils regardoient comme dangereux. Le Conseil-Privé assembloit les Seigneurs & les Gentilshommes de la nation lorsqu'il étoit question de convoquer le Parlement. Ils convenoient des loix qu'il étoit à propos de faire, ils les mettoient par écrit, & les communiquoient au Roi, qui les renvoyoit au Parlement sous le grand sceau, pour qu'il pût les examiner, les accepter & les rejeter. Cette coutume qu'avoit le Conseil de ne faire des loix qu'avec le consentement des Seigneurs & des Gentilshommes, devint par la suite une espece de droit; de maniere que lorsqu'on voulut le leur ôter, l'an 1612, ils se récrierent contre cette innovation. (*Voyez Vol. IV, p. 403 & suiv.*)

Ce statut de Poynings n'étoit pas assez formel pour prévenir les disputes sur le sens qu'on devoit lui donner. On prétend qu'il fournissoit matiere à quantité de doutes & d'ambiguités. (*Voyez l'Expl. des 3e. & 4e. statuts de Philippe & de Marie.*) Ceux qui étoient les plus jaloux des droits de la législation, prétendirent que ce statut ne prescrivait que les conditions nécessaires à la tenue d'un Parlement. Ils convinrent qu'on ne pouvoit le convoquer qu'on n'y eût satisfait; mais que comme il ne disoit point qu'il ne pouvoit traiter que des actes dont le Roi avoit eu connoissance, à l'exclusion de tout autre, il lui permit, lorsqu'il étoit une fois assemblé, non-seulement de traiter les articles que la Couronne lui avoit prescrits, mais encore de tout

duire l'effet qu'on s'en étoit promis, parce que plus des trois quarts du

ce qu'il croyoit avoir rapport au bien public.

Les partisans du Gouvernement soutenoient, au contraire, que l'intention de cette loi étoit de restreindre la législation d'Irlande aux points qu'il plairoit au Souverain de lui prescrire.

D'autres assuroient que l'objet de la loi de Poynings étoit non-seulement de limiter le pouvoir que le Vice-Roi s'arrogeoit de convoquer le Parlement lorsqu'il lui plaisoit, mais encore de l'empêcher de faire passer des loix dont la Couronne n'avoit aucune connoissance, ou qu'elle ne jugeoit pas à propos d'établir. Ils convenoient que le Parlement étoit en droit de faire de nouvelles loix pour le bien du Royaume, & qu'elles étoient nécessaires; mais qu'il falloit, pour qu'elles produisissent l'effet que Poynings avoit en vue, que le Roi en fût auparavant instruit.

Les Parlements que l'ont tint en Irlande pendant l'intervalle qui se passa entre la 10^e année d'Henri VII, & la 3^e. de Philippe & de Marie, se conformerent dans divers temps à chacune de ces différentes interprétations. Quelquefois la législation, au-lieu de se borner à adopter ou à rejeter les loix que l'on soumettoit à son examen, prenoit la liberté d'y faire les changements qu'elle croyoit nécessaires, en quoi la Couronne l'autorisoit; car elle envoyoit ses bills (je parle d'après Mr. Lodge,) avec des blancs relatifs au temps, au lieu, & aux personnes. Quelquefois elle usoit de cette liberté avec ménagement & avec déférence. Par exemple, on avoit dressé l'an 24^e. d'Henri VII, un bill de subside avec

Royaume étoient dans ce temps-là, & furent long-temps après habités par

fi peu d'égard aux formalités requises, que le Parlement crut devoir y ajouter cette clause, qu'elle laissoit la liberté au Roi de l'annuller ou de le réformer, au cas qu'il lui déplût en tout ou en partie. Entre autres exemples que je pourrois citer, la clause annexée à l'acte de la 28^e. année d'Henri VIII, pour suspendre la loi de Poynings, fut ajoutée par le Parlement de sa pure autorité.

Quelquefois le Parlement, après s'être assemblé, ne se borna point à l'addition de quelques clauses particulières, & s'arrogea le pouvoir de dresser & de passer des bills sans en donner connoissance au Roi; mais la Couronne, à son tour, interposa son autorité, s'y opposa & les révoqua. (*Dors. Rot. Canc. 32 Hen. VIII.*)

J'ai vu dans le MS. intitulé *le Livre rouge* du Comte de Kildare, que le Duc de Leinster a eu la bonté de me communiquer, une commission de la 17^e. année d'Henri VIII, donnée à Gerald, Comte de Kildare, pour convoquer un Parlement avec les bills qu'on devoit y passer selon la forme ordinaire, laquelle commençoit par ces mots ordinaires, *Prayen the Commons, &c.* La commission porte que le Parlement ne discutera que les bills dont il a donné connoissance au Roi, à l'exclusion des autres, *super subsequentibus articulis -- & non aliis; juxta formam commissam, & non aliter.* Ces sortes de restrictions prouvent que le Parlement pouvoit ne pas se former aux bills dont je viens de parler. Ces sortes de restrictions ne furent pas toujours également

des Irlandois & des Anglois non-réformés, qui n'étoient point soumis aux loix.

Les

rigoureuses; car nous avons une commission adressée à Antoine Saintléger, (de l'an 32^e. d'Henri VIII,) par laquelle le Roi le chargea d'examiner dans le Parlement les articles qu'il lui envoie, & ceux qu'il jugera à propos d'envoyer dans la suite, pendant sa session, selon qu'il jugera que cela convient aux intérêts de la Couronne. (*Rymer, Tom. XIV, p. 715.*)

Telles furent les variations dans l'usage des Parlements d'Irlande, qui donnerent lieu à l'acte de la 3^e. & 4^e. année de Philippe & de Marie, « qui déclaroit le sens dans lequel on devoit prendre l'acte de Poynings ». (*Vol. III, p. 384. Irish Stat. Vol. I, p. 246.*) Il autorisoit le Vice-Roi & le Conseil, durant la session de chaque Parlement, à instruire la Cour des autres causes, raisons, &c. qu'ils jugeroient à propos, ainsi qu'on l'avoit pratiqué dans quelques occasions. Mais il portoit aussi que le Parlement ne pourroit passer d'autres actes que ceux dont il auroit donné connoissance à la Cour, avant & durant la session, par où il lui ôtoit la liberté qu'il avoit quelquefois prise, & le resserroit dans des bornes beaucoup plus étroites qu'auparavant.

Il paroît extraordinaire qu'on ait oublié cette interprétation dès la 11^e. année d'Elisabeth, & qu'on ait expliqué l'acte de Poynings dans le sens le plus rigoureux, comme s'il eût ôté au Parlement d'Irlande le pouvoir de passer d'autres actes que ceux que la Cour
lui

Les Parlements que l'on tint depuis sous les regnes d'Henri VIII,

lui avoit renvoyé après les avoir approuvés. Ce fut cependant ce qui arriva, comme cela paroît par un statut de cette même année. (*Irish. Stat. Vol. 1, p. 321.*) Il n'est presque pas croyable que Sidney & son Conseil ayent ignoré cette loi interprétative; mais il n'est pas impossible qu'ils l'ayent négligée à dessein de faire sentir à la Reine la nécessité de suspendre la loi de Poynings. Quoi qu'il en soit, nous avons vu sous le regne d'Elisabeth, que le Gouvernement s'efforça plusieurs fois de suspendre cette loi; que les sujets prirent l'alarme, & craignirent que le Vice-Roi n'abusât de son autorité lorsqu'il se verroit soutenu par un petit Parlement presque tout composé de ses créatures, & qu'ils regarderent l'exacte observation du statut de Poynings, comme la base de leur sûreté. A mesure que la législation d'Irlande s'occupa d'affaires plus importantes, & que les Parlements devinrent plus respectables par l'augmentation des membres des Communes, les hommes changerent peu-à-peu d'idées. Le Lord Strafford recommanda à son maître de ne jamais se désister de la prérogative qu'il avoit d'approuver les loix qu'on devoit proposer au Parlement d'Irlande, & de ne point souffrir qu'on lui portât la moindre atteinte. (*Voyez la Lett. de Strafford, Janv. 22, 1633.*) Il tança rudement les Seigneurs d'Irlande qui voulurent conférer avec le Conseil sur les loix qu'on devoit proposer au Parlement. S'il étoit impérieux, les sujets d'Irlande étoient plus considérables qu'ils ne l'étoient autrefois, & plus jaloux du pouvoir

de la Reine Marie & de la Reine Elisabeth, (Edouard VI n'en convoqua aucun,) n'eurent pour objet que des affaires particulieres, & non la réformation générale du Royaume.

Pourquoi le Lord Léonard Grey tint-il un Parlement la 28^e. année d'Henri VIII, si ce n'est pour passer un bill d'atteinte contre les Geraldins, & abolir l'autorité que le Pape avoit usurpée?

Quel fut l'objet de celui qu'Antoine Saintléger convoqua depuis la

de la Couronne. Sous le regne de Jacques; les Communes demanderent la permission de proposer au Conseil les loix qu'elles trouvoient à propos que l'on fit. (*Voyez le Journ. des Comm. d'Irlande, Vol. I. p. 47.*) Elles allerent plus loin après la chute de Strafford. Elles voulurent s'arroger le droit de préparer ce qu'on appelle les projets des bills (*Heads of bills*) dans leur Chambre, & de les présenter au Gouverneur & au Conseil pour les faire passer à la Cour. On voit à présent les progrès d'une loi d'Irlande. On dresse le projet du bill dans les deux Chambres du Parlement; on les présente au Vice-Roi & au Conseil; la Cour lui donne le caractère de loi, & le renvoye sous le grand sceau. On le présente au Parlement; & après que les deux Chambres l'ont approuvé, le Vice-Roi le confirme au nom du Roi.

38^e. année d'Henri VIII ? d'investir ce Prince du titre de Roi d'Irlande, & de supprimer les Abbayes & les maisons religieuses.

Pourquoi Thomas, Comte de Suffex, tint-il son premier Parlement l'an 3 & 4^e. du Roi Philippe & de la Reine Marie ? pour assurer Leix & Offally à la Couronne.

Et le second, la 2^e. année de la Reine Elifabeth ? pour rétablir la Religion Réformée dans le Royaume.

Pour quelle cause Henri Sidney tint-il un Parlement la 11^e. année du regne de la même Princeffe ? pour abolir le nom d'O'Nial, & assurer les prétentions de la Couronne sur la plus grande partie d'Ulster.

Enfin, quel fut le principal motif du dernier Parlement que tint Jean Perrot ? de passer un bill d'atteinte contre deux premiers Pairs de ce Royaume, savoir le Vicomte de Balinglas, & le Comte de Desmond, & de mettre la Couronne en possession de leurs terres & de celles de leurs adhérents.

Après avoir instruit V. E. des principales causes qui ont donné lieu à

la tenue des Parlements depuis leur institution en Irlande, il ne me reste plus qu'à parler de la qualité & du nombre des membres qui la composoient anciennement.

Avant la 33^e. année du regne d'Henri VIII, on n'admettoit à cette assemblée que les Anglois d'extraction ou de naissance. Les Irlandois en étoient exclus, à cause que leur Pays étant hors des limites des Comtés, & n'ayant ni Villes ni Bourgs, ils ne pouvoient y envoyer ni Députés ni membres, & parce que le Gouvernement ne croyoit pas qu'il fût prudent de les mettre au fait des affaires du Royaume.

Quant au nombre, comme avant la 34^e. année du regne d'Henri VIII, qui fut celle où l'on divisa Meath en deux Shires, il n'y avoit que douze Comtés en Irlande, non compris la Liberté de Tipperary, celui des Députés dut être très-petit. Comme il n'y avoit que quatre anciennes Villes & trente Bourgs qui envoyoient des membres, le corps entier des Communes n'alloit pas à cent personnes; & quoique la Reine Marie

eût ajouté deux Shires , & la Reine Elisabeth dix-sept de plus , pour augmenter le nombre des Députés , cependant toutes n'en envoyoit point au Parlement , & de ce nombre étoient les Shires éloignées d'Ulster.

Le nombre des Seigneurs laïques étoit très-petit , & il l'étoit encore davantage avant qu'Henri VIII eût pris le titre de Roi d'Irlande ; car depuis ce temps-là , plusieurs Gentilshommes , & quelques-uns d'origine Angloise , ont été créés Comtes & Barons.

Enfin , quoique le nombre des Archevêques & des Evêques fût plus grand qu'il ne l'est actuellement depuis les différentes réunions qu'on a faites , on n'admettoit cependant au Parlement ni ceux qui résidoient dans les districts Irlandois , ni ceux qui refusoient de reconnoître le Roi pour leur Souverain.

V. E. peut voir aisément , en comparant les choses , que ce Parlement que nous tenons aujourd'hui sous l'heureux gouvernement du Roi Jacques , notre très-gracieux Souverain , est supérieur à tous les précédents ,

tant par rapport au temps & à son objet, que par le nombre & la qualité des membres qui le composent.

Son objet, graces à Dieu, n'est point de s'opposer à une invasion, d'appaiser une révolte, ni de faire rentrer des sujets mutins dans l'obéissance. Il n'est point assemblé, ainsi que l'ont été la plupart des Parlements précédents, pour passer des bills particuliers, pour favoriser des vues personnelles, ni pour le service de la Couronne.

Comme il a plu à Dieu de rétablir la paix & l'obéissance dans cette Isle, & d'y faire régner l'abondance, l'urbanité & quantité d'autres biens qu'elle ignoroit, l'objet du Parlement actuel est de nous les assurer de manière que nous puissions les transmettre à nos descendants.

Nous ne sommes point dans ces temps malheureux où nous ayions à nous plaindre dans nos bills & dans nos remontrances des malheurs & des calamités de ce Royaume, au lieu que les registres des Parlements précédents sont remplis de pareilles plaintes. Nous nous assemblons dans

un temps de joie, dans un jour de repos, puisque nos travaux cessent enfin, après avoir duré quatre cents ans.

Nous ne sommes plus dans le temps où les seules Provinces Angloises envoyoyent leurs Barons, leurs Députés & leurs membres au Parlement; où elles faisoient des loix qui lioient tout le Royaume, à l'exclusion des autres sujets, comme cela paroît par le Parlement que tint le Vicomte de Gormanston, & dont Edouard Poynings annulla les actes la 10^e. année du regne d'Henri VII, parce qu'il n'y avoit appellé que les seules Provinces Angloises.

Il n'en est pas de même aujourd'hui, que ce grand & puissant Royaume renferme trente-trois Comtés, qu'Ulster, Connaught, Leinster & Munster envoyent des Députés au Parlement, & que tous les habitants du Royaume sont assemblés pour faire des loix également avantageuses pour eux & pour leur postérité.

C'est dans cette vue qu'il a plu à la sagesse & à la justice de S. M. d'ériger de nouveaux Bourgs dans

divers cantons de ce Royaume. Je dis à sa justice, parce qu'elle a dit elle-même que l'honneur & l'équité exigeoient que tous ses sujets concourussent également à faire leurs loix ; n'étant pas juste qu'une moitié liât l'autre sans son consentement.

Cette conduite n'a rien qui doive nous surprendre, puisque le Roi n'a fait que suivre les traces de ses illustres Prédécesseurs.

La Reine Marie érigea Leix & Offally en Comtés, afin qu'elles pussent envoyer des Députés au Parlement ; mais elle érigea aussi des Bourgs dans ces nouvelles Comtés, pour qu'elles pussent y envoyer également des membres.

Du temps de la Reine Elisabeth, Henri Sidney érigea plusieurs Comtés dans Connaught, immédiatement avant le Parlement qu'il tint la 11^e. année de cette Princesse.

Jean Perrot fit la même chose dans Ulster à-peu-près vers le temps du dernier Parlement, & ces deux Comtés envoyèrent des Députés à la Chambre basse, sans que personne y trouvât à redire.

Le Roi Jacques n'a fait que suivre l'exemple de la Reine Elisabeth, avec cette différence que cette Princesse n'érigea aucun Bourg dans ces nouvelles Comtés, & que le Roi a créé les nouvelles corporations dont nous parlons. En effet, pourquoi toutes ces anciennes Provinces auroient-elles des Villes & des Bourgs à l'exclusion des autres ? pourquoi, la Reine Elisabeth ayant créé une Comté, seroit-il défendu au Roi Jacques de créer un Bourg ?

Examinons maintenant la proportion qu'il y a entre le nombre des Comtés qui n'avoient point autrefois des Bourgs, & celui des Bourgs qu'on a érigés dernièrement.

Il est certain que le nombre de ces nouveaux Bourgs, comparés avec les Comtés qui n'en avoient point, est moindre qu'il ne l'étoit autrefois ; car dans ces douze ou treize Shires, il y a au moins trente Villes ou Bourgs qui envoient des Députés au Parlement, au-lieu que dans dix-sept vastes Comtés, qui font plus de la moitié des Provinces du Royaume, qui n'avoient aucun Bourg avant

cette nouvelle érection ; S. M. n'a érigé qu'environ quarante Bourgs ; ce qui , au jugement des personnes impartiales , fait honneur à son jugement & à son équité.

Enfin , ce Parlement s'assemble dans un temps où tous les Seigneurs spirituels & temporels reconnoissent le Roi d'Angleterre pour leur légitime Souverain ; que tous les Seigneurs laïques paroissent dans le rang qui leur est dû , & qu'aucun n'aspire au privilège que s'arrogé le Comte de Desmond , de n'être point obligé d'entrer dans une Ville fermée , ni d'assister au Parlement , qu'autant que cela lui plaisoit.

Je conclus de-là , que le Parlement actuel que tient V. E. , l'emporte sur tous ceux qu'on a tenus jusqu'ici dans ce Royaume , tant pour le temps & l'objet , que pour le nombre & le mérite des membres qui le composent.

V. E. a cet honneur & cet avantage sur tous ses prédécesseurs , qu'elle tient aujourd'hui un Parlement qu'on peut appeller , à juste titre , l'assemblée générale de la nation , puisque toutes les Communes du Royaume

y assistent par leurs Députés, & ont droit d'y donner leurs suffrages; ce qui est, je le répète, un bonheur & un honneur auxquels plusieurs de vos prédécesseurs, zélés pour la réformation de ce Royaume, ont aspiré, sans pouvoir les obtenir.

Quelle seroit la joie d'Henri Sidney, s'il voyoit aujourd'hui la Province d'Ulster, qu'il avoit si fort à cœur de réduire, envoyer un si grand nombre de Députés & de membres ce Parlement !

Quelle satisfaction Thomas, Comte de Suffex, n'auroit-il pas, s'il voyoit exécuter les statuts qu'il fit pour ériger les districts Irlandois en Shires, & ces mêmes districts érigés en Comtés, qui envoient des Députés au à Parlement !

En un mot, Edouard Poynings, du temps d'Henri VII, & Lyonell, Duc de Clarence, sous Edouard III, se feroient estimés heureux, si les Parlements qu'ils tinrent eussent eu la moitié des membres qui composent celui-ci, quoiqu'ils aient été les plus fameux qu'on ait tenu dans ce Royaume.

J'ose dire , sans flatterie , que V. E. a acquis dans cette occasion plus de gloire que ses prédécesseurs , elle l'a aussi plus méritée qu'eux.

S'il est glorieux pour elle de présider à un Parlement aussi brillant que celui-ci , elle ne fait que recueillir le fruit de ses travaux , puisque c'est elle qui a contribué à sa tenue par son courage en temps de guerre , & & par sa prudence & sa sagesse en temps de paix.

Comme il ne m'appartient pas , MONSEIGNEUR , d'interroger V. E. , je la supplie de me permettre de faire une question aux Membres respectables qui composent cette assemblée. N'est-ce pas , Messieurs , cet illustre Député qui est le principal auteur de la réformation de ce Royaume ? N'est-ce pas son courage qui a apaisé la dernière révolte ? Ne devons-nous pas à sa justice la paix & la tranquillité dont nous jouissons ?

N'a-t-il pas joué son rôle sur ce théâtre honorable , de manière à ôter à ses rivaux le courage de se présenter ? Ils savent qu'il est infiniment plus aisé de remplir sa place que de

l'imiter dans son administration , & qu'il avoit les forces d'Hercule pour porter le même fardeau.

N'a-t-il pas aboli plus de crimes , & réformé plus d'abus dans l'Irlande , qu'Hercule n'a exterminé de monstres durant le cours de ses travaux ?

Je ne fais point ces questions comme si quelqu'un doutoit ou ignoroit ses vertus & son mérite ; mais comme la louange n'est que le fruit de la vertu , je craindois que V. E. ne m'accusât de flatterie , si elle étoit directe , sachant que vous la haïssez autant que vous la méritez.

Je fais , MONSIEUR , que V. E. n'a pas besoin de mes éloges ; mais ils vous sont dus en tant que vous devez posséder toutes les vertus qu'exigent le poste illustre que vous occupez. Elles vous sont toutes nécessaires , puisque vous siégez sur le Trône , & que vous représentez la personne du Roi le plus vertueux & le plus équitable de l'univers.

Celui à qui le Roi a confié son épée & sa plume , qui est le dépo-

fitaire de sa justice, de sa clémence & de sa bonté, doit posséder toutes les vertus qu'exige le gouvernement d'un Royaume, lorsqu'il tient la place d'un Roi aussi puissant & aussi bien-faisant que celui qui nous gouverne.

Sa puissance consiste bien moins dans l'étendue de ses domaines, qui renferment trois grands Royaumes, & dans la multitude de ses sujets, qui sont les plus braves de l'Europe, que dans l'étendue de sa bonté & de ses vertus, qui lui ont mérité la faveur du Tout-Puissant.

Si l'on regarde comme le premier sujet du Royaume celui qui a le plus de crédit auprès de son Souverain, quel cas ne doit-on pas faire d'un Prince que le Roi des Cieux honore de sa protection.

Je ne veux d'autre preuve de celle que Dieu lui accorde, que les bienfaits qu'il a répandus sur lui & sur son Royaume, & le soin qu'il a eu de le délivrer de ses ennemis.

Il est le meilleur des Rois, parce qu'il est juste, & que la justice est de toutes les vertus celle qui convient le plus à un Souverain; parce

que , semblable à la Divinité , il répand à pleines mains ses bienfaits sur tous ses sujets ; ce que nous ne saurions nier , sans nous rendre coupables de la plus noire ingratitude. En effet , nous savons que S. M. , loin de s'approprier tout le revenu de ce Royaume , épargne une partie de celui d'Angleterre , pour subvenir aux dépenses extraordinaires du Gouvernement , & fournir à l'entretien de ceux qui le servent.

Il est enfin le meilleur des Rois , parce qu'il aime la paix , & qu'il ne s'occupe qu'à vivre en bonne intelligence avec ses sujets & avec ses voisins.

La piété & la Religion mettent le comble à toutes ses vertus.

J'entrerois dans une mer sans fond & sans rive , si je m'étendois plus au long sur les éloges d'un Prince dont le mérite est au-dessus de toute comparaison ; & je ne finirois point , si je voulois donner à notre illustre Monarque tous les éloges qu'il mérite ; d'ailleurs , cette tâche est au-dessus de mes forces.

Je me borne donc à remercier

Dieu de nous avoir donné un si digne Souverain ; notre Roi de nous avoir donné un aussi illustre Délégué ; & celui-ci des soins & des peines qu'il se donne, & qui n'ont pour objet que la gloire de Dieu & le bien général du Royaume.

Je passe maintenant aux demandes que j'ai à vous faire, &c.

» Elles se réduisoient à ce qu'on
» ne portât aucune atteinte au droit
» & au privilege qu'avoient les Com-
» munes de dire librement leur avis ;
» à ce que leurs membres, & ceux
» qui leur appartenoient, ne pussent
» être arrêtés pendant la tenue du
» Parlement ; & à leur permettre,
» dans le cas où il surviendrait quel-
» que difficulté, de s'aboucher avec
» le Vice-Roi ».





HISTOIRE D'IRLANDE,

*Depuis l'invasion d'HENRI
SECOND.*



LIVRE CINQUIEME.

CHAPITRE I.

*Effets que produisent les graces que le
Roi avoit accordées. — Caractere des
récusants. — Leur Clergé. — Leurs
menées. — Edit contre leur hiérar-
chie. — Le Lord Faulkland est rap-
pellé. — Loftus & le Comte de Cork,
Chefs de Justice. — Blâmés de vou-
loir abolir le Papisme. — Insolence*

du parti Romain. — Le Lord Wentworth, Gouverneur en chef. — Moyen dont il se sert pour engager les Irlandois à accorder un subside au Roi. — Son arrivée en Irlande. — Ses dispositions & ses principes. — Il mécontente le Conseil-Privé d'Irlande. — Il obtient la continuation du subside. — On demande la tenue d'un Parlement. — Wentworth tâche de le gagner. — Objet qu'il se propose, & mesures qu'il prend. — Débats dans le Conseil au sujet du bill de subside. — Les Communes y consentent. — Caractère des Lords. — Incident dans la Chambre des Pairs. — Le Comte d'Ormond favori du Roi. — Le Comte de Kildare est disgracié. — Mécontentement des Lords. — Ils veulent faire passer les bills. — Protestation du Lord Wentworth. — Il refuse de confirmer les graces. — Actes subséquents de son Parlement. — Synode. — Etat du Clergé. — Wentworth le protège. — Prend soin de l'Université. — Etablissement des articles & des canons Anglicans. — Etablissement d'une Cour de Commissaires. — Projet de Wentworth

pour augmenter les revenus de l'Etat. Etablissement d'une manufacture de toilés. — On renouvelle le projet d'une peuplade dans les Provinces d'Occident. — On continue de faire des recherches dans ces dernières Provinces. — Clameurs qu'elles occasionnent. — L'administration de Wentworth odieuse. — Son orgueil & sa sévérité. — Sir Pierce Crosby. — Le Lord Mountnorris. — Son jugement & sa sentence. — Wentworth retourne en Angleterre. — Le Roi approuve son administration. — Il retourne en Irlande. — Toujours odieux & arbitraire. — Sa contestation avec le Chancelier Loftus. — Mérite de son administration.

IL étoit naturel d'espérer que l'Irlande, située comme elle est, délivrée des calamités d'une guerre intestine, & plus soumise en apparence à la Couronne d'Angleterre qu'elle ne l'avoit jamais été, profiteroit du repos dont elle jouissoit pour se civiliser, & ne fourniroit aucun incident assez considérable pour tenir une place dans l'Histoire ; mais cet heureux pé-

A. D.
1629.

riode où les troubles & les séditions qui fournissent des matériaux à l'Historien, devoient être suivis d'une paisible & heureuse obscurité, n'étoit pas encore arrivé. A compter de ce période, nous trouverons les affaires de ce Royaume, plus intéressantes, plus importantes, plus étroitement liées avec celles d'Angleterre, & par conséquent plus dignes de notre attention.

Les instructions que Charles envoya à son Vice-Roi, par lesquelles il reconnoissoit le droit de ses sujets, & promettoit de réparer leurs griefs, furent reçues avec une satisfaction générale. Le Roi s'engagea à faire confirmer ses grâces par un acte du Parlement ; & le peuple qui ignoroit le peu de sincérité de ses promesses, se soumit sans répugnance à la contribution qui les lui avoit procurées. Les deux partis contribuèrent à ce subside extraordinaire ; mais les récusants, qui formoient la plus grande partie de la nation, s'en attribuerent le principal mérite. Ils affectèrent la fidélité la plus zélée ; mais rien ne les flatta plus que la persuasion que l'armée, & par conséquent l'autorité

de la Couronne d'Irlande, ne pouvoient se maintenir sans leur secours.

Le Lord Faulkland paroît s'être plus distingué par sa droiture que par ses talents. Un gouvernement tel que le sien exigeoit de la vigueur & de la sévérité ; mais l'indolence & la douceur qui lui étoient naturelles, l'engagerent à courtoiser les factieux au-lieu de les intimider. Continuellement en bute aux intrigues & aux clameurs des Ministres du Roi, dont il ne pouvoit pas toujours satisfaire les desirs, on intercepta mal ses actions à la Cour d'Angleterre ; ce qui le rendit timide & circonspect dans son administration. Un pareil Gouverneur étoit peu propre à tenir en crainte un corps puissant de récusants, qui comptoient sur leurs propres mérites, & que leurs Ecclésiastiques portoient aux excès les plus imprudents. Ils célébrèrent de nouveau l'office divin de la manière la plus solennelle, & avec toute la pompe de leur rituel fastueux. Ils s'emparèrent des Eglises, ils exercèrent ouvertement leur juridiction ecclésiastique, ils fonderent de nou-

veaux Couvents d'hommes & de femmes, & établirent même dans la ville de Dublin, & sous les yeux du Gouvernement, un Collège pour l'éducation de la jeunesse Papiste, dont ils confièrent la direction à un Ecclésiastique. Le Clergé, qui dicta ces procédés violents, alarma, avec juste raison, le Gouvernement par son nombre & ses principes. On voyoit accourir dans le Royaume des effaims de Prêtres élevés dans des Séminaires, où ils avoient puisé les préjugés les plus absurdes contre l'Angleterre, & les opinions les plus abjectes & les plus pestilentiennes en faveur de l'autorité Papale. Les séculiers & les réguliers s'étoient obligés par un serment solennel à défendre la Papauté contre tout l'univers, à travailler à augmenter sa puissance & ses privilèges, à exécuter ses ordres, & à persécuter les hérétiques. Leur corps entier agissoit de concert sous la direction du Pape, & par les ordres de la congrégation de la *Propagande* qu'on venoit d'ériger à Rome; & plusieurs d'entre eux ayant été élevés dans les Sé-

minaires d'Espagne, étoient entièrement dévoués aux intérêts de cette Monarchie. Ils s'étoient habitués à regarder les révoltes des Irlandois sous le regne d'Elisabeth, comme l'effet d'un généreux patriotisme, & on leur avoit appris à détester une Puissance qui avoit réprimé leur esprit séditieux, & établit sa domination sur les ruines de la dignité & de la prééminence dont leurs compatriotes jouissoient anciennement.

Les Protestants détestoient également l'idolâtrie des Papistes. Le bas Clergé étoit pauvre, & quelques-uns de ses membres menaient une vie si scandaleuse, qu'elle fit dire à un Satyrique Irlandois : *Que les Prêtres du Roi ne valaient pas mieux que ceux du Pape.* Il y en eut cependant plusieurs qui s'intéressoient à la pureté de la foi, & qui, appuyés de quelques Prélats graves & respectables, & de quelques Officiers d'Etat, Anglois de naissance, représentèrent vivement à Faulkland la conduite séditieuse & remuante des récusants, & les conséquences dangereuses de leurs pratiques actuelles. Le Vice-Roi

étoit naturellement porté à user de modération & d'indulgence dans ces sortes de controverses religieuses, & d'ailleurs la Cour d'Angleterre lui avoit donné là-dessus des instructions dont il ne pouvoit s'écarter. Son Conseil réitéra si souvent ses instances, qu'il publia enfin un édit qui portoit » que le peu de soin qu'on » avoit eu de faire exécuter les loix » contre les prétendus Archevêques » & Evêques Pâpistes titulaires, les » Abbés, les Doyens, les Vicaires- » Généraux, les Jésuites, Moines & » autres qui disoient tenir leur autorité du Siege de Rome, au mépris » de la puissance & de l'autorité de » Sa Majesté, les avoient rendus si » insolents, & si présomptueux, qu'il » étoit obligé de leur enjoindre au » nom de S. M. de discontinuer » leurs rits & leurs cérémonies".

Cet édit fut publié & reçu avec moins de respect qu'on a coutume d'en avoir pour une loi de l'Etat, & le Vice-Roi ne se crut point autorisé à pousser la sévérité plus loin. Les Pâpistes continuerent leurs exercices religieux, & le Gouvernement laissa subsister

sublister le College que les récusants venoient de fonder à Dublin. Le Vice-Roi s'en tint scrupuleusement aux instructions qu'il avoit reçues de la Cour de Londres, & elles étoient favorables au parti qui avoit le plus d'autorité en Irlande. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller le ressentiment des récusants. Ils commencerent à se plaindre des fardeaux qu'on imposoit au peuple. Ils invectiverent contre les agents qu'ils avoient envoyé en Angleterre, & les blâmerent d'avoir consenti de leur chef à une taxe qu'ils étoient hors d'état de supporter. Ceux dont on continuoit de rechercher les titres; ceux qui espéroient d'être exceptés des charges publiques, joignirent leurs clameurs aux leurs, & elles devinrent en peu de temps si violentes, que le Gouvernement en fut allarmé, & consentit à recevoir par quartier cinq mille livres au-lieu de dix, jusqu'à l'entier payement du subside dont on étoit convenu. Charles & ses Ministres ayant appris le mécontentement des sujets d'Irlande, & la répugnance avec laquelle ils remplis-

soient leurs engagements, ajoutèrent
 foi aux plaintes qu'on leur fit tou-
 chant la conduite du Vice-Roi. Le
 Lord Faulkland fut rappelé, & l'ad-
 ministration confiée à deux Juges-
 A. D. 1630. Mages unis par les liens du sang &
 de l'amitié, & qui avoient beaucoup
 de crédit dans l'Irlande, savoir, A-
 dam Loftus, Vicomte d'Ely, Grand-
 Chancelier, & Richard, Comte de
 Cork, & Grand-Trésorier du Royaume.

Le premier de ces Gouverneurs
 en chef dut sa fortune & sa place à
 l'activité & à la prudence de Loftus,
 Archevêque de Dublin, sous le re-
 gne d'Elisabeth. Le Comte, chef de
 l'illustre famille de Boyle, arriva en
 Irlande comme simple aventurier,
 sous le même regne, & acquit insen-
 siblement un degré de crédit consi-
 dérable par une alliance qu'il eut le
 bonheur de contracter par son in-
 dustrie & sa bonne conduite, par
 l'acquisition qu'il fit de la portion
 des terres de Desmond qui avoient
 été cédées à Walter Raleigh, & en
 introduisant des colonies Angloises
 dans ses domaines. Il avoit été créé

Chevalier, Baron Boyle, Vicomte Dungarvan, & Comte de Cork, & il fut actuellement promu au Gouvernement d'Irlande. Il dut la rapidité de ses progrès à la minorité des Comtes de Kildare & d'Ormond, chefs des deux premières familles du Royaume. Il trouva dans la suite le moyen de réunir la puissance de la première de ces Maisons avec la sienne, en mariant une de ses filles avec le jeune Comte de Kildare.

Le Comte de Cork avoit un esprit proportionné à la dignité du poste qu'il occupoit. Exempt de cet orgueil méprisable de famille, qui se repose sur ses propres avantages, & du mépris qu'il inspire pour les inférieurs, il ne s'occupa que du bien de ceux qu'il étoit chargé de gouverner. Il établit dans ses domaines une colonie de Protestants Anglois, qui le récompensèrent avec usure de ses soins par l'industrie, l'abondance, & l'urbanité qu'ils y introduisirent. Il s'étudia par les mêmes principes & par les mêmes moyens, à procurer le bien général de la nation par sa conduite publique. Il exécuta le pro-

jet qu'on avoit formé de transplanter dans les cantons du Midi ces tribus Irlandoises & turbulentes de Wiclow, qui harceloient depuis plusieurs siècles le Gouvernement d'Angleterre, & d'établir dans le voisinage de la Capitale des habitants plus paisibles & plus industrieux. Les erreurs du Papisme choquerent ses principes religieux, & ses projets politiques ne purent s'accommoder de la barbarie qui en étoit inséparable. Sans consulter le Ministère d'Angleterre, & sans attendre des instructions ultérieures de la part du Roi, les Juges-Mages usèrent de sévérité envers les récusants, & menacerent ceux qui n'assisteroient point au culte établi, des peines portées par le statut de la seconde année du regne d'Elisabeth. Ils apprirent bientôt que cette sévérité déplaisoit au Roi, & ne s'accordoit point avec ses intérêts actuels en Irlande; & les récusants triompherent à cette nouvelle avec leur insolence ordinaire.

Une troupe de Carmes parurent en public avec l'habit de leur ordre, & célébrerent l'office divin dans un

des quartiers les plus fréquentés de Dublin. L'Archevêque du Diocèse & le premier Magistrat de la ville, indignés du mépris qu'ils témoignoi-ent pour les loix & le Gouvernement, envoyèrent un détachement dans l'endroit où se tenoit l'assemblée, pour la disperser; mais les Moines & leurs adhérents prirent les armes, & le repoussèrent. On regarda en Angleterre cet incident comme l'effet de l'indulgence mal entendue dont on avoit usé envers les récusants; & l'on jugea qu'il n'étoit ni sûr, ni prudent de laisser une pareille insolence impunie. Le Conseil d'Angleterre fit saisir, au profit du Roi, quinze maisons religieuses, & donna le College que les Papistes avoient établi à Dublin, à l'Université, qui le convertit en un Séminaire Protestant.

Mais l'abolition du Papisme étoit un objet bien moins intéressant pour le Cabinet d'Angleterre, que celui de pourvoir aux besoins immédiats du Gouvernement d'Irlande. Le terme du subside volontaire approchoit. On ne pouvoit maintenir l'autorité

de la Couronne en Irlande sans une force militaire compétente; & l'on ne voyoit aucune apparence de pouvoir obtenir un nouveau subside pour son entretien. Pour se délivrer de ce surcroît d'embarras que lui caufoient la foiblesse, le danger & les troubles de l'Irlande, Charles prit le parti de confier le Gouvernement de ce Royaume à Thomas, Lord Vicomte Wentworth, Ministre extrêmement estimé & favorisé par son maître. Il n'entra point sur le champ en charge, mais il ne laissa pas que d'être d'un grand secours au Roi dans la conduite des affaires d'Irlande, par son activité & ses intrigues. Le point principal étoit d'obtenir pendant quelque temps des sujets le subside qu'ils avoient ci-devant accordé, jusqu'à ce que le Vice-Roi prît les rênes du Gouvernement, & eût le loisir de trouver un expédient pour faire subsister l'armée. Les Juges-Mages, soit par égard pour la pauvreté de l'Irlande, soit par haine pour le Papisme, s'opposèrent à ce que l'on continuât le subside, déclarant que les sujets avoient unanimement résolu

A. D.
1632.

Lettres de
Strafford,
Vol. I. p.
71.

de ne point l'accorder. L'expédient qu'ils proposèrent pour subvenir à l'entretien de l'armée fut d'obliger les récusants à assister au culte établi, & de condamner à l'amende ceux qui s'absenteroient. Le Roi & Wentworth désapprouverent ce projet de subside, comme précaire & insuffisant; mais ils furent d'avis d'intimider les récusants, afin de les obliger à accorder le nouveau subside qu'on demandoit. Charles, dès ce moment, tint un nouveau langage à ses sujets d'Irlande. Il les menaça, s'ils refusoient de continuer le subside, de *rétrécir* les graces qu'il leur avoit promises de faire confirmer par le Parlement; il ordonna d'exiger généralement les amendes des récusants, & de faire à ce sujet les dénonciations nécessaires. Il eut soin en même-temps de rejeter la faute de ces mesures sur les Juges-Mages, disant que c'étoit eux qui les lui avoient conseillées. Ces derniers prirent l'alarme, & n'osèrent faire enrégistrer la lettre du Roi, quoiqu'il leur eût ordonné de le faire, dans les registres du Conseil, de crainte d'indisposer le peu-

Lettres de Strafford. Vol. I. p. 77.

Ibid. p. 75, 76.

ple. Wentworth les tança sévèrement, & même insolemment de cette négligence. Il affecta de mépriser les difficultés que les Juges-Mages & le Conseil trouvoient à insister sur la continuation du subside ; il insinua que le Comte de Cork pratiquoit secrètement le parti Protestant, pour mettre le Roi dans l'embarras ; il chargea ses agents d'engager les récusants à accorder la moitié du subside annuel ; comme le seul moyen d'empêcher l'exécution des loix pénales, & leur conseilla d'envoyer pour cet effet une députation au Roi. Ils refuserent d'envoyer des Députés, de peur qu'ils n'excédassent leur commission, ainsi qu'ils l'avoient fait la première fois ; mais ils consentirent à contribuer encore pendant quelque temps à l'entretien de l'armée. On convint enfin, après quelques altercations & quelques délais, d'augmenter le premier subside de vingt mille livres, payables par quartier. On remédia par ce moyen aux besoins de l'Etat ; & le Lord Wentworth partit peu de temps après pour son Gouvernement. Charles se pro-

mettoit beaucoup des talents & de l'activité de ce Gentilhomme pour la réformation de ses domaines d'Irlande.

A. D.
1633.

Peu d'hommes ont fourni plus de matière à la critique & aux éloges que le Lord Wentworth, beaucoup mieux connu sous le nom de Strafford. Sa conduite, comme Vice-Roi d'Irlande, forme une partie considérable de l'Histoire de sa vie; ce qui a engagé ses ennemis & ses admirateurs à l'éplucher avec soin. Il se rendit odieux en Angleterre à un parti puissant, implacable, rusé & infatigable, pour avoir abandonné la cause du peuple. L'amitié extraordinaire dont le Roi l'honorait, auroit suffi pour augmenter cette haine, quand même il auroit eu moins de zèle pour la prérogative. Il avoit personnellement offensé quelques-uns des Chefs du parti; il affecta de les braver, & il les affermit dans leur inimitié, pour avoir trop compté sur la protection qui l'abandonna dans le besoin. Leur animosité le poursuivit jusqu'en Irlande; ils épierent sa conduite, & interpréterent ses ac-

tions en mauvaise part. Il entra dans le Gouvernement, l'esprit occupé d'un seul & unique objet, savoir, l'intérêt immédiat de son maître; & heureusement le service de la Couronne l'obligea à chercher les moyens d'améliorer le Royaume. Il avoit ouï parler des troubles & des défordres de ce Pays, & il en inféra la nécessité de cette administration sévère & rigoureuse, qui s'accordoit avec sa dureté & son arrogance. Il regardoit l'Irlande comme un Royaume conquis, à prendre ce mot dans le sens le plus strict. Il avoua & soutint cette opinion, lorsqu'on la lui reprocha dans son procès comme un principe digne d'un traître; & il déduisit de cette fausse idée une conséquence également absurde & détestable, que les sujets de ce Pays, sans aucune distinction, avoient perdu les droits d'hommes & de citoyens, & ne devoient tout ce qu'ils possédoient qu'à la seule bonté du Roi. Il étoit naturellement disposé à traiter ces sortes de gens avec mépris, & les sujets les plus distingués d'Irlande paroissoient peu de chose aux yeux d'un

Gentilhomme impérieux, accoutumé à la magnificence de la Cour d'Angleterre, distingué parmi la foule des gens en place, & connu par la protection extraordinaire dont le Roi l'honoroit.

Il avoit déjà conçu quelques préjugés, & même quelque ressentiment contre plusieurs personnes qui occupoient les premières places en Irlande. Il se méfioit des amis du Lord Faulkland, qu'il regardoit comme son ennemi caché. Il abhorroit les Puritains, parce qu'ils n'étoient pas d'humeur d'acquiescer à toutes les demandes de la Couronne; & quoiqu'ils étoient aussi zélés que leurs frères d'Angleterre pour la prérogative, William Parsons, qui, de simple aventurier, étoit parvenu par ses intrigues & ses assiduités, & peut-être même par des voies plus illicites à une fortune immense, & aux premières charges de l'Etat, passoit pour raverfer les projets du Roi : il n'en fallut pas davantage pour indisposer Wentworth contre lui. Le Comte de Cork étoit extrêmement puissant; & un des projets favoris du

Lettres de
Strafford,
Vol. I.

nouveau Vice-Roi, étoit d'ôter aux Grands une puissance dont ils avoient souvent abusé. On avoit chargé Wentworth de veiller aux intérêts & au réglemeut du Clergé établi. Le Comte s'étoit emparé de plusieurs terres qui appartoient à l'Eglise, &, ce que le Vice-Roi avoit appris de Laud à regarder avec autant d'horreur, avoit érigé un tombeau de famille dans la Cathédrale de St. Patrice de Dublin, si mal situé, qu'il occupoit la place de ce que le Prélat de Cantorbery affectoit d'appeller le *maître-autel*. On s'étoit déjà plaint des injustices & des usurpations du Comte, & il acheva de les aggraver par ce dernier acte d'impiété, qui lui attira les menaces les plus sévères. Les Puritains n'étoient pas moins odieux. De ce nombre étoient Usher d'Armagh, & Bedel de Kilmore, deux hommes également distingués par leur savoir & leur piété. Bedel, avec plus de simplicité que de politique, avoit présenté conjointement avec les habitants de son Diocèse, aux derniers Juges-Mages, une requête dans laquelle ils se plaignoient de l'injustice

de la nouvelle contribution, & des moyens onéreux qu'on employoit pour la lever. Wentworth arriva donc en Irlande animé du plus vif ressentiment contre ceux qui avoient l'audace de s'opposer au service du Roi. Usher fut plus prudent que son confrere, & se borna à jouir paisiblement du crédit que son caractère & sa place lui avoient procuré. Pour balancer ce Prélat populaire, le Député mena avec lui le Doct. Bramhal, dans le dessein de lui procurer une place distinguée dans l'Eglise d'Irlande. Cet homme ne manquoit ni de talents, ni d'érudition; mais ses idées touchant la doctrine & la discipline étoient si conformes à celles de Laud, qu'Olivier Cromwell l'appella dans la suite le *Cantorbery d'Irlande*.

Le Lord Wentword prit donc les rênes du Gouvernement, l'esprit rempli de préjugés, & le cœur animé par les passions les plus violentes. Il ne fut pas plutôt installé, qu'il dégoûta ceux qu'il auroit dû ménager par un incident qui ne mériteroit pas la peine d'être rapporté, si les incidents les plus triviaux en apparence,

Carte.
Orm. V.
l. p. 57.

ne feroient à faire connoître les caractères & les dispositions des hommes. Après avoir rendu visite aux derniers Juges-Mages, avec cette attention affectée que les hommes orgueilleux ont coutume de témoigner à leurs inférieurs, & avoir été investi de son office avec les formalités ordinaires, il assembla un Conseil; mais se conformant à l'usage de la Cour dans laquelle il avoit été employé, plutôt qu'à celui d'Irlande, il n'y appella qu'un certain nombre de membres; ce qui mortifia extrêmement les autres. Il se comporta même avec tant d'insolence envers les premiers, du nombre desquels étoient les derniers Juges, qu'ils en furent indignés. Ils s'assemblerent à l'heure marquée; mais le Député, soit par affection, soit pour jouir plus long-temps de l'entretien d'une Dame, avec laquelle il avoit lié connoissance à Dublin, & qu'il disoit être sa femme, ne fut les joindre qu'au bout de quelques heures; & lorsqu'il parut, au-lieu de conférer sur l'affaire pour laquelle ils s'étoient assemblés, il se contenta de charger

les Juges de représenter aux sujets de leurs départements les graces que le Roi se propoisoit d'accorder à ceux qui suppléeroient à ce qui manquoit à leur subside respectif, & d'assurer les Protestants que la taxe qu'on leur imposoit pour l'entretien de l'armée, étoit nécessaire par elle-même, & n'avoit pour objet que leur défense. Il renvoya ensuite les membres du Conseil avec un air de mépris, leur disant qu'il les appelleroit dans peu pour délibérer sur les moyens de subvenir aux besoins pressants du Roi.

Le silence que l'on garda dans cette seconde assemblée, fut l'effet des soupçons que ses membres avoient conçus. Le Chancelier fut d'avis que le Roi convoquât un Parlement pour pourvoir à la subsistance de l'armée, pour réparer les griefs, & assurer les propriétés des sujets contre ceux qui continuoient de leur disputer leurs titres, & de continuer le subside volontaire pendant l'année suivante. Le Comte de Cork fut plus réservé; Parsons s'opposa ouvertement au nouveau subside. Le Député fut outré de son opposition, & leur dit qu'il

Lettres de
Strafford,
Vol. I. p.
99.

se chargeoit, au péril de sa vie, de faire subsister l'armée sans leur secours, & qu'il les avoit assemblés, bien moins pour le besoin qu'il avoit de leur conseil, que pour leur donner l'occasion de manifester leur attachement & leur obéissance, & qu'il étoit assuré que les Protestants ne feroient nulle difficulté d'accorder ce nouveau subside, vu que les Papistes avoient accordé le premier. Il leur conseilla de saisir cette occasion de prouver leur fidélité, d'offrir au Roi un subside pour l'année suivante, & de le prier de convoquer au plutôt un Parlement.

On le desiroit pour plusieurs raisons. Les contributions volontaires pour l'entretien de l'armée, subsistoient depuis long-temps, & on les avoit si souvent renouvelées, que les sujets craignirent, avec raison, qu'on ne les convertît en une taxe héréditaire & perpétuelle sur les terres. Les revenus de la Couronne ne suffisoient pas, & les circonstances du Royaume exigeoient qu'on ne surchargeât pas trop les sujets. Des indigents faiseurs de projets, des Cour-

tifans rapaces continuoient le trafic scandaleux de faire valoir les titres du Roi sur les possessions des particuliers, de saisir leurs terres, ou de les contraindre à des compositions onéreuses. On avoit à la vérité donné ordre au Député de suppléer aux titres qui manquoient; mais l'adresse qu'avoient eue les gens de robe d'écluder l'effet de plusieurs commissions antérieures, avoit tellement intimidé les sujets, qu'ils ne comptoient sur la paisible jouissance de leurs biens, qu'autant qu'il plairoit à leur Parlement de la leur assurer. Ce fut cette espérance qui engagea le Conseil à renouveler la contribution pour une année de plus. On envoya au Roi sa concession & sa requête, & le corps entier du Royaume ne tarda pas à suivre son exemple.

Ce fut ainsi que Wentworth obtint un subside pour subvenir aux besoins pressants de son Gouvernement. On paya, on habilla, on disciplina les troupes sans qu'il en coûtât un sol aux districts où elles étoient cantonnées; & l'attention que l'on eut de les rassembler de temps à autre,

servit à augmenter la réputation du Gouvernement, à contenir les mutins dans leur devoir, & à protéger les sujets fideles. Il étoit question de la tenue d'un Parlement, & c'étoit-là l'objet qui méritoit une attention toute particuliere. Charles avoit naturellement de l'horreur pour

Lettre de
Strafford,
Vol. I, p.
233.

ces fortes d'assemblées. » Méfiez-
vous, dit-il au Vice-Roi, de cet
» hydre. Je connois, comme vous
» le savez, sa ruse & sa méchance-
» té. Je fais que vous avez bien pris
» vos mesures, & je vous assure que
» je compte beaucoup sur vos soins &
» sur votre jugement; mais leur opi-
» niâtreté est telle, que je crois qu'il
» seroit avantageux pour mon servi-
» ce que vous empêchassiez sa tenue;
» car je crains qu'ils ne me deman-
» dent plus que je ne puis leur accor-
» der ». En effet, le Roi devoit natu-
rellement craindre que le Parlement
d'Irlande ne le sommât de tenir sa pa-
role royale, & ne le pressât de confir-
mer les graces qu'il leur avoit promi-
ses dans ses instructions au Lord Faul-
kland. Quelques-unes paroissoient
être incompatibles avec l'autorité

qu'il vouloit conſerver dans l'Irlande, d'autres avec l'intérêt actuel de la Couronne. Il étoit réſolu d'établir une colonie nombreuſe dans Connaught, quoiqu'il n'en convînt point; & en limitant le titre du Roi à ſoixante ans, on ôtoit à la Couronne vingt mille livres de revenu. Cependant le Député, qui ſe flattoit de ménager le Parlement à ſon gré, vint à bout de calmer ſes craintes, en lui faiſant obſerver qu'une pareille aſſemblée n'avoit rien de formidable en Irlande, vu que par la loi de Poynings, elle ne pouvoit paſſer aucun acte, qu'il ne l'eût approuvé. Il réſolut donc de ſe prêter aux deſirs de la nation, & le Lord Wentworth fut chargé de la conduite de cette affaire délicate.

Lettre de
Strafford,
Vol. I, p.
183.

Le grand objet de ce Seigneur étoit d'engager les ſujets à accorder un ſubſide, & en même-temps d'éluder la confirmation des graces qu'il leur avoit promiſes l'an 1628, parce qu'il les jugeoit incompatibles avec les intérêts de la Couronne. Il ignoroit l'impreſſion que pouvoit faire le refus de quelqu'une de ces graces ſur les Chambres du Parlement. Pour ſe

A. D.
1634.

mettre à couvert de tout danger , il proposa de tenir deux différentes sessions , dont la première auroit pour objet l'entretien de l'armée , & les dettes de la Couronne ; la seconde , les loix & les graces que l'on jugeoit devoir être avantageuses aux sujets. Son succès dépendoit en grande partie des dispositions des membres qui devoient composer la Chambre des Communes. Il usa de beaucoup de soin dans la nomination des Shériffs : Il envoya ceux qu'il savoit être portés pour le Gouvernement à briguer ces places , & appuya leur élection. Il ne pouvoit compter ni sur les récusants , ni sur les Puritains Protestants , qu'autant qu'il sauroit ménager leurs passions & leurs intérêts. Il fit donc en sorte que la Chambre des Communes fût composée de Papistes & de Protestants ; mais que la balance fût si égale , qu'aucun parti ne parût l'emporter sur l'autre ; & Wentworth les pratiqua tous deux séparément. Il représenta aux récusants , que s'ils ne fournissoient un subside pour l'entretien de l'armée , avant que la contribution actuelle fût expirée ;

le Gouvernement feroit obligé de faire payer l'amende à ceux qui n'assisteroient point au culte établi. Il fit observer aux Protestants, que s'ils ne subvenoient aux besoins du Gouvernement, le Roi ne pourroit se dispenser de favoriser les récusants, & de faire exécuter les loix pénales. Pendant qu'il les rendoit ainsi plus traitables par la crainte qu'il leur inspiroit de l'autre parti, il eut soin de faire élire pour membres un certain nombre d'Officiers militaires, qui, dépendant immédiatement de la Couronne, déféreroient à ses conseils dans les occasions critiques, & feroient pencher la balance du côté qu'il voudroit.

La conduite que Wentworth tint dans cette occasion, se ressentit de l'orgueil & de la sévérité qui lui étoit naturelle. On avoit coutume en Irlande, avant d'assembler le Parlement, de convoquer les Seigneurs du district, & de les consulter sur le temps, les circonstances & les affaires qu'on devoit traiter dans cette assemblée. Le Conseil prétendit que l'on devoit observer cette coutume,

mais le Député s'y opposa d'un ton décisif, qui se ressentoit de sa dureté naturelle. Ces Seigneurs lui députèrent un de leurs membres, c'étoit le Lord Fingal, pour l'en faire souvenir : il reçut sa proposition avec mépris & dédain, & le blâma sévèrement de la présomption qu'il avoit eue de s'en charger. Le Conseil s'étant assemblé avant la session du Parlement, pour délibérer sur les affaires en question, & sur les bills qu'on devoit communiquer au Roi, il parut peu porté à suivre la route que le Député avoit indiquée ; il fut d'avis, pour contenter les deux Chambres, d'envoyer plusieurs bills qu'on proposa conjointement avec les subsides. Il s'attendoit qu'on enverroit le bill de subside avec des blancs, pour que le Roi pût prescrire lui-même le nombre & la forme de ces dons. Le Conseil prétendit qu'il falloit fixer les sommes qu'on vouloit donner, & qu'elles ne devoient point excéder les bornes étroites de la nécessité. Le Député interrompit sur le champ ces délibérations, disant qu'au lieu de consulter sur ce qui plaisoit

Lett. de
Strafford,
Vol. I, p.
246.

Ib. p. 237.

au peuple, dans le Parlement, leur
 devoir exigeoit que l'on délibérât sur
 ce qui pouvoit être agréable au Roi,
 & l'engager à en convoquer un; que
 Sa Majesté méritoit & attendoit la
 confiance de ses sujets, qu'il ne vou-
 loit ni condition, ni marché, ni sti-
 pulation, ni contrainte sur le cœur
 de ses peuples, ni leur ôter leur li-
 berté. Il falloit un secours stable &
 permanent pour l'entretien de son ar-
 mée, & non un subside précaire &
 momentané. » Le Roi, dit-il, exige
 » que le Parlement regle cette grande
 » affaire. Il veut bien suivre cette
 » route, parce que c'est la plus or-
 » dinaire, quoiqu'elle ne soit pas
 » plus légale que sa prérogative roya-
 » le, lorsque les moyens ordinaires
 » lui manquent. Si ce peuple est as-
 » sez insensé pour rejeter ses offres
 » gracieuses, & pour ne point con-
 » sulter sa propre sûreté, on se pas-
 » sera de lui. Je dois, en qualité de
 » serviteur fidele, conseiller à mon
 » maître d'employer les voies ordi-
 » naires. Au cas qu'elles ne produisent
 » point l'effet qu'il a droit d'en at-
 » tendre, je n'hésiterai point, dans

» une cause aussi juste & aussi nécessaire , de me mettre à la tête
» de cette armée , ou pour le conquies
» vaincre que Sa Majesté a la raison
» pour elle , ou pour mourir en exécutant les ordres équitables qu'elle
» m'a donnés. Je crois même pouvoir satisfaire ses desirs du contentement général de la nation , en exigeant ce subside de ceux qui sont le plus en état de le fournir , & qui jusqu'à présent n'ont payé que rien payé ».

Les Conseillers , qui jusqu'alors avoient examiné librement les propositions du Gouvernement , furent tellement confondus par cette insolence , qu'ils ne furent que lui répondre. Ils furent saisis de crainte , & ils adoptèrent toutes les mesures du Député. Le Parlement s'assembla avec une pompe extraordinaire. L'Orateur des Communes fut élu à la recommandation du Lord Wentworth. Après que les récusants eurent inutilement tenté d'avoir la pluralité des voix , en excluant de la Chambre les membres dont l'élection étoit illégale , on proposa la question du subside.

subside. Les Communes en accorderent six d'une commune voix, quatre pour payer les dettes de l'Etat, & deux pour payer les rentes & les pensions. Ces usages ne furent point déterminés par une appropriation formelle; elles laisserent au Député la liberté de disposer de ces subsides, & elles le prièrent seulement d'en faire l'usage qu'on vient de dire. Leur zele fut si loin, elles s'intéresserent si fort pour l'honneur de leur Vice-Roi, que Robert Talbot ayant osé faire quelques réflexions indiscrettes sur sa conduite, elles le chasserent de la Chambre, & le firent mettre en prison, d'où il ne sortit qu'après qu'il lui eut demandé pardon à genoux. Cette condescendance, ces marques extraordinaires d'attachement, furent l'effet de cet esprit arbitraire que le système du Gouvernement actuel leur avoit inspiré; & cela est si vrai, qu'un de leurs membres ayant reçu une offense, elles ordonnerent à l'instant au Shériff de Dublin de châtier l'agresseur.

La Chambre haute ne parut pas aussi portée pour le Vice-Roi & pour

les mesures qu'il avoit prises. Il reconnut, dès l'ouverture de la session, que le génie de l'ancienne Noblesse Angloise d'Irlande, ne répondoit point aux idées méprisantes qu'il s'étoit fait de toute la nation. Pour prévenir les excès auxquels les parties contendantes pouvoient se porter, il renouvela un ordre que le Lord Chichester avoit donné sous le regne précédent, par lequel il étoit défendu aux membres d'aller avec des épées dans leurs Chambres respectives. Ils avoient jusqu'alors obéi sans considérer l'insulte que l'on faisoit à leurs privileges. L'Huissier à verge noire se tenoit à la porte de la Chambre haute pour recevoir les épées des Pairs. Le Comte d'Ormond, qui avoit atteint l'âge de majorité, & dont le courage répondoit à sa naissance, méprisa cet ordre, & refusa de remettre la marque ordinaire de sa dignité. Outré de la façon grossière & péremptoire dont l'Huissier la lui demandoit, il lui dit qu'il ne la recevrait qu'après qu'il la lui auroit plongée dans le corps; & il fut prendre sa place d'un air fier & majestueux.

Le Vice-Roi, indigné du mépris que l'on témoignoit pour son autorité, fit citer le Comte d'Ormond au Conseil pour rendre raison de sa désobéissance. Le jeune Lord s'y rendit, avoua avoir connoissance de l'ordre, & convint de sa désobéissance; mais il ajouta qu'il avoit reçu l'investiture de sa Comté *per cincturam gladii*, & qu'il étoit autorisé en vertu de l'ordre que le Roi lui avoit donné, à assister au Parlement l'épée au côté, *gladio cinctus*. Cette réponse déconcerta Wentworth. Il consulta ses amis pour savoir s'il devoit écraser ou gagner cet esprit hardi & entreprenant. Ils lui représentèrent le besoin qu'il avoit de s'attacher quelque personne illustre d'Irlande; la puissance, les liaisons & la capacité du Comte, les bonnes dispositions qu'il avoit déjà montrées pour les intérêts de la Couronne, le crédit qu'il avoit dans la Chambre des Pairs, à cause de la procuration dont les Lords Castlehaven, Somerset, Baltimore & Aungier l'avoient chargé, & ils lui conseillèrent de se réconcilier avec lui, & de l'attacher

à ses intérêts. Il suivit leur avis, Ormond tint bientôt un rang distingué à la Cour d'Irlande, & fut admis au Conseil-Privé à l'âge de vingt-quatre ans.

Mais comme le rang & la naissance ne procurent pas toujours à un homme le crédit qu'il devoit avoir, le jeune Comte de Kildare ne fut pas traité avec les mêmes égards. Outré du mépris que le Vice-Roi lui témoignoit, il refusa d'assister au Parlement, & se contenta d'y envoyer un Procureur. Le Roi lui écrivit de s'y rendre, & il obéit; mais soit par ressentiment, soit par le conseil du Comte de Cork, son beau-pere, il s'opposa vivement à toutes les mesures du Député. Wentworth en fut irrité, & son ressentiment parut par la maniere impérieuse dont il traita le Comte. Lassé enfin de son insolence, il se rendit secrètement & sans permission à la Cour d'Angleterre, se flattant que le Roi lui rendroit justice; mais Charles étoit prévenu contre lui, & le seul fruit qu'il tira de sa fuite précipitée, fut de rentrer en grace en

se soumettant au Vice-Roi, à qui il promit d'assister dorénavant au Parlement.

Cependant les Pairs d'Irlande ne furent ni intimidés par la sévérité du Vice-Roi, ni séduits par ses artifices. Ils se plaignirent hautement des griefs publics ; ils demandèrent la confirmation des graces du Roi, & insisterent particulièrement sur l'article qui bornoit ses prétentions retroactives sur leurs terres à soixante ans. Ils firent souvent mention de sa promesse royale d'une maniere extrêmement offensante à un Gouvernement qui avoit résolu de ne la point tenir. Ils discuterent plusieurs fois & avec beaucoup de chaleur, quelques réglemens qu'ils jugeoient nécessaires au bien public. Ils allerent plus loin. Sans égard pour le statut de Poynings, & se regardant comme le conseil héréditaire du Roi, & par conséquent autorisés à l'interpréter, ils donnerent ordre au Procureur-Général de réduire plusieurs loix qu'ils avoient débattues, en actes formels, dans l'intention de les envoyer en Angleterre. Jamais Gouverneur ne

Lett. de
Strafford,
Vol. I, p.
290.

fut si attaché à la loi de Poynings, ni plus ardent à la faire observer que le Lord Wentworth. Il regardoit son observation comme essentielle à la Couronne; & cependant il ne fit aucune attention à ces procédés extraordinaires. Il fut moins alarmé de la conduite des Pairs qu'il ne l'auroit été, parce que la négligence qu'eut un comité des Communes de se trouver à une conférence au temps marqué, avoit occasionné une querelle qui empêchoit que les deux Chambres n'agissent de concert. Les bills de subside avoient passé. Le seul autre bill que l'administration se proposoit de faire passer dans cette session, étoit celui qui confirmoit les lettres-patentes qui autorisoient la nouvelle commission à suppléer aux titres défectueux. Ce dernier obtint aussi force de loi, & fut suivi d'une requête des Pairs au Vice-Roi, par laquelle ils le prioient de faire exécuter cette commission sans délai & avec modération, afin que les graces du Roi fussent mieux reçues, & les subsides plus promptement payés. Sa réponse fut des plus

gracieuses. La session étant sur le point de finir, il fut question d'examiner le pouvoir que les Pairs s'étoient arrogé, de dresser les bills, & de les envoyer à la Cour d'Angleterre. Il la termina par une protestation formelle contre leur démarche, qu'il donna ordre d'enregistrer dans le Journal de la Chambre. Il rapportoit dans une protestation le sens de la loi de Poynings, de même que l'explication que Philippe & Marie lui avoient donnée. Il y étoit fait mention des différents bills qu'on avoit dressés par ordre de la Chambre des Pairs, & qu'on avoit présentés en leur nom au Vice-Roi, pour qu'il les envoyât en Angleterre. » Ayant examiné, dit Wentworth, le procédé de leurs grands, & l'ayant comparé avec lesdits statuts, quoique nous ne croyons point qu'ils aient eu dessein de les violer ni d'innover, cependant, pour éviter les abus qu'une pareille conduite pourroit occasionner dans la suite, & l'atteinte qu'elle pourroit porter aux actes du Parlement & à l'autorité

» de Sa Majesté, dont nous sommes
» & ferons toujours jaloux, nous
» nous croyons obligés, tant pour
» l'honneur de Sa Majesté, que pour
» prévenir dorénavant un pareil pro-
» cédé de leur part, de protester au-
» jourd'hui contre lui en plein Par-
» lement, parce qu'il ne leur ap-
» partient point de donner ordre au
» Conseil du Roi, ni à tel autre que
» ce soit, de dresser les actes qu'on
» doit proposer au Parlement, ce
» droit n'appartient qu'à nous & au
» Conseil. Nous déclarons en outre
» qu'il leur est seulement permis de
» remontrer & de représenter au
» Vice-Roi & au Conseil ce qu'ils
» croient pouvoir intéresser le bien
» public, afin qu'ils en dressent un
» acte, qu'ils enverront en Angle-
» terre, se réservant la liberté de
» le rejeter & d'y faire les change-
» ments qu'ils jugeront nécessaires,
» ainsi qu'il est porté dans les actes
» dudit Parlement. Nous espérons
» que Leurs Grandeurs auront égard
» à l'avis que nous leur donnons,
» & ne retomberont plus à l'avenir
» dans la même faute ». Les Pairs

reçurent cette protestation fans aucun mécontentement apparent, & le Vice-Roi termina la session, extrêmement satisfait des concessions qu'il avoit obtenues.

Les assemblées suivantes de ce Parlement, quoiqu'elles n'eussent pour objet que les intérêts du peuple, ne se passerent cependant point sans clameur & sans mécontentement. Après qu'on eut pourvu aux besoins du Gouvernement, Wentworth s'expliqua plus ouvertement sur les graces. Il dit aux Communes que quelques-unes n'étoient que passageres, & qu'elles n'auroient plus lieu dès que le motif qui y avoit donné lieu n'existeroit plus; que d'autres n'étoient que provisionnelles; plusieurs difficiles à régler par une loi invariable, & que quelques-unes enfin devoient être données en charges à des Officiers dont on connoissoit le zele & la fidélité. Il rejetta absolument leur requête touchant deux points essentiels; l'un, pour limiter le titre du Roi à soixante ans, ce qu'il jugea incompatible avec ses intérêts; l'autre, pour prendre un état des premiers

cessionnaires, & accorder de nouvelles lettres-patentes dans la Province de Connaught & dans le Comté de Clare ; ce qui eût détruit le projet d'une colonie dans l'Occident, en faveur de laquelle le Roi étoit extrêmement prévenu ; car la Couronne regardoit les colonies comme un moyen assuré de se procurer de l'argent.

On forma quelques autres projets équitables pour le bien des sujets, qui déplurent beaucoup aux récusants. Il étoit défendu, par le droit coutumier d'Irlande, de léguer ses terres & ses tenements par testament ; de manière qu'un homme ne pouvoit assurer la légitime de ses enfants sur ses biens immeubles, lorsque les mobilières ne suffisoient pas ; ils ne pouvoient même se les transmettre les uns aux autres qu'à la faveur d'un contrat & d'un acte qui leur en assuroit la possession. On trouva cependant le moyen d'aliéner la propriété & la possession des terres par des donations frauduleuses, par des fidéi-commis, par des baux à ferme de mille ans, quelquefois par des

testaments olographes ou nuncupatifs; ou, en cas d'extrémité, par des signes & des marques. Les Catholiques Romains furent les premiers qui eurent recours à ces donations & à ces longs baux, pour frustrer le Roi du droit de tutelle, & dispenser ceux qui héritoient de fiefs nobles qui relevoient immédiatement du Roi de la prise de possession, laquelle ne pouvoit avoir lieu qu'autant qu'ils prêtoient le serment de suprématie. On usa de ces mêmes artifices pour frustrer les autres Seigneurs de leurs droits & de leurs subsides, les veuves de leurs douaires, & les veufs des biens à vie dont ils avoient hérité; ce qui embrouilla les titres, priva les héritiers de ce qui leur appartenoit légitimement, sans qu'ils fussent à qui recourir pour révéndiquer leurs droits, & donna lieu à quantité de parjures. Le Roi étoit frustré de ce qui revenoit à la Couronne, les terres qu'on avoit confisquées aux felons & aux rebelles, étoient à couvert de ses prétentions, & les sujets étoient d'autant plus enclins à se révolter, qu'ils ne cou-

roient risqué que pour leurs personnes.

Pour remédier à ces abus, on fit deux actes, lesquels portoient » que
» tous ceux pour l'usage desquels
» d'autres tiendroient des terres,
» ou percevroient des rentes, &c.
» feroient censés en être les proprié-
» taires ; qu'aucun transport d'un
» bien d'héritage, soit par accord,
» soit par vente, ne seroit valide,
» qu'autant qu'il seroit constaté par
» un acte public dentelé, scellé &
» contrôlé dans une des Cours du
» Roi à Dublin, ou dans la Comté
» où ce bien se trouvoit, en pré-
» sence du *Custos rotulorum*, de deux
» Juges, & du Greffier, six mois
» après la date de l'acte. Il étoit per-
» mis à ceux qui avoient des biens
» en fiefs absolus, de les aliéner par
» testament, ou tel autre acte légal,
» à ceux qui tenoient en chef du
» Roi, avec redevance de le servir
» dans ses guerres, ou avec la même
» redevance, mais non en chef, de
» disposer des deux tiers de leurs
» terres ; & à ceux qui les tenoient
» en roture, du tout ; mais le Roi

» se réservoit, dans ce dernier cas,
 » les droits d'aliénation, & dans le
 » premier, non-seulement ces der-
 » niers, mais encore la garde de l'au-
 » tre tiers : le droit d'aliénation étoit
 » fixé au tiers du revenu annuel de
 » la terre aliénée ».

Ces réglemens ne pouvoient plaire aux récusans, parce que leur objet étoit de prévenir les artifices dont ils s'étoient servis pour frustrer le Roi de la tutelle des mineurs & de la garde de leurs terres, & qu'ils l'autorisoient à les faire élever dans la communion de l'Eglise établie. Le Gouvernement eut cependant assez de crédit pour surmonter leur opposition. Les actes passèrent, & on leur enjoignit un troisieme qui annulloit les transports, les ventes & les aliénations frauduleuses qu'on avoit faites depuis le commencement du dernier regne.

Les autres loix de ce Parlement souffrirent peu d'opposition, parce qu'elles n'avoient pour objet que de régler la police, de rétablir la paix dans le Royaume, de réformer les coutumes barbares, de civiliser les

mœurs des habitants , d'abolir les distinctions odieuses entre les naturels du Pays & les autres sujets, d'adopter les meilleurs statuts qu'on avoit fait depuis le regne d'Henri VII, de régler ce qui concernoit l'exécution des loix pénales, pour garantir les sujets de l'oppression; d'empêcher que les Bénéficiers, les Colleges & les Hôpitaux ne s'appauvrissent, en affermant leurs biens la moitié moins que ce qu'ils rapportoient; indépendamment de quelques autres réglemens que l'on fit pour la sûreté des biens, & l'amélioration des terres. Ces réglemens & quelques autres que je passe sous silence, font honneur à l'administration du Lord Wentworth; mais il y eut une occasion dans laquelle son crédit fut insuffisant. Les deux Chambres présentèrent une requête au Roi, pour le prier d'établir un hôtel des monnoies en Irlande. Le Député leur promit d'appuyer leur requête; mais le Conseil d'Angleterre, dont les vues & les sentimens étoient peu favorables aux sujets d'Irlande, n'y eut point d'égard: » Ce qui leur donna occasion,

» dit Mr. Carte , de réfléchir sur le
 » malheur qu'ils avoient d'être fu-
 » bordonnés à des étrangers qui n'a-
 » voient aucune inclination à pro-
 » curer leur bien , & qui n'y pre-
 » noient aucun intérêt ». Cette as-
 fertion est fautive & téméraire , à
 moins qu'on ne veuille regarder les
 Anglois comme les hommes les plus
 odieux & les plus méprisables du
 monde. Il ne paroît pas que le Par-
 lement d'Irlande ait été du même sen-
 timent que cet Auteur ; car il se sé-
 para très-satisfait de l'amnistie que
 la Cour avoit accordée. Wentworth
 profita de l'autorité dont il jouissoit ,
 pour faire passer quelques réglemens
 pour le bien de l'Etat , dont les ré-
 cusants avoient empêché l'effet.

Lett. de
 Strafford,
 Vol. I, p.
 431.

Le Clergé s'assembla en même-
 temps que le Parlement , & accor-
 da huit subsides au Roi ; mais il le
 pria de réparer plusieurs griefs , & de
 réformer quantité d'abus qui s'étoient
 glissés dans les affaires ecclésiastiques.
 L'Eglise étoit dans l'Etat le plus dé-
 plorable. Les temples tomboient en
 ruine , & les biens du Clergé avoient
 été aliénés pendant les troubles qui

avoient régné dans le Royaume. Les appropriations, les bénéfices en commande, les intrusions violentes, avoient réduit le Clergé de la campagne à la mendicité. Des concessions absolues, des baux de plusieurs années passés par des Bénéficiers avarés, ou extorqués des sujets timides & opprimés, avoient réduit les revenus des Evêchés à une non-valeur scandaleuse. Les réglemens qu'on avoit fait sous le dernier regne pour l'entretien du Clergé, lors de l'établissement des colonies, avoient été éludés par des Commissaires adroits & frauduleux. L'ignorance, la négligence & la corruption des mœurs chez le Clergé établi, étoient les suites de sa pauvreté. Une hiérarchie Romaine, qui exerçoit une juridiction régulière dans tous les cantons du Royaume, avoit profité de son absence ou de sa négligence, pour s'emparer des terres ecclésiastiques. Les Presbytériens Ecoissois de leur côté, animés d'un zèle outré pour leur culte & leur discipline, insultoient journellement au Gouvernement ecclésiastique établi, & trai-

toient ses rits & son culte avec le dernier mépris.

Ces sectaires, comme on les appelloit, parurent au Lord Wentworth aussi ennemi pour le moins de la véritable Religion que les Papistes. Lui & son ami Laud avoient pour objet d'établir une parfaite conformité dans l'Irlande; mais cette tâche étoit au-dessus de leurs forces. La conduite du Vice-Roi fut cependant assez judicieuse. Il commença par faire réparer les Eglises, & y mit des Ministres en état d'instruire le peuple. Il envoya des Commissaires dans tout le Royaume pour faire réparer les Eglises. L'exemple du Roi, qui consentit à résigner au Clergé qui résidoit les terres que la Couronne s'étoit appropriée, le desir de complaire au Député, & la crainte de sa puissance & de sa sévérité, engagèrent quantité de personnes à concourir à l'ouvrage de la réformation, à doter des Eglises, à restituer les terres qu'ils avoient usurpées. On attaqua ceux qui résisterent, & on les menaça de les poursuivre en justice. Le Vice-Roi enleva au Comte de Cork en

particulier deux mille livres de revenu annuel en dixmes, qu'il s'étoit appropriées pendant les troubles de l'Etat, faute de Bénéficiers. Le dernier Parlement fit des loix pour rétablir les droits du Clergé, & des réglemens pour prévenir les aliénations qu'on pourroit faire à l'avenir.

Les soins du Lord Wentworth s'étendirent sur l'éducation & l'instruction des jeunes gens qui se destinoient à l'état ecclésiastique. Il s'informa exactement de l'état & des circonstances de l'Université de Dublin, & y trouva beaucoup de désordres, partie par la faute du Recteur, & partie par celle des statuts actuels. Il déposa le Recteur, & en mit un autre en sa place. Il soumit l'examen des statuts à l'Archevêque de Cantorbery, qu'il pria de faire un nouveau code de loix pour cette Université, pareil à celui qu'il avoit pour celle d'Oxford, & il les établit par ordre du Roi.

Il restoit encore à remplir un objet que le Roi, l'Archevêque Laud & le Député n'avoient point perdu de vue ; c'étoit de réunir les Eglises

d'Angleterre & d'Irlande, en établissant les articles & les canons de la première dans celle-ci, comme règle de doctrine & de discipline. Les Puritains virent cette entreprise de mauvais œil, & affectèrent une sollicitude extraordinaire pour ce qu'ils appelloient l'indépendance de leur Eglise. Usher étoit le chef de ce parti, Wentworth ne l'avoit jamais regardé de bon œil; mais il se conduisit à son égard avec beaucoup de respect & de ménagement, à cause de sa place, de son caractère & de sa conduite populaire. Il étoit mortifiant pour un homme qui avoit compilé les articles de Religion qu'on devoit admettre en Irlande sous le dernier regne, de les voir menacés d'une abolition totale; & si ce Prélat avoit eu un génie turbulent, il auroit d'autant plus embarrassé le Député, qu'il a aimé & soutenu par presque tout le Clergé d'Irlande. Pour lui faire adopter son plan de réformation, on convint de ne point censurer ces premiers articles, mais de les abolir virtuellement & non formellement par l'établissement de ceux

Lett. de
Strafford,
Vol. I, p.
381.

de l'Eglise Anglicane ; comme aussi de ne point recevoir les canons Anglois en un corps ; mais de choisir ceux qu'on jugeroit pouvoir former une regle de discipline pour l'Eglise d'Irlande. Les articles furent reçus, & les canons établis conformément à l'intention du Député ; mais bien moins par l'influence de son autorité, que par l'inclination d'une grande partie du Clergé, dont aucun membre n'osa cependant avouer publiquement d'y avoir consenti.

Lett. de
Strafford,
Vol. I, p.
342.

Ces réglemens dans le système ecclésiastique furent suivis d'un établissement trop odieux, & par conséquent trop dangereux pour oser le tenter durant les sessions du Parlement. Ce fut celui d'une commission qu'on établit à Dublin sur le modèle d'Angleterre, avec la même formalité & les mêmes pouvoirs. Les intentions de cet établissement, ainsi que le Député le marquoit à Laud, étoit d'appuyer le Clergé, & les tribunaux ecclésiastiques, d'empêcher les extorsions de leurs Officiers, d'abolir toute juridiction étrangère, de punir la polygamie & l'adultère, de

Ib. p. 188.

pourvoir à l'entretien & à la résidence du Clergé, de s'enquérir de l'usage que l'on faisoit des donations & des œuvres pies, d'établir une conformité de Religion, » & en même temps, peut-être, d'augmenter les revenus de la Couronne ».

En effet, l'objet favori de ce Vice-Roi, & qu'il ne perdit jamais de vue durant son administration, fut d'augmenter les revenus, & de subvenir aux besoins de son maître. Lorsque nous le voyons protéger & étendre le commerce, garantir les côtes des pirates, établir des manufactures, & encourager l'industrie, on ne peut disconvenir que ces moyens ne soient nobles & louables. Les Irlandois ne sauroient oublier sans ingratitude, qu'un seul projet conçu & exécuté par le Lord Wentworth, a été le fondement de la prospérité & de l'abondance dont ce Royaume jouit aujourd'hui.

Il ne trouva presque point de commerce ni de manufactures dans l'Irlande, à l'exception d'un petit commerce en draperie, qui paroissoit devoir augmenter, & qui pouvoit dans

Carte ;
Orm.
Lett. de
Strafford,
Vol. I.

la fuite nuire à la marchandise d'étape d'Angleterre. L'Irlande fournissoit quantité de laine, ce qui mettoit ses habitants à même de vendre leurs draps à l'étranger à meilleur marché que ceux d'Angleterre. Un Gouverneur aussi jaloux que lui de la diminution des droits du Roi, ne pouvoit qu'être effrayé de cette perspective. Il considéra de plus, que si l'on empêchoit les Irlandois de fabriquer leur laine, ils seroient obligés de tirer leurs draps d'Angleterre, & qu'ils dépendroient entièrement d'elle pour leur subsistance. De-là naissoit une connexion indissoluble entre ces deux Royaumes, vu que les Irlandois ne pouvoient se soustraire à l'obéissance qu'ils devoient à la Couronne, sans s'exposer à manquer d'habits pour eux & leurs familles. Il découragea donc les manufactures de drap; mais il résolut en même-temps d'établir un autre article de commerce, pour le moins aussi avantageux pour ce peuple, & qui ne pouvoit que contribuer à l'augmentation de celui de l'Angleterre.

On étoit dans l'opinion que le sol;

dans plusieurs cantons de l'Irlande, étoit propre à la culture du lin, & elle fut confirmée par quelques expériences que le Député fit faire pour s'en assurer. Les femmes aimoient naturellement à filer ; les vivres, & par conséquent la main-d'œuvre, étoient à bon marché ; & Wentworth comprit que si les Irlandois pouvoient une fois s'attacher à fabriquer de la toile, ils pourroient la vendre à meilleur marché que celle de France & d'Hollande. Il établit donc cette manufacture en Irlande. Les nouveaux établissemens engagent toujours dans des dépenses qui effrayent les esprits timides & bornés. Pour encourager le sien, Wentworth y employa, comme il le dit lui-même, trente mille livres sterling. Il fit venir du lin d'Hollande, & des ouvriers de France & des Pays - Bas. La semence réussit, les habitants furent employés ; on dressa des métiers ; on fit des réglemens qui fixoient la qualité du fil & de la toile, pour en assurer le débit. Telle fut l'origine du commerce de lin en Irlande. Il fut à la vérité interrompu à l'occasion

des troubles qui survinrent ; mais il reprit sa première vigueur après que la paix fut rétablie.

A. D. 1635. Ces projets d'amélioration, quoi-

que flatteurs en apparence, étoient d'une exécution fort lente, & avoient plutôt pour objet l'avantage de la postérité, que les besoins actuels de la Couronne. Wentworth résolut donc de signaler son administration par un service d'un émolument immédiat à son maître. Son projet n'alloit à rien moins qu'à annuler tous les titres de ceux qui avoient des terres dans Connaught, & qu'à établir une nouvelle colonie dans la Province. Ce projet, lorsqu'on le proposa sous le dernier règne, causa autant de surprise que d'horreur ; mais il étoit tel qu'on devoit l'attendre du génie hardi & entreprenant du Lord Wentworth.

Ce fut dans le dessein de l'exécuter qu'il proposa à ce que le Roi confirmât les grâces qu'il avoit promises au Lord Faulkland, & qu'il se chargeât de toute la haine que méritoit une violation aussi manifeste de la promesse du Roi. Le Parlement étoit fini ; ce qui donna au Député le loisir de

de vaquer à un projet dont l'exécution exigeoit d'autant plus de prudence & de circonspection, qu'il étoit odieux & capable d'allarmer les sujets. On fouilla tous les anciens registres du Royaume, de même que ceux des Monasteres, pour constater le droit que le Roi avoit sur la Province de Connaught. On trouva qu'Henri III, dans la concession qu'il avoit faite à Richard de Burgo, avoit réservé à la Couronne cent *cantreds* contigus au château d'Athlone; que cette concession comprenoit le restant de la Province, qu'on disoit avoir été confisquée à Ardh O'Connor, Chef provincial; que les terres & la Seigneurie de de Burgo descendoient en droite ligne à Edouard IV, & avoient été confirmées à la Couronne par un statut d'Henri VII. Les Jurisconsultes de la Cour employèrent leur adresse à invalider toutes les patentes qu'on avoit accordées aux propriétaires de ces terres depuis le regne d'Elisabeth. Ils trouverent que les actes passés entre Jean Perrot & les habitants de cette Province, étoient irréguliers, & faits

sans sa participation ; & que les patentes de la Reine étoient nulles, faute d'avoir rempli les conditions ; que celles que Jacques avoient accordées , avoient été obtenues par de fausses suggestions, & exécutées sans égard pour l'ordre & la volonté du Roi. Les Commissaires, dans plusieurs patentes qu'ils avoient accordées au nom du Roi, avoient réservé à la Couronne, sans être autorisés, une tenure avec redevance de servir le Roi dans ses guerres ; & cette espèce de tenure étoit d'autant plus favorable aux récusants, qu'elle les dispensoit de faire hommage & de prêter le serment de suprématie. Les Jurisconsultes qui savoient que les Commissaires ne l'avoient point garantie, vu que la loi sous-entendoit toujours une tenure *in capite*, lorsqu'elle n'en énonçoit aucune, & que la première étoit moins avantageuse à la Couronne, en conclurent que ces concessions avoient été extorquées, vu qu'elles frustreroient la Couronne de ses bénéfices, & qu'elles étoient par conséquent nulles & illégales.

Muni de ces autorités, Wentworth se rendit avec les Commissaires de la colonie dans la Province occidentale. Les habitants du Comté de Leitrim avoient déjà reconnu le titre du Roi sur leurs terres, & consentirent à ce qu'on établît une colonie chez eux. On jugea à propos de commencer par celles de Roscommon.

On ouvrit la commission dans ce Comté; on produisit les titres du Roi, & on les donna à examiner à une compagnie de Jurés, composée des principaux habitants, » afin, di-
 » soit le Vice-Roi, qu'ils fussent en
 » état de payer l'amende dans la cham-
 » bre du château, en cas de prévarica-
 » tion". Wentworth leur dit, que l'intention du Roi, en établissant son titre, étoit de les enrichir & de les civiliser; qu'il n'avoit pas dessein de les dépouiller de leurs possessions, mais de leur céder une partie considérable des siennes; qu'il n'avoit pas besoin d'entremetteur pour faire valoir son droit, & qu'il pouvoit employer les voies juridiques ordinaires contre les intrus; mais qu'il étoit bien-aïse que ses sujets partageassent

Lettre de
 Strafford,
 Vol. I, p.
 442.

avec lui l'honneur & le profit de l'excellent ouvrage qu'il alloit exécuter ; & qu'il importoit peu à sa S. M. que les Jurés reconnussent ou niaissent son titre. Qu'au cas qu'ils eussent la vérité & leurs intérêts à cœur, ils reconnoîtroient aisément la validité du titre du Roi ; mais qu'il leur conseil-loit de faire le contraire ; plutôt que de trahir leurs intérêts par pure complaisance pour ceux du Roi.

La présence & l'interposition d'un Vice-Roi qui avoit le talent de remuer les passions des hommes, produisirent leur effet dans cette occasion. Les Jurés reconnurent sans hésiter la validité des titres du Roi, & prièrent les Députés de traiter favorablement les propriétaires actuels, & de ne point oublier les intérêts de l'Eglise. Le Vice - Roi promit non-seulement d'avoir égard à leur demande, mais publia encore un édit, par lequel il promit à tous les propriétaires de la Province, de s'accommoder avec eux à des conditions avantageuses, & de leur assurer pour toujours les nouvelles concessions qu'on leur feroit.

Il s'agissoit maintenant d'établir les prétentions du Roi dans le Comté de Galway, & les Commissaires y trouverent plus de difficultés qu'ils n'avoient cru. Les habitants étoient presque tous de la communion Romaine, guidés par leur Clergé, encouragés par des Juristes récusants, & appuyés du crédit du Gouverneur de leur Comté; savoir, par Vliac, Comte de Clanricard & de St. Alban, Gentilhomme d'un excellent caractère, allié avec des familles puissantes, & extrêmement accrédité à la Cour d'Angleterre. Il y faisoit sa résidence; mais il entretenoit correspondance avec ses parents & ses compatriotes, & il se déclara leur protecteur dans un temps où ses domaines étoient en danger, & que son Pays étoit menacé d'une révolution soudaine & violente dans ce qui concernoit la propriété. Des gens aussi soutenus ne se laisserent point intimider par le Député. Leurs Avocats plaiderent hardiment & avec beaucoup de force contre le titre du Roi. Les Jurés furent sourds aux arguments qu'on alléguait en sa faveur, & refu-

serent de le reconnoître. Wentworth fut outré de leur conduite ; il condamna le Shériff à mille livres d'amende ; il fit citer les Jurés à la Chambre du château, & les condamna chacun à quatre mille livres d'amende, & à rester en prison jusqu'à ce qu'ils eussent payé cette somme, & demandé pardon à la Cour à genoux.

La sévérité de cette sentence, & même toute la conduite que le Député avoit tenue, non-seulement dans le Comté de Galway, mais encore dans les autres Comtés du Couchant, furent représentés en Angleterre avec toutes les circonstances qui pouvoient les aggraver, & fournirent matière à la critique des ennemis du Lord Wentworth, qui étoient très-nombreux. On l'accusa d'animosité & d'injustice envers le Comte de Clanricard. On éplucha toutes les circonstances de son administration ; & les ennemis personnels qu'il s'étoit faits en Irlande, trouverent des gens qui appuyerent leurs plaintes. Il avoit obligé le Lord Wilmot, qui avoit commandé pendant plusieurs années l'armée d'Irlande, à composer pour les

terres qu'il avoit usurpées à la Couronne , & aliénées injustement ; il avoit contraint le Comte de Cork à restituer à l'Eglise ce qu'il lui avoit pris. On représenta tous ces faits comme des preuves de son gouvernement tyrannique & arbitraire. Son ami Laud fut allarmé des clameurs qui s'élevèrent contre lui , & lui conseilla de tenir une conduite plus modérée & plus circonspecte ; mais le caractère du Lord Wentworth étoit trop violent & trop opiniâtre , & ses maximes d'administration trop rigoureuses , pour ne point enflammer l'animosité de ses ennemis , au-lieu de l'appaiser. On auroit dit dans quelques occasions , qu'il croyoit ne pouvoir soutenir la dignité de son gouvernement qu'en exerçant son autorité de la manière qu'ont coutume de l'exercer les hommes infatués de leur puissance & de leur grandeur.

Piers Crosby s'étoit extrêmement signalé dans l'expédition de l'Isle de Ré , & avoit favorisé la retraite des troupes Angloises. Il commandoit un régiment en Irlande , & étoit membre du Conseil-Privé. Dans la secon-

de session du dernier Parlement, il osa s'opposer à quelques mesures que le Gouvernement avoit prises. Le Député le réprimanda, & l'accusa d'avoir violé son serment en s'opposant à des bills auxquels il avoit consenti dans le Conseil, & qu'il étoit convenu de communiquer à la Cour d'Angleterre. Crosby fut exclu du Conseil. Il présenta une requête pour se plaindre de cette sévérité, & demanda la permission d'aller en Angleterre pour porter ses plaintes au Roi. Sa demande lui fut refusée; & sur la représentation de Wentworth, S. M. lui ordonna de l'exclure entièrement du Conseil-Privé. Il parut un libelle qui contenoit plusieurs réflexions malignes sur la conduite du Vice-Roi, dont on le soupçonna d'être l'auteur. Sur ce simple soupçon, il fut arrêté & mis en prison. On força son cabinet, on enleva & l'on visita ses papiers, & l'on ne trouva aucune copie du libelle qui pût constater son crime; mais s'il n'en étoit point l'auteur, il avoit au moins contribué à le répandre, & là-dessus la Chambre du château commença à instruire

son procès. Wentworth affecta de s'em- Lettre de
Strafford,
Vol. I, p.
393.
ployer pour lui, & pria le Roi de lui
pardonner; mais Charles, usant de
sa sévérité ordinaire, renvoya le ju-
gement de cette affaire à une Cour
composée des Ministres & des créa-
tures du Député. L'amende & les
dommages auxquels Crosby fut con-
damné, monterent si haut, qu'il fut
obligé, pour éviter sa ruine tota-
le, de se soumettre au Lord Went-
worth.

Mais ni cet exemple de rigueur,
ni la maniere hautaine dont il fit
mettre le Comte de Kildare en pri-
son, pour avoir refusé de soumettre
sa propriété à la sentence du Conseil-
Privé, ne firent autant d'impression
en Angleterre & en Irlande, que la
sévérité dont il usa envers le Lord
Mountnorris.

François Annesley, Baron de Mount-
norris, se rendit en Irlande sous le
dernier regne, & y acquit du bien,
de l'emploi & du crédit. Jacques &
Charles l'honorèrent de plusieurs mar-
ques de faveur & de confiance; &
lorsque le Lord Wentworth arriva
dans son Gouvernement, ce Député

Clarendon, V. I. le regarda, & le représenta comme un homme extrêmement attaché aux intérêts de la Couronne. Un fameux Historien prétend que sa coutume ordinaire étoit de captiver les bonnes grâces du nouveau Vice-Roi, & de le diffamer après qu'il avoit quitté l'Irlande; & si nous en croyons le portrait qu'en fait le Lord Wentworth, son caractère n'avoit rien de décent ni de respectable. Quoi qu'il en soit, il se brouilla avec le Député d'une manière irréconciliable. Le Roi lui ôta certains droits attachés à sa charge de Vice-Trésorier, & il crut naturellement que le Vice-Roi en étoit la cause. Pour le mortifier davantage, Wentworth découvrit qu'il avoit reçu un présent pour faire payer une somme assignée sur la trésorerie, & il l'obligea de la restituer. Mountnorris prétendit qu'un de ses domestiques l'avoit reçue à son insu; de manière que le Député ne put venir à bout de lui ôter sa place. Il cherchoit avidement l'occasion de lui faire sentir tout le poids de son autorité, & Mountnorris, de son côté, attendoit avec impatience

Lettres de
Strafford,
402, 403.

que le terme de sa Vice-Royauté expirât.

Il étoit moralement impossible que ces Seigneurs, dans les circonstances que je viens de dire, fussent toujours circonspects dans les propos qu'ils tenoient réciproquement sur leur compte; ou, au cas que Wentworth fût plus réservé que Mountnorris, dans la conversation familière, ne tint quelque propos imprudent sur son sujet. Quelques jours après la dissolution du Parlement, quelques personnes s'étant trouvées à dîner chez le Grand-Chancelier, on remarqua que le Vice-Roi s'emporta vivement contre un domestique qui lui avoit heurté le pied dans un accès de goutte, en retirant une chaise. Un des convives s'étant tourné vers Mountnorris, lui fit observer que ce domestique portoit le même nom que lui, & étoit son parent. Ce même domestique avoit déjà éprouvé l'humeur hautaine du Député; car un jour qu'il passoit les troupes en revue, il le menaça avec sa canne, & lui en donna même un coup. Mountnorris répondit à cela,

qu'il y avoit tout lieu de croire qu'il avoit voulu se venger de l'affront qu'il lui avoit fait en public ; mais il a un frere, ajouta-t-il, qui ne l'en auroit pas tenu quitte à si bon marché, & qui se seroit vengé autrement.

Au bout de quelques mois, ce discours fut rapporté au Député par quelques Officiers qui lui étoient attachés. Il le prit en mauvaise part, & il résolut de perdre Mountnorris, pour le punir de son indiscretion. Il commandoit une compagnie ; il le fit arrêter & conduire comme un criminel devant un Conseil de guerre, auquel Wentworth présidoit en qualité de Général. On l'accusa d'avoir tenu des propos indécents contre son supérieur, d'avoir voulu faire mutiner l'armée, & l'empêcher d'obéir à son Général. On le convainquit d'avoir tenu les propos qu'on lui imputoit à la table du Grand-Chancelier. Mountnorris eut beau alléguer qu'on devoit les interpréter favorablement, & qu'il n'avoit jamais eu l'intention de manquer de respect au Vice-Roi, ses Juges déclarerent que

son expression n'étoit point fufceptible d'une meilleure interprétation ; & que le ton dont il s'étoit fervi , le rendoit coupable au premier chef contre la perfonne de fon Général, & contre l'autorité du Roi. Cette Cour complaifante condamna tout d'une voix le Lord Mountnorris à être emprifonné , privé de fa commiffion , défarmé , déclaré incapable de pofféder aucun emploi dans les troupes , & fufillé , ou décapité , à la volonté du Général .

Les apologiftes de Wentworth alléguèrent pour le juftifier , que la fentence contre Mountnorris étoit l'acte d'une Cour d'Officiers , dans laquelle il n'avoit ni déclaré fon opinion , ni dirigé celle d'autrui. Ce fut en vain qu'ils prétendirent , pour pallier fon infolence & fa méchanceté , qu'il n'avoit point réfolu la mort de ce Gentilhomme par un efprit de vengeance diabolique ; que lui & fon Conseil avoient prié le Roi de mitiger la fentence ; & que Mountnorris , haraffé par la longueur du procès , humilié par une fentence ignominieufe , dépouillé de fon emploi , & laffé

de la longueur de sa prison, obtint enfin son pardon du Roi. Les ennemis que Wentworth avoit en Angleterre, blâmerent hautement sa conduite; ses amis en furent scandalisés; & Laud lui-même, tout insolent & impérieux qu'il étoit, frémit de l'excès de sévérité auquel son ami s'étoit porté; mais Wentworth, qui comptoit sur la protection du Roi, méprisa également les clameurs de ses ennemis, & les craintes de ses amis. Bravant la haine que le public avoit conçue contre lui, il quitta pour quelque temps les rênes du gouvernement, & se rendit à Londres.

A. D.
1636.
Carte,
Orm. V.
III, p. 2-11.

Il s'étendit beaucoup devant le Roi & le Conseil sur les services qu'il avoit rendu en Irlande, sur le besoin qu'il avoit eu des revenus publics, des troupes & de l'Eglise; sur l'excellence des loix qu'il avoit faites, & les plans qu'il avoit formés pour l'avancement du commerce & des manufactures. Il se plaignit amèrement de ce qu'on avoit traité dans quelques occasions les Irlandois comme des aubains & des étrangers; de l'impôt de quatre schelings qu'on

avoit mis sur chaque tonne de charbon, qui étoit plus fort que celui que payoient les François & les Hollandois ; sur la taxe excessive qu'on avoit mise sur les chevaux qu'on amenoit dans ce Royaume ; ce qui étoit extrêmement préjudiciable à l'armée ; sur les droits qu'on avoit mis sur le bétail qui sortoit d'Irlande. Le Roi remédia à ces abus à sa sollicitation ; & lorsqu'il voulut justifier la sévérité de son administration, Charles l'interrompit, & fit l'apologie de sa conduite. Il le pria de continuer l'ouvrage qu'il avoit commencé, l'assurant qu'il rendroit à la Couronne le plus grand service qu'elle eût jamais reçu en Irlande.

Il retourna dans son Gouvernement avec les mêmes principes, & persista dans la même conduite. Les particuliers eurent souvent à se plaindre d'une administration qui dédaignoit la contrainte rigide & exacte des loix ; mais le Royaume en général éprouva les bons effets de la tranquillité que lui procuroit la crainte d'un Gouvernement sévère, actif & vigilant. Il augmenta considéra-

blement le revenu public par l'amélioration des rentes perpétuelles, les amendes qu'il exigea de ceux dont on renouvella les lettres-patentes, ou à qui l'on permit de fonder des colonies. La découverte du titre du Roi, sur les domaines des O'Byrnes de Wiclow, rapporta quinze mille livres. Il engagea la ville de Londres à rompre le traité qu'elle avoit fait au sujet des colonies de Derry & de Colerain, & le rachat des terres confisquées, rapporta soixante & dix mille livres. Mais malgré toutes les peines qu'il se donna pour l'établissement de la colonie d'Occident, malgré le jugement définitif que le Roi avoit prononcé touchant la tenure, les clameurs que cette entreprise excita, & les troubles de l'Angleterre augmentèrent au point, qu'on fut obligé d'abandonner ce projet. La mort du Comte de St. Alban augmenta la haine que le public avoit contre le Député. On l'attribua au chagrin qu'il eut de se voir disputer sa propriété par un Gouverneur insolent, qui s'empara de sa maison de Portumna, & érigea dans sa salle

même le tribunal qui lui disputa ses titres.

Ces mêmes ennemis qui épioient sa conduite avec la dernière rigueur, furent ravis du traitement qu'il exerça envers Loftus, Grand-Chancelier d'Irlande. Un nommé Jean Gifford avoit épousé sa fille, & exigeoit pour sa femme une somme que le pere refusa de lui accorder. Gifford présenta une requête au Conseil-Privé, qui lui donna gain de cause. Ces sortes d'injustices étoient dans ce temps-là très-communes en Irlande. Loftus refusa d'obéir à l'ordre du Conseil, sur quoi il fut exclu de la Chambre, & obligé de remettre le grand sceau au Vice-Roi, qui l'envoya en prison. Il publia hautement que la sentence du Conseil avoit été dictée par Wentworth, & l'accusa d'être l'auteur de sa disgrâce. On ne douta point de ce qu'il avançoit après qu'on eut vu les lettres qu'il avoit écrites à la femme de Jean Gifford; le style tendre & affectueux dans lequel elles étoient conçues, donnerent lieu de soupçonner qu'il entretenoit avec elle un commerce criminel. Cette découverte fut

cause que l'on se récria encore plus hautement contre la violence & la tyrannie du Gouverneur. On conseilla à Loftus d'en appeller au Trône; mais Charles étoit trop prévenu en faveur d'un homme qui agissoit conformément à ses principes de gouvernement, pour lui rendre justice; il fut donc obligé d'acheter sa liberté & sa place par une requête au Vice-Roi & au Conseil, dans laquelle il reconnut son offense dans des termes qui marquoient également sa soumission & son repentir.

Quelque sujet qu'eussent les particuliers de se plaindre de la sévérité impérieuse du gouvernement actuel, la nation qui étoit accoutumée à ces procédés oppressifs & arbitraires de la loi d'Angleterre, en fut amplement dédommagée par les avantages que lui procura l'administration du Lord Wentworth. L'armée qui depuis long-temps étoit devenue un fardeau insupportable aux habitants, sans être d'aucun service essentiel à la Couronne, étoit bien disciplinée, exactement payée, bien entretenue, polie envers les habi-

tants , & formidable aux ennemis du Gouvernement. Le revenu étoit liquide , & le trésor en bon état. L'Eglise étoit protégée , ses revenus étoient augmentés , & elle étoit desservie par des Ministres respectables & instruits. Les Puritains Ecoissois se plaignirent quelquefois , à la vérité , de l'indulgence que l'on avoit pour les récusants ; mais c'eût été pécher contre la politique de faire exécuter les loix pénales à la rigueur , dans un Royaume où la plupart des habitants étoient de la communion Romaine , & avoient autant de pouvoir que de crédit. Il suffisoit de restreindre les récusants à un exercice de Religion moins public & moins scandaleux , sans les mécontenter par de mauvais traitements. La paix , l'ordre , l'obéissance & l'industrie distinguoient ce période de tous les précédents. La valeur des terres avoit augmentée ; le commerce étoit plus étendu ; les douanes rapportoient quatre fois plus que par le passé ; il sortoit d'Irlande le double de marchandises qu'il n'y en entroit ; la marine étoit cent fois plus forte. Tels furent

les avantages que procura à l'Irlande
l'administration du Lord Wentworth,
quelque odieuse & tyrannique qu'elle
ait paru aux sujets dans quelques oc-
casions.



CHAPITRE II.

Révolte en Irlande. — Le Lord Wentworth prend l'allarme. — Il exige une promesse des Ecoissois d'Ulster. — Envoje au Roi de l'argent & des troupes. — Fait échouer les projets d'Argyle. — Projet du Comte d'Antrim. — Désapprouvé par Wentworth. — Approuvé par le Roi. — Orgueil & mauvaise foi d'Antrim. — Wentworth rappelé en Angleterre. — Créé Comte de Strafford & Chevalier de la Jarretiere. — Il retourne à Dublin. — Convoque un Parlement. — Zele & libéralité des Communes d'Irlande. — On leve une nouvelle armée. — Strafford retourne en Angleterre. — Le Parlement d'Irlande change tout-à-coup de sentiment. — Et pour quoi. — Remontrance des Communes contre le Clergé. — Nouveau règlement pour les subsides. — Strafford retourne en Irlande. — Préparatifs pour envahir l'Ecosse. — Traité de Rippon. — Ordre de licencier l'armée d'Irlande. — L'esprit d'opposition augmente dans

le Parlement d'Irlande. — *Plaintes mal fondées.* — *Ordre pour la cotisation des subsides.* — *Le Roi donne ordre de le biffer du Journal des Communes.* — *Qui se hâtent mal-à-propos de présenter une adresse au Roi, au sujet de leurs griefs.* — *On l'envoie en Angleterre.* — *Les Irlandois envoient des Députés à Londres.* — *Le Comte de Strafford accusé.* — *Mort de Wandesford.* — *Le Roi cede aux Députés d'Irlande.* — *Il nomme des Juges-Mages.* — *Le Roi pousse la complaisance encore plus loin.* — *Les Députés d'Irlande présentent leurs remontrances au Trône.* — *Réponse de George Ratcliffe.* — *Les Députés refusent de répondre en détail.* — *Nouvelle session du Parlement d'Irlande.* — *Demandes des Communes.* — *Protestent contre le préambule du premier bill pour les subsides.* — *Les Lords préparent une adresse au sujet de leurs griefs.* — *Avis que donne l'Evêque de Meath.* — *Les Lords jaloux de leurs privileges.* — *Questions proposées par les Communes à la Chambre haute, dont elles renvoyent la décision à des Juges.* — *On les envoie au*

Parlement d'Angleterre. — Accusations en Irlande. — Prorogation. — Bill de conviction contre le Comte de Strafford. — Effet qu'il produit en Irlande. — Concessions faites par le Roi aux Députés d'Irlande. — Leurs demandes intérieures. — La question importante au sujet de l'accusation des Communes reste indécise. — Procédés arbitraires des Communes contre le Clergé & l'Université. — On reprend l'examen des questions. — La décision des Juges ne satisfait point les Communes. — Leurs décisions sur plusieurs questions. — Ils s'opposent au dessein qu'on a pris de licencier les troupes pour les envoyer dans les Pays étrangers. — L'examen qu'on fait des forces du Roi, donne des soupçons. — Retour des Députés d'Irlande.

LES troubles d'Ecosse augmentent dans ce temps-ci, & Charles tomba de jour en jour dans des embarras, dont il lui fut impossible de se tirer. Les tentatives qu'il fit pour réformer la discipline & le culte de l'Eglise d'Ecosse, réveillèrent les mécon-

A. D.
1639.

tents , & blefferent les ſentiments religieux d'un peuple groſſier, déterminé, & intraitable, d'ailleurs animé par la ferveur de ſon zele pour la Religion à un point qui approchoit du fanatiſme. On ſ'oppoſa à l'introduction de ſa liturgie avec une fureur ſans égale. Les tumultes, les révoltes, les conſpirations , un eſprit univerſel d'oppoſition , ne purent détourner le Roi de ſon projet, ni rallentir la paſſion qu'il avoit pour la conformité religieuſe. On répondit à l'édit qu'il publia pour appaiſer les troubles naiſſants , en promettant le pardon à ceux qui ſe ſoumettroient , par une proteſtation qu'appuyèrent des gens puiffants & accrédiés. Les mécontents ſ'aſſemblerent à Edimbourg , publièrent leurs ordres, & dreſſèrent la fameuſe ligue Presbytérienne , connue ſous le nom de *Covenant*. Elle fut reçue avec un tranſport & un enthouſiaſme indicible, comme un acte cher & ſacré pour les ſujets, & conforme au vœu qu'ils avoient fait dans leur baptême. Leurs révoltes, ſoutenues par la Nobleſſe la plus riche & la plus puiffante du Pays, & fomentées en ſecret

secret par le Ministre de France, menaça l'Etat d'une convulsion effroyable. Les concessions que Charles jugea à propos de faire, ne servirent qu'à découvrir sa foiblesse, & à animer ces peuples têtus & opiniâtres. Ils firent venir des armes, ils rappellerent leurs Officiers qui étoient dans le Continent, ils élurent un Général, & s'emparèrent des forts du Roi; pendant que Charles, de son côté, s'avançoit vers Berwick, dans l'intention de s'opposer aux rebelles..

Ces troubles n'eurent pas plutôt commencé, que le Lord Wentworth craignit, avec juste raison, qu'ils ne s'étendissent en Irlande; & pour me servir de son expression, » que le » Royaume ne se ressentît de l'orage". Les Ecoissois établis dans les Comtés du Nord, étoient d'accord avec leurs compatriotes sur les mêmes points de doctrine & de discipline; & quoique moins gênés qu'eux, ils n'abhorroient pas moins la forme de gouvernement ecclésiastique & de culte établi. Plusieurs d'entr'eux entrèrent dans la ligue, & se rendirent secre-

tement en Ecosse , pour prendre part à une cause dont les commencements étoient si heureux. On persuada aux moins actifs de profiter du moment pour établir leur discipline , & de résister courageusement aux efforts que l'on faisoit pour établir chez eux la conformité. Ils furent encouragés à le faire par ceux des Ecoissois qui commerçoient avec les Comtés du Nord. Ils se vanterent d'être entrés dans la ligue ; ils leur exagérèrent le zele & le courage de leurs compatriotes ; ils affectèrent de mépriser ceux qui doutoient de leurs succès , & qui hésitoient de prendre part à leur cause.

Lettres de
Scrafford.
Vol. II. p.
219.

Wentworth fut allarmé , & avec raison. Il savoit que plusieurs grands Seigneurs d'Irlande favorisoient les Puritains ; il n'ignoroit point , & ses amis eurent soin de l'en faire souvenir , qu'il pouvoit se faire que les naturels du Pays profitassent des troubles présents. Le Roi son maître , au service duquel il étoit entièrement dévoué , se trouvoit dans la situation la plus critique & la plus dangereuse , & il résolut d'agir avec plus

ib. p. 240.

de vigilance & d'activité qu'il n'avoit jamais fait.

Il exigea des Ecoſſois d'Ulſter un nouveau ſerment, par lequel ils s'engageoient à être fideles au Roi, à obéir à ſes ordres, & à n'adhérer à aucun traité contraire au ſerment qu'on leur preſcrivoit. Pendant que le Conſeil en dreſſoit la formule, quelques-uns des principaux habitants de la Province du Nord arriverent à Dublin, pour prêter le *Teſt* (*), & on les reçut avec emprefſement. On l'exigea indiftinctement de tous les ſujets, de quelque âge, de quelque ſexe & de quelque condition qu'ils fuſſent; & il y eut des cas où ceux qui refuſerent de le prêter furent mis en priſon, avec des traits de barbarie ſi révoltants, que les ennemis de Wentworth n'eurent garde de les oublier. Charles trouva

Lettres de
Strafford,
Vol. II. p.
344.

(*) Le *Teſt*, ou ſerment du *Teſt*, eſt un ſerment établi par un acte du Parlement au préjudice des Catholiques Romains, qui conſiſte particulièrement à renoncer à la primauté du Pape & au dogme de la tranſubſtantiation.

cette précaution si bonne, qu'il l'imita en Angleterre.

Carte,
Orm.

Jamais les affaires d'Irlande ne demanderent plus de vigueur & de circonspection dans un Gouverneur d'Irlande; & jamais Gouverneur ne fut plus attentif à son département immédiat, & à l'intérêt général du Roi son maître, que le Lord Wentworth. Au premier bruit de la révolte d'Ecosse, le Trésorier d'Irlande fit tenir au Roi trente mille livres sterling, auxquelles le Député ajouta une somme considérable de sa propre bourse. Il fit la revue de l'armée, & l'augmenta de quatre cents hommes de cavalerie. Il fit passer en Angleterre un corps de cinq cents hommes bien disciplinés & bien équipés, sous les ordres de Willoughby, Officier expérimenté, qu'on mit en garnison à Carlisle. Il se proposoit d'en envoyer trois cents autres pour garder le château de Dunbarton; mais les ligueurs le prévinrent & s'emparèrent de ce poste important. Les mécontents confièrent la garde des parties de l'Ecosse qui confinent à la Province d'Ulster au Comte d'Argyle, leur par-

tifan zélé. Pour l'allarmer par la crainte d'une invasion, & tenir en même-temps en respect les Ecoſſois d'Ulſter qui favoriſoient les ligueurs, il donna ordre au corps de l'armée de ſe rendre à Carricfergus, & l'on fit courir le bruit que le Vice-Roi ne tarderoit pas à en prendre le commandement en perſonne. Argyle s'ouvrit une communication avec les Ecoſſois d'Ulſter, & leur envoya des émiſſaires pour les engager à prendre les armes. Ses vaiſſeaux ayant été pris, on découvrit le complot qu'on avoit formé de livrer Carricfergus aux Ecoſſois, & celui qui en étoit l'auteur fut puni de mort ſans miſéricorde. On renforça la garniſon du château, on poſta des détachements dans les endroits les plus dangereux, & on établit des magafins d'armes & de munitions pour dix mille hommes d'infanterie, & mille de cavalerie.

Le Roi approuva la conduite du Lord Wentworth, & ne fut pas moins ſatisfait de la ſincérité & de la franchise avec laquelle il lui rendoit compte de toutes ſes actions. Cependant

Carte.
Lett. de
Strafford.

les Conseils-Privés dont ce malheureux Prince suivoit aveuglément l'avis, agirent en Irlande, & causerent de l'embarras au Vice-Roi. Randal Mac-Dounel, Comte d'Antrim, descendoit de ces Ecoffois insulaires qui s'établirent dans Ulster, & qui exciterent de si grands troubles sous le regne d'Elisabeth. Sa famille s'étant soumise au Gouvernement, son pere obtint un district considérable dans la Province du Nord, fut créé Vicomte de Dunluce par le Roi Jacques, & promû à la dignité de Comte par Charles. Le jeune Comte avoit été élevé en Angleterre. Il épousa la Duchesse de Buckingham, douairiere du principal favori; ce qui le mit en état de briller à la Cour; & il paroît même qu'il se rendit agréable à la Reine. Né avec un esprit médiocre, mais prévenu en faveur de la puissance de sa tribu & de sa famille, il aimoit naturellement les entreprises d'éclat, & il s'efforça de persuader au Roi qu'il avoit beaucoup de pouvoir & de crédit en Irlande. Il lui vanta la puissance & l'attachement des adhérents qu'il avoit

dans la Province du Nord , & lui offrit d'en lever à ses dépens une armée assez forte pour faire une descente dans les Isles d'Ecosse , où il avoit une tribu nombreuse qui lui étoit également attachée , & où il pouvoit fonder une colonie assez puissante pour donner de l'occupation à Argyle dans son propre Pays , & enfermer les ligueurs entre les armées d'Angleterre & d'Irlande.

Ce projet étoit plausible , & paroissoit être assez bien conçu ; le Roi résolut donc d'envoyer Antrim en Irlande. Flatté de la maniere favorable dont ses services avoient été reçus , le Comte publia ses vastes desseins , & avertit par-là Argyle de se tenir sur ses gardes. Wentworth considéra mûrement l'état de l'Irlande , le caractère de l'entrepreneur , la nature & les conséquences de son projet. Il savoit qu'il étoit petit-fils , du côté des femmes , du fameux rebelle Tirone , allié & chéri de ces tribus Irlandaises d'Ulster , qui avoient autrefois témoigné , & qui conservoient encore une aversion extrême pour le Gouvernement d'Angleterre. Il étoit

Lett. de
Strafford.

aisé d'en former un corps de troupes ; mais la difficulté étoit de les payer & de prévenir les troubles qu'un amas de brigands sans discipline & pressés par le besoin , pouvoient exciter dans l'Etat. On pouvoit trouver mauvais que le Roi employât une armée Papiste , & qu'il en donnât le commandement à un Général qui l'étoit lui-même. Les Ecoissois d'Ulster pouvoient se servir de ce prétexte pour prendre les armes , & en cas de succès , se joindre aux ligueurs d'Ecosse , & pénétrer en Irlande. Ces raisons firent impression sur Wentworth ; & ce qui acheva de le détourner de son entreprise , fut qu'il s'aperçut dès le premier entretien qu'il eut avec Antrim , qu'il ignoroit entièrement la guerre , & qu'il n'avoit pris aucune précaution nécessaire , ni fait le moindre préparatif pour l'expédition qu'il méditoit. Il fit là-dessus ses représentations au Roi & à ses Ministres ; il leur dit hardiment ce qu'il pensoit de ce projet & de celui qui l'avoit conçu ; mais la Reine & ses partisans avoient tellement prévenu Char-

les en sa faveur, qu'il donna ordre au Vice-Roi d'employer Antrim. On fit les préparatifs nécessaires pour cette expédition; on nomma les Officiers qui devoient le seconder; on envoya un agent chez ses amis & ses alliés, les Mac-Donalds des Isles, & on leur envoya un millier de fusils par un vaisseau que l'on fréta exprès; mais on s'apperçut bientôt qu'il s'en falloit beaucoup que le Comte d'Antrim eût dans l'Ecosse & l'Irlande le nombre de partisans dont il s'étoit vanté; qu'il y avoit infiniment plus de vanité que de sincérité dans son fait; qu'il n'avoit offert ses services que parce qu'il étoit persuadé qu'on pouvoit s'en passer, & qu'on ne les accepteroit pas, & qu'il n'avoit ni le pouvoir ni la volonté de tenir sa promesse.

Cependant, les affaires du Roi devinrent de jour en jour plus embarrassantes. Après avoir eu l'imprudence de faire une paix honteuse avec les Ecossois; il licencia son armée, & renvoya les Gentilshommes qui l'avoient accompagné à leurs dépens dans son expédition. Les Ecossois,

de leur côté, distribuèrent leurs troupes de manière à pouvoir les rassembler au premier avis ; ils entretenirent correspondance avec quelques Gentilshommes d'Angleterre, qui les engagèrent à s'opposer au Roi. Ils continuèrent leurs sessions. Ils protestèrent contre le traité de paix ; ils gardèrent les forts qu'ils avoient promis d'évacuer ; ils refuserent d'en démolir d'autres, ainsi qu'ils en étoient convenus par le traité ; ils persécutèrent les partisans du Roi ; ils firent des préparatifs de guerre extraordinaires, & envoyèrent même demander du secours au Roi de France.

Charles s'aperçut manifestement que ses domaines d'Angleterre étoient menacés d'une invasion de la part d'un ennemi opiniâtre & irrité, & favorisé en secret par quantité de ses sujets Anglois. Il falloit lever une nouvelle armée ; ses finances étoient entièrement épuisées ; sa réputation ternie par les concessions qu'il venoit de faire aux Ecossois ; & pour comble de malheur, il avoit raison de croire que son Conseil le trahissoit. Dans cette situation critique, il

crut devoir rappeler le Lord Wentworth. Il lui écrivit de remettre l'administration aux deux Juges-Mages, & de venir le joindre. Il avoit souvent prié Charles de le laver des fausses imputations de ses ennemis, & de leur ôter l'espérance de le supplanter en lui conférant quelques nouveaux honneurs. Charles s'étoit refusé à sa demande; mais il étoit devenu plus condescendant. Il le confirma dans son poste avec le titre de Vice-Roi d'Irlande, il le promut à la dignité de Comte, sous le titre de Strafford, & le créa Chevalier de la Jarretière.

Lett. de
Strafford.

Le Comte de Strafford fut regardé dès-lors comme le confident & le conseil du Roi; ce qui, dans la conjoncture présente, ne pouvoit que le rendre odieux, & l'exposer à un danger imminent. Il avoit conseillé au Roi de ne point aigrir les Ecoissois, qui, bien que rebelles, étoient ses sujets naturels; de ne point commencer les hostilités, & d'attendre qu'ils commençassent les leurs dans quelque partie de l'Angleterre; mais voyant qu'ils exigeoient des conces-

sions incompatibles avec l'honneur & la conscience de Charles, qu'ils ne cacheroient plus leurs mauvaises intentions, & que la guerre étoit inévitable, il lui conseilla des mesures plus vigoureuses, & insista sur la nécessité de repousser & d'attaquer les insurgents d'Ecosse. Ils furent outrés de son zèle, & jurèrent de se venger de l'ennemi de leur nation.

Il falloit absolument de l'argent pour lever une nouvelle armée, & Strafford conseilla à son maître de recourir à la méthode autorisée par la constitution de l'Etat, de convoquer un Parlement, & de lui demander un subside. Il suivit son conseil; mais comme le besoin étoit pressant, il emprunta une somme des Pairs & des Officiers d'Etat, à laquelle Strafford contribua généreusement. La Reine obtint, par l'entremise de ses agents, des sommes considérables des Catholiques Romains d'Angleterre. Le Comte, pour manifester encore plus son zèle pour le service du Roi, l'assura qu'il trouveroit des ressources considérables en Irlande, & lui conseilla de conve-

Whit-
ock.

quer un Parlement dans ce Royaume , ajoutant qu'il lui accorderoit un subside ; que la générosité de ses sujets d'Irlande engageroit les Communes d'Angleterre à le seconder ; qu'il seroit par-là en état de lever une armée qu'on feroit passer en Ecosse , & qu'il y avoit infiniment plus à compter sur ces mesures que sur le projet futile & chimérique du Comte d'Antrim. Le Roi goûta son avis , & l'infatigable Comte arriva à Dublin deux jours après que le Parlement se fut assemblé sous les Juges Dillon & Christophe Wandersford , Gardes des Archives.

Les Papistes d'Irlande , malgré les griefs dont ils avoient à se plaindre , ne furent point du tout favorables à la cause des ligueurs ; & à l'exemple de leurs freres d'Angleterre , témoignèrent l'attachement le plus sincere & le zele le plus ardent pour le Roi. Les Puritains formoient un parti nombreux ; mais ils n'osoient avouer leur mécontentement , de peur de s'attirer le Gouvernement à dos. Ceux qui par leurs postes & leurs émoluments étoient attachés à

A. D.
1640.

la Couronne, formoient un parti assez considérable dans le Parlement d'Irlande. Les maux qu'ils vouloient éviter, les avantages qu'ils espéroient, la crainte du pouvoir, le desir de se rendre nécessaires au Roi, tout cela, dis-je, joint à quelques autres motifs moins intéressés, contribua à engendrer une inimitié extraordinaire dans cette assemblée. Strafford leur représenta l'ingratitude dont les Ecoissois avoient payé la clémence du Roi son maître, dans le dernier traité de paix qu'il avoit fait avec eux, & les exhorta à lui accorder un subside proportionné à ses besoins. Les Communes allèrent au-delà de ses desirs. Elles accorderent quatre subsides entiers, & louerent la bonté que Sa Majesté avoit eue de leur donner pour Vice-Roi un homme qui s'étoit rendu cher au Royaume par la droiture & l'impartialité avec laquelle il avoit administré la justice; par le soin qu'il avoit eu d'augmenter le revenu public sans fouler les sujets; par les avantages que leur avoit procuré la commission que le Roi avoit établie à sa sol-

Comm.
Journ.
Ir. A. D.
1640.

licitation , pour remédier à ce qu'il y avoit de défectueux dans leurs titres ; par le rétablissement de l'Eglise , la discipline des troupes ; par le soutien qu'il avoit donné aux loix , le châtimement qu'il avoit infligé à ceux qui les violoient , les secours qu'il avoit procurés aux pauvres , & à ceux qu'on opprimoit.

Le zele & l'affection des Communes d'Irlande n'étoient point encore épuisés. Le Roi , dans une lettre qu'il écrivit aux deux Chambres , leur témoigna la crainte qu'il avoit de se voir obligé de leur demander deux nouveaux subsides , au cas que les Ecoïsois ne se soumissent point. Elles lui répondirent d'une commune voix , qu'elles étoient résolues d'assister dans toutes les occasions Sa Majesté , de leurs personnes & de leurs biens , qu'elles avoient prié le Gouverneur de l'instruire de leur sentiment , pour qu'on le regardât comme une ordonnance du Parlement ; & afin que tout l'univers fût qu'ayant le bonheur d'être gouvernés par le meilleur des Rois , ils desiroient de passer pour les meilleurs de ses sujets.

Carte,
Orm.
Journ. de
la Cham-
bre haute.
MS. Trin.
Col. Dub.

Les Pairs d'Irlande ne tarderent pas à être animés du même esprit de fidélité. Ils résolurent, à la sollicitation du Comte d'Ormond, de remercier les Communes du subside qu'elles avoient eu la générosité d'accorder ; de les instruire de l'intention dans laquelle ils étoient d'adhérer à leur déclaration, & de conférer avec elles sur la formalité qu'il falloit observer, pour ne faire qu'un même acte de ceux des deux Chambres. La jalousie du privilege empêcha l'effet de cette résolution. Les Communes étoient les seules qui fussent en droit d'accorder un subside, & elles ne pouvoient le communiquer à la Chambre haute. Elles refuserent de le partager avec elle ; & les Pairs, pour manifester leur attachement & leur zele, publierent à part une déclaration de leur attachement & de leur dévotion au Roi, dont la substance étoit la même que celle des Communes.

Ils donnerent une preuve encore plus frappante de la haine qu'ils avoient conçue pour la déloyauté des Ecoissois. Archibald Adair, natif d'E-

coffe, s'étoit conformé au gouvernement & à la liturgie de l'Eglise Anglicane par des vûes intéressées, & avoit été promû à l'Evêché de Killalla, quoiqu'imbu des principes du Puritanisme. Ce malheureux ne fut ni assez circonspect, ni assez hypocrite pour cacher son indignation pour un Ecclésiastique de son Pays qui avoit écrit contre les ligueurs. Il lui reprocha sa conduite, & justifia celle des premiers avec une chaleur & une animosité tout-à-fait indécente. Les Pairs résolurent de ne point envoyer de lettre circulaire à un fauteur avoué de la ligue, & même de pousser leur censure plus loin; mais le Gouvernement les dispensa de ce soin. Le Prélat Ecoffois fut arrêté, condamné à l'amende, & déposé.

Les Pairs & les Communes étant aussi favorablement disposés que je viens de le dire, Strafford n'eut autre chose à faire que d'ordonner la levée des subsides que le Parlement avoit accordés, & de lever & discipliner une nouvelle armée. Les circonstances pressantes dans lesquelles le Roi se trouvoit, exigeoient qu'il

retournât en Angleterre. Il chargea Wandesford, son ami & son Député, de lever les subsides, & confia le commandement de l'armée au Comte d'Ormond. Les nouvelles levées se firent avec une promptitude surprenante. L'Irlande étoit remplie d'une quantité d'hommes robustes & désœuvrés, & les Commissaires chargés pour les subsides, eurent ordre de les engager de force. Il fallut quelque temps pour leur fournir des habits & des vivres ; mais avant que les troupes Angloises fussent arrivées à Berwick, l'armée d'Irlande, composée de huit mille fantassins & de mille cavaliers, arriva à Carricfergus, le lieu du rendez-vous, dans le meilleur état du monde. Leurs Officiers, & environ un millier de soldats qu'on avoit tirés de l'ancienne armée, étoient Protestants. Tous les autres étoient Catholiques Romains, & il n'en fallut pas davantage pour exciter une clameur violente contre le Roi & Strafford, qu'on accusa d'armer des légions de brigands Papistes, pour assouvir leur animosité sur le sang des fideles.

Mais au grand étonnement de ceux Carte.
 qui avoient vu les dispositions loyales des Communes d'Irlande , qui comptoient sur la libéralité de leurs concessions, & le zele de leurs employés, à peine fournirent-elles les subsides destinés à l'entretien de l'armée. On eût cru qu'un nouvel esprit s'étoit emparé des sujets d'Irlande. Ceux qui venoient de vouer depuis peu leurs vies & leurs biens au service du *meilleur des Rois* , se refroidirent, devinrent soupçonneux, murmurèrent. Ils se plaignirent du fardeau des quatre subsides, qui n'étoient, disoient-ils, qu'un effet de leur bienfaisance ; ils s'opposèrent à la cotisation, quoiqu'elle fût la même que celle que le dernier Parlement avoit réglée. Tous les sujets résolurent de concert de s'opposer à la levée des deniers , jusqu'à ce que le nouveau Parlement eût réglé la taxe ; ou, pour mieux dire, jusqu'à ce qu'il eût annullé le dernier acte par lequel il avoit accordé un subside au Roi avec tant de zele & d'unanimité.

Pour rendre raison de ce changement subit de sentiment & de dispo-

sition , il convient d'observer que Charles convoqua dans ce temps-là un Parlement en Angleterre , & que celui-ci lui ayant refusé le subside qu'il demandoit , il le cassa sur le champ. Les Irlandois observerent que les Anglois voyoient de mauvais oeil ceux qui étoient attachés au Roi , & qu'ils faisoient au contraire beaucoup de cas de ceux qui s'opposoient à ses mesures ; & leur politique étoit de se mouler sur le peuple d'Angleterre. Le Gouverneur étoit absent , & pour augmenter la confiance des ennemis cachés qu'il avoit en Irlande , on fit courir le bruit qu'il étoit mort d'une suite de maladie. Les agents des Papistes sollicitèrent leurs partisans de profiter de cette occasion favorable pour obtenir quelque indulgence pour leurs prétentions civiles & religieuses. Les Puritains & les récusants , de leur côté , se voyant délivrés de la contrainte d'une administration qui les tenoit en respect , & étant encouragés par les troubles de l'Angleterre , qui étoient à la veille d'augmenter , formerent un plan d'opposition raisonné & déterminé.

Telles étoient les dispositions du Parlement d'Irlande lorsqu'il s'assembla la seconde fois. La plupart des Pairs & des Officiers d'Etat étoient Puritains. Pour se conformer à l'ancienne mode des contributions volontaires, ils avoient ménagé les choses de façon que leurs inférieurs portoient tout le fardeau; mais dans la cotisation des subfides que le Parlement venoit d'accorder, on les avoit taxés à proportion de leurs biens; & de-là vient, que, malgré leur zele affecté pour le service du Roi, ils étoient ennemis de la taxe. Plusieurs, sur lesquels le Roi comptoit, s'absenterent du Parlement. Les membres militaires qui étoient destinés à tenir la balance entre les Papistes & les Puritains, étoient dans leurs postes respectifs. Ces deux partis n'étant plus contenus, formerent entr'eux une espece d'union politique de sentiment & de dispositions, & l'emporterent par conséquent sur un Gouvernement foible.

On avoit envoyé à la Cour plusieurs bills favorables au peuple, & elle les avoit approuvés. Le mieux

Carte.

reçu fut celui qui confirmoit les lettres-patentes qu'on avoit chargés les Commissaires d'accorder à ceux dont les titres étoient défectueux; acte que l'on fit beaucoup valoir, & qui rapportoit, dit-on, plusieurs millions aux sujets; mais les Communes ne perdirent point de vue leur objet favori. Les griefs publics étoient le lieu commun ordinaire de la législation d'Angleterre; & l'Irlande retentit bientôt des clameurs qu'ils exciterent. Les Communes de ce dernier Royaume n'avoient point encore eu le loisir d'examiner les cas dans lesquels on s'étoit écarté du cours ordinaire des loix, pour gouverner la nation d'une manière arbitraire. Elles s'attachèrent d'abord à un abus d'une nature inférieure, mais qui étoit évident & frappant, & également nuisible aux deux partis dominants. Elles investirent contre la conduite des Cours ecclésiastiques, les taxes qu'elles imposaient, l'argent qu'elles exigeoient pour commuer les peines, contre ce que le Clergé établi exigeoit pour les baptêmes, les mariages, les enterrements, les dona-

Journ.
des Com-
munes,
1640.

tions des mourants , & autres droits que les Papistes avoient introduits , & qu'on n'avoit encore ni réglé ni réformé.

Leur attaque ne se borna pas au revenu du Clergé. Elles nommerent un comité pour régler la part du subside que chaque sujet devoit fournir. Sur le rapport qu'il fit , elles donnerent une déclaration par laquelle elles défendirent d'établir le subside , & condamnerent les instructions que le Député & le Conseil avoient données touchant la levée du premier. Elles témoignèrent la crainte qu'elles avoient qu'on ne regardât ces instructions comme une suite d'un autre qui avoit été accordé par le Parlement précédent , & déclarèrent que les instructions précédentes , non plus que celles-ci , ne devoient point servir de règle pour les cotisations que l'on pourroit faire dans la suite. Par égard cependant pour le Député & les besoins pressants du Roi , elles ordonnerent la levée du premier subside , conformément aux instructions qu'il avoit reçues , déclarant que leur intention

étoit qu'on levât les trois autres & ceux qu'on établiroit dans la suite selon la coutume établie par les Parlements. Elles firent insérer cette déclaration parmi les ordonnances de leur Chambre, & en envoyèrent des copies à tous ceux qui les demandèrent. Elles eurent même le courage de demander à Wandesford, & le bonheur d'obtenir de lui qu'elle fût enrégistrée dans les registres du Conseil de la Chancellerie, aux bureaux de l'Auditeur-Général & du premier Secrétaire de l'Echiquier.

Leur zèle pour la réformation les transporta si fort, qu'elles oublièrent leurs propres privilèges, malgré la sollicitation qu'elles avoient témoignée pour les conserver. Elles prièrent les Lords d'adhérer à leur déclaration favorite, & de la faire enrégistrer comme une ordonnance de leur Chambre; mais ils ne voulurent point se mêler de ce qui regardoit le subside. Les Juges qu'ils consultèrent là-dessus leur dirent qu'ils ne pouvoient enrégistrer dans leurs journaux une ordonnance des Communes qui regardoit la cotisation des subside ;

subsidés; sur quoi ils répondirent aux Communes qu'ils avoient remis à la session suivante à examiner s'ils devoient enrégistrer ou non leur déclaration dans les journaux de la Chambre haute.

Mais pendant que les Communes affectoient ces égards pour la cause des sujets, & s'opposoit avec un zèle vraiment patriotique à ces subsidés exorbitants & oppressifs, (& on ne peut nier qu'ils ne fussent tels, lorsqu'on nous assure que le Comte de Cork paya dans un an trois mille six cents livres,) elles ne surent comment concilier leur conduite avec le zèle qu'elles avoient témoigné, & la déclaration qu'elles avoient donnée, & se laver du reproche que leur firent les partisans du Gouvernement d'être en contradiction avec elles-mêmes. Pour se laver d'un reproche aussi mortifiant, » & afin, disoient-elles, que les personnes mal-intentionnées, & jalouses du zèle qu'elles témoignioient pour Sa Majesté, ne les accusassent faussement de négliger ses intérêts, elles inférèrent dans leurs journaux une se-

Journal
des Com-
munes,
Vol. I, p.
254

conde ordonnance » par laquelle elles déclarerent qu'elles n'avoient jamais prétendu s'écarter des sentimens qu'elles avoient témoigné à l'ouverture du Parlement pour le service de Sa Majesté dans les troubles actuels de l'Ecosse ».

Ces sortes de professions d'attachement & de zele ne purent justifier ce qu'il y avoit de répréhensible dans leur conduite. Elles montrèrent seulement que le Parlement d'Irlande se mouloit sur celui d'Angleterre, & avoit appris de lui à couvrir ses oppositions les plus formelles du voile du devoir & de la fidélité. Strafford étoit le seul qui pût s'opposer à cet esprit de mutinerie; & il eut ordre de reprendre les rênes du Gouvernement. Il fut nommé Capitaine-Général des troupes d'Irlande, & chargé de les conduire en Ecosse. Il donna les ordres nécessaires pour cette expédition; il manda au Comte d'Ormond de se rendre à Carricfergus, & de se mettre à la tête des troupes; il disposa toutes choses pour son voyage; mais le Comte de Northumberland étant

Carte.

tombé malade dans ces entrefaites, Charles le retint en Angleterre, & le chargea de conduire son armée en Ecoſſe, en qualité de ſon Lieutenant-Général. Strafford, qui avoit véritablement à cœur l'honneur & l'intérêt de ſon maître, fut d'avis qu'il employât l'armée d'Irlande, & il auroit voulu même, après que les Ecoſſois ſe fuſſent emparés de Newcaſtle, la faire paſſer dans le Cumberland, pour leur ôter toute communication avec leur Pays; mais comme les inſurgents l'avoient recuſé, il ne crut pas devoir augmenter leur rancune en propoſant directement ce conſeil au Roi. Le malheureux Charles adopta d'autres conſeils & d'autres meſures. Le traité qu'on avoit entamé à Rippon, & conclu à Londres, fut ſuivi d'une treve qui plut extrêmement à ceux qui favorifoient les Ecoſſois, & qui haïſſoient l'Episcopat. Ceux qui avoient demandé cette treve & la convocation d'un nouveau Parlement, témoignèrent l'horreur & la crainte que leur cauſoit l'armée Papifte qu'on levoit en Irlande. On donna ordre de la licen-

cier; mais on ne put l'exécuter, parce qu'on manquoit d'argent pour payer les arrérages dus aux soldats.

Cependant les Communes d'Irlande, dans la seconde session qu'elles tinrent, s'assemblerent plus animées qu'elles ne l'avoient jamais été, & formerent un plan d'opposition plus suivi & mieux raisonné. Les Puritains, encouragés secrètement par leurs amis d'Angleterre, & animés par l'exemple des Ecoissois; les réculants, aigris par le souvenir des mortifications qu'ils avoient essuyées, & par leurs griefs réels ou prétendus; ceux qui avoient éprouvé la sévérité de l'administration de Strafford; ceux qui vouloient faire revivre le faste du Papisme, ou établir la simplicité du Presbytérianisme; ceux qui avoient adopté les sentiments du public touchant la liberté civile, ou qui étoient infectés de l'esprit de faction, s'opposèrent ouvertement au Roi, & s'affermirent dans la haine qu'ils avoient conçue pour le Vice-Roi.

Ils commencerent par se plaindre des actes qu'il avoit obtenus pour réformer & civiliser la nation. De ce

nombre étoient les loix qui ordonnoient l'usage des habits à l'Angloise, qui défendoient d'atteler les bœufs par la queue à la charrue, de brûler le chaume, & de tondre les brebis vivantes. Ils engagèrent les Pairs à faire leur représentation sur les griefs qu'occasionnoit l'exécution de ces statuts; & la faction eut si peu d'égard aux principes les plus évidens que la liberté dictée, qu'elle pria le Député de suspendre les peines annexées à ces loix.

Les Communes dont la force augmentoit tous les jours, entreprirent d'expliquer distinctement la déclaration qu'elles avoient donnée dans la premiere session, relativement à la cotisation des subsides. Elles décidèrent qu'on ne taxeroit aucun sujet au-dessus du dixieme de ses biens meubles & immeubles; ce qu'elles appellerent une taxe modérée, parlementaire, douce & équitable. Elles enrégistrèrent cette résolution comme un ordre de la Chambre, sur lequel on devoit se régler dans la cotisation des trois autres subsides.

» La honte, dit Mr. Carte, est un

Journ.
des Com-
munes,
1640.

» frein puissant pour empêcher les
» hommes de mal faire ; mais elle
» n'affecte que les particuliers, & ne
» produit aucun effet sur les grands
» corps ». Ce sentiment est démenti
par la conduite que tint cette Cham-
bre des Communes. Elles n'oublier-
rent point les protestations de fidé-
lité qu'elles avoient faites. Elles com-
prirent que par la résolution qu'elles
venoient de prendre , trois des sub-
sides étoient réduits à une somme qui
ne valoit pas la peine d'être levée ;
& la honte l'emportant sur leur pas-
sion , elles réfléchirent sérieusement
sur les besoins multipliés & pressants
du Roi ; & jugeant qu'on pouvoit y
remédier en hâtant le paiement du
troisième subside, elles donnerent or-
dre de le payer avec le second , le
premier de Décembre 1640, six mois
plutôt qu'on n'en étoit convenu. Cette
affectation ridicule ne servit qu'à pro-
voquer le Roi, au-lieu de le récon-
cilier avec un ordre sans exemple ,
par lequel les Communes avoient ré-
voqué leur octroi en dépit d'un sta-
tut fait par une législation entière ,
qui existoit encore. Il fut tellement

outré de ce procédé insolent, qu'il fit arracher de leurs journaux le feuillet dans lequel leur résolution étoit inférée.

Les Communes ne furent point intimidées de cet usage abusif & irrégulier de l'autorité royale. Elles avoient en Angleterre des amis & des partisans qui observoient avec plaisir leurs dispositions, & qui entretenoient cet esprit qui étoit si favorable à leur dessein actuel. La ruine du Comte de Strafford étoit l'objet favori du parti populaire. On l'avoit déjà accusé ; on prit des mesures pour appuyer l'accusation ; l'Irlande étoit la scène où ce Gentilhomme s'étoit particulièrement distingué, & ce fut sur ce Royaume que ses persécuteurs jetterent les yeux. Ils y trouverent un parti nombreux déjà disposé à seconder leurs desseins, & à suivre les instructions qu'ils jugeroient à propos de leur donner. On dressa à la hâte une remontrance au sujet des griefs que les sujets d'Irlande avoient soufferts durant l'administration du Comte, & on la présenta à la Chambre des Communes. Elle commen-

Journ.
des Com-
munes,
Vol. I, p.
179.

soit par un aveu que depuis l'heureuse sujétion du Royaume à la Couronne impériale d'Angleterre, Sa Majesté & ses illustres ancêtres avoient eu soin, que leurs sujets d'Irlande, dont la plupart étoient originaires d'Angleterre, fussent gouvernés par les loix de ce Royaume; qu'à la faveur de la grande charte & de plusieurs statuts louables que les Parlements d'Irlande avoient donnés, le Royaume étoit parvenu à un état florissant, qui l'avoit mis à même de subvenir aux besoins de Sa Majesté par différents subsides. On y faisoit l'énumération des griefs qu'on disoit avoir réduit le Royaume à la dernière pauvreté. — De ce nombre étoient la décadence du commerce occasionnée par l'augmentation excessive des droits & des impôts. — Les décisions arbitraires des causes & des controverses sur des requêtes présentées au Vice-Roi, & le jugement des causes civiles par le Conseil, contre la loi & la grande charte. — Le déni des graces du Prince. — L'augmentation extraordinaire & illicite du monopole, sur-tout du tabac. —

Le mauvais traitement dont on avoit usé envers les habitants & les propriétaires de la colonie de London-Derry. — L'établissement & les procédés de la Cour de haute commission pour causes ecclésiastiques, & les droits exorbitants qu'exigeoit le Clergé. — Le mauvais emploi du revenu. — La défense faite aux Gentilshommes d'aller en Angleterre sans la permission du Vice-Roi. — L'injonction adressée aux Bourgs, pour rendre compte des droits royaux qu'ils avoient usurpés. — Le crédit exorbitant de certains Ministres d'Etat, qui ôtoit au Parlement sa liberté naturelle. — Les épices exorbitantes que les tribunaux exigeoient pour le jugement des procès. — Les droits qu'on exigeoit des marchands & des autres sujets, pour enrichir les Fermiers des douanes, les Commis, les Visiteurs, & autres employés.

Si l'on eut examiné séparément & à loisir les différents articles de cette remontrance, on eut trouvé que plusieurs étoient vagues & mal-fondés, & qu'il y en avoit quantité dont le Vice-Roi n'étoit point responsable;

Carte.

mais on fit paroître dans la conduite que l'on tint dans cette occasion, plus de zèle que de bonne foi. On la présenta brusquement à la Chambre; on en fit deux fois la lecture; on n'écouta aucune objection; on ne permit à aucun membre de dire son sentiment; on ne disputa aucun article à part; on réunit toutes ces différentes circonstances en une seule, & tous les membres décidèrent qu'elles étoient tout autant de griefs, parmi le tumulte & le désordre qui régnoit dans l'assemblée. La remontrance fut suivie d'une requête au Vice-Roi, par laquelle on le prioit, au cas qu'il ne jugeât pas à propos de remédier aux griefs dont on se plaignoit, de permettre que les Communes envoyassent un Comité en Angleterre, pour représenter au Roi les maux & les oppressions qu'elles souffroient, & elles le nommerent sans attendre sa réponse. Wandesford fut également surpris & intimidé de cette démarche. Pour éviter de répondre à leur remontrance, il leur conseilla de conférer avec les Pairs sur les articles qu'elle contenoit. Les Communes, qui

savoient les dispositions de la Chambre haute, & le refus qu'elle avoit fait d'adhérer à leur requête, rejetterent sa proposition avec dédain; & pendant que leur Comité, composé de Papistes & de Puritains rigides, se dispofoit à passer feurement en Angleterre, & que leurs agents Jean Bellew & Olivier Cashel, étoient fur la route de Londres, le Député n'eut d'autre reffource pour arrêter la fougue des Communes d'Irlande, que celle de proroger le Parlement.

Dans ces entrefaites, le Comité d'Irlande fut reçu à Londres, avec des marques diftinguées de faveur par le parti populaire, qui attendoit de grands fecours de fa part dans le deffein qu'il avoit formé de perdre le Comte de Strafford. On avoit chargé ceux qui le compofoient de préfenter leurs inftructions au Roi; mais on leur confeilla de s'adreffer à quelqu'un de plus puiffant que lui, favoir, à la Chambre des Communes d'Angleterre. Pour leur en faciliter le moyen, & leur procurer une réception favorable, M. Pym, avec le fecours de Jean Clotworthy, Gen-

Carte.

un homme Irlandois , à qui son attachement pour le parti populaire , & sa haine pour le Comte de Strafford , avoient valu une place dans le Parlement d'Angleterre , obtint un Comité pour examiner les griefs dont les Irlandois se plaignoient. Ce fut à ce Comité que les agents communiquèrent leurs remontrances ; & on les présenta à la Chambre , avec une requête des principaux Députés , Citoyens & Bourgeois du Parlement d'Irlande.

Le Comte de Strafford fut averti du danger qui le menaçoit ; mais , sans égard pour son pressentiment & le conseil de ses amis , & se fiant sur la protection du Roi , il se rendit à Londres , & se livra lui-même au pouvoir d'un Parlement irrité. Pour le priver des services d'un ami intelligent & fidele , dont le témoignage auroit été favorable à sa cause , George Ratcliffe fut accusé de haute trahison , & conduit prisonnier en Angleterre. Le Comte lui-même fut accusé , séquestré du Parlement , & mis en prison. Les ennemis qu'il avoit dans les trois Royaumes , & qui é-

toient nombreux, triomphèrent de cet événement, & attendirent avec impatience le succès d'une attaque aussi hardie & si bien concertée.

On attribue la mort imprévue de Carte.
Wandesford, Vice-Roi d'Irlande, à l'impression violente que fit sur lui la détention de Strafford, & aux chagrins qu'il essuya dans son administration. Cet événement eut des suites importantes pour ce Royaume. Il fournit au Comité d'Irlande, qui étoit à Londres, l'occasion de faire usage de son pouvoir. Aussi-tôt après la prorogation du Parlement d'Irlande, il fut joint par quelques Seigneurs, qui ne furent point députés par la Chambre haute, mais par un nombre de Gentilshommes ennemis de Strafford, qui les chargerent de se joindre aux agents des Communes, lorsqu'il seroit question de représenter les griefs de la nation. Les partisans que le peuple avoit dans le Parlement d'Angleterre, ne se mirent point en peine d'examiner la validité de leur commission. Ils les reçurent à bras ouverts, & affectèrent de témoigner toute sorte de déférence

aux Députés des deux Chambres de la Législation d'Irlande, qui venoient pour représenter les griefs de la nation, & prouver l'injustice de leur Vice-Roi. Ils acquirent tant de crédit, que le Roi lui-même crut devoir les courtoiser, & appaiser le ressentiment qu'ils avoient conçu contre son favori par quelques complaisances indiscrettes.

Carte. La nomination du successeur de Wandesford devint un objet immédiat de délibération. Le Comte de Strafford, qui connoissoit l'état de l'Irlande, & qui avoit sincèrement à cœur les intérêts du Roi, lui recommanda instamment de donner la Vice-Royauté au Comte d'Ormond, dont il connoissoit les talents, les alliances, le zèle pour sa cause, & l'inimitié tant pour les Papistes que pour les Puritains, & qui s'étoit déjà opposé à la violence des uns & des autres. Le Comité d'Irlande, qui connoissoit son pouvoir, eut la hardiesse de s'opposer à sa nomination; & soutenu du Comte d'Arundel, qui réclamoit quelques terres qu'Ormond possédoit dans l'Irlande, & qu'il haïssoit

mortellement, il obtint du Roi qu'il n'employeroit point ce dernier, & qu'il confieroit le gouvernement de ce Royaume à deux Juges-Mages que les parties contendantes choisiroient elles-mêmes, savoir, le Lord Dillon de Kilkenny-west, Gentilhomme affectionné pour le service du Roi, & William Parsons, dont tout le monde connoissoit l'attachement pour les Puritains.

Les membres du Comité d'Irlande étoient trop bien instruits & trop imbus de l'esprit du temps, pour ne pas profiter de cette condescendance pour faire de nouvelles demandes au Roi. Ils refuserent Dillon, disant qu'il étoit incapable de gouverner l'Irlande; & Charles eut égard à leurs objections frivoles. Las d'une dispute qui le détournoit d'autres occupations plus importantes, il révoqua la nomination du Lord Dillon, & confia le gouvernement de l'Irlande à William Parsons & Jean Borlase, deux Juges-Mages Puritains, sans talents & sans capacité, & imbus de cet esprit de parti que prennent aisément les hommes qui n'ont ni esprit, ni principes.

A mesure que le Roi céda, les demandes du Comité augmentèrent. Charles, après cette condescendance extraordinaire, eut moins de peine à consentir aux articles de leur requête. Il donna ordre en Irlande de ne plus molester ceux qui sortiroient du Royaume sans permission; de remettre dans le Journal des Communes le feuillet qu'on en avoit ôté; d'établir les subsides conformément à la manière prescrite par la Chambre; de communiquer à tous ses sujets les lettres qu'il écrirait à tous ses Ministres d'Irlande, & de leur en laisser prendre des copies; & de donner à ceux qui se plaindroient de quelque ordre ou décret que ce fût, des copies des actes, des certificats, des ordres du Conseil, des lettres publiques, &c. pour qu'ils pussent représenter les griefs dont ils avoient à se plaindre.

Carte. Après avoir ainsi éprouvé la complaisance du Roi au point que je viens de dire, ils lui présentèrent leurs remontrances en bonne & due forme. On lut dans le Conseil une réponse que George Ratcliffe avoit

dressée, & on en donna une copie au Comité ; il en fut alarmé ; il s'opposa à ce que le Roi consultât sur ses affaires, le Comte de Strafford, Ratcliffe, & Philippe Mainwaring, qui étoit un autre de ses amis. On le somma de répondre. Comme la discussion des circonstances étoit difficile & hasardeuse, il convint de s'en tenir à une déclaration générale des griefs dont la Chambre des Communes d'Irlande avoit à se plaindre. On y travailla. Strafford, de son côté, demanda que l'on nommât une commission pour examiner en détail tous les articles de leur remontrance ; & le Comité, qui craignoit une pareille discussion, refusa de présenter sa déclaration au Roi.

Dans ces entrefaites, le Parlement d'Irlande s'assembla de nouveau avec plus de confiance que jamais. Le pouvoir formidable que le parti dominant de la législation d'Angleterre avoit acquis par sa fermeté & sa persévérance, l'applaudissement que le public avoit donné à ses procédés, le mauvais état des affaires du Roi, la foiblesse & l'abattement de son

parti, les égards qu'il avoit eus pour le Comité d'Irlande, & le succès étonnant des représentations qu'il avoit faites au Trône, furent autant de motifs qui déterminèrent les Chambres d'Irlande à agir vigoureusement dans une occasion si favorable aux intérêts du peuple. Elles ne se bornèrent point à la simple réparation des griefs dont elles se plaignoient; & à l'exemple de leurs voisins, elles exigèrent de nouveaux privilèges, de nouveaux avantages & de nouvelles sûretés. Après s'être cotisées pour subvenir à l'entretien des agents qu'elles avoient à Londres, elles les chargèrent de demander au Roi de nouvelles loix & de nouveaux réglemens, qui ne tendoient pas moins à augmenter leur pouvoir, qu'à procurer le bien des sujets. Elles leur ordonnerent entr'autres choses, de demander au Roi un bill qui expliquât plus à fond la loi de Poynings, dans ce qui concernoit la maniere dont on devoit communiquer les bills à la Cour d'Angleterre, & tels autres articles qu'ils jugeroient à propos; & en outre, que la Chambre

des Communes, durant la tenue du Parlement, pût dresser des bills en Comité, & les envoyer à la Cour.

Leur principal objet dans cette ré-
 formation, (& cet objet plaisoit beau-
 coup à leurs amis d'Angleterre,) fut
 de représenter le Comte de Strafford,
 comme le principal auteur de tous
 les maux de la nation. Dans le préam-
 bule du bill de subside qu'elles dres-
 sèrent dans leur première session,
 elles avoient fait les plus grands élo-
 ges de ce Vice-Roi & de son adminis-
 tration. Les deux Chambres avoient
 été là-dessus d'un sentiment una-
 nime, & leur déclaration étoit ac-
 compagnée des témoignages de la
 satisfaction & de l'attachement le plus
 parfait. Le fait étoit trop remarqua-
 ble & trop récent pour qu'on pût
 l'avoir oublié. Pour en éluder la
 force, & obvier à la difficulté qu'il
 pouvoit causer aux persécuteurs du
 Comte, elles investirent hautement
 contre les auteurs de cette clause;
 elles les rechercherent avec un air
 de surprise & d'indignation; elles
 dressèrent une protestation qu'elles
 envoyèrent à leur Comité, dans la-

Journ. des
 Commun.
 1640.

quelle elles disoient qu'elle avoit été inférée subrepticement dans leur bill par le Comte de Strafford, ou par ses agents ; que , touchées des besoins pressants du Roi , elles ne s'étoient point opposées à cette supercherie , de peur que S. M. ne souffrît de la suppression d'un bill ainsi falsifié ; que le contenu du préambule étoit faux , & que la nation avoit été opprimée & appauvrie par l'administration du Comte. Le Comité eut ordre de demander à S. M. un bill pour ~~in~~fer ce préambule de leurs registres , & par lequel il fut défendu au Comte , à ses Ministres & à ses adhérents , de se mêler en aucune maniere des affaires d'Irlande. La Chambre haute adhéra à cette protestation , malgré l'opposition d'Ormond , de Digby & de quelques autres Royalistes zélés.

Journ. de la Ch. des Pairs. MS. Trin. Col. Dub. Carte. Les Pairs , qui étoient dans ce temps-là imbus de l'esprit de l'autre Chambre , adopterent aisément les sentiments & les passions du parti populaire. Ils établirent un Comité , composé de ceux de leurs confreres qui résidoient à Londres , pour représenter leurs griefs au Trône , & leur

en ajoutèrent un autre tiré de leur corps. Ils présentèrent aux Lords un catalogue de leurs griefs, qui contenoit dix - huit articles. Ils se plaignoient que les Gentilshommes étoient surchargés dans les subsides, que quelques-uns étoient détenus en prison, quoiqu'on ne les accusât d'aucun crime capital; qu'ils ne pouvoient s'absenter de la Chambre, à moins qu'ils ne laissassent une procuration à un Lord de la nomination du Gouverneur; que les Gentilshommes donnoient leur voix dans la Chambre en conséquence de leurs nouveaux titres honoriques, quoiqu'ils ne possédassent aucune terre dans le Royaume; qu'ils ne pouvoient, sans une permission spéciale, aller en Angleterre, pour présenter leurs requêtes au Trône. Les autres articles n'étoient qu'une répétition de la remontrance des Communes. Ils se plaignoient de la décadence du commerce occasionnée par les impositions onéreuses, les monopoles; de ce que le Conseil décidait des causes civiles & des lettres-patentes vacantes; de ce qu'on privait les su-

jets des bénéfices de l'acte de limitation ; de l'influence exorbitante des Ministres dans le Parlement. Ils demandoient par d'autres articles, dressés en forme de requêtes, que certaines graces que le Roi avoit accordées dans la quatrième année de son regne, fussent autorisées par un acte du Parlement ; qu'il accordât une amnistie générale absolue, sans aucune condition captieuse, & que toute la noblesse du Royaume fût préférée aux étrangers dans toutes les promotions aux grandes charges.

Ces différents articles engagerent les Pairs dans une longue discussion, & ce ne fut pas sans obstacle qu'ils obtinrent enfin la confirmation de leur Chambre. Dans le temps que le peuple étoit généralement indisposé contre la Prélature, & qu'on avoit formé le dessein d'ôter aux Evêques le droit de suffrage dans le Parlement, un Evêque de Meath eut l'imprudence de demander que l'on omît le nom des Pairs Ecclésiastiques, dans la résolution que l'on prendroit au sujet de ces griefs, vu qu'ils s'y étoient unanimement opposés. Cette

proposition auroit peut-être été reçue en Angleterre avec applaudissement; mais les ennemis que la hiérarchie avoit en Irlande, n'étoient ni aussi puissants, ni aussi aigris. Les Juges déclarerent que l'acte approuvé par la pluralité des voix, devoit être regardé comme celui de tous les ordres qui composoient la Chambre des Pairs. La proposition fut rejetée sans aucune suite, & la représentation des griefs envoyée en due forme aux Lords du Comité, qui la communiquèrent au Roi.

Ils eurent bientôt occasion d'étendre leurs instructions. Les Communes d'Angleterre étoient dans ce temps-à regardées comme le centre de l'autorité & du pouvoir. C'étoit à leur tribunal que la nation & les particuliers s'adrescoient pour avoir raison des injustices qu'on leur faisoit; & plusieurs particuliers d'Irlande avoient interjetté appel à leur Chambre des sentences qui avoient été rendues par les tribunaux Royaux. Un de ces appellants se plaignit d'une sentence en faveur d'un Evêque d'Armagh, avec lequel il étoit en procès.

Les Communes , ravies de trouver l'occasion de mortifier un Prélat , le sommerent de comparoître. Il s'adressa à la Chambre haute d'Irlande , pour savoir la conduite qu'il devoit tenir dans cette occasion. Les Pairs trouverent mauvais qu'on enfrenghât leurs privileges ; Lenthal , Orateur Anglois , apprit qu'ils ne vouloient point permettre à l'Evêque d'aller en Angleterre , » & qu'ils étoient » persuadés que la Chambre des Com- » munes d'Angleterre ne se mêleroit » point d'une cause qui intéressoit » un de leurs membres , & en ren- » verroit la décision au Parlement » d'Irlande ». Non contents de s'opposer à la démarche des Communes d'Angleterre dans ce cas particulier , les Pairs déclarerent , » qu'ayant ap- » pris que quelques membres & Of- » ficiers de leur Chambre avoient » été cités au Parlement d'Angleter- » re , & devant les Comités de la » Chambre des Communes pour des » causes particulieres , & qu'on leur » disputoit leur état ; & considérant » les suites qu'une pareille conduite » pouvoit avoir , — ils avoient char-
gé

» gé leur Comité de faire là-dessus
 » leurs représentations à S. M. , &
 » de la prier de faire en sorte que
 » cela n'arrivât plus dans la suite ».

Les Communes étoient occupées d'objets beaucoup plus importants que leurs propres privileges. Le temps étoit favorable à la réformation ; & toutes les démarches qui tendoient à établir les droits des sujets , étoient généralement applaudies. Elles examinerent à la rigueur toutes les pratiques illégales qu'on avoit faites durant l'administration du Comte de Strafford , & blâmerent sévèrement la conduite oblique qu'il avoit tenue contre la liberté de la nation , à l'exemple de ses prédécesseurs , ou par l'effet de ses propres passions. Pour la

Journ. des
 Commun.
 1640,

condamner avec plus de solemnité , la Chambre proposa aux Juges plusieurs questions relatives au pouvoir & à l'autorité que le Vice-Roi & le Conseil-Privé s'arrogéient de décider les causes civiles , la légalité des monopoles , & les châtimens infligés à ceux qui les enfreignoient ; la force légale des édits ou loix de l'Etat ; l'exécution des loix militaires en temps

de paix ; la juridiction de l'Echiquier de la Chambre étoilée & des autres Cours ; la collation & les pouvoirs des Doyens & autres dignitaires ; les censures & les punitions sévères des Jurés ; la légalité du *quo warranto*, & autres griefs semblables.

Ces questions furent présentées à la Chambre haute avec la déclaration suivante. » Comme les sujets de
» ce Royaume sont libres , loyaux
» & obéissans à S. M. , leur Seigneur
» & Roi légitime , & ne doivent
» être gouvernés que par les loix
» communes d'Angleterre , & les statuts reçus dans ce Royaume , de
» la même manière & dans la même
» forme que les sujets du Royaume
» d'Angleterre , & que ce droit leur
» appartient légitimement ; cependant , comme les actions & les
» procédés injustes que quelques Officiers & Ministres de Justice de
» S. M. ont tenus depuis quelques
» années dans ce Royaume , tendent
» à enfreindre & violer les loix , les
» privilèges & les libertés desdits
» sujets de ce Royaume contre les
» intentions royales & pieuses de

» S. M. : c'est pourquoi les Dépu-
 » tés, les Citoyens & les Bourgeois
 » assemblés en Parlement, quoique
 » persuadés de la vérité des choses
 » mentionnées ci-dessus, de même
 » que de la certitude des questions
 » suivantes, ont jugé à propos, pour
 » s'assurer de la légalité des loix &
 » des statuts reçus depuis plusieurs
 » siècles dans ce Royaume, de prier
 » la Chambre des Pairs de vouloir
 » bien ordonner aux Juges de ce
 » Royaume, de décider les questions
 » suivantes, de donner leur senti-
 » ment par écrit, & de le signer".

On proposa aux Pairs d'ajouter une question de plus à celles des Communes, & ils y consentirent; mais ils hésiterent de les proposer aux Juges. Le Comte d'Ormond, en particulier, qui étoit zélé pour la prérogative, & attaché au Comte de Strafford, fut allarmé de l'emportement des Communes. Il profita du privilege qu'il avoit de connoître des disputes qui s'élevoient entre les deux Chambres, pour retarder l'examen des questions. Les Juges demanderent du temps pour les exa-

miner, & il insista sur la justice de leur requête. Il obtint des Pairs qu'ils ne toucheroient point aux questions qui regardoient la prérogative de S. M., ou qui étoient contraires au serment qu'ils avoient prêté, & qu'on leur donneroit jusqu'à Pâques pour répondre aux autres. Les Communes, qui s'attendoient à une prorogation, furent choquées du peu d'empressement des Pairs, & de l'indifférence qu'ils témoignoit pour cette affaire. Elles profitèrent de ce délai pour augmenter la haine que l'on avoit conçue pour le Comte de Strafford. Elles envoyèrent les questions ci-dessus à leur Comité d'Angleterre, avec ordre de les présenter au Parlement, & de le prier de les instruire de ce que la loi avoit décidé sur les différentes particularités qu'elles contenoient.

Journ. des
Commun.
Vol. I. p.
341.

Les chefs du parti populaire flatèrent & caressèrent les membres du Comité d'Irlande, comme des agents utiles dans le procès qu'ils avoient intenté au Comte de Strafford, & comme un canal nécessaire pour envoyer leurs instructions aux ennemis

qu'il avoit en Irlande. La législation de ce Royaume avoit adopté les passions de la Chambre d'Angleterre, & sembloit se faire un honneur d'imiter sa conduite. Les Communes, soit par un effet de leur zele, soit pour se conformer aux instructions qu'elles avoient reçues d'Angleterre, déférerent le Chancelier Richard Bolton; le Docteur Bramhal, Evêque de Derry; Gerard Lowther, Juge des plaidoyers communs; & George Ratcliffe, connu par son attachement au Comte de Strafford. Ce dernier avoit déjà été accusé par les Communes d'Angleterre, & ne pouvoit par conséquent témoigner en faveur de son ami. Pour réduire les autres à la même incapacité, on les accusa de haute trahison. Audley Mervyn, Puritain intrigant, se présenta à la barre de la Chambre haute, & inséra dans une harangue, aussi pompeuse qu'ennuyeuse, les articles de haute trahison que les Communes avoient dressés. Elles accusoient Bolton, Bramham, Lowther & Ratcliffe, d'avoir exercé, par le conseil & sous l'appui du Comte de Strafford, un gouver-

Rush-
worth,
V. IV.

nement illégal & tyrannique en Irlande; de s'être arrogé une autorité souveraine sur les biens, les personnes & les libertés des sujets, d'avoir prononcé des décrets injustes, & des jugemens extrajudiciaires, & d'avoir fait périr traîtreusement les fideles sujets de S. M. par des châtimens cruels & infâmes; & enfin d'avoir renversé les droits du Parlement, & l'ancien cours des procédés parlementaires. Ils demanderent qu'on les sommât de répondre à ces accusations, qu'on séquestrât ceux qui étoient actuellement dans la Chambre haute de leurs places & de leurs fonctions, & du Conseil, & qu'on les mît en prison.

Journ. de
la Chamb.
des Pairs.
Carte.

Cette accusation vague & générale contre le Comte de Strafford, quoique conforme aux usages de l'Angleterre, ne fut pas généralement bien reçue par la Chambre des Pairs. Elle fournit matiere à quantité de questions & de difficultés qui ne s'accordoient point avec l'impétuosité des Communes & de leurs amis. On agita si l'on pouvoit séquestrer & mettre en prison l'Orateur des Pairs, sans dissou-

dre leur Chambre, ou l'admettre avec les autres personnes accusées à donner caution ; s'il suffisoit que la Chambre répondît de son Orateur, vu qu'il n'y avoit encore aucune charge particuliere contre lui ; si l'on pouvoit mettre le Grand-Chancelier en prison avant de lui avoir ôté les sceaux ? Telles furent les questions que les Lords agiterent. Les Communes s'impatienterent, & demanderent hautement que l'on satisfît à leur demande. On résolut enfin que Bramhal & Lowther seroient mis en prison. On fit savoir aux Lords Justiciers, que la Chambre avoit jugé à propos de faire aussi arrêter le Chancelier, & on les pria de nommer un autre Orateur. Ils répondirent que le Conseil ne pouvoit absolument se passer du Chancelier & du Juge-Mage, & que les Grands-Justiciers les prioient de vouloir leur remettre ces personnes ; que l'on feroit savoir au Roi le desir qu'ils avoient d'avoir un nouvel Orateur, & que l'on exigeroit une caution des parties accusées, si Leurs Excellences le jugeoient à propos. Les Pairs acquiescerent à ces

demandes , & la contestation entre les deux Chambres fut suspendue par une prorogation.

Le parti mécontent jouit bientôt d'un triomphe complet dans le jugement du Comte de Strafford , contre lequel on passa un bill d'atteinte. Cet événement important est trop connu , pour exiger un détail , d'autant plus que j'ai rapporté ci-dessus les circonstances les plus odieuses de son administration. Au-lieu donc de discuter les différents chefs d'accusation que fournirent les ennemis qu'il avoit en Irlande , dans lesquels la méchanceté de ses persécuteurs fut quelquefois trop évidente , mais dans lesquels les personnes les plus intégres & les plus indulgentes trouvent des preuves de son orgueil , de son insolence & de sa tyrannie , j'aime mieux rapporter les effets que cet événement produisit en Irlande.

Carte. Le plus grand mérite & la meilleure recommandation qu'un homme pût avoir pour parvenir aux dignités & aux emplois , étoit d'avoir été déplacé & maltraité par le Comte de Strafford. Pierre Crosby, son ac-

cusateur, rentra dans le Conseil. Archibald Adair, ce misérable Puritain Ecoffois, qui avoit été déposé du Siege de Killalla pour avoir pris le parti de la ligue, fut promû par le Gouvernement Puritain à l'Evêché de Waterford. Les Grands-Justiciers évitèrent avec soin de prendre connoissance des affaires, & de décider aucune cause dans le Conseil, tant ils furent intimidés par les remontrances contre les requêtes. La haute commission & les présidences de Munster & de Connaught, n'osèrent exercer leur juridiction. Les Juges ordinaires furent épouvantés : l'attachement scrupuleux qu'on eut pour les loix & les constitutions de l'Etat, produisit en Irlande un effet différent de celui que les politiques se promettoient ; car il ne servit qu'à rendre l'administration méprisante à un peuple qui étoit accoutumé à un gouvernement rigoureux & sévère.

Quelques membres des deux Chambres du Parlement d'Irlande, entretenoient depuis long-temps des desseins dangereux, qu'ils n'avoient point manifestés, parce qu'ils n'é-

toient peut-être pas encore parvenus à maturité ; mais il y a tout lieu de croire que les Puritains & les Papistes ne se réunirent , que pour tirer parti des troubles de l'Angleterre , pour perdre Strafford , embarrasser la Couronne , augmenter leur puissance , & obtenir du Roi des concessions favorables à leurs intérêts. Chaque pas que l'on fit pour ruiner le Lord Strafford , augmenta la confiance des Commissaires d'Irlande qui résidoient toujours à Londres. Ils pressèrent le Roi de répondre aux remontrances du Parlement d'Irlande , & de remédier aux abus dont on s'étoit plaint au Trône. Charles , dans son humiliation , consentit à les faire examiner par son Conseil-Privé , & répondit favorablement à plusieurs articles. Il consentit à ce qu'on modérât la taxe de la Noblesse ; il promit de faire confirmer ses droits & ses privilèges par un acte du Parlement , d'ôter leurs suffrages aux Pairs qui n'acheteroient point des terres en Irlande dans un temps limité ; de permettre à ses sujets d'Irlande d'aller sans permission dans tel endroit de ses domaines qu'il

leur plairoit ; de défendre aux Vice-Rois & au Conseil de décider de la propriété, & d'éluder les lettres-patentes ; d'annuller les monopoles ; de suspendre la grande commission ; de renvoyer les demandes du Clergé au Conseil d'Irlande , & de régler par un acte ce qui concernoit ses droits & ses tribunaux. Il consentit encore à ce que les Juges-Mages & le Conseil examinassent les graces qu'il accordoit, & d'assurer par un bill celles qu'on jugeroit avantageuses aux intérêts du Royaume. Il poussa la condescendance pour leurs passions, jusqu'à leur promettre de renvoyer le préambule du bill de subside qui regardoit le Lord Strafford. Il promit de réformer les abus des *quo warranto*, & d'empêcher l'exécution des loix militaires. Il consentit à ces articles & à quelques autres moins importants par l'avis de son Conseil. Il ne rejetta qu'un petit nombre d'articles de leur requête, & refusa de consentir à ce qu'on révoquât aucune partie de la loi de Poynings.

Ces concessions ne satisfirent point les Commissaires. Au lieu de s'en

rapporter à la bienveillance du Roi ; ils exigèrent de lui qu'il leur assurât par une déclaration légale & formelle, les droits qu'ils prétendoient leur appartenir ; qu'il annullât les pouvoirs dont il leur avoit promis de ne point faire usage ; & à l'égard de la loi de Poynings , qu'elle n'empêchât point les deux Chambres du Parlement, de dresser les projets des bills conjointement avec le Conseil, & de les communiquer à la Cour. Les répliques, les explications, les dépêches en Irlande, les réponses qu'on attendit du Conseil de ce Royaume, occasionnerent un délai incommode. Le temps auquel le Parlement d'Irlande avoit été prorogé, étoit déjà expiré avant qu'on eût reçu l'ordre du Roi pour une prorogation ultérieure. Il falloit un bill pour constater la légalité de la continuation de cette assemblée, & rendre ses procédés valides ; & le Roi écrivit pour cet effet en Irlande. Il falloit également un acte de faveur pour reconcilier les deux Chambres, & apaiser cette animosité qu'elles avoient fait paroître dans la première session.

Sans attendre que les Commissaires eussent agi, Charles écrivit aux grands Justiciers que sa volonté étoit que ses sujets d'Irlande jouissent du bénéfice de toutes ses graces, & leur ordonna de lui envoyer des bills pour régler quelques articles plus importants, & sur-tout pour assurer leurs biens, pour fixer le titre de la Couronne à soixante ans, pour annuler toutes les procédures contre les propriétaires de Connaught, qui avoient excité les clameurs du peuple, & mettre les terres de cette Province à l'abri des prétentions de la Couronne.

Les Pairs & les Communes remercièrent le Roi, mais de maniere à lui faire comprendre qu'elles ne changeroient point de résolution. Elles le prièrent d'assurer toutes les graces par une loi, & que le Parlement actuel ne fût ni prorogé ni dissous, jusqu'à ce que tout fût réglé, & qu'on eût remédié aux abus. Les démarches du Parlement répondirent à ce début. Les informations qu'on avoit faites, dans la dernière session, produisirent une question si importante, qu'elle

Journ. de
la Cham-
bre des
Pairs.
Carte.

justifia l'emportement que l'on témoigna dans cette occasion. Le Chancelier, dans sa réponse à l'accusation qu'on lui intenta, prétendit que depuis la loi de Poynings, la Chambre des Pairs ne pouvoit connoître des causes criminelles; là-dessus les deux Chambres déclarerent dans cette session, que la Cour du Parlement avoit été de tout temps le premier tribunal du Royaume, & qu'il avoit droit de connoître des crimes de trahison & de tous les autres crimes de quelque espece qu'ils fussent. Elles présenterent cette protestation au Roi & à la Chambre haute d'Angleterre; mais celle-ci ne leur fut pas aussi favorable qu'ils l'avoient cru. La question fut vivement agitée dans cette Chambre & dans le Conseil, & l'on conseilla au Roi de suspendre les graces qu'il avoit accordées à ses sujets d'Irlande, jusqu'à ce qu'on eût décidé ce point important. Il paroît que les troubles qui survinrent dans les deux Royaumes, furent cause qu'elle resta indécise.

Journ.
des Com-
munes,
1641.

Cependant les Communes d'Irlande agirent avec cet esprit violent de

réformation, que l'exemple de leurs voisins leur avoit inspiré. Elles établirent, par une déclaration solennelle, l'ancien droit qu'elles avoient de s'adresser en tout temps à Sa Majesté, par leurs agents, sans la permission du Vice-Roi. Elles déclarèrent l'édit que le Lord Strafford avoit donné pour régler la qualité des toiles, tout utile qu'il étoit pour faire fleurir les manufactures, onéreux aux sujets; que la grande commission ne tendoit qu'à renverser les loix fondamentales du Royaume. Peu satisfaites des bornes que le Roi avoit mises aux loix militaires, elles voulurent limiter leur exécution, même dans les temps de guerre & de révolte. Elles regarderent les demandes du Clergé, toutes raisonnables qu'elles étoient, comme autant de griefs qu'elles voulurent réformer; ce qui rendit son entretien si précaire, que la Chambre fut obligée dans la suite de mitiger la rigueur de sa première résolution.

Une assemblée qui outrepassoit les limites de ses privilèges constitutionnels, qui s'arrogeoit le pouvoir de

Journ.
des Com-
munes,
1641.

décider de la propriété, & de contrôler les jugemens des tribunaux, se crut en droit d'exercer une autorité arbitraire sur l'Eglise établie, qui étoit également odieuse aux Papistes & aux Puritains. Le zele outré qu'on avoit pour les systêmes, produisit dans ce siecle-ci le même effet qu'a produit dans les suivans l'indifférence pour la Religion. Non contente d'annuller les décrets qu'on avoit faits en faveur du Clergé, & de jeter les membres de cet ordre dans mille difficultés embarrassantes, elle sappa les fondemens même de la Religion, en attaquant l'Université. Les réglemens que l'Archevêque Laud avoit faits, en excluient les non-conformistes de quelque dénomination qu'ils fussent. La Chambre les examina à la rigueur, y entrevit des dangers qu'on n'avoit jamais éprouvés, & fit naître mille objections dont le temps a prouvé la fausseté. Les factions dominantes étoient si portées à condamner les derniers statuts, que les Commissaires que les Communes nommerent pour visiter le College, adoptèrent tous les faux rapports qu'on

leur fit, & déshonorèrent leur rapport par des mensonges manifestes. Faute d'avoir compris une clause d'un statut, ils se persuaderent qu'il étoit défendu aux membres du College, sous peine d'être cassés, de se plaindre à d'autres qu'au Gouverneur, des abus qu'ils trouvoient dans le gouvernement de la société. Ils regarderent cette prétendue défense comme un moyen qu'on avoit imaginé pour cacher la vérité, & ils l'annulerent. Ils accusèrent le dernier Principal, qui avoit été promu aux Evêchés de Cork & de Ros, d'avoir accepté clandestinement le nouveau corps de statuts, de concert avec deux membres du corps; mais ce fait étoit faux & aisé à réfuter. Ils déclarèrent son gouvernement, la nouvelle charte qu'il avoit obtenue, les nouveaux réglemens qu'il avoit acceptés, comme contraires à l'ancienne fondation, & capables de décourager les sujets du Royaume, avant même d'avoir vu la charte & examiné les réglemens. Ils dénoncerent l'Evêque à la Chambre des Pairs; mais ils ne purent prouver leur ac-

cusation. Dans la plénitude de leur pouvoir, ils défendirent les élections, & de passer aucun bail, jusqu'à ce que la Chambre des Communes eût donné ses ordres là-dessus. Pour compléter le triomphe sur la prérogative royale, on chargea les Commissaires d'examiner les nouveaux & les anciens statuts, & d'en former un corps de loix pour le gouvernement du College. Dans la seconde session, qui devoit compléter ce systême de réformation, les troubles publics augmentèrent au point, qu'on n'eut pas le loisir de s'occuper du gouvernement d'un College.

Journ.
des Com-
munes,
1641.

On doit naturellement s'attendre que les Communes, enflammées comme elles étoient, reprirent l'examen des questions qui devoit assurer les droits constitutionnels des sujets d'Irlande, & poursuivirent les accusations dont l'objet étoit de punir les violations de ces droits. Elles reprirent les premières avec une ardeur toute particulière, & elles sommerent de nouveau les Juges de répondre définitivement aux questions qu'on leur avoit proposées. Ils s'ex-

cuferent de répondre contre les formes juridiques, fur des points que les Communes avoient déjà décidés, & qu'on avoit communiqués au Roi comme des griefs, avant que Sa Majesté eût prononcé là-dessus; fur des questions vagues; fur des points qui concernoient les premiers tribunaux du Royaume, & que les Juges subalternes ne pouvoient décider sans la permission du Roi. Ils témoignèrent la crainte qu'ils avoient d'être censurés & décrétés, au cas que leurs réponses ne s'accordassent pas exactement avec les sentiments des Communes. On leur enjoignit de les donner sans s'écarter du devoir de leur place, ni du respect qu'ils devoient à l'autorité du Roi. Leurs réponses furent circonspectes, & les Communes ne les jugerent pas satisfaisantes. Patrik Darcy, Jurisconsulte célèbre, qui avoit éprouvé la sévérité de l'administration du Lord Strafford, & qui avoit pris le parti des Communes, eut une conférence avec les Pairs, dans laquelle il leur expliqua le sujet des différentes questions qu'on avoit proposées, & leur prou-

va l'insuffisance des réponses que les Juges avoient données. La dispute se termina par une décision générale de la Chambre des Communes sur chaque article séparément, par laquelle les droits des sujets d'Irlande furent établis avec autant de force que de précision, & tous les pouvoirs que la dernière administration s'étoit arrogés, toutes les pratiques irrégulières ou illégales, introduites par les désordres publics, & sanctifiées par l'usage, condamnées explicitement & de la manière la plus sévère.

La Chambre poursuivit les accusations avec moins de violence. Strafford n'avoit pu tirer aucun avantage du témoignage des Lords qu'on avoit accusés. On avoit passé contre lui un bill d'atteinte, & il avoit déjà été exécuté. La vengeance des ennemis qu'il avoit dans la Chambre des Communes, n'étoit point insatiable au point d'exiger de nouvelles victimes. Pour ne point manquer à la forme, & ne point abandonner entièrement ses premières-procédures, elle chargea un comité d'examiner la réponse que George Ratcliffe avoit faite à sa

Carte.

remontrance. Elle admit les requêtes contre l'Evêque de Derry , & pria les Pairs de ne point recevoir sa caution. Le Prélat , convaincu de son innocence , pria les Communes de vouloir écouter sa défense sur quelques articles qu'on avoit allégués contre lui , les assurant qu'il les convaincroit que les autres ne méritoient pas leur attention. Elles se refuserent à sa demande. Quoique Bolton , le Chancelier , & Gerard Louthier eussent conservé leurs places dans le Conseil & dans leurs Cours , on avoit cependant donné un nouvel Orateur à la Chambre des Pairs , & chacun des accusés répondit aux chefs de son accusation. La fureur des Communes étoit épuisée ; on ne fit aucune réplique , & les choses en restèrent-là.

Lorsqu'on examine sans partialité la conduite du Parlement d'Irlande , on ne peut lui reprocher d'autres motifs qu'une aversion pour le Lord Strafford , occasionnée par une administration souvent impérieuse & sévère ; un ressentiment contre les agents de ses mesures arbitraires ;

une passion pour la réformation , & un empressement à profiter du mauvais état des affaires du Roi , pour limiter son autorité , & soutenir les droits & les intérêts du peuple. Il y a dans sa conduite une ou deux circonstances qui ne sont pas susceptibles d'une interprétation aussi favorable.

Journ.
des Com-
munes,
1641.

Les troupes que le Lord Strafford avoit levées pour le service d'Ecosse , étoient depuis long-temps à charge au Gouvernement d'Irlande , sans lui être d'aucune utilité , & un objet odieux & effrayant pour les Communes d'Angleterre. On manquoit d'argent pour les payer , & on ne pouvoit les licencier sans s'exposer à un danger imminent. Charles fut cependant obligé de céder aux remontrances pressantes & réitérées du Parlement d'Angleterre , & résolut , pour prévenir le danger , de les employer au service de quelque Prince étranger. La France étoit trop près , & trop avantageusement située par rapport à l'Irlande , & l'on savoit que Richelieu ne cherchoit qu'à y exciter des troubles , ainsi qu'il avoit fait dans l'Ecosse. Les Communes feigni-

rent de craindre une invasion de la part de la France. Le Roi résolut donc de les envoyer en Espagne, & fit même pour cet effet un traité avec l'Ambassadeur de cette Couronne. Il donna ordre de les congédier, & chargea le Gouvernement d'Irlande de trouver les fonds nécessaires pour les satisfaire. Les amis du Roi agirent avec tant de soin, que, sans payer leurs arrérages, ils trouverent assez d'argent pour les contenter. Les réglemens que l'on fit furent si sages, & les ordres si ponctuellement exécutés, qu'elles furent licenciées sans aucune suite fâcheuse. On fit les préparatifs nécessaires pour les transporter en Espagne, & l'Ambassadeur employa pour cet effet des sommes considérables. Elles étoient sur le point de s'embarquer, lorsque le comité d'Irlande qui étoit à Londres, & les Communes d'Angleterre se récrièrent hautement contre cette démarche. Elles alléguèrent avec une tendresse plausible & affectée pour les intérêts de la Couronne, qu'il pouvoit se faire que l'Espagne les renvoyât pour exciter des troubles dans l'Irlande; que quoi-

Carte.

que le Roi régnant fût lié d'amitié avec Sa Majesté, son aïeul avoit médité la conquête de ce Royaume, & n'avoit que trop réuffi à le faire révolter; que plusieurs chefs de familles, qui avoient été accusés de trahison sous le dernier regne, étoient actuellement à la Cour d'Espagne, qui les honoroit du titre des lieux d'Irlande où leurs ancêtres avoient fleuri; qu'on pouvoit leur donner le commandement des troupes Irlandoises, & qu'ils reviendroient revendiquer leurs anciens droits, & se remettre en possession des biens qui leur avoient appartenu.

Il y a tout lieu de croire, à juger des choses par l'événement, que ce furent quelques chefs de parti mal-intentionnés pour le Gouvernement d'Angleterre, qui firent courir ce bruit, & qui alléguèrent ces raisons spécieuses. Il convenoit à leurs intérêts, que l'on retînt en Irlande un nombre d'Officiers oisifs & indigents, enflammés par la superstition & l'orgueil de famille, imbus des idées barbares attachées au titre de chef, élevés dans une aversion habituelle
pour

pour le Gouvernement d'Angleterre, aigris par les maux publics, & capables de se porter aux entreprises les plus désespérées. Le Parlement d'Angleterre, sans égard pour les conséquences dont je viens de parler, adopta les sentiments de la Chambre des Communes, & feignit à son exemple de craindre une invasion de la part de l'Espagne. Il n'ignoroit point que le Roi d'Espagne, quand même l'amitié qu'il témoignoit à celui d'Angleterre auroit été simulée, n'avoit ni le temps ni le pouvoir d'attaquer ses domaines, vu la foiblesse à laquelle l'avoient réduit ses guerres avec la France, & la dernière révolte du Portugal & de la Catalogne. Son unique but en agissant de la sorte, fut de mortifier le Roi, & de manifester son autorité en s'opposant à ce qu'on fît aucune levée dans l'Irlande pour le service du Roi d'Espagne. Il arrêta l'embarquement des troupes malgré les plaintes de l'Ambassadeur, lequel se fixant à la parole du Roi, avoit fait pour le hâter des dépenses extraordinaires. Charles s'adressa lui-même à la Cham-

bre des Pairs ; mais le Parlement fut inexorable. Il obligea les marchands à donner caution qu'ils ne transporteroient aucun soldat hors des domaines de Sa Majesté ; de manière que les troupes restèrent en Irlande pour piller le Pays , en attendant qu'on pût les employer dans une révolte.

Une autre circonstance , quoique peu importante en apparence , donna lieu de soupçonner qu'on avoit formé des desseins contre la tranquillité publique. On avoit enflammé l'esprit du peuple d'Angleterre par le bruit qu'on avoit fait courir de divers complots que l'on tramoit contre l'Etat. On usa du même artifice en Irlande , & avec le même succès. On prétendit que quelques domestiques ou créatures du feu Lord Strafford avoient résolu , pour venger sa mort , de faire périr le Parlement d'Irlande , & avoient placé pour cet effet un magasin à poudre au-dessus de la salle où il avoit coutume de s'assembler. Quelques membres des deux Chambres feignirent d'ajouter foi à ce bruit , & obtinrent un co-

mité pour visiter tous les appartements du château de Dublin, & s'assurer de la vérité du fait. On fouilla avec une diligence extraordinaire tous les endroits contigus aux appartements qu'occupoient les deux Chambres, & l'on n'y trouva rien qui pût donner le moindre soupçon.

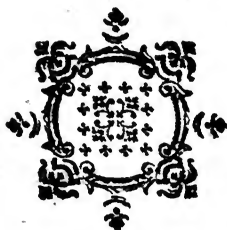
Le Lord Macguire, chef de ce comité, dont j'aurai bientôt occasion de parler, ne fut point satisfait, & voulut absolument s'instruire de l'état des magasins. Il prodigua l'argent aux Officiers & aux employés; mais voyant qu'il ne pouvoit y parvenir, il s'adressa à Jean Borlase, un des Juges-Mages, & Grand-Maître de l'artillerie, & lui demanda à visiter les magasins, en vertu d'un ordre du Parlement qu'il lui montra. Borlase étoit trop honnête homme pour le soupçonner de vouloir s'en emparer; mais comme le prétexte qui avoit donné lieu à cet ordre étoit mal fondé, & n'exigeoit par conséquent pas un empressement aussi extraordinaire à s'instruire de ce que les magasins contenoient, il refusa de les lui montrer, » Les munitions,

Dr. Jones,
Narrat.
MS. Trin.
Col. Dub.

» lui dit Borlase, font des joyaux précieux qui appartiennent à Sa Majesté, & qu'on ne doit montrer que pour des raisons légitimes ».

Carte. On prolongea la session dans l'espérance que les Commissaires d'Irlande retourneroient enfin avec les bills que le Roi avoit promis. Ce délai allarma les Gouverneurs en chef; ils craignirent de nouveaux actes de violence de la part du Parlement. L'empressement qu'il témoigna de continuer sa session, ne servit qu'à confirmer les Grands-Justiciers dans la résolution qu'ils avoient prise de le dissoudre. Les Chambres s'ajournerent, résolues de continuer leurs projets de réformation dans la première assemblée, d'augmenter leurs demandes, & d'obtenir de nouvelles concessions du Trône. Les circonstances étoient favorables à un pareil dessein; & les Chambres d'Irlande avoient trop de discernement pour ne pas en profiter. Pour animer leurs espérances, les Commissaires arrivèrent chargés de grâces & d'honneur. Ils apportèrent les bills que le Parlement sollicitoit depuis si long-temps.

Ils affuroient les biens des fujets, & préparoient les griefs dont ils fe plaignoient ; ce qui ôta toute excufe aux factieux , fatisfit ceux qui avoient à cœur les intérêts de la nation , & fit efperer de voir rétablir la paix & le bon ordre dans le Royaume.



CHAPITRE III.

La paix d'Irlande malheureusement interrompue. — Causes & occasions de révoltes. — Caractère des naturels d'Irlande & des anciens Anglois. — Leurs plaintes. — Influence de la Religion. — Esprit & principes des Ecclésiastiques Romains. — Leurs menées dans le continent. — Heber Mac-Mahon découvre le projet d'une révolte qu'on avoit formée. — Effet que produit la révolte d'Ecosse. — Caractère de Roger Moore. — Ses liaisons avec le jeune Tirone. — Sa correspondance avec Plunket & Macguire. — Il gagne les autres peuples du Nord. — Leurs conférences. — Comptent sur un secours étranger. — Encouragés par les avis qu'ils reçoivent d'Angleterre. — On leur conseille de s'emparer du château de Dublin. — Sir Phelim O'Nial. — Plan de la conspiration. — On est sur le point d'y renoncer. — Moore est d'avis qu'on l'exécute. — Procédé que l'on tient à Dublin & dans le Pays.

— *Projet chimérique de quelques conspirateurs. — Assemblée dans l'Abbaye de Multiernam. — Les conspirateurs se rendent à Dublin. — Ils tiennent Conseil le 22 d'Octobre. — Négligence du Gouvernement. — Il néglige l'avis de William Cole. — Owen O'Conolly. — Sa conférence avec Mac-Mahon. — Avis qu'il donne à William Parsons. — On tient un Conseil dans la maison de Jean Borlase. — Mac-Mahon arrêté & examiné. — On s'assure du Lord Macguire. — Ses associés prennent la fuite. — François Willoughby. — Avis qu'il donne. — Son zèle & son assiduité. — Troubles à Dublin. — Faux bruits. — Stratagème de Jean Temple. — Mesures pour la sûreté publique. — Les Lords du district prennent les armes. — Réponse des Tribunaux & des Conseils. — L'édit du Gouvernement choque les Lords. — Second édit. — Dépêches envoyées au Roi & au Comte de Leicester. — Succès des rebelles dans la Province d'Ulster. — Leur conduite dans Cavan & Longford. — Erreur des Anglois. — Leurs calamités. — Ani-*

mosité des rebelles. — Prétendent avoir reçu un ordre du Roi. — Manifeste qu'ils donnent. — Remontrances de Longford. — On s'oppose aux rebelles. — Dépêches & secours de la part du Roi. — O'Nial vaincu & disgracié. — Défaite des rebelles à Lisburn. — Cruauté horrible des rebelles. — Massacre dans l'Isle de Magee.

A. D.
1641.

CETTE vacation à laquelle le Parlement d'Irlande avoit consenti avec répugnance, devint une époque importante, & fut marquée par une conspiration & une révolte dont on a peu d'exemple dans l'Irlande. L'espérance d'une paix de quarante ans que l'on croyoit devoir être le fruit des progrès graduels de la nation, de l'activité de son Parlement, de la disposition favorable du Roi, du génie du Parlement d'Angleterre, s'évanouit à l'instant, & le Royaume retomba dans les malheurs qu'il avoit autrefois éprouvé.

Il est difficile, & même impossible à un Irlandois de rapporter les événements dont je vais parler, sans offenser les parties discordantes qui

font habituées à les regarder à travers le milieu de leurs passions & de leurs préjugés. Je ne doute point qu'elles n'ayent exagéré les souffrances de leurs ancêtres, & exténué les fautes qu'ils commirent; mais on ne doit pas attendre qu'un Historien rapporte scrupuleusement les raisons que leurs partisans ont alléguées. Son devoir est de puiser dans les bonnes sources, & de s'attacher strictement à la vérité, sans flatter les préjugés, ni craindre le ressentiment des partis & des sectes. Je craindrois, si je faisois l'éloge du bonheur & de la tranquillité dont jouissoit la nation, qu'il ne fût démenti par ce qu'on rapporte des maux qu'elle éprouva dans la suite. Je crois donc que le plus sûr pour moi, est de me renfermer dans les bornes de l'histoire, & de rapporter d'abord les causes & les motifs d'une révolte dont on ressent encore les effets après un laps de cent & trente ans.

Les victoires qu'Elisabeth remporta dans l'Irlande mirent son successeur en état d'exercer ses talents politiques & législatifs dans cette par-

tie de ses domaines ; mais ni les armes ni la politique ne purent changer tout-à-coup les passions & les sentiments des sujets , ni éteindre les préjugés & l'animosité qu'ils conservoient encore. Elles produisirent une apparence extérieure de paix & de réformation dans les cantons les plus civilisés de l'Irlande ; mais on y trouvoit encore quantité de vieux Irlandois , attachés aux débris de leurs tribus respectives , aigris par le souvenir de leurs souffrances passées , & habitués à regarder le gouvernement d'Angleterre comme une usurpation injurieuse. Les habitants des districts les plus éloignés conservoient encore leurs anciennes mœurs , & étoient moins attentifs à dissimuler leur ressentiment.

Leur aversion s'étendoit sur les Anglois établis depuis plusieurs siècles dans leur Pays ; & quoiqu'elle fût moins invétérée , ils ne se faisoient aucun scrupule de la manifester dans le cas où la fortune les favorisoit. Plusieurs s'étoient ligués avec le Comte rebelle de Tirone , lequel s'étoit vanté d'exterminer tous les

Anglois, & avoit eu l'insolence de dire à ses anciens confédérés qu'ils auroient le même sort, à moins qu'ils ne se soumissent aux Irlandois, qui étoient les seuls propriétaires légitimes du Pays.

Chichester's State Papers, MS. Trin. Col. Dub.

Cependant ces traits passagers d'insolence ne furent point capables d'éloigner les Anglois des nationaux, ni de leur inspirer pour eux cette aversion que leur attribuent quelquefois ceux qui ont écrit l'histoire du période dont je parle. La plupart parloient Irlandois, & tous avoient adopté une partie de leurs mœurs. Les deux peuples s'étoient entremêlés par des mariages, étoient unis par la Religion, & se plaignoient des mêmes griefs. Les nouveaux aventuriers employés au service de la Couronne, les regardoient tous deux indistinctement comme des gens mal-intentionnés pour le Gouvernement d'Angleterre. Ceux qui s'étoient enrichis en Irlande, & souvent aux dépens des anciens naturels, s'efforçoient de passer pour les seuls sujets fideles du Royaume, & d'inspirer à la Couronne des soupçons contre les famil-

les Angloises les plus respectables ; pour les exclure des emplois. Le Comte de Strafford poussa les choses encore plus loin. Sa politique fut de détruire les complots , de mortifier tous les chefs populaires , & de convaincre les plus orgueilleux qu'il n'y avoit aucune puissance en Irlande en état de s'opposer à celle des Vice-Rois ; mais sa politique ne fut ni prudente ni circonspecte. Il ne laissoit échapper aucune occasion de mortifier les Anglois d'origine ; il n'avoit pour eux ni ce respect ni cette attention à laquelle ils étoient accoutumés depuis long-temps ; il disoit à ceux dont les ancêtres avoient acquis la domination de l'Irlande au prix de leur sang , qu'ils étoient un peuple conquis , dépouillé de tout droit politique , & qui dépendoit entièrement du bon plaisir du Roi.

Rush-
worth,
Trial of
Strafford.

La politique de Jacques étoit de ne former qu'un seul peuple des habitants d'Irlande , & de bannir pour toujours toutes les distinctions odieuses. Celle de ses Ministres & de leurs successeurs fut de les distinguer en deux parties , dont l'une comprenoit

les sujets loyaux & affectionnés, c'est-à-dire les derniers aventuriers & les créatures de la Couronne, & l'autre, les sujets mal-intentionnés, c'est-à-dire tout le reste des habitants. Le peuple qu'on insultoit de la sorte, étoit hautain & courageux, & il y avoit également de la folie & de la barbarie à l'irriter par de nouvelles injustices & de nouvelles oppressions. La colonie du Nord, toute utile qu'elle étoit, & malgré les raisons qu'on alléguoit pour la justifier, ne pouvoit que choquer l'orgueil & les préjugés des Irlandois, & ceux d'entr'eux qui se soumirent & acceptèrent leur portion de terres, se plaignirent plus d'une fois d'avoir été trompés. On faisoit tous les jours revivre quelque ancienne prétention de la Couronne, on harceloit les propriétaires, en supposant des loix qui n'avoient jamais existé, des agents & des ministres intéressés les dépouilloient frauduleusement de leurs biens; mais ce qui irrita encore plus les sujets, fut la mauvaise foi avec laquelle Charles éluda les graces qu'il avoit promises, l'info-

lence avec laquelle Strafford les refusa, & la conduite qu'il tint envers les propriétaires de Connaught.

On peut ajouter aux préjugés & aux griefs qui aliénoient la nation du Gouvernement d'Angleterre, l'influence énergique des préjugés & des principes religieux. La plupart des habitants étoient entièrement dévoués au Pape, provoqués par les loix pénales d'Elisabeth, & outrés de se voir exclus des emplois & des charges de l'Etat. On n'avoit jamais exécuté ces loix à la rigueur, si ce n'est pour réprimer l'insolence du Clergé Papiste, ou pour en exiger certaines concessions qu'il refusoit d'accorder, & il n'en fallut pas davantage pour exciter les clameurs du peuple. Le Clergé Romain avoit sur les membres de sa communion ce crédit que les dogmes de sa Religion leur donne, & il profitoit de leur ignorance pour les gouverner à son gré. Les Prêtres qui le composoient avoient reçu leur éducation dans les Séminaires étrangers, particulièrement dans ceux de France & d'Espagne, & en avoient adopté les principes. Ils étoient re-

tournés en Irlande après s'être obligés par serment d'obéir aveuglément au Pape, imbus de ces doctrines absurdes & pestilentielles que les plus modérés de leur communion faisoient profession de détester ; telles que la monarchie universelle du Pape, tant dans les choses civiles que spirituelles ; le pouvoir qu'il a d'excommunier & de déposer les Souverains, d'absoudre les sujets de leur serment de fidélité ; de dispenser des loix divines & humaines ; de sanctifier la rebellion & le meurtre, & de changer la nature & la différence essentielle du vice & de la vertu. Telles étoient les doctrines impies dont ils avoient imbu l'esprit de leurs dévots superstitieux : » Quoiqu'elles fussent, » dit Walsh, Religieux Franciscain, » directement opposées au dessein de » l'Evangile, aux écrits des Apôtres, » & aux commentaires de leurs successeurs, à la croyance de l'Eglise Chrétienne pendant dix siècles, & » qui plus est, aux leçons les plus » claires de la nature ».

Cet fut à des Ecclésiastiques imbus de cet esprit & de ces princi-

Carte,
Orm.

pes, que l'on permit d'exercer en Irlande une juridiction spirituelle sous l'autorité du Pape, généralement avec la connivence, & quelquefois sous la protection des Magistrats Papistes; car il y eut des cas où on les admit à la Magistrature sans exiger d'eux le serment de suprématie; mais cette juridiction étoit précaire, sujette à l'inspection de la puissance civile, & par conséquent peu conforme aux idées de l'autorité cléricale établie dans les Etats Papistes. Le Gouvernement leur permettoit d'exercer leur Religion en secret; mais leur imagination étoit remplie du faste & de la pompe dont elle étoit accompagnée dans les Pays étrangers. Ils avoient été témoins de la grandeur des Evêques, du respect que l'on avoit pour les différents ordres du Clergé; ils n'ignoroient ni les biens, ni les revenus dont il jouissoit. Ils étoient mortifiés de leur état, du déguisement dont ils étoient obligés d'user, de la modicité de leurs revenus, qu'ils auroient voulu échanger avec ceux du Clergé Protestant. Ils étoient à la vérité médiocres dans ce temps.

là ; mais ils auroient pu augmenter entre leurs mains par la superstition des laïques , & la terreur des censures ecclésiastiques.

Ils ne virent d'autre moyen d'obtenir ce qu'ils desiroient que celui des armes & de la révolte. Ils trouverent dans les Pays étrangers plusieurs de leurs compatriotes , qui étoient les descendants ou les adhérents des Chefs rebelles , à qui l'on avoit donné de l'emploi , & il leur fut aisé de les enflammer en leur rappelant la grandeur de leurs familles, les efforts généreux que leurs peres avoient faits pour la cause de la Religion & de la liberté, (c'étoit le langage ordinaire dont ils se servoient) en leur représentant l'état d'humiliation auquel ils étoient réduits , & l'espoir qu'ils avoient de se venger de leurs oppresseurs. Ces derniers leur procurerent un accès auprès des Ministres d'Etat , auxquels ils les représenterent comme des martyrs de leur Religion. Ils leur exagérèrent la force des Catholiques d'Irlande , le desir qu'ils avoient de prendre les armes pour la foi ; ils leur deman-

derent du secours pour cette entreprise pieuse, & en reçurent souvent des réponses favorables. Animés par ces marques d'attention, & par ces légers témoignages de faveur & de protection, ils envoyèrent leurs émissaires en Irlande, pour pratiquer les anciens Irlandois. Ces derniers, qui étoient naturellement fiers, querelleurs, oisifs, & qui n'estimoient d'autre profession que celle des armes, entrèrent aisément dans leurs vues. Ils consulterent ensemble, ils entretenrent diverses correspondances, ils formerent plusieurs plans de révolte; de maniere que l'an 1634, Heber Mac-Mahon, Ecclésiastique Romain, donna avis au Lord Strafford d'une révolte générale qu'on méditoit en Irlande, ajoutant qu'il avoit été longtemps employé dans les Cours étrangères pour en obtenir des secours. Strafford se contenta de prendre les précautions nécessaires, sans allarmer la nation, & fit épier avec soin les pratiques des Irlandois auprès des Princes étrangers. Ces bruits vagues d'une conspiration, n'ayant eu aucune suite, ne servirent qu'à affer-

mir la confiance du Gouvernement d'Irlande, & à lui faire mépriser le danger dont il étoit menacé. La vigilance de Strafford arrêta la révolte, mais ne l'étouffa point, & la sévérité de son administration augmenta son acrimonie.

Pendant que les passions des Irlandois étoient ainsi agitées, les mécontents d'Ecosse, par leurs efforts courageux & déterminés pour la cause de la Religion, & la réformation des abus, par leur résolution à prendre les armes, les progrès & les succès de leur irruption en Angleterre, parurent reprocher à leurs voisins leur paresse & leur nonchalance, & les exhorter à imiter leur conduite. On avoit permis aux Ecoissois d'établir une nouvelle Religion; les Irlandois crurent qu'il y avoit infiniment plus de mérite à rétablir celle qu'ils avoient professée. Les Ecoissois se plaignoient des maux passagers qu'ils souffroient; ceux des Irlandois étoient plus affligeants. Ils avoient obtenu par leur valeur des concessions considérables; & il étoit honteux aux Irlandois d'être moins cou-

rageux qu'eux, & de leur céder la palme de la valeur. Tels étoient les sentiments que les émissaires des Papistes s'efforcèrent de leur inspirer. Ils tinrent leurs consultations, & dressèrent leurs projets de révolte dans le continent; leurs agents ecclésiastiques se rendirent en Irlande, & se conduisirent avec si peu de prudence, que l'on fut bientôt instruit de leurs menées. Les Ministres Anglois apperçurent une fermentation extraordinaire parmi les Irlandois qui étoient dans les Pays étrangers; ils eurent avis d'une conspiration que l'on tramoit, ils le communiquèrent à la Cour, & l'on chargea Vane, le Secrétaire, d'avertir les Grands-Justiciers d'Irlande, » que quantité de Prêtres Irlandois s'étoient rendus d'Espagne en Angleterre & en Irlande; » que plusieurs soldats vétérans les avoient suivis, sous prétexte de faire des levées pour le Roi d'Espagne; & que quelques Religieux Irlandois avoient fait courir le bruit qu'il y auroit dans peu une révolte dans l'Irlande, particulièrement dans la Province de Con-

Carte,
Vol. III,
Lettre
XVIII.

» naught ». On ne voit cependant pas que les Grands-Justiciers aient pris aucune précaution , malgré le danger dont ils étoient menacés. Les ennemis du Gouvernement donnoient une forme à leur projet , & l'adresse & les talents d'un seul homme en procurerent l'exécution.

Roger Moore étoit le chef d'une famille Irlandoise autrefois puissante dans la Province de Leinster. Ses ancêtres avoient été chassés de leur Principauté , sous le regne de Marie , par fraude & par violence , & leur tribu presque exterminée par des exécutions militaires. Leurs descendants se distinguoient par la haine dont ils avoient hérité contre les Anglois , & O'Moore l'avoit manifesté sous le regne d'Elisabeth , par la violence & l'opiniâtreté de ses hostilités. Le ressentiment de Roger étoit d'autant plus redoutable , qu'il étoit aigri par les souffrances de ses ancêtres , par l'indigence à laquelle il étoit réduit , & le chagrin qu'il avoit de voir son héritage occupé par des étrangers , qui s'étoient enrichis des dépouilles de sa famille ; mais sa

Carte ,
Ann. MS.

conduite étoit prudente & réfléchie ; car il avoit du jugement, de la pénétration, & une politesse de mœurs que ses ancêtres n'avoient point connue. Il étoit allié avec plusieurs anciennes familles Angloises, & intimement lié avec elles. Il avoit passé une partie de sa jeunesse dans le continent, ce qui en achevant de le civiliser, l'avoit affermi dans la haine que ses compatriotes exilés lui avoient inspiré pour les Anglois. Il s'attacha particulièrement au fils du Comte rebelle de Tiroë, qui avoit obtenu un régiment en Espagne, & qui étoit très-bien venu dans cette Cour. Il étoit naturel qu'ils s'entretinssent des malheurs de leurs peres, des efforts qu'ils avoient fait pour la cause de leurs compatriotes, & de l'espérance de voir renaître la splendeur de leurs familles. Ils crurent qu'il y avoit de l'héroïsme à détruire une Puissance qui avoit renversé tous les anciens établissemens qu'on avoit fait en Irlande. Le courage de Moore s'enflamma ; il résolut de rétablir ses compatriotes ; son camarade applaudit à son dessein, & il s'en retourna

en Irlande dans l'intention de l'exécuter.

Moore n'eut pas plutôt conçu cette idée, qu'il s'étudia à gagner l'estime & l'affection de ses compatriotes; & tout concourut à le faire réussir. Il joignoit à une physionomie agréable, un air de dignité, un caractère doux & insinuant, une parfaite connoissance du caractère des hommes, & une facilité étonnante à se conformer à leurs sentiments & à leurs passions. Les Irlandois reçurent avec transport le représentant d'une de leurs plus illustres familles; ils le regarderent comme leur protecteur; ils le célébrerent dans leurs chants, & ils disoient proverbialement, qu'ils ne comptoient que sur Dieu, la Vierge, & Roger Moore. Carré.

Il continua de pratiquer ses amis & ses alliés; il fomenta leur mécontentement, il augmenta leurs craintes, & leur fit insensiblement adopter son dessein. De ce nombre étoit Richard Plunket, fils cadet de ce Christophe Plunket, qui, dans le gouvernement de Chichester, s'opposa si vivement au Parlement d'Ir-

lande. Sa famille étoit une des meilleures du Royaume. Il avoit été élevé en Angleterre, il avoit commandé en Flandre, & s'étoit avancé dans les troupes. Il joignoit à beaucoup de politesse le talent de persuader tous ceux avec lesquels il avoit à faire, & de les gouverner à son gré. Vain, pauvre & superstitieux, il devint entre les mains de Moore un instrument dont il fut tirer parti. Cet adroit conspirateur exagéra les insultes que la nation avoient essuyées durant le gouvernement tyrannique de Strafford; il fit l'énumération de tous les griefs publics; il blâma les mesures lentes & inefficaces que l'on prenoit pour y remédier; il exalta la bravoure avec laquelle les Ecoissois avoient assuré leur Religion & leur liberté; il condamna l'indolence & la paresse de ses compatriotes, qui, au-lieu de faire un effort digne de leur valeur, dans une conjoncture aussi favorable, attendoient avec soumission que les Puritains d'Angleterre & d'Ecosse eussent entièrement aboli la Religion Catholique Romaine dans tous les domaines du Roi. Ces suggestions

gestions produisirent à l'instant leur effet sur l'esprit de Plunket. Il se soumit entièrement à la conduite de son allié, & devint un des principaux agents de la conspiration.

On n'eut pas beaucoup de peine Carte.
à gagner les Chefs des Irlandois d'Ulster, qui avoient été si sévèrement châtiés par les armes d'Elisabeth, & si grièvement dépouillés par les colonies de Jacques. — Moore s'adressa d'abord à Connor Macguire, Baron d'Inniskillen. Ce Seigneur étoit regardé comme un Chef par ceux de sa tribu qui étoient restés dans le Comté de Fermanagh. Son ancêtre avoit perdu ses biens dans la révolte de Tironne; une partie de ses terres avoit été rendue à son aïeul, en faveur des services qu'il avoit rendus, & avoit passé à ce Seigneur. C'étoit un homme d'un esprit borné, débauché, prodigue, & abymé de dettes, orgueilleux, & très-mécontent du mauvais état de ses affaires. Moore lui rappella la richesse & la splendeur dont sa famille avoit joui autrefois, déplora son sort actuel, investiva contre la puissance qui avoit dépouil-

Narration
du Lord
Macgui-
re.
Nelson.

lé les propriétaires légitimes de l'Isle ; & donné leur patrimoine à des étrangers. Il lui fit observer que le Gouvernement d'Angleterre étoit devenu odieux à tout le monde , que les habitants d'Irlande , soit Anglois , soit Irlandois , étoient las de ses oppressions , & qu'ils ne pouvoient trouver de conjoncture plus favorable pour recouvrer leur liberté & les biens qu'ils avoient perdus. Voyant que ces raisons ne produisoient aucun effet sur lui , il fit promettre à Macguire , sous le sceau du serment , qu'il ne révéleroit point son secret , & lui dit qu'il avoit conféré avec plusieurs des premiers Gentilshommes de Leinster & de Connaught , sur un plan de révolte générale qu'il méditoit , & qu'ils lui avoient promis d'y entrer , si les Irlandois d'Ulster vouloient le seconder ; que c'étoit-là un moyen de rentrer dans ses biens , & d'établir la Religion de ses ancêtres , à moins qu'il n'aimât mieux se soumettre honteusement à ses maux présents , & souffrir que le Parlement d'Angleterre étendît sa persécution sur tous les Catholiques d'Irlande ,

& exterminât tous ceux qui profes-
soient la Religion Romaine. Sa ruse
eut tout l'effet qu'il desiroit, & il
gagna encore trois autres Irlandois
de la Province du Nord; savoir, Mac-
Mahon, Philippe-Reily & Torlagh,
frere de Phélim O'Nial, & le plus
considérable de tous ceux de son nom
qui résidoient dans Ulster.

Il fit observer à ses associés que la ^{Nalfon.} révolte générale qu'il leur proposoit
étoit aisée à exécuter dans l'état ac-
tuel où se trouvoient l'Angleterre &
l'Ecosse; que quantité de leurs alliés
& de leurs adhérents avoient pris les
armes, & se rangeroient infaillible-
ment du côté de leurs Chefs naturels;
qu'il falloit profiter de l'approche de
l'hyver, parce que les Anglois ne
pourroient envoyer aucun secours en
Irlande; pratiquer leurs amis, & don-
ner avis aux Irlandois du Continent;
qui ne manqueroient pas de les se-
conder. Les conspirateurs du Nord
répondirent à cela, qu'il convenoit,
avant de prendre aucune mesure, de
s'assurer d'un secours étranger; &
qu'il étoit à propos, en attendant, de
sonder les dispositions de leurs com-

patriotes. Moore, qui n'aimoit point le délai, s'efforça de les convaincre qu'il étoit inutile de sonder des gens qui approuvoient leur dessein, & qui, sûrement, prendroient les armes au premier avis qu'on leur donneroit. Il ajouta que les habitants du district ne manqueroient pas de suivre l'exemple des nationaux, ou du moins resteroient neutres; qu'il avoit déjà communiqué son projet à plusieurs personnes puissantes; qu'il connoissoit un Chef qui étoit assuré de son district. On lui demanda son nom, & il leur dit que c'étoit le Lord Mayo, lequel descendoit d'une branche des de Burghos, & qui avoit quantité de partisans dans la Province d'Occident.

Pour hâter les résolutions & animer les espérances de ces conspirateurs, il arriva d'Espagne un émissaire du Comte de Tirone, (c'est ainsi qu'on l'appelloit) qui promit à ses parents & à ses amis, de la part du Cardinal de Richelieu, des armes, de l'argent & des munitions, & les instructions nécessaires pour la révolte qu'ils méditoient. Il avoit ordre de

dire au Comte que la révolte étoit fixée au mois d'Octobre, & de le prier de faire en sorte que les secours qu'il attendoit fussent prêts pour ce temps-là. Le bruit qui courut de la mort du jeune Comte de Tirone ne ralentit point leur courage. Ils dirent au messager qu'au cas qu'il se confirmât, il n'avoit qu'à s'adresser à un membre de la même famille qui étoit dans les Pays-Bas, favoir au Colonel Owen O'Nial, l'instruire des mesures qu'on avoit prises en Irlande, & lui demander son secours & ses conseils; & le prier sur-tout de continuer sa négociation avec le Cardinal de Richelieu, & de s'affurer du secours qu'il avoit promis.

Ce qui anima encore plus les mé- Nalfon.
contents, & ceux même qui n'étoient point encore engagés dans la conspiration, fut la nouvelle qu'on reçut des édits qu'on avoit publiés contre les Catholiques d'Angleterre, & les déclarations des Ecoffois contre tous les membres de leur communion. Quelques-uns craignirent de devenir les victimes de la fureur fanatique

des Puritains, & les mal-intentionnés affectèrent, à dessein de répandre ce bruit. Ils publièrent que les Ecoissois alloient envoyer une armée en Irlande, pour poursuivre les Catholiques Romains à feu & à sang. Ceux d'entre ces derniers, qui étoient affectionnés à la Couronne, craignoient qu'on n'envoyât les troupes que l'on venoit de licencier dans les Pays étrangers, dans le temps où l'autorité royale & leur Religion étoient en danger. Les conspirateurs avoient leurs raisons pour insister à ce qu'on les retînt dans le Pays. Les Communes s'opposèrent à ce qu'on les envoyât en Espagne. Le Roi ayant donné la permission de lever des troupes dans l'Irlande pour le service d'Espagne, Plunket, l'associé de Moore, Hugh Byrne, dont le pere avoit été opprimé & dépouillé de ses terres par le Grand-Juge Parsons, & un troisième Officier nommé O'Nial, en leverent aussi de leur côté, sans y être autorisés par le Roi, & sans que le Gouvernement d'Irlande s'y opposât. Jacques Dillon, d'une des meilleures familles d'Angleterre, en leva

aussi de son côté. Tous les Officiers entrèrent dans la révolte, & témoignèrent, comme Catholiques Romains, l'horreur la plus décidée pour les sévérités dont on menaçoit leur Religion en Angleterre & en Ecosse. Ils mirent tout en œuvre pour animer leurs associés; ils proposèrent d'employer les forces qu'ils leverent pour la cause de leurs freres, & la défense de leur Religion, & leur promirent de s'emparer du château de Dublin, des armes, des vivres & des munitions qui y étoient, pourvu que la révolte fût générale, & que les Irlandois d'Ulster les soutinssent courageusement.

Un désespéré & dangereux partisan de la Province du Nord, savoir Phelim O'Nial de Kinnaird, dans le Comté de Tirone, entra aussi dans la conspiration. Il avoit été élevé à Lincoln's Inn, & avoit professé dans sa jeunesse la Religion Protestante; mais il retourna au Papisme, & reprit, en rentrant dans son Pays, toute la grossièreté de ses compatriotes. Sa famille n'avoit point à se plaindre du Gouvernement. Il lui avoit assuré

Carte.

ses terres en récompense de ses services , & les avoit confirmées à Phelim par de nouvelles lettres-patentes. Né avec peu de génie & un caractère grossier & sensuel , il prit possession de ses terres avant d'avoir acquis le jugement nécessaire pour les gouverner , & les prodigua bientôt par ses folles dépenses. Son nom lui donnoit beaucoup de crédit sur les Irlandois de sa Province , & il augmenta après la mort du jeune Tirone d'Espagne , dont on avoit d'abord douté , mais qui ne tarda pas à être confirmée. Cet événement lui procura la supériorité sur ses parents & ses adhérents , & la souveraineté de la vaste & puissante tribu d'O'-Nial. Animé par l'espérance d'échanger son indigence & son infériorité actuelle pour la puissance & les vastes domaines qui étoient anciennement annexés à son titre , il donna tête baissée dans la conspiration contre le Gouvernement d'Angleterre. Il entra en correspondance avec Owen O'-Nial, Officier Irlandois, qui servoit dans les Pays-Bas; il fit fond sur les secours qu'il lui promit; il affecta la

qualité de Chef des Irlandois du Nord; & sous prétexte de lever des troupes pour le Roi d'Espagne, il rassembla tous les sujets perdus de débauche & de dettes, les brigands & les scélérats qui se trouvoient dans le Pays.

L'acquisition de ce nouveau par-
 tisan inspira une nouvelle confiance
 à Plunket, Byrne, & Dillon, qui
 s'étoient chargés de la prise du châ-
 teau de Dublin. Ils étoient assurés
 d'une révolte de la part des habitants
 du Nord, & ils continuèrent de con-
 certer ensemble les moyens d'assurer
 le succès de leur entreprise. Pré-
 voyant que la guerre civile dureroit
 quelque temps, ils résolurent pour
 payer les soldats, de s'emparer de tous
 les revenus du Royaume, sans dis-
 tinction des personnes, se flattant que
 le Pape suppléeroit à ce qui leur
 manqueroit. Ils voulurent s'assurer
 des secours étrangers. Byrne affecta
 de mépriser les doutes de ses associés.
 Il leur dit qu'Owen O'Nial avoit reçu
 les promesses les plus solennelles de
 celui du Cardinal de Richelieu; qu'il
 s'étoit obligé de leur fournir une

Narration
 du Lord
 Macguire.

quantité considérable d'armes ; qu'il s'étoit abouché avec l'Ambassadeur d'Espagne, & qu'il ne doutoit point que cette Cour ne les secondât ; qu'ils combattoient pour la défense de la Religion Catholique, & que toutes les puissances Catholiques devoient nécessairement épouser leur cause. A l'égard des Gentilshommes du district, Plunket se chargea de se les assurer. Il leur dit qu'il en avoit déjà fondé plusieurs, & qu'il les avoit trouvés disposés à se joindre à eux ; qu'il avoit communiqué le projet de cette révolte générale au Lord Gormanston, & à plusieurs autres membres du Comité d'Irlande qui étoit à Londres, qu'ils l'avoient approuvé, & l'avoient même pressé de l'exécuter, & qu'il étoit moralement assuré d'être secondé par les habitants du district. Ces espérances vagues suffirent pour confirmer les conspirateurs dans leur dessein. Ils fixerent la révolte au 5 d'Octobre. Il fut décidé que Plunket & Byrne s'empareroient du château du Dublin avec cent hommes ; que Jacques Dillon marcheroit à leur secours avec mille

autres, & que pendant que les Chefs d'Ulster s'assureroient de London-Derry, & de tous les forts & garnisons du Nord, ils détacheroient mille hommes pour aller soutenir leurs amis de Dublin.

Roger Moore avoit vu jusques ici les progrès de l'incendie qu'il avoit allumé. Il avoit affecté de ne point paroître, & s'étoit contenté d'employer le Lord Macguire en qualité d'agent & d'émissaire pour entretenir correspondance avec les différents conspirateurs; mais il fut maintenant obligé de paroître sur la scène, pour prévenir la ruine de son projet favori. Phelim O'Nial, qui avoit acquis une espece de crédit & d'autorité parmi ses collègues, voulut différer la révolte d'un jour, & parut même assez indécis sur la conduite qu'on devoit tenir. Pour surcroît de malheur, les associés de Plunket commencerent de se méfier de la promesse qu'il leur avoit faite d'obtenir un secours de la Noblesse du district; & il y a même tout lieu de croire qu'il leur donna de fausses assurances; car les hommes de ce ca-

Narration
du Lord
Macgui-
re.

raçtere font fujets à s'abuser eux-mêmes. Il peut fe faire qu'il eût difcours vaguement avec plufieurs Gentilshommes du diftrict de fa révolte, qu'ils euflent approuvé fon defsein, & qu'ils lui euflent témoigné le defir qu'ils avoient d'imiter les Ecoſſois, & de profiter des troubles de l'Angleterre pour établir leur Religion par la voie des armes; mais leurs fortunes n'étoient ni fi défefpérées, ni leurs paſſions auffi enflammées que celles des Irlandois naturels. Ils étoient généralement gouvernés par des gens de robe; car les enfans des meilleures familles avoient étudié le droit; & ces fortes de gens, dit M. Carte, haïſſent naturellement la guerre, parce qu'elle eſt incompatible avec leur profeſſion, & qu'elle ne leur donne pas occaſion de l'exercer. Ils avoient ménagé une oppoſition dans le Parlement avec un ſuccès remarquable, & obtenu plufieurs conceptions de la Couronne; & ſi leurs progrès n'avoient pas été interrompus, ils auroient pu tirer un meilleur parti de la détrefſe & de l'humiliation du Roi, & obtenir bien

des réglemens qui auroient assuré les droits & les intérêts des sujets d'Irlande. Les habitants les plus modérés du district ne voulurent point changer de conduite, & les plus emportés aimèrent mieux profiter de la révolte, au cas qu'elle réussît, que de l'exciter eux-mêmes au risque d'échouer.

Ceux, d'un autre côté, qui étoient engagés dans le complot, furent cho-
 qués & alarmés de l'inaction du dis-
 trict. Ils s'attendoient que quelques-uns de ses Chefs viendroient les rejoindre incessamment; ils s'en plaignirent à Plunket; & celui-ci, honteux de la confiance qu'il avoit témoignée, fut obligé de dire que ses amis ne vouloient point entamer l'entreprise, quoiqu'ils eussent résolu de la seconder. Ses associés lui rappellerent qu'ils ne s'étoient chargés de la prise du château de Dublin, qu'à condition que tous les sujets prendroient part à la révolte; & que cela n'étant point, ils alloient abandonner une entreprise dans laquelle ils étoient seuls exposés au danger, sans aucune espérance de réussir.

*Narration
du Lord
Macguire.*

Moore fut irrité & mortifié de ce contre-temps. Il sortit de sa retraite pour conférer avec Phelim O'Nial. Il le conjura de ne point se laisser détourner d'une entreprise qui devoit rétablir la grandeur de sa Maison par la légéreté de Plunket & la timidité de Dillon. Il s'adressa au Colonel Byrne; il enflamma le ressentiment que lui causoient les injures que sa famille avoit reçues, & lui reprocha sa timidité & sa répugnance. Il plaignit les amis qu'ils avoient dans le Continent, de se voir abandonnés de leurs associés dans le temps qu'ils étoient à la veille de leur envoyer du secours. Il fit tant par son assiduité, son adresse & son artifice, qu'O'Nial, Byrne & Macguire rougirent de leur crainte, & résolurent de prendre les armes, malgré la défection d'une petite partie de leurs confédérés. Ils tinrent plusieurs conférences dans différents endroits, pour rassembler leurs associés, & régler l'ordre & la méthode de leur procédé.

Narration
du Lord
Macguire.

Ils résolurent enfin de surprendre le château de Dublin le 23^e. d'Oc-

tobre. Moore se chargea de cette entreprise hardie avec Byrne, Macguire, le Capitaine Brian O'Nial; & Phelim O'Nial eut ordre de se mettre à la tête des révoltés du Nord. On devoit employer à l'attaque du château deux cents hommes, dont cent étoient d'Ulster, & les autres de Leinster. Phelim & Brian O'Nial, Mac-Mahon, Reily & Macguire, promirent de détacher de la première Province leurs partis respectifs, sous les ordres d'habiles Chefs. Ils furent d'avis, pour rendre leur marche moins suspecte, de faire courir le bruit que c'étoient de nouvelles levées qu'on envoyoit en Espagne. Comme le jour qu'ils avoient fixé pour se rendre à Dublin étoit un jour de marché, ils se flatterent qu'on ne feroit aucune attention à ces nouvelles troupes. On assigna aux chefs leurs différents postes : ceux d'Ulster furent chargés d'attaquer la grande porte du château, pendant que ceux de Leinster forceroient la petite.

Ils convinrent que la révolte s'effectueroit le même jour, & qu'elle seroit aussi générale qu'il étoit possi-

*Narration
du Lord
Macguire.*

ble; & que l'on s'assureroit de tous les forts, de toutes les garnisons, & de tous les Gentilshommes, pour que les conspirateurs eussent moins à craindre; que l'entreprise s'exécuteroit par-tout avec le moins d'effusion de sang qu'il se pourroit. Phe-lim O'Nial fut chargé de s'assurer de London-Derry; Henri O'Nial, son allié, Carricfergus; & la prise de Newry fut confiée à Conn Macgenis, son beau-frere & sa créature. Les Chefs d'Ulster promirent, pendant que cela s'effectueroit, de marcher à Dublin au secours de Moore & de ses associés, pour s'assurer d'un poste qui étoit de la dernière importance pour eux.

Ils craignirent que les colons Ecois, qui étoient très-nombreux & très-puissants dans la Province du Nord, ne s'opposassent à leur dessein. Pour obvier à cet inconvénient, ils résolurent de ne point les molester, & de leur persuader qu'on n'agissoit de la sorte que par égard pour les liaisons qu'ils avoient autrefois eues avec les Irlandois; &, au cas que cette méthode ne réussît pas, d'ex-

citer une révolte dans l'Ecosse par le moyen du Comte d'Argyle, qui avoit autrefois conclu un traité d'alliance avec le jeune Tirone, à qui il avoit quelquefois fait entendre qu'il pouvoit exciter bien des troubles dans l'Irlande.

Tels furent les projets, les vues, les progrès & les motifs des chefs de cette conspiration. Les Mémoires d'un nommé Plunket, qu'on trouve parmi les manuscrits de la bibliothèque Bodléienne, nous assurent gravement, que le Roi avoit donné ordre au Comte d'Ormond, de s'assurer des deux Juges-Mages Puritains d'Irlande; que les Chefs Irlandois découvrirent ce secret, & n'eurent d'autre vue que celle de prévenir le Comte, pour donner au Roi des preuves de leur fidélité. Cette fausseté a été quelquefois adoptée par des Papistes zélés, qui n'ont pas eu honte de la publier dans leurs écrits; mais il parut par le récit exact & circonstancié d'un des principaux complices de cette conspiration, qui étoit admis aux Conseils secrets des Chefs, que leur unique but étoit de renverser

entièrement la propriété, de restituer aux nationaux les biens que les révoltes de leurs ancêtres leur avoient fait perdre, & de rétablir la Religion Romaine dans toute la splendeur & l'affluence de toute sa hiérarchie.

On ne doit pas croire que les différentes personnes qui entrèrent dans cette conspiration eussent les mêmes vues & les mêmes desseins. Quelques-unes adoptèrent un plan de révolte qui flattoit leurs passions, sans s'être fait un plan de conduite au cas qu'elle réussît. Les plus résolus n'avoient aucun objet fixe ; & l'on assure que quelques-uns ne se proposoient que de réformer le Gouvernement, & n'avoient aucun dessein de se soustraire à la Couronne d'Angleterre. Ils crurent qu'il y avoit du mérite à soulager les sujets, en bor-

nant les revenus du Roi. Ils se proposoient d'exiger que l'on confiât l'administration du Gouvernement d'Irlande à deux Juges-Mages, l'un Irlandois, & l'autre Anglois, & tous deux de la communion Romaine ; que l'on abolît entièrement la loi de Poynings, & les loix pénales qu'on

D^r. Jone's
Exam.
Orig. MS.
Trim. Col.
Dub.

avoit données contre les Papistes ; que l'on admît les Evêques Romains au Parlement ; & qu'on ne souffrît dans le Royaume d'autre Religion que la Catholique. Quelques-uns se contentoient que l'on chassât les colons Bretons , & que l'on restituât aux anciens propriétaires les terres qu'on leur avoit enlevées. D'autres vouloient que l'on expulsât les Lords de nouvelle création , & même ceux de l'ancienne noblesse qui n'adopteroient point le Papisme. D'autres enfin repaissoient leurs imaginations des projets les plus absurdes & les plus chimériques. Ils comptoient deux cents mille hommes dans l'Irlande , entièrement à leur dévotion. Ils se propofoient d'en armer trente mille , y compris les recrues qu'ils attendoient du Continent , & de les transporter en Angleterre , espérant , avec le secours de la France & de l'Espagne , de soumettre la Grande-Bretagne à l'obéissance du Pape ; & cela fait , d'affister leur fidele allié le Roi d'Espagne contre les Hollandois , & de les punir de leur rébellion.

Telles étoient les extravagances

Dr. Jone's
Exam.
Orig. MS.
Trin. Col.
Dubl.

dont on prétend que le Clergé Romain se repaissoit. Heber Mahon avoit été admis aux conférences des chefs de la conspiration ; & il y a toute apparence qu'il avoit fait part de leur dessein à plusieurs Ecclésiastiques. Ces sortes de gens , lorsqu'ils s'engagent dans quelques factions , sont à proportion de leur ignorance & de leur peu d'expérience , féroces , insolents , & présomptueux. On prétend que dès le mois d'Octobre , les premiers du Clergé & quelques laïques de leur faction , tinrent une assemblée dans l'Abbaye de Multifernam , dans le Comté de Westmeath. Ils délibérèrent avec autant d'arrogance & de vanité , que s'ils avoient été les maîtres du Royaume , & les directeurs absolus de la guerre qu'on méditoit. Ils proposèrent entr'autres questions , ce qu'ils devoient faire des Anglois & des autres Protestants du Royaume , lorsqu'ils seroient à la merci des insurgents. Les plus modérés s'en tinrent au simple bannissement. Ils observerent que le Roi d'Espagne , lorsqu'il chassa les Maures du Royaume de Grenade & des autres parties

de ses domaines, les avoit laissé partir sans leur faire aucun mal avec une partie de leurs effets. Ils furent d'avis que l'on usât de la même modération en faveur des Anglois, en reconnaissance des avantages dont la nation leur étoit redevable, ajoutant que leurs compatriotes en seroient moins irrités. D'autres blâmerent l'indulgence dont on avoit usé envers les Maures, malgré l'avis du Conseil d'Espagne, vu qu'elle avoit été nuisible, non-seulement à ce Royaume, mais encore à toute la Chrétienté. Ils observerent que renvoyer les Anglois sans leur faire aucun mal, c'étoit leur fournir le moyen de retourner dans le Pays avec une double fureur, pour recouvrer leurs possessions, & assouvir leur vengeance; & que le seul moyen de garantir le Royaume de ce malheur, étoit de les massacrer tous sans miséricorde. D'autres enfin blâmerent l'excès de douceur & de cruauté, & proposèrent un moyen ni aussi indulgent, ni aussi contraire à l'humanité. Tel est le détail qu'a donné de cette assemblée un Religieux Franciscain qui y

avoit assisté , & qui avoit eu part à ses délibérations.

Récit du
Lord Mac-
guire.

Mais si le Clergé se flattoit du succès de la conspiration , ceux qui l'avoient tramée prenoient toutes les précautions nécessaires pour se l'assurer. Après qu'ils eurent fixé le temps de son exécution , ils envoyèrent un émissaire à Owen O'Nial , lequel revint avec des assurances de sa part qu'il viendrait le joindre dans quinze jours. Comme le jour approchoit , ils avancèrent vers Dublin avec toute l'anxiété qu'ont coutume d'avoir des gens qui connoissent l'importance de leur entreprise. Le 22 d'Octobre au soir , ils s'assemblerent en attendant les détachements destinés à donner l'assaut au château. Il n'étoit encore arrivé que quatre-vingts hommes ; ni les partisans de Phelim O'Nial , ni ceux de Mac-Mahon , ne parurent point. Le Colonel Byrne fut allarmé de l'absence de Morgan Cavenagh , un des principaux conspirateurs de Leinster ; mais ces contre-temps n'effrayerent point les Chefs ; ils s'encouragerent les uns les autres , se flattant que leur nombre ne tar-

deroit pas à grossir. Ils persisterent dans leur résolution ; mais ils renvoyèrent l'affaut au lendemain au soir, pour donner à leurs partis le temps d'arriver.

Les Gouverneurs d'Irlande avoient vécu jusqu'à ce moment dans une sécurité parfaite. Après la mort de Strafford, le Comte de Leinster, descendant d'Henri Sydney, qui s'étoit rendu si fameux dans l'Irlande, avoit été nommé Vice-Roi de ce Royaume ; mais sa commission ayant été retardée, l'administration du Gouvernement étoit restée entre les mains de William Parsons & de Jean Borlase. Le premier ne travailloit qu'à augmenter sa fortune & son crédit ; c'est à quoi toute sa vigilance se bornoit. Le second étoit un vieux soldat, paresseux, ignorant, qui ne connoissoit autre chose que sa profession. Le caractère & les principes de Parsons, les progrès de sa fortune, les moyens qu'il avoit employés pour l'avancer, donne lieu de croire qu'il pouvoit avoir connivé à ce projet chimérique de révolte, dans l'espoir de s'enrichir des nouvelles confisca-

tions. Son attachement pour le parti populaire d'Angleterre , pouvoit également lui faire trouver un certain degré de satisfaction dans les troubles qui causoient de l'embarras à la Couronne. Quoi qu'il ensoit, les deux Juges-Mages manquoient également de vigilance & d'attachement pour le Roi. Ils devoient les postes qu'ils occupoient aux Communes d'Angleterre & aux partisans qu'ils avoient dans le Conseil-Privé, & bernoient toute leur attention au parti dominant. Dans la confiance qu'ils eurent d'être soutenus, ils désobéirent aux ordres du Roi , & méprisèrent ses instructions. Ils n'eurent pas plus d'égard pour l'avis que leur donna Henri Vane. William Cole, Gentilhomme d'Enniskillen , leur envoya, le 11 d'Octobre, un exprès pour les avertir qu'on avoit vu arriver quantité d'Irlandois chez Phelim O'Nial ; que le Lord Macguire avoit fait secrètement plusieurs voyages dont on ignoroit le motif ; qu'il avoit écrit à différens amis , & qu'on faisoit quantité de levées qu'on disoit être pour le service d'Espagne , à quoi il ajoutoit

soit plusieurs autres circonstances capables d'effrayer les amis du Gouvernement. Les Juges-Mages continuèrent de mépriser le danger. Cole leur envoya le 21 un détail circonstancié de la conspiration, qui lui avoit été révélée par deux complices. Cette preuve de son zèle ne produisit pas plus d'effet, parce qu'on intercepta ou supprima sa lettre.

Un incident ouvrit enfin les yeux aux Juges-Mages dans le temps que les conspirateurs étoient d'accord sur leurs opérations, & n'attendoient plus que l'heure pour les exécuter. Jean Clotworthy avoit un domestique appelé Owen O'Connolly, qui avoit été élevé dans la Religion Protestante, & qu'Hughes Mac-Mahon, un des conspirateurs, regardoit comme un homme qui pouvoit être utile à leur dessein, soit par l'effet de l'attachement qu'il conservoit pour la Religion de ses ancêtres, soit par la haine qu'il avoit pour les colons qui avoient dépouillé sa famille des biens qu'elle possédoit. Mac-Mahon lui avoit donné rendez-vous dans une maison qu'il avoit dans le Comté de Monaghan,

Temple,
révolte
d'Irlande.

mais il partit pour Dublin avant qu'il
Borlase. n'arrivât. O'Connolly fut le joindre,
& leur première entrevue se fit le
soir du 22 d'Octobre, qui fut le jour
que les Chefs finirent leur consulta-
tion par se jeter à genoux, & par
boire au bon succès de leur entre-
prise. Mac-Mahon, se livrant au trans-
port que la joie lui inspiroit, décou-
vrit son projet à son associé, & in-
sista sur-tout sur l'action glorieuse
Temple. qu'il se promettoit de faire le lende-
main. Il le conduisit chez le Lord Mac-
guire, en présence duquel il lui fit
un détail circonstancié de l'entreprise
qu'il méditoit. Il le ramena de-là à
son logis; il lui vanta le mérite de son
projet; il l'instruisit des précautions
qu'on avoit prises; il l'assura du suc-
cès, & le pressa de le seconder. O'-
Connolly fut effrayé tout-à-la-fois de
la facilité avec laquelle Mac-Mahon
lui avoit fait part de son dessein, du
danger qui l'accompagnoit, & de la
promptitude avec laquelle on se pro-
posoit de l'exécuter. Il s'efforça de
l'en détourner; mais Mac-Mahon le
menaça de sa vengeance, s'il lui ar-
rivoit jamais de révéler la moindre

partie du secret qu'il lui avoit confié. Il voulut le retenir jusqu'à l'heure qu'on devoit donner l'assaut; O'Connolly fut forcé d'obéir, & feignit de vouloir entrer dans la conspiration. Il sortit un moment après, & laissa son épée dans la chambre de Mac-Mahon, comme s'il avoit été dans l'intention de retourner; & la tête remplie de vin, il fut trouver William Parsons.

Il instruisit le Juge-Mage du projet désespéré qu'on étoit à la veille d'exécuter; il lui dit le nom de son auteur & de ses principaux associés. Parsons, également prévenu contre le donneur d'avis, & la maniere dont il avoit fait sa découverte, lui dit froidement de retourner chez Mac-Mahon, & de s'informer exactement de la trahison dont il lui parloit. Il ne fut pas plutôt parti, que, pour prévenir le danger dont il étoit menacé, il fit garder la ville & le château; il fut trouver son confrere, & lui raconta ce qui venoit de lui arriver. Borlase, frappé d'un incident aussi extraordinaire, blâma son collègue d'avoir renvoyé le donneur

d'avis, assembla les Conseillers-Privés, & envoya plusieurs domestiques dans la ville pour chercher O'Connolly. Ils le trouverent entre les mains du guet, qui l'avoit arrêté comme une personne suspecte. Il avoit l'esprit tellement égaré, qu'on ne put en tirer raison qu'après qu'il eût reposé quelque temps. On commença par s'assurer de Mac-Mahon, le Lord Macguire fut découvert dans l'endroit où il s'étoit caché; Moore, Byrne & les autres Chefs furent avertis à temps du danger qui les menaçoit, & eurent le bonheur de se sauver. Mac-Mahon, (*) après avoir

(*) On observa que ce conspirateur, en attendant que le Conseil l'examinât, s'amusa à crayonner sur les murailles de la salle où il étoit, des hommes pendus à un gibet, & d'autres qui se rouloient dans leur sang, après avoir été poignardés. Il peut se faire que cette idée fût l'effet de la réflexion qu'il fit sur le sort dont lui & ses complices étoient menacés depuis la découverte du complot; mais comme la plupart des hommes interprètent les incidents les plus frivoles, conformément à leurs passions, on eut horreur d'un conspirateur qui repaissoit son imagination des cruautés que ses complices devoient exercer sur ceux qui auroient le malheur de tomber entre les mains des rebelles.

hésité quelque temps, avoua ingénument le complot dans lequel il étoit engagé, dit que la révolte étoit trop générale pour qu'on pût l'étouffer, & que quoiqu'il eût le malheur de tomber entre les mains de ses ennemis, il ne manqueroit pas de gens qui vengeroient sa mort.

Heureusement pour le Gouverne-
ment d'Irlande, François Willough-
by, Gouverneur du fort de Galway,
Conseiller-Privé, & soldat brave & Carte,
d'après
des Mé-
moires
MS.
expérimenté, arriva ce soir-là même
à Dublin. Ayant trouvé les portes
fermées, aperçu une agitation ex-
traordinaire dans les fauxbourgs, &
appris que les Juges & le Conseil
étoient assemblés à l'hôtel de Chi-
chester, où Borlase demouroit alors;
il s'y rendit, & ce fut-là qu'il ap-
prit le sujet de cette assemblée ex-
traordinaire. Il assura au Conseil qu'il
n'avoit aperçu pendant toute sa rou-
te aucun mouvement, ni aucun in-
dice d'hostilité; mais qu'il étoit ar-
rivé dans la nuit dans les fauxbourgs
quantité de cavaliers étrangers, qui
ayant trouvé les portes fermées, con-
tinuoient de roder autour de la vil-

le. Il leur représenta qu'ils n'étoient point en sûreté là où ils étoient, & leur conseilla de se retirer dans le château. Ils obéirent. Ils ne furent pas plutôt entrés dans la salle du Conseil, qu'ils nommerent Willoughby Gouverneur du château & de la ville, & publièrent un édit par lequel ils donnoient avis d'une conspiration formée par quelques Papistes mal-intentionnés, recommandant à tous les bons sujets de pourvoir à leur défense, de manifester leur loyauté, & d'empêcher qu'on ne fît aucune levée pour le service étranger.

Carte,
d'après
des Mé-
moires
MS.

Le château de Dublin étoit en si mauvais état, que les conspirateurs auroient pu l'emporter de force, s'ils n'avoient point perdu courage. L'armée du Roi, composée d'environ deux mille fantassins & de neuf cents cavaliers, étoit divisée en plusieurs petits détachements, qu'on avoit posés dans des places éloignées. Les habitants de Dublin avoient trouvé mauvais que Lord Strafford violât leur charte, & logeât les soldats par billets chez les bourgeois, & s'y étoient vivement opposés. Les Juges

actuels, dont l'objet étoit de plaire au peuple, n'avoient jamais mis les troupes en garnison dans cette capitale. Le château, où il y avoit quinze cents barrils de poudre & une quantité proportionnée de mèches & de boulets, des armes pour dix mille hommes, trente-cinq pieces d'artillerie avec tout leur attirail, n'étoit défendu que par huit soldats invalides, & quarante haliebardiens, qui composoient la garde des Vice-Rois les jours de parade. Willoughby se hâta de mettre le château en état de défense. Il n'avoit d'autre lit que la table du Conseil. Il n'osa jamais baisser le pont-levis qu'en présence de sa misérable garnison, jusqu'au moment que l'arrivée d'une partie de son régiment de Carlisle, qu'on avoit licencié, le mit en état de l'augmenter de deux cents hommes. Ce corps fut bientôt renforcé par ceux qui vinrent se réfugier dans la Capitale, & par quelques détachemens de l'armée que les Juges-Mages firent venir de leurs quartiers.

Dans ces entrefaites, les citoyens de Dublin, qui se trouvoient sans

Carte ;
d'après
des Mé-
moires
MS.

défense, furent allarmés à minuit par des cris de trahison & de révolte qui se répandirent dans la ville, confirmés dans leurs craintes par l'avis qu'ils eurent le lendemain des progrès des rebelles, & épouvantés par de faux bruits, qui leur représentoient le danger mille fois plus grand qu'il n'étoit. Quelques personnes assurèrent que les Irlandois étoient campés à Tarah, au nombre de dix mille hommes, & ne tarderoient pas à attaquer la ville. D'autres, qu'ils étoient en marche, & qu'on les appercevoit déjà. Quelques membres du Conseil-Privé monterent sur la plate-forme du château pour reconnoître l'armée ennemie ; quelques-uns crurent appercevoir les mouvements d'une armée qui n'existoit que dans leur imagination. Les citoyens Protestants, que leur foiblesse, leur âge & leur sexe rendoient plus susceptibles de terreur, couroient tumultueusement dans les rues pour s'informer de ce qui se passoit, & augmentoient la consternation générale par leurs cris & leurs clameurs. On tira par hasard quelques épées parmi cette po-

pulace effarée. Un bourgeois distingué qui les vit briller de loin, courut à la porte du château, criant qu'on baissât le pont-levis, & assura d'un ton de désespoir aux Juges, que les rebelles étoient entrés dans la ville, & prenoient le chemin du château; mais Willoughby découvrit aussi-tôt son erreur.

Les Lords Justiciers donnerent un édit qui ordonnoit à tous les étrangers de vuider la ville sous peine de mort, & qui ne servit qu'à augmenter le trouble public. Quantité d'Anglois, qui désespéroient de pouvoir se défendre, se disposerent à retourner dans leur Pays. Quelques-uns qui s'étoient déjà embarqués, furent retenus par les vents contraires, & aimerent mieux s'exposer au mauvais temps & à faire naufrage, que de retourner à terre, & de se mettre à la merci d'un ennemi barbare. Des pêcheurs Ecoflois offrirent d'envoyer cinq cents hommes de leur flotte au service de l'Etat; mais à peine eut-on accepté leur offre, qu'ils s'éloignerent de la côte sur une fausse allarme. Quatre cents soldats s'em-

Carte.

barquerent pour passer en Espagne ; mais le Parlement d'Angleterre donna ordre de ne point les laisser partir. On ne leur permit de descendre à terre , que lorsqu'ils furent sur le point de mourir de faim ; ils se disperserent dans le Pays, & les Chefs rebelles les prirent à leur service.

L'Etat retira néanmoins quelque avantage de cette allarme publique. Jean Temple , Garde des Rôles , assembla les principaux marchands Protestants de la ville , & leur conseilla , pour plus grande sûreté , de déposer leurs effets dans le château , promettant de leur faire tenir compte des sommes qu'ils avanceroient pour le service public. Un pareil secours ne pouvoit venir plus à propos que dans un temps où le trésor étoit entièrement épuisé , & que les Magistrats de Dublin ne pouvoient ou ne vouloient avancer aucune somme à l'Etat.

Le calme étant revenu peu de jours après dans la Capitale , les Gouverneurs furent en état de prendre leurs mesures , & de donner leurs ordres Temple. avec plus de sang froid. Il ne fut

question d'autres hostilités que de celles que l'on commettoit dans les Comtés du Nord ; ce qui n'empêcha pas qu'on n'envoyât des ordres aux Présidents de Munster & de Connaught, de se tenir sur la défensive. Le Comte d'Ormond eut ordre de se rendre à Dublin avec sa troupe. On envoya par mer des commissions à plusieurs Gentilshommes d'Ulster, de la fidélité desquels on étoit assuré, qui les autorisoient à poursuivre les rebelles, & à recevoir ceux qui se soumettroient à la clémence du Roi. Pour prévenir tout concours dangereux dans la ville, le Parlement qui étoit ajourné au mois de Novembre, fut prorogé, & l'on adjourna les Tribunaux de judicature, à l'exception de l'Echiquier, qui resta ouvert, pour recevoir les revenus du Roi. Les Shériffs des Comtés qui composoient le district Anglois, eurent ordre de pourvoir à sa sûreté, parce que le Gouvernement se méfioit des adhérents des Seigneurs Papistes, qui étoient puissants & nombreux. Ces craintes ne se dissipèrent point, après même que les Lords

Gormanston, Nettervil, Fitz-William, Howth, Kildare, Fingal, Dunfany, Slane, eurent témoigné au Conseil la surprise & l'horreur que leur caufoit cette conspiration. Tous les Catholiques Romains & tous les Protestants donnerent des assurances solennelles de leur fidélité, & offrirent de concourir à la défense du Royaume ; mais comme ils manquoient d'armes, ils demanderent qu'on leur en fournît, tant pour leur propre sûreté, que pour pouvoir s'opposer à l'ennemi. Les Juges, qui haïssoient les Papistes, crurent devoir se méfier de ces Seigneurs, dans ce temps de danger & de trahison, d'autant plus qu'on ne connoissoit ni tous les ennemis du Gouvernement, ni toute l'étendue de leurs projets. Les armer, ç'auroit été leur fournir le moyen d'augmenter les forces des rebelles ; leur refuser des armes, ç'eût été leur témoigner une méfiance, qui auroit pu les affermir dans leur dessein, & les porter à une révolte ouverte. On prit donc un milieu. Le Conseil les assura qu'il ne doutoit nullement de leur zele & de

leur fidélité, & qu'il leur fourniroit volontiers les armes qu'ils demandoient, s'il étoit assuré qu'il y en eût assez pour la défense de la ville & du château; mais qu'il tâcheroit d'en mettre quelques-unes à part pour leur usage. En effet, il en fournit un certain nombre à quelques Lords qui étoient les plus exposés au danger; mais il résolut en même-temps de ne point armer le district qu'au cas qu'une révolte générale obligeât de pourvoir à sa défense, quoiqu'il pût en résulter.

Les Seigneurs du district eurent probablement assez de discernement pour découvrir, ou du moins pour se douter des dispositions réelles du Conseil, & du motif qui l'obligeoit à leur fournir une si petite quantité d'armes. Ils n'osèrent désapprouver ses raisons; mais on jugea de leur mécontentement, par la promptitude avec laquelle ils saisirent la première occasion de le faire paroître. En effet, ils se plaignirent quelques jours après d'un édit que le Gouvernement avoit fait publier dans tout le Royaume. Il portoit, *que quelques Pa-*

pistes Irlandois *mal-intentionnés* avoient formé un complot détestable. Ils craignirent que cette expression ne réjaillît sur leurs personnes, & ne rendît leur fidélité suspecte. On crut donc devoir se prêter à leur délicatesse ; & l'on déclara par un second édit, que par les mots de *Papistes Irlandois*, on n'avoit prétendu désigner que ceux d'Ulster, parce qu'on ne doutoit nullement de la fidélité des anciens Anglois, soit du district, soit des autres parties de l'Irlande.

On crut devoir informer le Royaume voisin de tous ces événements
Temple, extraordinaires. Henri Spotswood fut chargé de dépêches pour le Roi, qui étoit dans ce temps-là à Edimbourg ; & O'Connolly, d'une lettre pour le Comte de Leicester, qui assistoit au Parlement de Londres. Elle contenoit un détail circonstancié de la découverte du complot, de l'arrêt de Mac-Mahon & de Macguire, des incidents qui étoient survenus, & des mesures qu'on avoit prises pour la défense publique. Les Juges & le Conseil déclarèrent, que comme il s'agit dans cette occasion des vies &

des fortunes des sujets & de l'autorité de Sa Majesté, ils sont obligés de s'écarter des voies ordinaires, non-seulement en exécutant les loix militaires, mais encore en mettant à la question ceux qui refuseront de découvrir leur trahison & leurs complices. Ils exposent le danger de leur situation, supposant que la révolte est aussi générale que Mac-Mahon l'a déclaré, & le besoin qu'ils ont d'un prompt secours d'Angleterre, se trouvant sans argent, hors d'état de faire subsister le peu de troupes qu'ils ont, & entourés d'ennemis cachés. Ils insistent sur la nécessité d'envoyer le Vice-Roi en Irlande, ou à son défaut, un Lieutenant-Général, pour commander l'armée. Ils prient sur-tout le Parlement d'Angleterre de leur envoyer un secours d'argent, l'assurant que c'est le seul moyen d'empêcher l'effusion du sang humain, & la dépense inséparable d'une longue guerre.

Cette lettre étoit terminée par une apostille, signée par William Parsons, par laquelle il lui recommandoit O'Connolly comme une per-

bonne dont la probité & la fidélité méritoient, de la part de Sa Majesté, une récompense qui s'étendît sur sa postérité.

Dans ces entrefaites, on reçut à toute heure des avis intéressants des progrès des rebelles du Nord. Ils avoient bien concerté leurs opérations, & caché leur dessein; & les confédérés, fideles à remplir leur engagement, prirent les armes au temps

Déposition du
M. Dory.
MS. Triâ.
Col. Dub.
Rot. Can.
H.
marqué dans différents quartiers. Phelim O'Nial leur montra le chemin. Il surprit, le 22 d'Octobre au soir, le château de Charlemont, qui passoit dans ce temps-là pour une place importante. Le Lord Caulfield, brave Officier, qui avoit vieilli dans le service du Roi, avoit eu le Gouvernement de ce fort. Né avec des mœurs simples, & naturellement ami du repos qu'exigeoit son âge, il refusa un Comté que le Roi Jacques lui offrit, & il se retira dans ses terres, où il vivoit dans la plus parfaite intelligence avec ses voisins, toujours prêt à recevoir les étrangers qui venoient le voir. Phelim s'invita à souper chez ce Gentilhomme, &

lui & ceux qui l'accompagnoient furent parfaitement bien accueillis ; mais sur un signal que l'on donna , ils arrêterent toute la famille , firent la garnison prisonniere , & pillerent le château. O'Nial se rendit de-là à Dungannon , & s'empara du fort , pendant que quelques-uns de ses adhérents se rendoient maîtres de la ville & du château de Mountjoy. Tandragee fut surpris par la tribu d'O-Hanlan ; Newry , livré à Conn Magennis & à ceux qui l'accompagnoient. Arthur Tyringham se sauva ; mais plusieurs Gentilshommes Anglois furent faits prisonniers ; & ce qui fut encore plus important pour les insurgents , ils s'emparerent d'une quantité considérable d'armes & de munitions. Presque tout Fermanagh céda à la fureur de Roger , frere du Lord Macguire. La tribu de MacMahon s'empara de presque toutes les places fortes de Monaghan. Derry , Colerain , Lisnegarvey , ou Lisburn , & Carricfergus , résisterent aux attaques des rebelles. William Cole conserva Enniskellen.

Carte;

Dans le Comté de Cavan , O'Reily

& le Shériff son frere , tous deux représentans au Parlement , prirent part à la révolte , & se conduisirent avec beaucoup de régularité. Le Shériff fit prendre les armes aux habitants Papistes ; ils marcherent sous ses drapeaux avec la meilleure discipline du monde , & s'emparerent des forts , des villes & des châteaux. Ils obligerent Bedel , Evêque de Kilmore , à remontrer leurs griefs aux Gouverneurs & au Conseil. Ils y témoignent la crainte qu'ils ont d'être persécutés pour cause de Religion , & le regret qu'ils ont d'être obligés de s'emparer des forts de Sa Majesté , offrant de réparer les dommages que les soldats avoient commis. Dans le Comté de Longford , la tribu d'O'Ferghal avoit beaucoup souffert des colonies de Jacques , & brûloit d'impatience de se venger. Le Shériff Papiste somma le Comté de prendre les armes , à l'exemple de celui de Cavan , & les soldats s'emparerent des châteaux , des maisons & des plantations des Anglois. Le Comté de Leitrim , où il y avoit une colonie , suivit cet exemple ; de maniere que

dans l'espace de huit jours, les rebelles furent les maîtres absolus des Comtés de Tirone, de Monaghan, de Longford, de Leitrim, de Fermanagh, de Cavan, de Donnegal, & de Derry, à l'exception des places dont j'ai parlé, & de quelques parties des Comtés d'Armagh & de Downe.

Dans tout le Pays ouvert de ces districts, les Anglois, qui étoient tous industrieux & riches, se trouverent tout-à-coup réduits à la dernière misère. Ils avoient eu de la peine à ajouter foi aux premiers bruits qui coururent de la révolte; & le commencement des hostilités serroit plutôt à les confondre, qu'à les exciter à se défendre. Au-lieu de se réfugier dans les places fortes, ou de se réunir en corps de troupes, chacun ne s'occupa qu'à défendre son habitation, de maniere qu'ils devinrent tous la proie d'un ennemi impitoyable. Le bruit des armes & l'espoir du butin eurent bientôt attiré les tribus Irlandoises au service d'O'Nial; de maniere qu'au bout d'une semaine, il se trouva, dit-on, à la

Carte.
Temple.

Various,
Déposit.
MS. Trin.
Col. Dub.

tête de trente mille hommes. Les pillards se multiplièrent, & s'emparèrent par ruse ou par force des maisons & des terres des Anglois qui étoient dans leur voisinage. La résistance occasionna quelque effusion de sang, & il y eut des endroits où la rancune, la haine religieuse, & le desir de découvrir les richesses cachées, porterent les rebelles triomphants à l'insolence, à la cruauté & au meurtre. On s'écarta si peu du premier plan de révolte, que peu de gens périrent par l'épée, si ce n'est dans les combats & dans les assauts. Les Anglois furent mis en prison, ou chassés de leurs habitations, nuds, dénués de tout, exposés aux rigueurs d'une saison très-dure, de maniere que plusieurs moururent sur les grands chemins de fatigue & d'inanition, ou furent obligés de se traîner jusqu'au premier asyle à demi-morts de frayeur & de faim.

Les Chefs de la rébellion se bornèrent, conformément à leur plan, à attaquer les colonies Angloises, & ne touchèrent point à celles des Ecos-

fois. Les Anglois étoient les objets de leur haine ; & les mesures du Gouvernement Puritain , le sujet perpétuel de leurs plaintes. On persuada à leurs adhérents ignorants , que les Lords Justiciers & le Conseil de Dublin , de concert avec les partisans qu'ils avoient en Angleterre , en vouloient à la Religion Romaine ; qu'on délibéroit actuellement , dans la maison de Chichester , sur les moyens qu'il convenoit d'employer pour exterminer en Irlande tous ceux qui la professoient. Ces suggestions contribuerent à augmenter la fureur des Irlandois. Ils détestèrent hautement l'Angleterre & son gouvernement tyrannique. Ils jurèrent de ne laisser aucun Anglois dans leur Pays , de ne recevoir pour Roi qu'un homme de leur nation , de massacrer Charles , s'il tomboit jamais entre leurs mains , ajoutant qu'ils espéroient de le chasser lui & tous ses enfants du Royaume , & de les réduire à errer pour toujours dans les Pays étrangers.

Ce qui les entretint dans cette rancune , fut l'espérance qu'on leur don-

Various
Déposit.
MS. Trin.
Col. Dub.

na d'être bientôt secourus. On assura quelquefois les rebelles que les Ecois avoient également résolu d'exterminer les Anglois. Les Chefs se vanterent aussi de ne s'être révoltés

Various
Déposit.
MS. Trin.
Col. Dub.

que par ordre de la Reine. O'Nial déclara en prenant Charlemont, qu'il agissoit par ordre du Parlement d'Angleterre ; mais on abandonna bientôt ces prétextes , parce qu'on les crut dangereux pour la cause commune. Le Chef Irlandois assura le lendemain , que le Roi lui avoit ordonné de prendre les armes. Il produisit un parchemin avec un grand sceau , qu'il dit être sa commission. Il est vrai qu'il ne permit à personne de l'examiner ; mais cette assertion hardie découragea les Protestants du parti Puritain qui étoient déjà prévenus contre Charles , lesquels ayant vu le grand sceau , dirent hautement ,

Deposition of
Jane Bear ,
&c.

qu'on les avoit vendus. La commission parut bientôt en bonne & due forme , & on la communiqua avec beaucoup d'appareil aux confédérés d'Irlande.

Nelson.
Rushworth.

Le Roi , dans cette commission , déclaroit à ses sujets Catholiques d'Ir-

lande, que pour mettre sa personne en sûreté, il avoit été obligé d'établir sa résidence en Ecoſſe; qu'il y avoit été forcé par la défobéiſſance du Parlement d'Angleterre, qui l'avoit dépouillé de ſon autorité & de ſa prérogative royale, & s'étoit arrogé le gouvernement & l'adminiſtration du Royaume. Que voyant que *l'orage eſt ſur le point d'éclater*, & de fondre ſur l'Irlande par la véhémence du parti *Proteſtant*, il a donné plein pouvoir à ſes ſujets Catholiques de ſ'aſſembler & de conſulter, de ſ'emparer de toutes les places fortes, à l'exception de celles qui appartiennent aux Ecoſſois, & de ſaiſir les biens & les perſonnes de tous les Anglois *Proteſtants* qui ſe trouvent dans le Royaume d'Irlande. — Le premier bruit de cette commiſſion fut auſſi-tôt démenti par une proclamation des Lords Juſticiers, par laquelle ils avertiſſoient les ſujets de ne point ajouter foi à des bruits faux, ſéditieux & déroatoires à l'honneur de la Couronne; déclarant qu'ils avoient ordre de pourſuivre les rebelles; & ordonnant au nom du Roi,

à tous ceux qu'ils avoient séduits, d'abandonner leurs mauvais conseils, sous peine, à tous ceux qui refuseroient d'accepter le pardon qu'il leur offroit, d'éprouver toute la rigueur de son autorité.

Aujourd'hui que l'animosité des partis est rallentie, & qu'on est en état de juger sans passions & sans partialité du caractère de Charles & de celui de ses antagonistes, il suffit d'examiner les termes dans lesquels cette piece est conçue, pour découvrir sa fausseté, & se convaincre que c'est une imposture ourdie avec précipitation & sans jugement.

Dépositions,
MS.

Carte.
Nelson.

A la fin de cette malheureuse guerre, les Chefs rebelles, leur Clergé & leurs agents déclarerent unanimement qu'ils n'avoient aucune commission du Roi, & qu'ils n'avoient imaginé ce conte que pour assembler & animer leurs partisans. Le Lord Macguire déclara en mourant, qu'il n'avoit reçu aucune commission du Roi. Phelim O'Nial, lors de son jugement, prétendit avoir agi par ordre de Charles, & offrit de donner des preuves de ce qu'il avançoit ;
mais

mais il se démentit dans la suite. Il avoua le moyen dont il s'étoit servi pour tromper les Irlandois. Il dit que lorsqu'il pilla le château de Charlemont, il avoit trouvé une patente du Lord Caulfield, qu'il en avoit ôté le sceau, & l'avoit apposé à sa prétendue commission. Il protesta avec serment, au moment de son exécution, que le Roi ne lui avoit jamais donné ordre de faire la guerre en Irlande (*).

Ces preuves positives reçoivent un nouvel appui de quelques incidents dont j'ai parlé ci-dessus, mais dont aucun Historien n'a encore fait mention

(*) Ce témoignage est confirmé par un incident que M. Carte rapporte, savoir, qu'environ six ans avant qu'il publiât la vie du Duc d'Ormond, le feu Lord Charlemont produisit aux assises de Tirone, à l'occasion d'un procès, la patente même dont on avoit arraché le grand sceau, & qui contenoit la concession de quelques terres dans le Comté de Tirone, que les Juges reconnurent pour authentique. --- Le souvenir de ce fait s'est simplement conservé par tradition dans le Pays, & je n'ai pu en avoir de preuve positive, vu que le Comte actuel de Charlemont n'a aucune patente pareille à celle dont je viens de parler.

jusqu'ici. Je veux parler de la déclaration que fit O'Nial, lors de la surprise de Charlemont, qu'il agissoit par ordre du Parlement, & qu'il rétracta le lendemain; de la nouvelle commission du Roi qu'il prétendit avoir; du parchemin qu'il montra, mais qu'il ne permit à personne d'examiner; des sept jours qui s'écoulerent avant la publication d'un instrument aussi essentiel à l'intérêt des insurgens. Voici une autre circonstance qui a échappé aux partisans les plus zélés de Charles, & qui mérite cependant attention. A peine cette prétendue commission fut-elle publiée, qu'il parut un autre manifeste, dans lequel on ne disoit pas un mot d'un article aussi essentiel que cette commission du Roi. Il paroissoit même par les termes dont il étoit conçu, qu'on avoit eu dessein de rectifier les erreurs de la première publication. Il est si différent de la première déclaration des rebelles, » qu'il sem-
» ble, dit M. Carte, être l'ouvrage
» de Roger Moore, qui s'étant sau-
» vé de Dublin, & réfugié dans le
» Comté de Wiclow, se hâta d'aller

» joindre Phelim, qu'il savoit être
 » incapable de conduire une entre-
 » prise de cette importance ».

Les rebelles se plaignent dans ce manifeste des oppressions que souffrent les Catholiques Romains, & assurent en même-temps le Roi de leur fidélité inviolable. Ils reconnoissent lui être redevables de l'indulgence qu'on a eue pour eux ; mais ils se plaignent de ce que le Parlement d'Angleterre s'arroge sa prérogative, menace d'exterminer les Catholiques d'Irlande, encourage les plaintes contre les Papistes & les Prélats Protestants de ce Royaume, pour perdre les premiers & déposer les seconds ; de ce que le Gouvernement d'Irlande a été successivement confié à des Ministres indigents & rapaces, qui ont usé de divers stratagèmes pour fouler & opprimer les sujets, de maniere que leurs biens & leurs consciences se trouvent exposés à la même tyrannie. Ils ajoutent, que ne pouvant compter sur Sa Majesté, dans l'état d'oppression où des sujets infideles & perfides l'ont réduite, ils ont pris les armes,

tant pour leur défense, que pour celle de la prérogative royale; qu'ils se sont emparés des places fortes du Royaume, pour se mettre en état de servir Sa Majesté, & de s'opposer aux résolutions tyranniques de leurs ennemis; déclarant qu'ils sont prêts à les restituer au premier ordre de Sa Majesté, aussi-tôt qu'on aura pris des mesures pour leur sûreté & pour celle des Protestants du Royaume, & pour garantir ses fideles & obéissans sujets, des pratiques factieuses & séditiones des Puritains.

Le but de ce manifeste étoit de donner à leur cause un coloris qui pût faire impression sur les membres les plus sensés & les plus modérés du parti mécontent. Ils blâment, dans leur prétendue commission du Roi, la conduite des Protestants, & déclarent que ce n'est que contre eux qu'ils ont pris les armes; ce qui étoit faux, car les Irlandois Catholiques de ce temps-là affectoient de se servir du mot de Protestant pour désigner les membres de l'Eglise établie. Ils ne don-

noient point ce nom aux Puritains ; & cela est si vrai , que dans la première déclaration qu'ils publièrent sous le nom du Roi , ils ne firent aucune mention de ceux qu'il étoit de leur intérêt de regarder comme leurs seuls ennemis. Ils corrigent cette erreur dans leur manifeste. Ils représentent leur propre Religion , & celle de la communion établie , comme également exposées au même danger ; & comme ils s'étoient auparavant ligués avec les Puritains dans les affaires qu'ils eurent au Parlement & à Londres , ils affectent ici de se liguer contre eux , & d'ouvrir leurs bras à tous les partisans de l'Episcopat & de la prérogative. Les insurgens de Longford poussèrent les choses encore plus loin. Au-lieu de se borner aux expressions formelles de loyauté , ils envoyèrent au Gouvernement la formule d'un serment qu'ils avoient prêté , & une liste de leurs griefs , auxquels ils le prioient de remédier. Ils se plaignoient des loix pénales , de la sévérité des recherches , & du refus qu'on faisoit de reconnoître la validité des lettres-pa-

Carte.
Nelson

tentes; de ce qu'on ne vouloit point permettre aux naturels du Pays d'acheter des terres dans les Comtés échus au Roi par droit d'aubaine; de l'odieuse incapacité qu'on imposoit aux Papistes, de jouir des honneurs & des immunités de sujets libres, sans violenter leurs consciences. Ils demandoient un acte général d'oubli, & qu'on ne les obligeât point à restituer les terres dont ils s'étoient emparés durant les troubles présents; que le Parlement annullât les loix pénales d'Elisabeth, & qu'on accordât des lettres d'affranchissement aux Irlandois naturels. Leurs demandes, quoique déraisonnables, étoient claires & formelles. Les rebelles d'Ulster ne firent aucune proposition particulière, & continuerent la guerre sous prétexte des nouveaux dangers dont ils étoient menacés. L'objet immédiat de leur sollicitude étoit de se procurer des secours étrangers, & d'engager le district dans leur révolte. Richelieu les amusoit de belles promesses de secours d'hommes & d'argent. Les négociations & les pratiques de Roger Moore avec les ha-

bitants du district, n'avoient encore produit aucun effet.

Les progrès de la guerre du Nord ne répondirent point à la rapidité de leurs premiers succès. Les Gentilshommes des différents cantons d'Ulster, revinrent de leur première surprise, & prirent les mesures nécessaires pour se défendre. Carricfergus avoit servi d'asyle à tous les malheureux fugitifs qui étoient échappés à la fureur des rebelles, ou qui avoient été chassés de leurs habitations. Chichester, qui en étoit Gouverneur, les rassembla, les encouragea, & leur fit prendre les armes. On mit les autres villes que les rebelles n'avoient point surprises, en état de défense; & les amis du Gouvernement, quoiqu'on ne les eût point encore autorisés à prendre le commandement des troupes qu'ils avoient levées, ne laisserent pas que de marcher contre l'ennemi. On leva à Lisburne, ou Lisnegarvy, un corps de mille hommes, qui, quoique mal disciplinés, servirent cependant à intimider les partis détachés des rebelles. Ils furent défaits dans quelques

Carte.

escarmouches à Dromore, & se vengerent de leur défaite sur les habitants, après que les Anglois eurent été obligés d'abandonner cette ville. Les Lords Justiciers donnerent le commandement du Comté d'Antrim au Colonel Chichester & à Arthur Tyringham. Ils mirent un Gouverneur & une garnison à Belfast; ils posterent un détachement à Lisburn; ils envoyèrent des munitions à William Brownlow, pour qu'il pût défendre la ville & le chateau de Lurgan; ils fortifierent Derry, & mirent une garnison dans celui d'Augher, qui soutint courageusement les attaques des rebelles, & les obligea à se retirer.

Un messager que Chichester avoit envoyé au Roi, arriva avant l'expres des Lords Justiciers, & revint avec des assurances d'un prompt secours. Charles avoit communiqué au Parlement d'Ecosse les nouvelles qu'il avoit reçues d'Irlande, espérant que leur zele pour la Religion, & leur haine pour le Papisme, les engage-roient à prendre la défense de leurs freres; mais leur zele n'étoit animé

ni par l'intérêt, ni par l'esprit de faction. Ils firent au Roi les plus belles protestations du monde; mais les effets n'y répondirent point, & ils alléguèrent divers prétextes pour différer l'accomplissement de leurs promesses. Ils demandèrent à être instruits plus à fond des troubles d'Irlande; ils feignirent de craindre que le Parlement d'Angleterre ne leur fût mauvais gré d'avoir envoyé du secours en Irlande sans son consentement, & ils résolurent de traiter avec lui. Charles, quoique mortifié de leur froideur, vint cependant à bout, avec le secours de quelques Officiers réformés, de lever quinze cents hommes, qu'il envoya sur le champ aux Commandants d'Ulster avec des armes, des munitions, & quelque argent que le Duc de Lenox lui prêta.

Ce secours, tout foible qu'il étoit, ranima le courage des Gentilshommes du Nord. Ils avoient reçu leur commission du Roi, & ils furent doublement autorisés à commander ceux qu'ils n'avoient d'abord pu exhorter qu'à veiller à leur défense. Par-tout

où les habitants Anglois furent incorporés, leurs succès découvrirent bientôt combien leur première surprise avoit influé sur leur conduite. Dans Fermanagh, les rebelles furent obligés de lever le siège d'Enniskillen. Le château du Lord Macguire fut emporté d'affaut. Dans Tirone, Phelim O'Nial fut obligé de lever le siège de Castle-Derrick, après avoir perdu beaucoup de monde. Il reçut un second échec dans Donnegal. Ses troupes furent plusieurs fois repoussées, & ceux qui les commandoient obligés de s'en retourner dans son camp de Newry.

Relation
MSS. du
combat de
Lisnégar-
vy.

Insensible à ses défaites, & se confiant sur le nombre des barbares adhérents que l'espoir du butin avoit engagés à son service, il résolut de sapper les fondemens de la loyauté, en investissant Carricfergus. Pour cet effet, il commença par assiéger Lisburn, qui étoit un établissement qui appartenoit aux Ecoissois; car il oublia bientôt la résolution qu'on avoit prise de ne point les molester. Il y envoya un corps de quatre mille hommes d'élite. La ville repoussa le

premier assaut ; mais O'Nial , qui comptoit sur la force de son parti , & sur les habitants Irlandois , ne douta nullement du succès de son entreprise. Heureusement , Arthur Tyringham arriva avec un renfort ; & dans le moment le plus critique , il fut secondé dans ses dispositions par un colon Anglois & un brave Officier nommé George Rawdon. L'attaque fut des plus furieuses ; on la soutint & on la repoussa avec beaucoup de vigueur. Les efforts réitérés des assiégeants avoient augmenté leur désordre , & le nombre de leurs morts ; de maniere que ce corps de rebelles , qui étoit le premier qui eût l'apparence d'une armée régulière , fut obligé de prendre la fuite , & perdit , à ce que dirent les Anglois , trois fois plus de monde que la garnison.

Ces succès eurent des suites horribles. Les Irlandois , irrités de cette résistance , continuerent leurs hostilités sans foi ni humanité. Lurgan se rendit à William Brownlow , à condition que les habitants se retireroient sains & saufs avec leurs familles , leurs biens & tous ceux qui leur ap-

Déposi-
tions MS.

appartenoient ; mais on les fit prisonniers, & la ville fut livrée au pillage. Ces sortes de perfidies ne font rien au prix des cruautés que les rebelles commirent. Phelim O'Nial, outré de ses mauvais succès, & craignant l'inconstance de ses adhérents, résolut, par l'effet d'une politique infernale, de les porter à des excès qui rendissent leur réconciliation avec le Gouvernement absolument impraticable. Ayant été repoussé à l'attaque du château d'Augher, il ordonna à son exécration agent, Mac-Donnel, de massacrer tous les Anglois Protestants qu'il trouveroit dans les trois Paroisses voisines. La défaite qu'il essuya à Lisburn, provoqua la fureur de ses sauvages & barbares adhérents à un degré vraiment diabolique. Le Lord Caulfield fut massacré de sang froid dans une des maisons d'O'Nial où on l'avoit conduit. Cinquante autres Anglois furent poignardés dans le même endroit par les Irlandois. On amena les prisonniers qu'ils avoient faits, sous prétexte de les conduire dans les premiers établissemens Anglois. Leurs

gardés les faisoient avancer à coups d'aiguillon, de même que s'ils avoient conduit un troupeau de bœufs, résolu d'exterminer ceux qui seroient assez forts pour résister à leurs souffrances. Tantôt, ils les enfermoient dans une maison ou dans un château, auquel ils mettoient le feu, sans se laisser attendrir ni par leurs cris, ni par leurs gémissements ; tantôt, ils les noyoient dans les rivières. Ils en précipiterent cent quatre-vingt-dix du haut du pont de Portadown. Les Prêtres Irlandois les animoient au carnage. Les femmes oublièrent la compassion qui est naturelle à leur sexe, poursuivirent les Anglois en les accablant de malédictions, & se firent un plaisir de baigner leurs mains dans leur sang. Les enfants même plongerent le poignard dans le sein des malheureux prisonniers.

Ceux qui échappèrent à la fureur des rebelles, languirent dans des malheurs qu'il est impossible de décrire. Leurs imaginations étoient sans cesse agitées & accablées par le souvenir des tourments qu'ils avoient endurés. Leur esprit étoit tellement trou-

blé, qu'ils croyoient aveuglément tous les contes que l'on débitoit, quelques absurdes & fabuleux qu'ils fussent. Tantôt c'étoient des gens qui avoient été garantis de la mort par un miracle; tantôt des assassins que Dieu avoit punis visiblement; tantôt des lacs & des rivières de sang qu'on avoit apperçus, des traces de sang qu'il étoit impossible d'effacer; des esprits qui apparoissoient en songe, & qui chantoient des Hymnes; des spectres qui sortoient des rivières, & qui demandoient vengeance à hauts cris. Tels étoient les contes que l'on débitoit, & que le public adoptoit comme des vérités incontestables.

Il arriva de-là que l'on conçut pour les Irlandois une haine qui alloit jusqu'au fanatisme. Les colons Anglois qui étoient en lieux de sûreté, oublièrent que leurs freres avoient été souvent protégés & garantis de la mort par les naturels du Pays. L'horreur qu'ils conçurent pour eux fut si violente & si générale, qu'elle les porta à ces mêmes actes de barbarie & de cruauté qui l'avoit excitée. Les

foldats Ecoſſois en particulier qui avoient renforcé la garniſon de Carricfergus , abhorroient le Papiſme , & déteſtoient les Irlandois à cauſe des récits multipliés qu'on leur avoit faits de leurs cruautés , qui étoient à la vérité horribles par elles-mêmes , mais que leur avoient exagérées non ſeulement ceux qui les avoient éprouvées , mais encore les gens qui en avoient été témoins. Ils ſortirent une nuit de Carricfergus , & ſe rendirent dans un diſtrict voiſin appelé *Iſland-Magee* , où réſidoient pluſieurs pauvres Irlandois qui n'avoient aucune part à la révolte , & dont perſonne n'avoit à ſe plaindre. Si l'on en croit un des chefs de ce parti , ils aſſaillirent trente familles dans leurs lits , & les maſſacrèrent impitoyablement ; & comme ſi cet incident n'étoit pas aſſez odieux , les Hiſtoriens Papiſtes ont cru devoir l'aggraver. Ils font monter le nombre de ceux que l'on maſſacra dans une petite langue de terre aſſez médiocrement peuplée , à trois mille ; & ce qu'il y a de plus étrange , eſt que d'autres Ecrivains ſont tombés dans

la même absurdité. Ils prétendent que l'on commit ce massacre au commencement du mois de Novembre, que ce fut le premier que l'on commit dans Ulster, & qu'il donna lieu à tous les outrages que les Irlandois commirent dans ce canton. (*) M. Carte paroît favoriser ce sentiment. S'il eût parcouru le recueil des dépositions originales qui sont actuellement dans la bibliothèque de l'Université de Dublin, il y auroit trouvé

(*) Voici ses propres paroles " -- Je ne saurois dire si le massacre que commit un parti de Carricfergus dans le territoire de Magee, qui est une île longue & étroite, qui s'étend depuis la ville de ce nom jusqu'à Olderfleet, & dans lequel on prétend qu'il périt près de trois mille Irlandois, tant hommes que femmes & enfants, arriva avant la reddition de Loargan, parce que les relations qu'on a publiées des faits qui se sont passés dans ce temps-là sont incertaines, quant au temps, quoiqu'on assure positivement que ce massacre arriva dans le mois de Novembre". Les Lecteurs qui seront curieux de connoître les autorités d'après lesquelles j'ai rapporté ce fait différemment, & avec plus de précision que les autres Historiens, les trouveront dans les dépositions du Comté d'Antrim, depuis le milieu jusqu'à la fin du volume. *MS. Trin. Col. Dubl.*

des éclaircissements suffisants touchant les dates & les faits dont il doute ; & que le massacre de l'Isle Magee , ainsi que cela paroît par des preuves incontestables , fut commis au commencement de Janvier , après que les partisans d'O'Nial eurent presque épuisé leur barbarie & leur méchanceté.



CHAPITRE IV.

Conduite des Juges-Mages. — Le Parlement d'Angleterre est instruit de la révolte d'Irlande. — Résolution qu'il prend. — Son procédé & l'esprit qui le fait agir. — Le feu de la rébellion augmente. — Etat de Munster. — Services du Comte de Clanricard dans la Province de Connaught. — Les Juges-Mages donnent ordre de rapporter les armes qu'ils avoient distribuées. — Défendent tout commerce avec Dublin. — Offre insidieuse de pardon qu'ils font aux rebelles. — S'opposent à la tenue d'un Parlement. — Ne permettent qu'une seule séance. — Ce qui se passe dans le Parlement. — On envoie des agents au Roi. — Représentations privées des Juges-Mages. — Les Communes d'Angleterre donnent ordre d'arrêter les agents, & de se saisir de leurs papiers. — Les rebelles deviennent plus insolents. — Rejettent tout projet d'accommodement. — Agissent par les conseils de Roger Moore. — Dressent leur serment d'association. —

Provoqués par les cruautés de Charles Coote. — Ils investissent Drogheda. — Remportent la victoire à Julian's Town Bridge. — Les menées de Moore dans le district produisent enfin leur effet. — Entrevue à la montagne de Crofky. — Sept Gentilshommes & leurs adhérents se déclarent pour la guerre. — Le Gouvernement fait sommer les Lords. — Leur réponse. — Leurs répliques. — Leurs adresses au Roi & à la Reine. — Ils concertent leurs opérations. — Le Roi signe plusieurs édits. — Révolte dans la Province de Munster. — Ses chefs, — leurs procédés, — leurs succès, — & leurs dissensions. — Les rebelles investissent Drogheda. — Le Gouvernement néglige de le défendre. — Tentent inutilement de surprendre la ville. — Escarmouches. — Ormond marche à Naas. — Sa réponse hardie à la menace du Lord Gormanston. — On envoie des renforts d'Angleterre. — Détresse de l'armée. — Ormond reçoit ordre de marcher à Boyne. — Levée du siège de Drogheda. — On défend à Ormond de poursuivre les rebelles. — Le district généralement disposé à

*se réconcilier avec le Gouvernement.
 — Se rend odieux aux Juges-Ma-
 ges. — Leurs prisonniers appliqués
 à la torture. — Motifs & conséquen-
 ces de ce procédé. — Les insurgents
 réduits au désespoir. — Bataille de
 Kiltrush.*

DURANT les progrès de ces trou-
 bles du Nord, les Lords Justi-
 ciers bornèrent leur attention à leur
 propre sûreté & à celle de la Ca-
 pitale. Les malheureux fugitifs qui
 s'étoient réfugiés à Dublin pour se
 soustraire à la fureur de leurs enne-
 mis, offroient le spectacle le plus tou-
 chant, & paroissoient demander qu'on
 prît les mesures les plus vigoureu-
 ses pour étouffer une rébellion aussi
 animée. Le Comte d'Ormond, qui
 venoit d'être nommé Lieutenant-Gé-
 néral de l'armée, fut d'avis de mar-
 cher à l'instant contre les rebelles
 avec les troupes dont on pouvoit se
 passer pour défendre Dublin. On as-
 sembla une partie considérable de
 l'armée; on leva de nouveaux régi-
 ments & de nouvelles compagnies;
 on remplit les magasins de vivres &

Carte's,
 Ormond,
 & Lettres.

de munitions, tandis que le gros de l'armée des rebelles, qui étoit campé dans le Comté de Louth, manquoit de vivres, & étoit dans un découragement extrême. Cependant les Lords Justiciers se contenterent d'envoyer Henri Tichburne avec son régiment à Drogheda, pour prévenir les entreprises des rebelles qui campoient au nombre de quatre mille hommes à Athirdee, à sept milles de cette garnison.

On avoit souvent étouffé des révoltes en Irlande avec le nombre des troupes que le Comte d'Ormond proposoit d'employer, lorsqu'elles avoient agi avec ardeur & avec courage ; mais les Gouverneurs actuels n'aimoient point les mesures promptes & vigoureuses. Quelques-uns imputerent cette conduite à leur timidité, & à la crainte de perdre les biens qu'ils possédoient dans la Capitale. D'autres, à l'envie qu'ils portoient au Comte d'Ormond, dont ils craignoient que les services ne fussent récompensés de la Vice-Royauté d'Irlande. Ceux qui examinoient de plus près leurs caractères & leurs

principes, crurent, & avec raison; qu'ils n'avoient pas dessein d'étouffer la rébellion dans son principe, & qu'ils fouhaitoient, au contraire, que les Irlandois portaissent les choses à l'excès, pour pouvoir s'enrichir de la confiscation de leurs biens. Il y eut même des politiques qui insinuerent que les Lords Justiciers n'agissoient de la sorte que par le conseil de la faction dominante d'Angleterre.

Rush-
worth.
Nelson.

Ils faisoient principalement fond sur le Parlement d'Angleterre. Owen O'Connolly avoit remis ses dépêches au Comte de Leicester le dernier d'Octobre : il les communiqua avec beaucoup de pompe aux Communes, qui les reçurent avec un air de crainte & d'étonnement. Le Roi recommanda ses affaires d'Irlande à son Parlement, & il résolut de prendre cette expression dans la signification la plus étendue. Il se chargea d'étouffer la révolte des Papistes; & dans le premier transport de son zèle, il fournit au Roi un subside de deux cents mille livres sterling, pour le mettre en état de soutenir la guerre en Ir-

lande. Il en emprunta cinquante mille à la ville de Londres, dont on assigna vingt mille pour le service immédiat de l'Irlande. Les Communes résolurent encore d'abord de lever six mille hommes, & ensuite dix mille hommes d'infanterie, & deux mille de cavalerie, pour la même guerre. Leinster fut chargé de lever une partie de ces troupes; mais les Communes exigèrent qu'on leur présentât la liste des Officiers qu'on avoit dessein d'employer. On posta un nombre suffisant de vaisseaux le long des côtes d'Irlande; on forma des magasins, & l'on y transporta les hommes, les armes & les munitions nécessaires. Le Conseil du Roi proposa une récompense à ceux qui s'engageroient pour l'expédition d'Irlande, offrit le pardon aux rebelles qui se soumettroient dans un temps limité, & mit la tête de quelques Chefs à prix. Les Communes donnerent ordre de s'assurer indistinctement de tous les Papistes qui étoient en Angleterre; aux Ambassadeurs, de livrer tous les Prêtres de cette communion qui étoient sujets du Roi;

de prendre les noms de tous ceux qui étoient attachés à la Reine ; d'inscrire tous les étrangers qui n'étoient pas de la Religion Protestante ; de s'informer du séjour qu'ils comptoient faire en Angleterre ; & en cas de refus , de les faire sortir du Royaume.

Au-lieu de détailler scrupuleusement les procédés de cette fameuse assemblée, je crois qu'il suffit pour le présent de marquer ses dispositions, le mode général & l'esprit de sa conduite, & l'influence qu'elle eut sur les affaires d'Irlande.

Quinze années de contestation entre l'infortuné Charles & ses sujets, avoient peu-à-peu réduit l'Angleterre dans l'état le plus critique. Les chefs du peuple avoient triomphé de la foiblesse, de l'inconstance, & qui plus est, de l'opiniâtreté du Roi. Ils avoient éprouvé son peu de sincérité dans les occasions où il avoit été question de réformer les abus, & le poids de son autorité dans celles où leur opposition avoit été irrégulière & illégale. Ils résolurent donc de pourvoir à leur propre sûreté, en
s'emparant

s'emparant de la souveraineté de l'E-tat. Ils alléguèrent la nécessité de veiller à celle des sujets, non point en bornant, mais en abolissant l'autorité royale. Ils encouragerent & fomentèrent la passion fanatique qu'avoient conçue tous les ordres de la nation pour la discipline Presbytérienne, & ce fut elle qui influa sur leur conduite politique. Le Roi, qui, par inclination & par nécessité, soutenoit la hiérarchie, devint doublement odieux, & l'appui qu'elle fournissoit à l'autorité royale, augmenta l'averfion que le peuple avoit conçue pour elle. On résolut la ruine de l'une & de l'autre; & ceux dont la politique étoit plus modérée, ou qui n'étoient pas entièrement imbus de l'esprit de Religion qui étoit à la mode, furent forcés d'agir de concert avec des chefs factieux, rusés & fanatiques, & d'entrer dans leurs vues.

On employa toutes sortes de moyens pour augmenter les soupçons qu'on avoit conçus contre le Roi. On dressa la fameuse remontrance, dans laquelle on représenta dans le jour le plus odieux la mauvaise conduite de Char-

les, & les mesures qu'il avoit prises pour renverser la constitution du Gouvernement. On sema par-tout des bruits de danger, de conspiration & d'invasion. On feignit d'avoir découvert plusieurs complots, & l'on adopta aveuglément les suggestions les plus extravagantes & les plus frauduleuses. L'aversion pour le Papisme étoit généralement répandue; on craignoit ses agents, on ne s'entretenoit que de leurs desseins & de leurs complots. Au moment que la partie la plus sensée de la nation étoit déjà lassée de ces complots supposés & de ces bruits extravagants, on apprit la révolte des Papistes d'Irlande, on l'exagéra avec les couleurs les plus odieuses, & elle parut réaliser ce qu'on avoit débité au sujet du danger dont on étoit menacé. On imputa à tous les Catholiques le crime de quelques particuliers. Le peuple, accoutumé à confondre le parti des Evêques avec celui du Pape, se persuada aisément que cette horrible révolte étoit l'effet de leurs conseils réunis. Il ouït dire que les rebelles d'Irlande alléguoient un or-

dre du Roi, pour excuser leurs violences. La superstition, naturellement crédule & maligne, ajouta aveuglément foi à cette imposture grossière, & imputa au malheureux Roi toute l'énormité de ce projet. Ceux même qui avoient assez de modération & de bon sens pour douter que Charles eût donné une commission de dépouiller & de massacrer ses sujets, étoient tellement prévenus contre ce Prince, qu'ils soupçonnerent qu'une pareille révolte, dans la conjoncture actuelle, n'avoit pas été entièrement suscitée par les mécontents d'Irlande; mais que le Roi l'avoit fomentée sous main, pour occuper son Parlement, & le détourner des desseins qu'il avoit formés contre son autorité. L'esprit imbu de ces idées, ils apperçurent du danger dans toutes les propositions que Charles leur fit pour étouffer la révolte d'Irlande. Ils regarderent sa sollicitude pour le bonheur de ses sujets d'Angleterre, comme un prétexte insidieux pour dépouiller ce Royaume d'armes & d'argent, & engager le Parlement dans une guerre longue & embarrassante.

Les Communes avoient souvent empiété sur l'autorité de la Couronne ; mais elles se l'arrogerent toute entière par rapport à l'Irlande , en vertu de l'expression dont le Roi s'étoit servi en leur recommandant les affaires de ce Royaume. Si Charles se fût opposé à cette usurpation , on l'auroit accusé de favoriser les progrès de cette révolte odieuse.

Après que les Chefs eurent formé le projet de changer la face du Gouvernement , il fallut nécessairement que leurs opérations relativement à l'Irlande , fussent subordonnées au dessein dont dépendoient leur puissance , leur sûreté & leur bien-être. Ils affectèrent un zèle extraordinaire contre les insurgents d'Irlande ; mais ces derniers ne furent qu'un prétexte pour s'assurer une supériorité dans des troubles qu'ils prévirent devoir bientôt influencer sur l'Angleterre. S'agissoit-il d'avoir le dessus dans quelque affaire importante , la révolte d'Irlande fournissoit un prétexte pour obtenir ce qu'on vouloit. S'opposoit-on à quelque dessein favori , on s'en prenoit à un parti mécontent , encou-

ragé par la révolte d'Irlande. Arrêtoit-on quelque récusant; postoit-on des gardes autour de la Chambre des Communes, la révolte d'Irlande en étoit la cause. Toutes leurs requêtes ne tendoient qu'à réformer la Religion, à abolir l'Episcopat, à mettre la nation en état de défense, à exiler ceux qui donnoient de mauvais conseils, à se précautionner contre les Papistes & leurs adhérents.

Les chefs du peuple méprisoient si fort les Irlandois, qu'ils crurent qu'il leur seroit aisé d'étouffer leur révolte, & de recouvrer ce Royaume lorsqu'il leur plairoit. Ils ne voulurent point se priver par un succès prématuré des moyens que cette révolte leur offroit d'empiéter sur l'autorité royale. En se chargeant de la conduite de la guerre, ils acquéroient un ascendant sur tous ceux qui avoient quelque liaison en Irlande, ou qui vouloient y obtenir de l'emploi. Ils leverent de l'argent, sous prétexte de fournir à cette expédition; mais ils le réservèrent pour des usages qui les intéressoient de plus près. Ils firent fabriquer des armes

pour les arsenaux du Roi, dans l'intention de les employer contre lui. Ils adoptèrent toutes les loix qu'ils crurent pouvoir contribuer à leur aggrandissement, sous prétexte de les employer à recouvrer l'Irlande. Charles s'y opposoit-il, ils attribuoient son refus aux conseils pernicioeux qui avoient occasionné la révolte, & ils menaçoient d'exterminer tous les Protestants établis dans ses domaines. Le peuple avoit conçu un si grand attachement pour les Communes, que, quoiqu'elles eussent tardé à envoyer des troupes en Irlande, & qu'elles y eussent fait passer très-peu d'argent, malgré le besoin que le Royaume en avoit, il n'en imputa jamais la faute à ces patriotes zélés, qui avoient juré d'exterminer tous les rebelles.

Carte ,
Orm.

Cependant les Lords Justiciers d'Irlande attendoient paisiblement dans l'enceinte de leurs murailles le secours que l'Angleterre leur avoit promis, pendant que la révolte faisoit les progrès les plus rapides. Les Irlandois du Comté de Leitrim, jaloux de l'étendue des colonies que les An-

glois avoient fondées dans leur Pays, suivirent l'exemple de ceux du Nord. Ceux d'O'Byrne, dans le Comté de Wicklow, se rappelant les injustices & la persécution qu'ils avoient es-
suyée de la part de Parsons, se li-
guerent avec ceux des Comtés de Wexford & de Carlow. Ils s'empara-
rent des forts, chasserent les Anglois Protestants de leurs habitations, & ravagerent le Pays jusqu'aux portes de Dublin; ce qui fournit aux Juges un prétexte de plus, pour refuser du secours aux Provinces éloignées; de maniere que Saintléger, Président de Munster, soldat brave & expérimenté, qui haïssoit mortellement les Irlandois, ne put obtenir ni armes, ni soldats en temps de paix, ni encore moins dans ce temps de trouble & de désordre. Cette Province dut son salut aux forces des Anglois, & à la fidélité de la Noblesse.

Les Gouverneurs en chef négligerent également la paix & la sûreté de Connaught, quoique les Anglois eussent très-peu de troupes dans cette Province, & que les naturels du Pays appréhendassent depuis vingt-

Carte.
Orm.

cinq ans l'établissement d'une colonie générale, dont le projet n'avoit été que suspendu. Cependant l'affection des principaux habitants pour le Gouvernement, arrêta le torrent de la rébellion. Jones, Lord Ranelagh, Préfident de Connaught, fut efficacement secouru par le Lord Dillon de Costello, & le Lord Mayo, que les rebelles, dans leur première conspiration, croyoient être leurs partisans. L'ami le plus respecté, le plus puissant, & qui rendit le plus de service au Gouvernement dans la Province d'Occident, fut Uliac, Comte de Clanricard & de St. Alban, qui jouissoit parmi les anciens habitants du crédit d'un chef, & parmi les Anglois, du respect dû à un Seigneur Anglois, distingué par ses illustres alliances, par la faveur dont il jouissoit auprès du Roi, mais sur-tout par son mérite & ses rares qualités. Il s'étoit heureusement retiré dans sa maison seigneuriale de Portumna, au premier bruit de la révolte, plein de sentiments d'honneur & de fidélité, & d'attachement pour la personne du Roi. Ce fut lui qui main-

tint la paix dans son Comté de Galway, & dans tous les districts voisins. Il trouva les habitants imbus de la crainte qu'on ne profitât des troubles actuels du Royaume, pour annuler les graces que le Roi leur avoit accordées, & empêcher la confirmation de leurs biens qu'ils attendoient depuis long-temps. Il s'efforça de dissiper ces appréhensions, qui auroient pu avoir des conséquences dangereuses. Il obtint du Roi une déclaration par laquelle il s'obligeoit de tenir les promesses qu'il avoit faites à ceux qui lui seroient fideles. Il leva des troupes, il fortifia le château de Galway, il fit une course dans le Pays, il visita tous les postes, il encouragea les sujets fideles, & intimida ceux qui étoient mal-intentionnés. Malheureusement pour lui, le Comte de Clanricard, avec tout son zele & toute son activité, & les grandes qualités dont il étoit doué, étoit Catholique Romain, & comme tel, suspect au Gouvernement, qui refusa de le secourir, & ne négligea aucune occasion de le mortifier.

Ce qui porta principalement les

Lords Justiciers & les Puritains leurs adhérents, à rejeter le secours de tous ceux qui n'étoient pas de leur parti, fut l'espoir d'en recevoir bientôt un d'Angleterre. La déclaration que les Communes avoient faite de continuer la guerre en Irlande, fut reçue avec joie, comme un garant de ce secours, & on la publia dans tout le Royaume. Pleins de cette espérance, ils retirèrent les armes qu'ils avoient fournies aux Gentilshommes & aux habitants du district. En les laissant ainsi sans défense, ils mirent les sujets bien intentionnés hors d'état de se garantir des rebelles & des voleurs; car ils publièrent une seconde déclaration qui ordonnoit à toute personne, à l'exception des habitants ordinaires, sous peine de mort, de sortir de Dublin dans vingt-quatre heures, & d'en approcher plus près que deux milles. Le prétexte de cet ordre rigoureux fut, que cette grande affluence de monde dans la Capitale, laissoit la campagne sans défense, & procuroit le moyen aux rebelles de savoir ce qui s'y passoit. On obligea

par-là les habitants des districts voisins à lier commerce avec les rebelles, à leur fournir des contributions, & quelquefois même à se liguier avec eux, pour se garantir de leur cruauté.

Voici un autre exemple de la conduite suspecte de ces infâmes Gouverneurs. Le Parlement d'Angleterre avoit ordonné de pardonner aux rebelles qui se soumettroient dans le temps qu'il plairoit aux Lords Justiciers de fixer. Ces instructions furent si peu observées, qu'ils ne publièrent ni édit, ni pardon. Pour pallier cette omission, ils prétextèrent l'inefficacité de leurs premières proclamations, dont la première ordonnoit simplement aux sujets du Roi d'abandonner les rebelles sans leur assurer leur pardon ; & la seconde ne l'offroit point aux rebelles d'Ulster, qui étoient les plus coupables ; mais seulement à ceux de Longford, de Louth, de Meath & de West-Meath. Dans les cas où il survenoit quelque révolte, les Lords Justiciers trouvoient le moyen d'empêcher que ce pardon eût lieu, par des conditions & des exceptions. Tous ceux

Carte,
Orm.

qui avoient des francs-fiefs dans ces quatre Comtés, tous ceux qui avoient blessé quelqu'un en se battant, ou qui étoient en prison pour vol, en étoient exclus. Ils l'accordoient à d'autres, à condition qu'ils se soumettroient au bout de dix jours, à compter de celui de la proclamation, & qu'ils restitueroient tous les biens dont ils s'étoient emparés, quoiqu'ils eussent passé dans différentes mains. Une pareille proclamation étoit également insidieuse & absurde. Un pardon offert au nom du Parlement d'Angleterre, devoit produire plus d'effet qu'un acte du Ministère d'Irlande, que le corps entier de la nation méprisoit; mais les Gouverneurs en chef & leurs créatures étoient assurés de trouver de l'appui, & versés dans l'art de tourner les confiscations à leur profit.

Carte,
Orm.

Ce fut par l'effet de la même conduite qu'ils s'opposèrent opiniâtrement au conseil des personnes les plus sensées & les plus modérées dans un point extrêmement essentiel. Au commencement de la révolte, le Parlement d'Irlande, qui avoit coutume

de s'ajourner au mois de Novembre, avoit été prorogé jusqu'au vingt-quatre de Février ; ce qui fut extrêmement préjudiciable aux Catholiques. Ils attendoient avec impatience les loix qui devoient les confirmer dans la possession de leurs terres, & ils craignirent que ce délai, joint à la puissance du parti populaire d'Angleterre , qui augmentoit tous les jours, ne rendît les bonnes intentions du Roi inutiles. Le Parlement d'Irlande regardoit tous ceux de leur communion comme coupables de trahison. Il étoit de leur intérêt de saisir la première occasion qui s'offriroit de faire une déclaration solennelle de leur loyauté & de leur sollicitude pour la paix de l'Irlande. Soit qu'elle fût sincère ou non, la justice & la politique exigeoient qu'on leur permît d'en profiter. Ils prétendirent que les circonstances exigeoient que l'on convoquât une assemblée nationale. Leurs Juristes leur suggérèrent que la prorogation étoit illégale, & qu'à moins que les Chambres ne s'assemblassent le jour même auquel elles s'étoient ajournées, le Parlement

feroit dissous. Les Juges parurent favoriser cette opinion. Le Comte d'Ormond, le Lord Dillon de Costello, & d'autres Seigneurs d'une fidélité éprouvée, quoique peu favorables aux Juges de leur faction, persévérèrent à demander que le Parlement s'assemblât. Ils alléguèrent le danger que l'on couroit d'augmenter le mécontentement public, & de porter les sujets à la révolte, si l'on suspendoit plus long-temps les graces du Roi; la sûreté avec laquelle le Parlement pouvoit s'assembler dans une ville aussi bien gardée que Dublin; la mortification & le mécontentement qu'éprouveroient les rebelles, lorsqu'ils verroient qu'on étoit résolu de s'opposer à leurs outrages; & sur-tout le service essentiel que l'Etat retireroit d'une pareille conduite qui engageroit les sujets à fournir les subsides dont on avoit besoin dans cette conjoncture critique, & que les mécontents n'oseroient s'y opposer, de crainte de manifester leurs principes pendant qu'ils étoient sous la garde de l'Etat.

Ces remontrances produisirent peu d'effet sur une administration qui se

mettoit peu en peine des plaintes & des jalousies du public ; & qui , sans s'opposer à ce qu'on étouffât la rébellion , ne vouloit point que ce fût aux dépens de l'Irlande. Elle se déclara ouvertement pour la prorogation ; cependant les doutes que les Juges avoient témoignés, joints à la vigueur avec laquelle on défendit l'opinion opposée, la fit enfin consentir à ce que le Parlement s'assemblât un jour , à condition qu'il publieroit une protestation contre les rebelles ; & qu'on lui permettroit de députer quelques-uns de ses membres pour traiter d'un accommodement avec les rebelles , pour écouter leurs plaintes , & en instruire Sa Majesté.

Ceux des membres des deux Chambres qu'on put rassembler , se rendirent au château de Dublin , après que les Lords Justiciers en eurent fait sortir leurs gardes , & pris toutes les précautions nécessaires pour calmer leurs craintes. Les Chambres commencerent par examiner l'état de la nation , & dressèrent leur protestation contre les rebelles. Les chefs de la révolte furent choqués de ce nom

odieux. Les membres dont les biens étoient les plus exposés à leurs déprédations, évitoient de les irriter : ceux qui favorisoient secrètement leur entreprise, ceux qu'ils avoient consultés, & qui avoient concouru à leur projet, parloient d'eux avec modération, ménageoient leurs termes, & prétendoient qu'on ne devoit les désigner que par le nom de Gentilshom-

Borlase,
p. 50. E-
dit. de Du-
blin.

mes mécontents. Une pareille indulgence de leur part redoubla la terreur des Lords Justiciers. Le parti protestant eut cependant assez de crédit pour faire dresser la déclaration du Parlement avec la force & la pré-

Journ. des
Commun.
d'Irlande.
Append.
Borlase.

cision nécessaires. » Les Communes
» commençoient par blâmer les pro-
» cédés déloyaux & rebelles des per-
» sonnes ennemies de la paix & de
» la tranquillité du Royaume, qui,
» contre l'obéissance & la fidélité
» qu'elles devoient à Sa Majesté, les
» loix de Dieu & du Royaume, a-
» voient poussé la *trahison* & la ré-
» bellion au point de prendre les ar-
» mes, de s'emparer des forts & des
» châteaux de Sa Majesté, de piller
» & tuer ses sujets, & commis mille

» autres outrages contraires à l'hu-
 » manité". Elles déclaroient la ré-
 » solution qu'elles avoient prise » de
 » maintenir les droits de la Couron-
 » ne & du Gouvernement contre les
 » personnes susdites & leurs adhé-
 » rents, de même que contre les
 » Princes, Potentats, & telles autres
 » personnes qui les favoriseroient; &
 » qu'en cas que les personnes susdi-
 » tes ne missent les armes bas, &
 » n'implorassent pas le pardon de Sa
 » Majesté, dans le temps qu'elle a-
 » voit fixé, & de la maniere qu'elle
 » avoit prescrite, les Lords Justiciers
 » & le Conseil du Royaume leur dé-
 » claroient qu'ils prendroient les ar-
 » mes, & employeroient leurs biens
 » & leurs vies pour les faire rentrer
 » dans leur devoir de la maniere que
 » Sa Majesté & le Vice-Roi juge-
 » roient à propos de l'ordonner".

Elles nommerent ensuite quelques
 membres des deux Chambres pour
 traiter avec les insurgents. Elles les
 autoriserent, après qu'on auroit reçu
 les instructions du Roi & du Gou-
 vernement d'Irlande, à conférer avec
 les rebelles d'Ulster & des autres Pro-

vinces, sur les motifs qui les avoient portés à prendre les armes, pour en faire leur rapport au Roi, au Conseil & au Parlement, & se conformer à ce qu'on leur ordonneroit. Comme tout cela ne pouvoit s'exécuter dans un jour, on en accorda un second, quoiqu'avec peine. Elles demanderent une seconde session; mais les Lords Justiciers furent inexorables. Ils promirent à la vérité d'abrégger le terme de la prorogation; mais ils pratiquerent en Angleterre pour éluder l'accomplissement de leur promesse. Le Parlement fut outré de cette conduite: tout le monde blâma hautement cette opiniâtreté, qui marquoit une méfiance pour tous les sujets d'Irlande, & un mépris pour leurs services. On résolut d'affister les Justiciers, malgré qu'ils en eussent. Le Parlement les autorisa à lever des troupes, & les sommes dont on avoit besoin pour leur entretien.

Dans ces entrefaites, quelques personnes, bien intentionnées pour le Roi, & qui formoient un parti considérable, persuadées que la révolte actuelle, quoiqu'inexcusable, n'étoit

point arrivée sans cause, & convaincues qu'on pouvoit l'étouffer promptement en employant à temps les forces que l'Irlande pouvoit mettre sur pied, résolurent d'instruire le Roi de leurs sentiments, sans en faire part aux Lords Justiciers, qu'elles méprisoient, & dont elles se méfioient. Le Lord Dillon de Costello fut chargé de présenter leur mémoire au Roi. Il contenoit des plaintes amères contre les Lords Justiciers; elle le prioient de mettre le Comte d'Ormond en leur place, l'assurant que c'étoit le moyen le plus efficace pour calmer les craintes & les jalousies de la nation, & pour appaiser la révolte sans le secours de l'Angleterre. Elles le prioient probablement d'assurer les intérêts civils des sujets d'Irlande, & de prendre d'autres mesures pour rétablir la tranquillité publique, qui ne s'accordoient ni avec les vues des Gouverneurs actuels, ni avec les passions du parti populaire d'Angleterre.

Parsons & son collègue furent alarmés de ce dessein, & résolurent de s'y opposer. Ils envoyèrent leurs agents aux chefs des Communes d'An-

Carte,
Vol. I. p.
227.

gleterre. Ils marquerent dans une lettre qu'ils écrivirent au Comte de Leicester, & qui n'étoit signée que par eux & leurs collègues, qu'ils ne pouvoient compter sur les autres membres du Conseil, ni s'ouvrir à eux avec cette liberté qui convenoit à leur poste & à leur devoir. Ils le prioient de n'avoir aucun égard aux instructions & aux représentations du Lord Dillon, ni à ce qu'on disoit au Roi, que ses sujets d'Irlande étoient en état de soumettre les rebelles, sans le secours de l'Angleterre. Qu'ils espéroient que le Gouvernement ne craindroit point la dépense d'un armement, sans lequel il ne pouvoit maintenir son autorité en Irlande; qu'il en feroit amplement dédommagé, non-seulement par la paix & la réformation de ce Royaume, mais encore par l'augmentation de revenu que lui procureroit la confiscation des biens des rebelles. Ces représentations décidèrent du sort de l'ambassade du Lord Dillon. Il s'embarqua avec le Lord Taafé; la tempête le jeta sur la côte d'Ecosse, d'où ayant pris le chemin de Londres, il fut arrêté par

l'ordre des Communes à Ware. On lui enleva ses dépêches, & il n'en fut plus question. Les deux Lords furent mis en prison, d'où s'étant sauvés par la négligence de leurs gardes, ils furent joindre le Roi à Yorck, mais trop tard pour lui faire leurs propositions.

Les chefs des rebelles, qui connoissoient l'avantage que leur procuroit la prorogation, ne négligerent rien pour en tirer parti. Roger Moore, qui campoit avec Brian Mac-Mahon, Général Irlandois assez estimé, Carte ;
Vol. I. p.
232. près de Dundalk, se flatta que le peuple, lassé du refus que faisoit le Roi, de confirmer les graces qu'il-lui avoit promises, ne tarderoit pas à faire éclater son mécontentement. Les Députés du Parlement s'adresserent à lui & à ses associés. Il les reçut d'un air froid & dédaigneux ; il déchira l'ordre que les Chambres leur avoient donné de traiter avec les rebelles, témoignant être indigné des termes injurieux dans lesquels il étoit conçu, & rejetta toute ouverture d'accommodement. Le Gouvernement s'abaisa jusqu'à employer quelques

Prêtres Romains pour ménager une paix ; mais leur modération ne produisit aucun effet, ainsi qu'ils s'y étoient attendus. Moore , le principal agent , & le principal directeur des rebelles , redoubla d'assiduité. Il leur conseilla adroitement d'abolir toutes les distinctions nationales , toutes les déclarations contre les Anglois , & de fonder tout le mérite de leur cause sur les droits civils & religieux des sujets du Roi , qu'on ne pouvoit défendre contre leurs ennemis que par la voie des armes. Il leur représenta le danger dont leur Religion étoit menacée , l'animosité du Parlement d'Angleterre contre le Papisme , son acharnement contre les Ecclésiastiques Romains , les déclarations qu'il avoit données d'abolir leurs erreurs dans tous les Etats du Roi , & les menaces qu'il avoit faites d'exterminer tous les Catholiques Romains ; tout cela , dis-je , réveilla les craintes , enflamma le ressentiment des Irlandois , & servit de prétexte à leurs hostilités. Moore honora ses partisans du nom d'*Armée Catholique* , & publia un serment d'association

qu'il fit prêter à tous les insurgents, lequel étoit conçu de manière à prévenir la nation en faveur de leur cause, de leurs motifs & de leur objet.

Ce qui encouragea encore les rebelles, ce fut le retardement du secours d'Angleterre, & la timidité honteuse des Lords Justiciers, qui, enfermés dans leurs murailles, voyoient de sang froid les déprédations que l'on commettoit dans les environs de la Capitale. Plusieurs insultes répétées les obligèrent enfin à faire usage de leurs forces. Charles Coote étoit un soldat de fortune qui avoit servi dans les guerres d'Elisabeth, capricieux, insolent & cruel, lequel irrité des ravages qu'on avoit commis sur ses terres, résolut de s'en venger sur les Irlandois, contre lesquels il étoit extrêmement prévenu depuis longtemps. Les Lords Justiciers le chargèrent de chasser quelques insurgents de Leinster du château de Wicklow, qu'ils avoient investi. Il exécuta sa commission; il les força à se retirer dans leurs montagnes; & pour se venger de leurs déprédations, il massacra indistinctement les habitants,

& commit dans la ville des excès qui ne le cédoient point à ceux des rebelles du Nord. Cette cruauté, loin d'intimider les rebelles, ne fit que les irriter davantage, & ils résolurent de s'en venger.

Carte, Vol. I. p. 239. Insensibles aux disgraces qu'ils avoient essuyées dans la Province du Nord, ils descendirent de leurs montagnes, dans le dessein d'assiéger Drogheda. Le nombre de leurs troupes, déjà considérable par lui-même, fut augmenté par quantité d'habitants qui se joignirent à eux, pour se garantir de leurs outrages. On détacha de Dublin un petit corps de six cents fantassins & de cinquante cavaliers, presque tout composé d'Anglois, qu'on avoit dépouillés de leurs biens, & qui n'avoient ni discipline, ni expérience, pour aller renforcer la garnison de Drogheda. Ils furent tout-à-coup attaqués, à environ trois milles de la ville, par deux mille cinq cents rebelles, & défaits sans perte considérable, à l'exception de quelques armes & de quelques munitions. Cet incident paroît peu considérable par lui-même, & cependant la dé-

Ibid. p. 243.
Temple.

29 Nov.

faite

faite de Julian's Town Bridge (c'est ainsi qu'on l'appelle) produisit beaucoup d'effet. Elle augmenta la réputation des rebelles , & contribua à augmenter leur nombre. Assurés de prendre Droghéda lorsqu'il leur plairoit, ils vinrent investir la Capitale. Des compagnies & des régiments entiers abandonnerent l'armée royale, pour se ranger sous leurs étendards. Les habitants Anglois de Dublin furent consternés, & le parti mécontent devint plus insolent que jamais. Les spéculatifs ont prétendu que si les rebelles eussent rallié leurs forces, & marché directement à Dublin, ils se seroient rendus maîtres de la ville & du château, tant la consternation étoit générale. Ils s'amuserent heureusement à investir la ville de Drogheda, & les Justiciers profitèrent de ce répit, pour rappeler Charles Coote de son expédition de Wicklow. Il se fit jour à travers mille rebelles de la tribu de O'Toole, qui vouloient s'opposer à sa marche ; il fut nommé Gouverneur de Dublin, & mit la ville en état de défense.

Jusqu'alors, la révolte, quoique

formidable , avoit été confinée dans la Province d'Ulster , dans quelques Comtés de Leinster , & dans celle de Leitrim dans Connaught , & il n'y avoit que les Irlandois naturels qui y eussent pris part ; mais le commencement du mois de Novembre offrit une scene plus vaste & plus effrayante , à cause de la défection des habitants de ce qu'on appelloit le District Anglois.

Si les Anglois originaires , établis dans ce district , ne prirent point les armes dès le commencement de la révolte , c'est qu'ils étoient plus civilisés , & par conséquent moins fougueux & moins emportés que les Irlandois naturels , & plus à portée du Gouvernement. Ils possédoient d'ailleurs des terres considérables ; ce qui les rendit plus circonspects , lorsqu'il étoit question de s'engager dans quelque entreprise hardie & périlleuse. Ils avoient cependant leurs préjugés & leurs sujets de mécontentement. Les Lords Justiciers avoient pour eux autant de méfiance que pour les Irlandois , & autant d'horreur que pour les Catholiques Romains. Ils les a-

voient défoblisés par la maniere dont ils leur avoient fourni des armes, & provoqués en les leur reprenant; à quoi j'ajouterai qu'en les chassant de Dublin, ils avoient laissé leurs personnes & leurs biens à la merci des rebelles, & qui plus est, sans feu ni lieu. Il n'étoit question pour les déterminer à prendre les armes, que d'enflammer leur ressentiment, & personne n'étoit plus propre à cet effet que Roger Moore.

Temple.
Carte.

Il s'adressa d'abord au Lord Gormanston, homme puissant & accrédité, qui avoit eu connoissance de la premiere conspiration. Il eut l'adresse de lui dépeindre la cause dans laquelle il étoit engagé avec les couleurs les plus attrayantes. Il lui représenta le danger qui menaçoit tous leurs droits civils & religieux; la résolution qu'avoient prise les Puritains, de frustrer les bonnes intentions du Roi pour la Religion & pour la sûreté des biens de ses sujets d'Irlande; le pouvoir exorbitant de cette faction en Angleterre, les tentatives qu'ils faisoient pour dépouiller peu-à-peu le Roi de son autorité; l'averfion

qu'ils avoient pour tous les Catholiques; l'insolence qu'ils avoient eue d'exclure tous les étudiants Irlandois des Colleges des Avocats, en vertu d'un édit qu'ils avoient obtenu contre les Catholiques étrangers; les sévérités qu'ils avoient exercées envers leur Clergé d'Angleterre; le danger qu'il y avoit qu'ils n'exterminassent tous ceux qui étoient de la même communion qu'eux; il invektiva amèrement contre l'insolence & la tyrannie des Lords Justiciers, ces viles créatures des ennemis du Roi, qui, après avoir rempli leurs coffres par mille moyens iniques, s'étoient arrogés un pouvoir dont ils abusoient pour mépriser la meilleure & la plus ancienne Noblesse d'Irlande. Il insista sur la justice, la gloire & la nécessité de prendre les armes pour défendre la prérogative du Roi, & les droits de ses sujets; sur les avantages qu'on devoit se promettre des troubles de l'Angleterre, qui privoient les Lords Justiciers de tout secours, & du mécontentement général des Irlandois.

Il insista si fort sur ces raisons,

qu'elles produisirent enfin leur effet. Les habitants du district s'étoient rendus coupables pour avoir reçu les rebelles, & leur avoir fourni du secours. Ils pouvoient, à la vérité, s'excuser sur la situation & les circonstances dans lesquelles ils s'étoient trouvés; mais ils favoient aussi que les Lords Justiciers étoient gens à profiter de leurs avantages, & ils comprirent qu'ils ne pouvoient se mettre en sûreté, qu'en se liguant avec les rebelles. La défaite des Anglois, près de Drogheda, fut un incident suffisant pour les confirmer dans leur résolution, & les déterminer à l'exécuter. Le Lord Gormanston, s'étant chargé de l'entreprise, donna ordre au Shériff de Meath d'assembler tous les habitants de ce Comté. Les Lords Fingal, Gormanston, Slane, Louth, Dunsany, Trimbleston, Netterville, avec environ mille Gentilshommes du Pays, s'assemblerent sur une éminence appelée la Montagne de Crofty. Roger Moore, & autres chefs rebelles, furent les joindre avec un détachement de leurs troupes, ainsi qu'ils en étoient

Temple.
Carte.

convenus. Les Méathiens s'étant avancés, Gormanston leur demanda, d'un ton impérieux, la raison pour laquelle ils entroient armés dans le district. Moore répondit que c'étoit pour défendre l'autorité du Roi, & rendre les sujets d'Irlande aussi libres que ceux d'Angleterre. Il le somma de nouveau de déclarer si c'étoient-là les vrais motifs qui le faisoient agir, & s'il n'avoit point d'autres vues particulières. Moore, ayant répondu qu'il n'en avoit point d'autres, Gormanston & son parti lui dirent que cela étant ainsi, ils alloient se liguer avec eux pour une aussi juste cause, & traiter comme ennemis tous ceux qui refuseroient de les seconder.

Ce fut ainsi que l'adresse & l'affiduité de Roger Moore prévalurent sur les foibles conseils des Lords Justiciers, & effectuèrent cette union importante, au moment que le Gouvernement alloit prendre les mesures pour la prévenir. Vers le temps de cette assemblée, les Lords Justiciers & le Conseil écrivirent aux Gentilshommes du district de se rendre à Dublin, Temple, pour conférer sur l'état du Royau-

me, dans ce temps critique, & *non sur autre chose*; (ils ajoutaient cette clause sachant qu'on se méfioit d'eux). La raison que les Justiciers alléguèrent à la Cour d'Angleterre de cette convocation, fut, que s'étant aperçus de la puissance des rebelles, de la foiblesse & de la consternation des fideles sujets du Roi, ils avoient espéré de pouvoir, avec le secours de ces Gentilshommes, obtenir quelque répit, en attendant le secours de l'Angleterre. On a de la peine à croire, vu la conduite qu'ils avoient tenue, qu'ils eussent véritablement dessein de les employer. Au cas que leur intention fût de s'assurer de leurs personnes sur un simple soupçon, ils devoient prévoir que les Catholiques auroient pris feu tous à la fois, & se seroient portés aux actions les plus désespérées. Peut-être agirent-ils comme des gens qui n'ont aucun plan fixe & réglé. Quels que fussent leurs motifs, les Lords Catholiques avoient déjà pris leur parti, & donnerent à leur sommation l'interprétation la plus sinistre. Ils s'assemblerent une seconde fois pour faire ré-

ponse au Gouvernement. Ils déclarerent que le conseil qu'ils avoient déjà donné pour la sûreté du Royaume, avoit été si mal reçu, qu'ils avoient lieu de croire qu'on se méfioit de leur fidélité. Que la raison qui les empêchoit d'écrire aux Justiciers & au Conseil, étoit qu'ils avoient appris certains propos qu'avoit tenu Charles Coote, lesquels marquoient un dessein prémédité d'exterminer tous les Catholiques; qu'ils avoient résolu de se tenir sur leur garde jusqu'à ce qu'ils n'eussent plus rien à craindre; protestant qu'ils continueroient de donner les conseils qu'ils croiroient utiles à l'Etat, & de servir Sa Majesté avec le même zele que par le passé.

Cette réponse fut suivie d'une proclamation, par laquelle les Justiciers nioient que Coote, ni telle autre personne que ce fût, eût tenu un pareil propos; ils défavouoient le dessein impie & odieux qu'on leur imputoit, & sommoient de nouveau les Lords de se rendre au Conseil, les assurant de leur protection, & d'une pleine sûreté pour leur personne.

Les Lords étoient trop avancés pour reculer, & il convenoit, pour l'intérêt de leur cause, qu'ils attribuaissent des vues insidieuses aux Lords Justiciers, & qu'ils invectivassent contre l'inhumanité de Coote, leur agent favori. On avoit envoyé un détachement à Santry, village situé près de Dublin, pour repousser quelques malfaiteurs, lequel exécuta ses ordres avec sévérité, & massacra indistinctement l'innocent & le coupable. On imputa cette cruauté à Coote. Ce même détachement ayant été envoyé à Clontarffe pour le même sujet, ravagea & brûla tous les environs, & mit le feu à une maison de campagne d'un nommé King, dans le temps même que le Conseil l'avoit mandé & assuré de sa protection. Ces cruautés n'étoient rien au prix de celles que les rebelles du Nord avoient commises, & cependant leurs nouveaux alliés du district s'en plaignirent dans des termes si pathétiques, que le Gouvernement crut devoir publier une déclaration, pour justifier sa conduite, & réfuter ces calomnies malignes.

Les Lords Catholiques ayant ainsi Carte.

renoncé à l'autorité du Gouvernement, & résolu de prendre les armes, crurent devoir commencer par dresser une apologie de leur révolte, & l'envoyer au Roi. Ils s'étendirent sur toutes les injures qu'ils avoient reçues de ses Gouverneurs d'Irlande, lesquels les avoient contrainsts de se liguier avec les troupes d'Ulster, qu'ils savoient n'avoir pris les armes que pour défendre la prérogative royale, les libertés, la Religion, les biens & les personnes des Catholiques d'Irlande, ses fideles sujets. Ils prioient Sa Majesté de ne point prendre leur conduite en mauvaise part, ajoutant que lui étant aussi affectionnés qu'ils l'étoient, ils ne méritoient pas un plus mauvais traitement que ses autres sujets, qui avoient pris les mêmes mesures dans des occasions moins pressantes & moins affligeantes. Ils les supplioient de leur accorder un Parlement libre, auquel ils pussent exposer leurs griefs, & en obtenir la réparation; & d'ordonner en même-temps que l'on cessât les hostilités de part & d'autre. Ils écrivirent aussi à la Reine pour implorer

sa médiation , & la prier d'engager le Roi à leur accorder leur juste demande. Ils firent aussi mention de la dernière déclaration que les Lords Justiciers avoient donnée. Ils témoignèrent le plus grand respect pour le Gouvernement , & acquiesçoient à ce qu'il disoit que Coote n'avoit jamais tenu aucun propos qui tendît à faire massacrer les Catholiques ; mais ils assuroient en même-temps qu'ils avoient des raisons pour craindre les suites les plus funestes de sa cruauté. Ils ajoutèrent qu'ils étoient prêts à aller joindre les Commissaires que les Lords Justiciers nommeroient , pourvu que ce fût dans un endroit où ils n'eussent rien à craindre de Charles Coote , pour conférer avec eux sur les moyens qu'il convenoit d'employer pour servir Sa Majesté avec succès , & rétablir la paix dans le Royaume. Cela fait , ils continuèrent à lever des troupes , & choisirent ceux qui devoient les commander , sans avoir dessein de se ranger sous les drapeaux des Irlandois d'Ulster. Le Lord Gormanston fut nommé Général en chef ; le Comte Fin-

gal, Général de la cavalerie. Chaque Baronnie de Meath eut ordre de lever & d'entretenir un nombre de foldats; on choifit des Capitaines pour chaque diftriét; on fixa la quantité de grain, & le nombre de bétail qu'on devoit fournir à l'armée; on barra toutes les avenues de la Capitale, & l'on défendit aux Fermiers d'y porter du bled.

Carte, Les Lords Jufticiers, dans les lettres
Dec. 14. qu'ils écrivirent au Comte de Leicefter, témoignerent un fouverain mépris pour la défection des Lords du diftriét; ils la lui repréfenterent comme un événement qui n'ajoutoit au nombre des rebelles, que fept perfonnes, qui, en manifeftant leur déloyauté, étoient moins à craindre, que fi elles avoient ufé de difimulation, & entretenu une correfpondance fecrette avec les rebelles du Nord. Cependant, comme les rebelles s'étoient vantés au commencement d'avoir une commiffion du Roi, & que leurs affociés feignoient de n'agir que par l'effet de leur zele pour le maintien de fon autorité, ils furent d'avis de publier une déclara-

tion contre eux au nom du Roi, mais conçue de façon qu'ils ne fussent pas quittes de leur crime en mettant les armes bas, & qu'on en distribuât vingt copies signées au nom de Sa Majesté, & scellées de son sceau privé. Elle déclaroit en termes formels les insurgens rebelles & traîtres envers le Roi, & ennemis de la Couronne d'Angleterre & d'Irlande. Le Roi signa & scella le double des copies que les Justiciers avoient demandées, & les envoya quelque temps après en Irlande (*).

La défection des sept Lords du Janv. 1. district, que les Justiciers feignoient de regarder avec mépris, devint cependant un événement plus important qu'ils n'avoient cru. Il est vrai qu'au commencement, ils ne commirent ni les mêmes excès, ni les

(*) Voilà au vrai le fait qui occasionna tant de clameurs en Angleterre. Le nombre de copies que les Lords Justiciers demanderent, ni même celui que le Roi envoya, ne pouvoient suffire pour tout le Royaume d'Irlande. C'est ce que les Justiciers auroient dû savoir; & le soin qu'eut Charles de n'en faire imprimer que quarante, suffisoit pour exciter des soupçons dans l'esprit des Anglois, quand même ils ne se seroient point mêlés du Roi, & qu'ils auroient été moins indisposés contre lui.

mêmes outrages que les rebelles du Nord, & qu'ils ne se rangerent ni sous les étendards de Roger Moore, ni encore moins sous ceux de ses barbares associés; au contraire, ils ordonnerent à leurs partisans de ne reconnoître d'autres ordres que ceux du Lord Gormanston. Ils déclarerent n'avoir pris les armes que pour leur propre défense, & que pour en venir plutôt à un accommodement; mais cette conduite noble, jointe aux protestations qu'ils firent de leur loyauté & de leur zele pour le bien public, fit une impression dangereuse sur tous les Catholiques d'Irlande. Ils envoyerent leur manifeste à Munster, à Connaught, dans toutes les villes commerçantes, & dans tous les ports de mer. Ils insisterent principalement sur la connexion dangereuse des Gouverneurs Irlandois avec le parti populaire d'Angleterre, & sur le projet horrible qu'on avoit formé d'exterminer tous ceux qui refuseroient d'abandonner la communion Romaine. Ils publierent quelques propos indiscrets que les Justiciers avoient tenus, & ils firent une im-

pression violente dans les cantons les plus éloignés du Royaume.

Le feu de la rébellion fit des progrès si rapides dans la Province de Connaught, que le Comte de Clanricarde eut besoin de toute son autorité & de tout son crédit, pour en garantir son Comté de Galway. Ses premiers symptômes dans Munster se manifestèrent par des vols & des ravages que le Lord Président, Guillaume de Saintléger, punit avec une sévérité barbare. Il reçut avec dédain & avec insolence les représentations que quelques personnes bien intentionnées lui firent sur la rigueur de ses exécutions; il s'en excusa sur la nécessité dans laquelle il étoit de se défendre, & se déclara pour la guerre. Le Lord Mountgarret s'empara de la ville de Kilkenny : Waterford se rendit à son fils : presque tous les parents du Comte d'Ormond furent entraînés par le torrent de la rébellion, & l'on fit même courir le bruit que le Comte lui-même n'attendoit qu'une occasion favorable pour se déclarer pour les insurgens, & avoit même prêté le

Carte.

Aphorismal Discovery.
MS. Trin.
Col. Dub.

serment d'association. Presque tous les forts & châteaux des Comtés de Kilkenny, de Waterford & de Tipperary, se rendirent au bout de quelques jours. Les O'Briens inonderent celle de Clare, malgré tous les efforts que fit le Comte de Thomond pour s'y opposer.

Carte.

Durant ces troubles subits & violents, les Chefs du Midi, quoique provoqués par les cruautés de Saintléger, firent tout leur possible pour garantir les personnes & les biens des Anglois des outrages auxquels ils étoient exposés. Ils ne furent cependant pas toujours les maîtres d'arrêter la fureur de leurs troupes. Le desir de la vengeance, l'appas du butin, la superstition, les porterent quelquefois à massacrer quantité de personnes; mais ni les vices, ni les vertus de l'humanité n'étoient point bornées à un seul parti ni à une seule profession. La fureur fanatique de Saintléger & de ses adhérents, ne fut pas moins horrible que les outrages les plus brutaux des Irlandois. Si dans l'exécution des loix militaires, il n'épargnoit ni l'âge ni le sexe,

ses compatriotes le blâmerent souvent de sa barbarie. Si quelques insurgens du premier rang imitoient leurs camarades dans leurs brigandages, le Lord Mountgarret les faisoit fusiller sans miséricorde, lorsqu'il ne pouvoit les contenir autrement. Si quelques Ecclésiastiques Papistes prêchoient leurs doctrines horribles sur le meurtre & le massacre, il s'en trouvoit d'autres qui protégeoient les Anglois, & qui les garantissoient de la fureur de l'ennemi, en les cachant dans leurs Eglises & sous les autels.

Pendant que les troupes Irlandoises inondoient la Province de Munster, & que leurs Chefs prenoient les mesures nécessaires pour continuer la guerre, le Lord Président fut abandonné à ses propres ressources. On l'avoit à la vérité chargé de lever un nouveau régiment d'infanterie, & deux compagnies de cavalerie; mais il ne pouvoit leur fournir ni armes ni vivres. Il se tint éloigné, sans oser s'opposer aux progrès de l'ennemi. Cork, Youghal, Kinsale, & toutes les villes les plus riches & les plus im-

Carte.

portantes du Midi , lui ouvrirent leurs portes. Les rebelles , animés par l'espoir du succès , étoient à la veille de conquérir toute la Province de Munster , lorsqu'heureusement pour les Anglois , leurs Généraux se brouillèrent. Maurice , Vicomte de Roche & de Fermoy , Gentilhomme puissant dans le Comté de Cork , refusa d'être subordonné à Mountgarret , & prétendit que son Comté devoit avoir un Général particulier. Ses partisans , qui étoient très-nombreux , appuyèrent sa demande ; sur quoi le Lord Mountgarret se retira très-mécontent dans le Comté de Kilkenny. La Noblesse de Munster , abandonnée à sa propre conduite , se désunit ; ce qui donna le temps à Saintléger d'armer & de discipliner ses troupes , d'assembler & d'encourager les Anglois , & d'entrer en campagne au commencement du printemps , avec une armée qui fit face à l'ennemi , & sauva la Province.

Carte.

Pendant que ces choses se passaient dans le Midi , les rebelles d'Ulster & ceux de Leinster qui s'étoient ligués avec eux , faisoient le siège de Dro-

gheda. Le succès de cette entreprise leur ouvroit le chemin de Dublin, & décidoit du sort de l'Irlande. La ville n'étoit ni fortifiée ni pourvue de vivres. Au premier bruit de la révolte du Nord, Faithful Fontescue, qui en étoit Gouverneur, ayant reçu un petit renfort du Lord Vicomte Moore, se mit en état de défense, demanda un nouveau secours au Gouvernement, & lui offrit même de lever des soldats à ses propres dépens. On applaudit à son zèle ; mais on n'accepta point ses services. Se voyant dénué de tout secours, il se démit du commandement, & on envoya pour le remplacer un Officier plus hardi que lui, savoir Henri Tichburne. Les forces que le nouveau Gouverneur avoit amenées avec lui, celles qu'on leva dans la ville, & celles qui avoit échappé à la défaite de Julian's-Town-Bridge, n'étoient pas suffisantes pour défendre Drogheda. Le Lord Moore offrit de lever & d'entretenir six cents hommes, jusqu'à ce qu'on eût reçu du secours d'Angleterre, à condition qu'on en formeroit un régi-

ment, dont on lui donneroît le commandement. Ormond approuva la proposition; mais les Lords Justiciers la rejetterent, & laisserent à Tichburne le soin de défendre ce poste important comme il pourroit.

Heureusement les Irlandois commencerent leur entreprise dans une saison extrêmement rude. Ils n'avoient ni la science, ni les moyens nécessaires pour conduire un siege en forme. Ils manquoient d'artillerie, de munition, d'outils, & qui plus est, de tentes pour se mettre à couvert du mauvais temps; de maniere qu'ils furent obligés de camper dans les villages voisins, en attendant que le hasard ou la trahison leur fournissent l'occasion de surprendre la ville. Cette disposition, toute grossiere & imparfaite qu'elle étoit, suffit cependant pour réduire la garnison à la dernière détresse. Vingt mille hommes investissoient la ville, & lui coupoient tous les secours, dans un temps où on en avoit plus besoin que jamais pour pouvoir supporter la fatigue inséparable d'une défense opiniâtre. Les sol-

datés défertoient, les Officiers murmuroient. Il arriva enfin un petit fecours de vivres & de munitions de Dublin, & on le reçut avec tant d'empreflement & fi peu de prudence, qu'une partie des affiégeants entra dans la ville par la trahifon de quelques habitants, malgré les efforts que l'on fit pour s'y oppofer. La garnifon étoit fi peu fur fes gardes, qu'ils auroient pu aifément fe rendre maîtres de la place, s'ils euflent agi avec la vigueur néceffaire; mais leur irréfolution donna le temps à Henri Tichburne de rallier fes foldats, & de repouffer l'ennemi. Ils revinrent une féconde fois à la charge, & avec auffi peu de fuccès; mais on s'apperçut bientôt que la fupériorité des affiégeants étoit moins formidable, que la famine dont on étoit menacé, & les maladies qui font l'effet inféparable de la mauvaife nourriture. Phelim O'Nial conçut les efpérances les plus flatteufes de la détrefle de la garnifon, & fe rendit en diligence dans le Nord, pour y prendre les troupes & l'artillerie dont il avoit befoin pour donner l'affaut.

à la ville. Tichburne résolut de se défendre jusqu'à l'extrémité. Son activité dans les escarmouches qu'il eut avec l'ennemi, son adresse à se procurer le fourrage & les provisions dont il avoit besoin, le mirent en état de défendre la ville, jusqu'à l'arrivée des vivres & de quatre compagnies d'infanterie qu'on lui envoya.

Carte. Dans ces entrefaites, les Lords Justiciers étoient occupés d'un objet beaucoup plus important que la levée du siège de Drogheda, je veux dire la conviction juridique des Lords & des Gentilshommes qui avoient pris part à la révolte, & dont ils avoient résolu de confisquer les biens. L'arrivée de Simon Harcourt d'Angleterre avec un régiment de onze cents hommes, les rendit un peu plus actifs dans leurs opérations militaires. Coote fut chargé d'aller chasser un parti de rebelles qui étoit campé dans le village de Swords. Il les attaqua, & Laurent Cary, fils cadet du Lord Faulkland, qui avoit été Vice-Roi d'Irlande, fut tué dans le combat. Il mit les rebelles en dé-

route, & dévasta tout le Pays. Coote exécuta ponctuellement l'ordre que le Gouvernement lui avoit donné de piller, de brûler & de dévaster; mais en exécutant les loix militaires, il consulta plutôt son ressentiment que l'intérêt public. Ormond se rendit avec deux mille fantassins & trois cents cavaliers à Naus, où les rebelles de Kildare & des Comtés voisins assembloient leurs forces & tenoient leurs conseils. Il exécuta ses ordres avec plus d'humanité & de prudence, mais avec assez de sévérité pour donner aux Chefs des rebelles un sujet suffisant pour se plaindre. Le Lord Gormanston lui écrivit à ce sujet, & le menaça, s'il continuoit, de se venger de ses cruautés sur sa femme & ses enfants. La réponse de d'Ormond mérite d'être transmise à la postérité. Il lui écrivit, avec la permission du Conseil, une lettre dans laquelle il lui reprochoit son infidélité, & se justifioit des fausses imputations de ses ennemis. Il lui déclaroit la résolution qu'il avoit prise de poursuivre les rebelles au risque & péril de ce qu'il

avoit de plus cher , ajoutant que rien ne l'empêcheroit jamais d'obéir aux ordres de Sa Majesté. » Ma femme » & mes enfans, lui disoit-il, sont » en votre-pouvoir. Je ne me ven- » gerai jamais sur des innocents des » maux que les hommes pourront » leur faire. Une pareille action se- » roit non-seulement basse & con- » traire au christianisme , mais en- » core au-dessous du prix que j'at- » tache à ma femme & à mes en- » fants ».

Le second renfort qu'on attendoit depuis si long-temps d'Angleterre , arriva enfin à Dublin. Il consistoit en quinze cents hommes d'infanterie & quatre cents de cavalerie ; mais Richard Grenville , & le Colonel George Monk qui le commandoient, n'apportoient avec eux ni argent ni provisions, de maniere que l'augmentation de l'armée ne servit qu'à augmenter les détresses de l'Etat ; détresses que les Lords Justiciers occasionnerent en partie par le dégât qu'ils permirent dans tous les districts situés dans les environs de la Capitale. Les soldats Anglois , peu ac-
coutumés

coutumés à la fatigue, accablés par le besoin & les maladies, suites ordinaires de la mauvaise nourriture, désertoient par centaines; les plus patients & les plus robustes suppléoiént à leurs besoins par le vol & le brigandage. Pour empêcher qu'ils ne se mutinassent, on résolut de les employer. D'Ormond fut de nouveau chargé de chasser les rebelles d'un poste qu'ils occupoient à sept milles de Dublin, appelé Kilsalaghen. Ses ordres étoient de brûler & de détruire leurs retraites, & de tuer tous les habitants en état de porter les armes; mais il se comporta avec plus de modération. Ces excursions militaires ne satisfirent point les troupes, qui savoient que la garnison de Drogheda étoit investie par l'ennemi, & à la veille de périr de faim & de fatigue.

On jugea l'armée assez forte pour faire lever le siege de Drogheda, & on hâta sa marche, de crainte que les rebelles ne s'emparassent de cette ville. Les Lords Justiciers, toujours opposés aux actions d'éclat, feignirent de craindre le nombre de l'ar-

Carte.

mée ennemie, laquelle n'étoit point composée de soldats mercenaires, mais de Gentilshommes & de Seigneurs du premier rang, de leurs vassaux & de leurs adhérents. Ces raisons parurent plausibles aux Officiers Anglois, qui ne connoissoient pas aussi parfaitement que les Justiciers le caractère des Irlandois, leur inconstance, & la facilité avec laquelle ils abandonnoient leurs Chefs, au moindre revers de fortune. Si l'entreprise paroissoit dangereuse, les suites pouvoient l'être encore plus. Les Justiciers ne pouvoient empêcher les soldats de Dublin d'aller chercher des vivres dans les quartiers de l'ennemi; car ils furent d'avis, au-lieu d'aller secourir Drogheda, de faire une diversion. Le Comte d'Ormond eut ordre de se rendre avec trois mille fantassins & cinq cents cavaliers sur la riviere de Boyne, & de poursuivre les rebelles à feu & à sang. On ne lui accorda que huit jours pour cette expédition, & on lui enjoignit expressément de ne point passer la riviere. A peine les Justiciers lui eurent-ils accordé cette commission li-

mitée, qu'ils s'en repentirent, & employèrent inutilement leur agent, pour engager le Comte à se désister de son entreprise, & à résigner le commandement des troupes à Simon. Harcourt.

Quelques belles protestations que fissent les Lords Justiciers, le seul danger qu'ils craignoient étoit que la révolte ne fût trop tôt apaisée. On ne tarda pas à découvrir la futilité de leurs prétextes & de leurs craintes. Phelim O'Nial avoit été repoussé dans ses attaques, par la vigueur d'Henri Tichburne. Il avoit perdu quantité de soldats, & quelques-uns de ses meilleurs Officiers dans les sorties que la garnison avoit faites. Ses espérances étoient confondues; ses adhérents découragés; & il n'eut pas plutôt avis de la marche du Comte d'Ormond, qu'il leva le siege, & se retira précipitamment dans la Province du Nord. D'Ormond donna avis aux Lords Justiciers de cet événement ^{Mars 5.} ^{1642. N.} extraordinaire. Il leur représenta la ^{S.} nécessité de profiter de la consternation des rebelles, & de les pour-

suivre vigoureusement. Il les pria de donner plus d'étendue à sa commission, & de lui permettre de pousser sa marche jusqu'à Newry. Cette nouvelle affligea les Justiciers & leurs créatures. Ils furent choqués de la proposition du Comte d'Ormond, & lui ordonnerent de nouveau de ne point passer la Boyne, sans lui dire la raison de cette défense. Etant arrivé à Drogheda, il conféra avec les Officiers de la garnison ; & de concert avec eux, il demanda la permission d'achever la défaite des rebelles, & ruiner tout d'un coup leur entreprise par un effort vigoureux ; mais les Lords Justiciers furent inexorables. Les rebelles étant revenus de leur consternation, rallierent leurs troupes, reprirent les places qu'ils avoient abandonnées ; de manière qu'Henri Tichiburne, après le retour du Comte d'Ormond, fut obligé de faire tous les efforts possibles, pour empêcher qu'ils n'investissent une seconde fois Drogheda. Il défit un parti considérable de l'ennemi près d'Athirdee ; & comme on lui avoit laissé carte blanche, il marcha à Dun-

dalk, & en chassa les rebelles. Les Justiciers permirent au Comte de lui fournir cinq cents hommes ; mais ils lui refuserent les moyens dont il avoit besoin pour poursuivre ses avantages.

Cette fuite subite des rebelles du Nord, fut suivie d'une circonstance très-désagréable pour les Lords Justiciers ; ce qui déconcerta les projets que leur parti avoit formé. La plupart des insurgents du district avoient affecté de ne point se ligner avec les Irlandois d'Ulster : ils furent choqués de leur insolence ; & outrés de leur barbarie. La lâcheté avec laquelle ils se retirèrent à la première approche du danger, confirma les soupçons qu'ils avoient conçus contre ces alliés. Plusieurs Gentilshommes du district, réveillés tout-à-coup par cet incident, reconnurent leur témérité, résolurent de se soumettre, & chercherent à se réconcilier avec le Gouvernement. Ils s'adresserent à d'Ormond, pendant qu'il marchoit à Drogheda. Le Comte écrivit aux Justiciers pour savoir la manière dont il devoit se conduire

Carte.

avec ceux qui se soumettoient. Comme les Justiciers, dans la déclaration qu'ils avoient donnée contre les rebelles, avoient évité de nommer les Pairs, il demanda des instructions particulières au sujet de l'ordre qu'on lui avoit donné de brûler & de saccager, & s'il devoit avoir pour les châteaux & les terres de ces Seigneurs la même déférence que le Gouvernement leur avoit témoigné.

Les confiscations étoient l'objet favori des Lords Justiciers & de leurs amis. Les Communes d'Angleterre avoient déjà prié le Roi de ne point aliéner les terres qui écherroient par droit de confiscation à la Couronne, à l'occasion de la révolte d'Irlande, & s'étoient proposées d'en tirer parti. Elles passèrent un bill, lequel portoit qu'on rembourseroit les sujets des sommes qu'ils auroient avancées pour soumettre les rebelles, en leur cédant des terres dans l'Irlande, à des conditions très-avantageuses à une nouvelle colonie Angloise. Ce bill ne tendoit évidemment qu'à aggraver les mécontents, & qu'à rendre toutes les voies d'accommodement

impraticables, & ce fut par-là qu'il plut au parti du peuple. Le Roi en prévint & en craignit les suites; mais dans l'état d'humiliation auquel il étoit réduit, il consentit à un bill qui augmentoit le pouvoir de ses ennemis. Les créatures qu'ils avoient dans le Gouvernement d'Irlande, travaillèrent sans cesse à intenter des accusations, non-seulement contre les rebelles déclarés, mais encore contre ceux dont la conduite étoit tant soit peu suspecte, & la fureur de leur persécution tomba principalement sur les Gentilshommes du district (*).

(*) Au cas que cette sévérité n'ait point été dictée par les partisans que le peuple avoit dans les Communes d'Angleterre, elle ne laissa pas que de leur plaire, & d'être favorable à leurs desseins. On en donna plusieurs raisons, & elles sont rapportées dans une lettre que les Justiciers écrivirent au Comte de Leicester, Lord Lieutenant. Ces raisons sont, l'indulgence mal entendue du Gouvernement pour les premiers rebelles, l'étendue & l'animosité des rébellions actuelles; l'aversion des Irlandois pour la nation & la Religion des Anglois; la nécessité d'établir la puissance Angloise en Irlande sur une base solide, & d'achever la plantation générale que le feu

Carte.

Ceux qui n'avoient commis aucune hostilité, & qu'on accusoit simplement d'avoir donné retraite aux rebelles, ou de leur avoir fourni des contributions, se rendirent en foule auprès du Comte d'Ormond, pour profiter de la déclaration du Roi. Les Lords Justiciers, qui non-seulement favorisoient les vues de leurs amis d'Angleterre, mais qui espéroient encore d'être récompensés de leurs services par une portion considérable des confiscations, résolurent d'empêcher l'effet de ces dispositions pacifiques. Ils donnerent ordre au Comte d'Ormond de ne mettre aucune distinction entre les Gentils-

Roi avoit projetée pour Ulster. La lettre qu'on adressa au Lord Lieutenant étoit réellement destinée pour les Communes d'Angleterre, & contenoit leurs principes par rapport à l'Irlande. Ces zélés réformateurs avoient accusé le Lord Strafford d'avoir soutenu ce principe perfide que l'Irlande étoit un Pays conquis. Ils l'adoptent maintenant, & accusent les insurgents d'avoir avancé, pour justifier leur révolte, que l'Irlande n'étoit point un Pays conquis. Voilà comment les Politiques & les Ministres soutiennent ou nient une thèse, selon qu'elle est conforme, ou contraire à leurs vues.

hommes & les autres rebelles , de recevoir ceux qui se soumettroient comme prisonniers de guerre , & de les faire arrêter par ses soldats , sans leur permettre de se présenter devant lui. Les Lords Justiciers refuserent audience à tous ceux qu'on envoya à Dublin, quoique plusieurs fussent des gens respectables, qui n'avoient eu aucune liaison avec les rebelles , qui même avoient souffert de leur brigandage , & qu'ils protégeassent les Anglois : & on les mit indistinctement en prison, en les menaçant de toute la rigueur des loix.

Il y a tout lieu de croire que Parsons, qui étoit infiniment plus actif & plus intrigant que ses confreres, entretint une correspondance régulière avec les Chefs des Communes, par l'entremise d'un agent affidé qu'il avoit à Londres. La guerre entre Charles & son Parlement étoit à la veille de se déclarer. Ses adversaires redoublèrent d'activité pour aliéner l'affection du peuple de ce Prince infortuné. Il avoit témoigné plusieurs fois le zele le plus empressé pour le service d'Irlande : il avoit même of-

Clarendon, Reb.
Vol. 1, p.
193.

fert de marcher en personne contre les rebelles ; mais un illustre Historien prétend , & cela n'a pas échappé à la sagacité de ses ennemis , » que » cette proposition n'étoit qu'un stratagème pour appaiser les deux » Chambres , qui craignoient l'absence du Roi , & les suites qu'elle » pouvoit avoir ». Pour effacer les impressions qu'une pareille déclaration pouvoit avoir faites , on fit revivre le bruit d'une commission ou d'une permission que le Roi avoit secrètement donnée aux rebelles .

Les Justiciers d'Irlande furent les principaux auteurs de ce dessein. Ils tâcherent de découvrir l'étendue de la conspiration , & d'impliquer , s'il étoit possible , les principales familles du district dans le crime d'avoir concerté la révolte. Pour cet effet , ils résolurent d'avoir les preuves qui leur manquoient , en mettant quelques prisonniers à la question. Ils commencèrent par Hughes Mac-Mahon , qui avoit été arrêté à la requi-sition d'O'Connolly , & dont ils attendoient quelques découvertes importantes ; mais la torture ne put rien

lui faire avouer d'essentiel à leur dessein. » On lui avoit dit qu'on devoit » s'adresser au Roi pour obtenir une » commission, qu'on avoit promis » de la produire, mais qu'il ne l'avoit jamais vue ». Telles furent la nature & la substance de ses réponses. Jean Read fut ensuite appliqué à la torture. Il avoit été Gentilhomme de la Chambre du Roi, & Lieutenant-Colonel dans l'armée qu'on leva contre les Ecoissois. Les habitants du district le chargerent, lorsqu'ils prirent les armes, de communiquer leur remontrance au Roi. Il avoit donné avis de son voyage aux Lords Justiciers, qui le prièrent de se rendre à Dublin pour conférer avec le Conseil. Il fut le premier qui avertit Ormond de la levée du siege de Drogheda. Celui-ci le fit conduire à Dublin, où on le mit sur le champ en prison. On intercepta les lettres qu'il écrivoit au Roi, & on lui fit subir, étant à la question, un interrogatoire qui ne tendoit qu'à rendre le Roi coupable. Les Justiciers furent de nouveau les dupes de leur méchanceté; mais elle ne fut point épu-

MSS.
Clogher.
Trin. Col.
Dub.

Carte.

fée. Patrice Barnewal, Gentilhomme d'un âge vénérable & d'un caractère respectable, devint à son tour leur victime. Son seul crime étoit de s'être trouvé à l'assemblée de la montagne de Crofty, & d'avoir accepté un commandement de la part des insurgents, sans s'être jamais ligué avec les rebelles. Il ne cessa de protester de son innocence, & alléguant de preuves en sa faveur, que les Justiciers rougirent de leur cruauté, lui permirent de résider à Dublin, & prirent ses biens sous leur sauvegarde.

Quoique le caractère & la conduite du Roi ne fussent point essentiellement impliqués dans ces procédures, les partisans du peuple d'Angleterre ne laissèrent pas d'en tirer quelque avantage. Les Justiciers eurent soin d'envoyer au Parlement d'Angleterre les interrogatoires & les réponses des prisonniers, ou du moins de ceux qu'il leur avoit plu de choisir. On fit courir le bruit qu'elles contenoient des choses très-importantes, & qui intéressoient l'honneur de la Couronne; mais on évita d'entrer

dans aucun détail. On ne permit à aucun ami du Roi d'examiner ces interrogatoires. Son Secrétaire eut ordre d'en demander des copies aux Lords Justiciers ; mais ses ennemis, auxquels ils étoient entièrement dévoués, leur défendirent de les donner. Le peuple en général étoit trop emporté & trop prévenu pour appercevoir que cette circonspection extraordinaire, étoit une preuve que Charles n'avoit jamais autorisé les rebelles à prendre les armes.

Il étoit naturel que le Roi témoignât dans cette occasion plus de zèle que jamais pour le service de ses fideles sujets d'Irlande. Il envoya un messager aux deux Chambres du Parlement, pour leur déclarer la résolution qu'il avoit prise d'aller au plutôt en Irlande, pour châtier les rebelles, d'établir une garde pour la sûreté de sa personne, & même de vendre ou d'engager ses parcs & ses maisons de plaisance, pour subvenir à la dépense que cette expédition exigeoit. Les Lords Justiciers prirent l'alarme ; ils firent au Roi le portrait le plus affreux de l'armée d'Irlande, de

Huf-
band's.
Collect.

l'épuisement du Pays, ajoutant qu'il ne pouvoit y être en sûreté pour sa personne, ni être d'aucun secours à ses sujets, ni intimider ses ennemis. La réponse péremptoire & insolente du Parlement d'Angleterre, & les menaces qu'il fit au Roi, s'il persistoit dans son dessein, produisirent plus d'effet. Il ne fut plus question de l'expédition du Roi en Irlande, si ce n'est dans ses répliques au Parlement.

Les Gentilshommes du district fondèrent toute l'espérance qu'ils avoient de se réconcilier avec le Gouvernement, sur la présence du Roi. Elle s'évanouit. Ils s'étoient témérairement engagés dans la révolte. On avoit si maltraité ceux qui s'étoient soumis, qu'ils n'osoient suivre leur exemple. L'objet favori des Justiciers d'Irlande & du Gouvernement d'Angleterre, étoit d'exterminer tous les Catholiques du Royaume. Leurs terres étoient déjà marquées & destinées à leurs vainqueurs, & eux & leurs descendants condamnés à mourir de faim. Le Lord Gormanston fut tellement affecté de l'état auquel il étoit

Carte.

réduit, lui, sa famille & ses amis, qu'il en mourut de chagrin. Le désespoir s'empara de ses associés; & voyant qu'il n'y avoit plus de pardon à espérer, ils prirent les armes.

Leurs confédérés d'Ulster les ayant abandonnés, ils se liguerent avec le Lord Mountgarret & ses adhérents, & mirent bientôt le courage des troupes du Roi à une rude épreuve.

Le Comte d'Ormond fut envoyé ^{Carte,} avec trois mille fantassins, cinq cents cavaliers, & cinq pieces de campagne dans le Comté de Kildare, avec ordre de ravager les terres des rebelles, de dégager les châteaux qu'ils avoient investis, & de renforcer les garnisons. Ces sortes d'expéditions étoient proportionnées au génie & aux vues des Lords Justiciers. A son retour à Athy, il eut avis que Mountgarret, accompagné des Lords Dunboyne, Ikerrin, Roger Moore, Hughes Byrne, & autres chefs rebelles de Leinster, campoit à quatre milles de distance avec huit mille fantassins, & quelques compagnies de cavalerie. Comme l'armée se trouvoit affoiblie par les garnisons, chargée de

bagages, & mal pourvue de vivres, on résolut dans un Conseil de guerre, de ne point hasarder une bataille contre l'ennemi, à moins qu'il ne s'opposât à leur marche à Dublin. Ils continuèrent les précautions nécessaires ; mais les rebelles les ferroient de si près, qu'ils ne purent éviter d'en venir aux mains. Les Irlandois parurent avoir épuisé leur courage dans leur première attaque. Leur aile gauche fut rompue du premier choc ; la droite, où étoient les principaux chefs, se soutint quelque temps, & se retira en bon ordre sur une éminence voisine ; mais elle se rompit peu de temps après, & se retira précipitamment. Leur perte fut de sept cents hommes ; celle des Anglois fut peu considérable. Les rebelles se dispersèrent entièrement ; mais Ormond n'avoit ni assez de vivres, ni assez de munition pour pousser plus loin l'avantage de cette victoire.

Il envoya aux Communes d'Angleterre une relation de cette action, qu'on appelle la *bataille de Kilrush* ; & elles la firent publier avec beaucoup de solennité. Elles joignirent

aux éloges qu'elles lui donnerent une
bague de cinq cents livres sterling ,
dont elles lui firent présent , & elles
prierent le Roi , conjointement avec
les Pairs , de le créer Chevalier de la
Jarretiere.



C H A P I T R E V.

Détresse du Royaume. — Etat de Leinster, — de Connaught, — de Munster. — Mort de Saintléger. — Inchinquin lui succède. — Le Lord Forbes. — Sa conduite. — Bataille de Lisfearrol. — Arrivée de Monroe & des troupes Ecoissoises à Ulster. — Cruauté & consternation des rebelles. — Indolence de Monroe. — Le Comte d'Antrim arrêté. — Sir Phelim O'Nial défait. — Les Royalistes d'Ulster contenus par le Comte de Leven. — Les rebelles sont harcelés. — Se disposent à abandonner l'Irlande. — Ils en sont empêchés par l'arrivée d'Owen O'Nial. — Arrivée du Comte de Leven. — Il retourne subitement en Ecosse. — Supériorité des rebelles. — Arrivée de Preston & de ses forces. — Synode du Clergé Romain. — Ses ordonnances. — Conseil souverain, & assemblée générale à Kilkenny. — Ordre de leur gouvernement, & leur serment d'association. — Ils choisissent des Généraux provinciaux. — Leur requête

au Roi & à la Reine. — Mécontentement & mort de Roger Moore. — Loyauté du Comte de Clanricard. — Le Comte de Castlehaven se ligue avec les confédérés d'Irlande. — Menées du Parlement d'Angleterre avec l'armée d'Irlande. — Traversées par le Comte d'Ormond, — qui est créé Marquis. — Conduite des Juges-Mages, — de Reynolds & de Goodwin. — Mécontentement des Officiers militaires. — Leurs plaintes parviennent au Roi. — Situation de Charles. — Disposé à s'accommoder avec les rebelles. — Etablit une commission pour écouter leurs propositions. — Les Juges-Mages s'y opposent. — Ordre vigoureux du Roi. — Ormond refuse le poste de Vice-Roi. — Son premier traité avec les confédérés d'Irlande. — Leur orgueil. — Ils deviennent plus traitables. — On convoque une assemblée à Trim. — Les progrès du traité déplaisent aux Juges-Mages. — Ils projettent une expédition. — Ormond se charge du commandement. — Bataille de Ross. — Détresse des habitants de Dublin. — Entrevue à Trim. — Plaintes & demandes des Irlandois. —

On envoie leurs remontrances au Roi. — Obstacles qu'ils éprouvent de la part des Juges-Mages. — Leurs violences. — On ôte le gouvernement à William Parsons. — Le Roi ordonne une treve. — Sa conduite justifiée par les circonstances du Royaume. — Expédient que proposent les nouveaux Juges pour entretenir l'armée. — Progrès du traité avec les Irlandois. — Sage conduite du Marquis d'Ormond. — Rebuté par l'orgueil des Irlandois. — Il suspend le traité. — Il tente inutilement d'en venir à une action avec Preston. — Le Roi renouvelle l'ordre qu'il avoit donné de cesser les hostilités. — Parsons & ses associés mis en prison. — Les vieux Irlandois ne veulent aucun traité. — Les confédérés les plus modérés y consentent. — La treve est signée. — Plusieurs Anglois & Irlandois la désapprouvent. — Le Parlement d'Angleterre se déclare contre.

TOUTES les Provinces d'Irlande furent dans ce temps-ci exposées aux calamités d'une guerre ruineuse, conduite comme l'avoient été toutes celles d'Irlande dans les siècles

les plus barbares. Les insurgens des A. D.
différents quartiers se rangerent sous 1642
les drapeaux de leurs chefs respectifs.
sans union, sans ordre, sans disci-
pline, & sans aucun plan fixe. Nous
allons les voir agir séparément dans
les différentes Provinces; mais nous
ne verrons aucune opération de leur
part qui mérite un détail particulier.

Les habitants de Leinster qui étoient Borlase:
restés fideles au Roi, furent conti-
nuellement harcelés par des partis dé-
tachés des rebelles, qui ravageoient
leurs terres, & assiégeoient leurs châ-
teaux. L'arrivée du Lord Lisle, fils
du Comte de Leicester, encouragea
les Justiciers à faire quelques efforts
pour réprimer leurs outrages. La La-
dy Ossaly (*) fut secourue dans son

(*) Cette Dame étoit une fille de la Maison
de Kildare, & veuve de Robert Digby. Le
titre d'Ossaly appartenoit proprement à l'aîné
des Comtes de Kildare; mais elle le prit par
une grace spéciale du Roi Jacques. Voici la
réponse qu'elle fit à la sommation des rebelles.

„ J'ai reçu la lettre dans laquelle vous me
„ menacez de saccager mon château par ordre
„ du Roi. Je lui ai toujours été fidelle, & ne
„ vous ai jamais offensés; & c'est ce qui fait
„ que votre menace me surprend. Je ne me

Carte,
Orm.

château de Geafell, & Jean Gifford, à Castle-Jordan. Les rebelles furent chassés de Trim. Ils avoient profité de la foiblesse de la garnison, pour l'attaquer. Charles Coote, leur ennemi implacable, fut tué dans cette action; & les Lords Justiciers ne furent point fâchés de cet incident, parce qu'ils craignoient son esprit entreprenant, & empêchoient autant qu'ils pouvoient qu'on ne poursuivît trop vivement les rebelles. La précaution extraordinaire avec laquelle ils agirent contre une armée nécessaire & souvent battue par l'ennemi, fut, en quelque sorte, justifiée par les circonstances dans lesquelles la leur se trouvoit. Chaque détachement qu'on envoyoit d'Angleterre, aggravoit la détresse des troupes, en aug-

„ départirai jamais de ces principes, & je tâ-
 „ chera de vivre comme j'ai vécu jusqu'ici,
 „ innocente & sans tache; mais je défendrai
 „ ce qui m'appartient, laissant à Dieu le soin
 „ de l'événement. J'ai toujours évité de ver-
 „ ser le sang chrétien; mais si vous me pou-
 „ sez à bout, vous éprouverez que vos me-
 „ naces ne m'effrayent point”.

LETTICE OFFALIA.

mentant la consommation des vivres. Les Officiers demandoient hautement les arrérages qui leur étoient dus; les soldats; sans argent ni habits, affoiblis par la mauvaise nourriture, obligés de marcher dans des chemins scabreux, les pieds nuds & ensanglantés, succomboient sous le poids de la misère & de la fatigue. Ceux qui leur survécurent se mutinèrent. Les troupes qui arrivèrent les dernières, partagerent la détresse commune, mais la supportèrent avec moins de patience. La mauvaise humeur que leur causa ce contre-temps, fut telle, qu'elles insultèrent l'ancienne armée, & traitèrent les soldats qui la composoient, d'Irlandois & de rebelles; ce qui occasionna souvent des querelles sanglantes; mais comme l'Etat ne pouvoit les payer, il étoit impossible de les contenir dans les bornes de la discipline. Dans ces circonstances, le Parlement s'assembla à Dublin pendant trois jours; mais comme on en avoit exclu les membres rebelles, & ceux qui avoient refusé de prêter le serment de suprématie, il se trouva

réduit à un petit nombre. Il témoigna une fureur extrême contre le parti Catholique; il demanda qu'on exécutât à la rigueur les loix pénales, & représenta au Roi & au Parlement d'Angleterre la nécessité dont il étoit de sévir contre les récusants. Le Parlement d'Angleterre adopta les mêmes sentimens. On dressa les bills qu'on vouloit envoyer au Roi; on dénôça la vengeance la plus sévère contre les Papistes, comme si l'on avoit eu dessein de pousser les insurgens à bout, & qu'on n'en eût plus rien à craindre.

Carte ,
Orm. Connaught jouit d'une tranquillité passable, par la prudence du Lord Ranelagh, qui en étoit Président, & l'autorité & la diligence du Comte de Clanricard, jusqu'au moment que la défection du district eût enflammé & mécontenté les habitants de cette Province. Mayo & Roscommon furent de nouveau infestées par les insurgens. Un corps d'Irlandois sauvages, sorti d'un district montagneux, appelé Ire-Connaught, infesta les districts qui étoient demeurés fideles. Les habitants de Galway, sous pré-
texte

texte des injures qu'ils avoient reçues du Gouverneur , assiégèrent le fort , & réduisirent la garnison à la dernière détresse. Le Comte de Clanricarde vola à son secours ; & quoique ses forces fussent inférieures de beaucoup à celles des habitants & de leurs alliés , il vint cependant à bout de les intimider , & de les faire consentir à un accommodement. On convint de suspendre les hostilités de part & d'autre , & que la ville seroit sous la protection de Sa Majesté jusqu'à ce qu'on fût instruit de sa volonté. Cet événement découragea les rebelles d'Occident , & les disposa à proposer la même suspension d'armes. Le Comte de Clanricarde fut d'avis de la leur accorder , disant qu'on leur donneroit par-là le temps de réfléchir sur leur conduite précipitée , on les rappelleroit à leur devoir , & on préviendroit la désolation du Royaume. Les Lords Justiciers étoient animés par d'autres motifs. Ils condamnerent sévèrement la protection que le Comte avoit accordée à Galway , & lui défendirent expressément de ne plus recevoir les

soumissions de qui que ce fût. Ils ordonnerent aux Commandants des garnisons de n'entretenir aucune correspondance avec les Irlandois & les Papistes, de n'accorder aucune protection aux rebelles, & de les poursuivre à feu & à sang. Leurs ordres enjoignoient expressément aux soldats de massacrer indistinctement tout le monde, & de n'épargner ni les femmes, ni les enfants (*). Un agent violent & déclaré de la faction parlementaire, travailla, en conséquence des circonstances des instructions, ou du moins avec la connivence du Gouvernement, à rompre la dernière pacification de Galway, & à porter les

(*) Ces sévérités ont rendu les noms de Grenville, de Frédéric Hamilton, &c. aussi odieux aux Irlandois, & avec juste raison, que ceux d'O'Reily, de Macguire & d'O'Nial le sont aux Anglois. On trouva parmi la liste des services qu'un régiment de William Cole, composé de cinq cents fantassins & d'une compagnie de cavalerie, avoit rendus à l'Etat, l'article suivant, que l'Historien Borlase nous a conservé avec une satisfaction particulière.

Le nombre de ceux dont ce régiment a saisi les biens, & qui sont morts de faim, est de sept mille.

habitants à de nouveaux actes d'hostilité. Clanricarde fut outré de ce procédé, mais ne ralentit point son activité pour le service de la Couronne. Les insurgents devinrent furieux, & menacerent & inonderent la Province de leurs troupes. Le Lord Préfident fut assiégé dans la ville d'Athlone; mais une petite somme d'argent & quelques troupes de renfort que l'Angleterre envoya, mirent les Lords Justiciers en état d'envoyer le Comte d'Ormond à son secours. L'ennemi se retira à son approche : les Justiciers, qui craignoient que le Comte ne poussât ses exploits trop loin, le rappellerent aussi-tôt à Dublin.

Dans Munster, William Saintléger, Président de la Province, se trouvoit dans l'embarras le plus affligeant, sans armes ni vivres pour ses soldats; & qui plus est, avoit des forces insuffisantes pour la défendre. Les rebelles s'étoient réconciliés & ligüés avec le Lord Muskerry, issu de la Maison de Clancarthy. Le Président, malgré un renfort de mille hommes qu'il avoit reçu d'Angleter-

re , fut obligé de s'enfermer dans Cork , de soutenir un siege , sous lequel il eût succombé , si l'action de Kilrush n'eût ralenti le courage des assiégeants. Il les battit dans une sortie ; mais ne pouvant pourvoir à la subsistance de ses soldats , il lui fut encore plus impossible de les mener contre un ennemi qui fuyoit. Il apprit que les rebelles s'étoient emparés de Limerick , une des places les plus importantes du Royaume. Cet accident fit une telle impression sur son esprit , qu'il tomba dans une maladie de langueur , dont il mourut quelque temps après. On donna le commandement de la Province au Lord Inchiquin , de l'illustre Maison d'O'Brien.

Carte ,
Orm, Inchiquin éprouva les mêmes difficultés , & témoigna le même zèle pour le service du Roi. Il demanda plusieurs fois un secours d'argent au Parlement d'Angleterre , qui lui envoya enfin dix mille livres sterling. Cette somme lui suffit pour empêcher ses troupes de mourir de faim , mais non pas pour les mettre en campagne. L'arrivée du Lord Forbes à Kinsale

avec douze mille hommes, parut promettre quelque événement heureux. Le Parlement d'Angleterre lui avoit donné, à l'insu du feu Roi, le commandement de quelques troupes qu'il avoit levées avec l'argent des aventuriers. Entièrement imbu de l'esprit des Puritains, & dirigé par le fanatisme d'Hughes Peters, son Chapelain, il refusa de se liguier avec les Royalistes Irlandois, ni avec tels autres que ce fût, si-non avec les Saints. Après quelques déprédations, dans lesquelles il ne mit aucune distinction entre les rebelles & les Royalistes, & après avoir souffert quelques échecs dans ses excursions, il s'embarqua, & se rendit dans la baye de Galway. Son zele indiscret l'emporta au point, qu'il dirigea principalement ses hostilités contre ceux qui se distinguoient le plus par leur loyauté. Il s'efforça de rompre la dernière pacification de Galway, de réduire les habitants à une espece de nouvelle soumission, à s'avouer rebelles, à supplier Sa Majesté d'intercéder pour eux auprès du Parlement d'Angleterre, & à n'admettre d'autres Gouver-

neurs que ceux qu'il plairoit au Roi & au Gouvernement d'Angleterre de leur donner. Ses intrigues ne furent pas plus heureuses que ses opérations militaires. Il se retira sans avoir rendu aucun service contre les rebelles, ni sans avoir daigné agir de concert avec les Commandants affectionnés au Roi, après avoir, dit M. Carte, gâté l'Eglise de Ste. Marie, fouillé les tombeaux, brûlé les cercueils & les ossements de ceux qui y étoient enterrés, avec une fureur insensée, qui ne servit qu'à rendre sa mémoire détestable, & qu'à enflammer l'esprit de ceux qui étoient déjà enclins à la sédition.

Dans ces entrefaites, Inchiquin luttoit à Cork avec ses difficultés, presque hors d'état de faire subsister sa garnison. L'ennemi ayant continué de s'emparer des forts & des châteaux de la Province, il fut à la veille d'être investi, & de mourir de faim dans ses quartiers. Pour prévenir ce malheur, il résolut d'attaquer les rebelles, malgré la supériorité de leur nombre. Ayant rassemblé les troupes du Comte de Cork, lesquelles étoient

commandées par ses fils, les Lords Kynalmeaky & Broghil, & celles que le Comte de Barrymore avoit levées, il en forma une petite armée d'environ deux mille hommes; ses soldats étoient extrêmement affoiblis par les fatigues qu'ils avoient essuyées; mais se fiant sur l'ignorance & le peu de discipline qui régnoient dans les armées Irlandoises, il marcha hardiment contre les rebelles. Il les trouva avantageusement postés près du château de Liscarrol, qu'ils venoient de prendre, au nombre de cinq mille fantassins & de cinq cents cavaliers.

Le combat dura quelque temps; mais il se décida enfin en faveur des Royalistes. Ces derniers perdirent peu de monde; mais le Lord Kinalmeaky fut tué dans l'action. Ils poursuivirent les rebelles, lesquels s'étant dispersés de côté & d'autre, répandirent la consternation parmi leurs adhérents. Le seul avantage que le Lord Inchiquin retira de ce succès, fut de diviser ses forces en plusieurs garnisons, & de leur procurer une misérable subsistance.

Je vais maintenant retourner dans

la Province du Nord, qui fut la première scène de la révolte, & où la puissance des rebelles étoit toujours considérable. Les contestations entre le Roi & les Communes, les différends entre les deux chambres du Parlement, & peut-être l'artifice des chefs du peuple, qui se plaisoient à fomenter la révolte d'Irlande, retarderent le traité au sujet des troupes Ecoissoises qu'on devoit envoyer en Irlande. On résolut enfin d'accepter le secours de l'Ecosse. On destina deux mille cinq cents hommes pour le service immédiat d'Ulster. On convint qu'aussi-tôt après leur arrivée, on leur remettroit la ville & le château de Carricfergus, & que lorsque le restant des dix mille hommes, que les Commissaires Ecoissois s'étoient obligés de fournir, seroient arrivés dans Ulster, on leur livreroit aussi-tôt la ville & le château de Colerain. Le Roi se soumit à ces conditions avec répugnance; & pour faire plus d'honneur à ces auxiliaires, on confia la conduite de la guerre du Nord aux seuls Généraux Ecoissois.

Le premier détachement débarqua

à Carricfergus vers le milieu d'Avril. Robert Monroe, qui le commandoit, fut joint à l'instant par quelques troupes provinciales, dont le nombre se montoit à dix-huit cents fantassins, & sept compagnies de cavalerie. Tout le corps s'avança vers Newry; les rebelles abandonnerent la ville à leur approche, & le château se rendit aussi-tôt après. On livra celui de Carlingford à Henri Tichburne. Les partisans des chefs rebelles perdirent courage à leur ordinaire à la première apparence de danger. Phelim O'Nial, ayant été obligé d'abandonner Armagh, mit le feu à la ville, & ses partisans brutaux exercèrent leur barbarie sur les malheureux Anglois qui tombèrent en leur pouvoir. O'Nial se retira à Charlemont, avec d'autant moins d'espérance de conserver ce poste, qu'il manquoit de munition. Plusieurs de ses partisans se retirèrent dans les forts de Tirone, & même plusieurs rebelles distingués abandonnerent leurs maisons, & furent se cacher dans différents endroits.

Déposit.
MS. Trin.
Col. Dub.

Carte,
Orm.

On pressa Monroe de profiter de

cette consternation générale des rebelles , & de les poursuivre vigoureusement avant qu'ils fussent revenus de leur terreur , & qu'ils eussent reçu du secours de dehors. La réduction des rebelles du Nord eût mis les Royalistes d'Ulster en état de secourir les autres Provinces , où les forces du Gouvernement étoient affoiblies , & les rebelles mieux armés & mieux disciplinés que dans le Nord ; mais Monroe avoit ses instructions secrètes. Après avoir égorgé soixante hommes & dix-huit femmes à Newry , il laissa une garnison de trois cents hommes dans la ville , & s'en retourna à Carricfergus. Il fit une seconde excursion dans le Comté d'Antrim. Aucun ennemi ne parut ; mais le Comte d'Antrim , quoique zélé contre les rebelles , étoit un Papiste & un Royaliste ; ce qui étoit une raison suffisante pour ravager ses terres , & s'assurer de sa personne. Il s'acquitta de ce dernier point d'une manière qui étoit assez ordinaire dans les siècles barbares. Monroe , sous une apparence d'amitié & de respect , fut faire une visite au Comte dans son

château de Dunluce , & y fut très-bien accueilli. Sur la fin du repas , il donna le signal à ses adhérents. On arrêta le Comte , on faïsit son château , & l'on posta des soldats Ecoſſois dans toutes les maisons qui lui appartenoient.

Deux mois passés dans une inac-^{Carte,}tion totale , ou dans des entreprises ^{Orm.}frivoles , ranimerent le courage des rebelles , les tirèrent de leurs retraites , & les mirent une seconde fois en état de rallier leurs forces. Les troupes Angloises d'Ulster furent chargées de s'y opposer ; car les Ecoſſois étoient entièrement employés à ravager les districts adjacents , & à transporter de grands troupeaux de bêtes à cornes en Ecoſſe. Phelim O'Nial reparut à la tête d'une armée ; mais Robert & William Stewart , qui commandoient les troupes Angloises , l'attaquerent avec beaucoup de courage. Après une action plus vive qu'aucune qui se fût jamais passée dans Ulster , les rebelles furent mis en déroute , avec perte de cinq cents hommes de tués , de beaucoup de blessés , & d'un nombre considérable de pri-

sonniers. On proposa de les poursuivre, mais les Anglois manquoient de vivres, & Monroe refusa de les seconder. Quelques Officiers Anglois Royalistes, piqués de ce refus, résolurent de surmonter leurs difficultés, & d'essayer ce que pourroient leurs propres efforts. Ils enleverent quelques forts aux rebelles, & ils se disposoient à pousser leurs opérations plus loin, lorsque leur ardeur fut ralentie par un mandat du Comte de Leven, qui étoit à la veille de s'embarquer avec le gros des Ecoffois auxiliaires. Ses ordres étoient qu'on n'assiégeât aucune place, & qu'on ne mît aucune garnison dans les villes d'Ulster, sans la permission des Commandants Ecoffois.

Carte,
Orm.

Cette crainte apparente de terminer trop promptement la guerre auroit eu les suites les plus funestes, si les rebelles n'eussent été découragés par leurs mauvais succès, & dans l'impossibilité de poursuivre leur entreprise faute de moyens. Leur abatement étoit tel, que Monroe s'étant mis en campagne dans le mois de Juillet, les Chefs Irlandois résolurent

dans un Conseil, d'abandonner une cause dont ils désespéroient de voir la réussite, à cause des fréquents échecs qu'ils avoient essuyés, & de se retirer dans les Pays étrangers, pour se mettre à couvert de la fureur d'un ennemi victorieux. Dans ce moment de désespoir, ils apprirent qu'Owen O'Nial, dont ils attendoient depuis long-temps l'arrivée, étoit enfin parti de Dunkerque, & étoit débarqué après un voyage ennuyeux dans le Comté de Donegal, avec cent Officiers & un secours considérable d'armes & de munitions. Cette nouvelle ranima leurs espérances; ils envoyèrent à leur Général favori une escorte qui le conduisit en triomphe à Charlemont.

Owen O'Nial avoit servi avec beaucoup de distinction dans les armées de l'Empire & d'Espagne. Il étoit Gouverneur d'Arras, lorsque les François assiégèrent cette ville l'an 1640; & quoique obligé de capituler, il se fit respecter de l'ennemi par la bravoure avec laquelle il défendit cette place. Il joignoit à beaucoup d'expérience, un discernement vif & une

Carte,
Orm.

activité étonnante à profiter des avantages que l'ennemi lui offroit; un génie propre à la défense & à traîner la guerre en longueur, qualités excellentes & d'un usage infini dans celle qu'il alloit entreprendre. La connoissance qu'il avoit du monde, sa prudence, sa sobriété, sa circonspection parurent dans un jour d'autant plus avantageux, qu'elles formoient un contraste avec l'ignorance, la grossièreté, l'intempérance & la légèreté de Phelim. Owen fut déclaré, du consentement unanime des Irlandois du Nord, chef de leur confédération; ce qui mortifia beaucoup son allié.

Le nouveau Général commença par blâmer hautement les cruautés que Phelim O'Nial & ses adhérents brutaux avoient exercées. Il renvoya à Dundalk les prisonniers qui restoient. Il investiva avec une chaleur extraordinaire contre ceux qui avoient déshonoré leur cause par le meurtre & le massacre; il brûla les maisons des plus coupables, & déclara qu'il se joindroit aux Anglois, plutôt que de laisser de pareils scélérats impunis. Comme il s'attendoit

à être bientôt assiégé dans Charlemont, il fit tous les préparatifs nécessaires pour se défendre; mais les Ecoissois restèrent dans l'inaction, & ne voulurent point permettre aux Anglois de l'attaquer; de manière qu'il eut le loisir de rallier & de discipliner ses troupes. Le Comte de Leven arriva enfin dans le mois d'Août, avec un renfort de dix mille hommes. Les troupes de la Province se montoient à vingt mille fantassins & mille cavaliers; de sorte que Leven, qui commandoit ce corps, paroissoit n'avoir autre chose à faire qu'à marcher contre un ennemi hors d'état de lui résister, & à chasser ses malheureux débris de la Province d'Ulster. Il passa la Bann, & s'avança dans le Comté de Tirone, d'où il écrivit à Owen O'Nial une lettre dans laquelle il lui marquoit le chagrin qu'il avoit qu'un homme aussi renommé que lui se fût rendu en Irlande pour soutenir une mauvaise cause. Owen lui répondit que les raisons qui l'engageoient à venir secourir son Pays, étoient beaucoup plus légitimes que celles qui l'avoient

porté à prendre les armes contre son Souverain ; & comme si cette courte correspondance eût été le seul objet de sa marche, Leven laissa le commandement de l'armée à Monroe , l'avertissant qu'il seroit infailliblement battu , s'il donnoit le temps à Owen O'Nial de rassembler ses forces, & s'en retourna en Ecosse. Les Irlandois imputerent cette conduite extraordinaire à sa lâcheté , & conçurent un souverain mépris pour les Ecossois. Monroe resta dans l'inaction ; O'Nial continua à former son armée ; & la Cour d'Angleterre négligea si fort celle qu'on devoit lui opposer , laquelle étoit composée d'Anglois & d'Ecossois, des troupes du Parlement & de celles du Roi , que ces différents corps furent réduits à lutter dans leurs quartiers respectifs contre la nudité & la famine.

Carte ,
Orm.

On mit par-là les rebelles en état de rallier & d'augmenter leurs forces, de s'emparer des places fortes, de resserrer les Anglois dans quelques endroits, & de se rendre maîtres du plat Pays. Les échecs qu'ils reçurent de la part des Royalistes,

causerent peu de préjudice à leur cause , parce que l'ennemi ne put profiter de ses avantages, & leur donna le temps de réparer leurs pertes. Ce qui augmenta leur confiance, fut un second embarquement que l'on fit à Dunkerque, beaucoup plus fort que le premier. Ils étoient les maîtres de Wexford. Il arriva d'abord deux vaisseaux dans le port, chargés d'armes & de munitions. Le Colonel Thomas Preston, frere du Lord Gormanston, soldat brave & expérimenté, arriva bientôt après avec un vaisseau de guerre, deux frégates & six autres vaisseaux chargés de pieces de batterie & de campagne, de munitions de guerre, de cinq cents Officiers & d'un nombre considérable d'Ingénieurs. Il arriva douze autres vaisseaux de Nantes, de St. Malo & de la Rochelle, avec de l'artillerie, des armes, des munitions, & quantité d'Officiers & de soldats Irlandois, que le Cardinal de Richelieu avoit congédiés & envoyés en Irlande, après les avoir assurés d'un autre secours.

Les Anglois prirent l'allarme. Pendant qu'ils étoient dans la détresse,

l'ennemi recevoit de toutes parts des munitions de guerre. Ils étoient les maîtres de la mer ; & ayant intercepté plusieurs vaisseaux chargés de provision dans le canal de St. George , ils interrompirent le commerce entre Chester & Dublin , & augmentèrent la disette que l'on éprouvoit déjà dans la Capitale. On croyoit que les rebelles feroient quelque action d'éclat , & l'on eut soin de renforcer les places qui étoient les plus exposées au danger ; mais les Irlandois s'occupoient alors de l'exécution d'un projet qu'ils méditoient depuis long-temps. C'étoit de donner une apparence d'autorité à leur démarche , de réunir les associés qu'ils avoient dans différentes Provinces , & de les contraindre à obéir & à se soumettre. Ils avoient déjà employé l'autorité de leur Clergé. L'Evêque d'Armagh , qui étoit Papiste , convoqua un Synode , qui déclara la guerre que faisoient les Irlandois , légitime & pieuse , & exhorta tous les sujets à défendre leur cause. Il fit aussi divers réglemens contre les maraudeurs & les meurtriers. On ne

s'en tint pas là. On convoqua dans le mois de Mai, à Kilkenny, un Synode général de tout le Clergé d'Irlande.

Les actes de cette assemblée furent Borlase.
 plus nombreux & plus solennels. Elle commença par déclarer que la guerre des Catholiques contre les Sectaires & les Puritains, pour la défense de la Religion Catholique, la prérogative du Roi, l'honneur & la sûreté de la Reine & de la famille Royale, la conservation des droits & des libertés de l'Irlande, de leurs vies & de leurs fortunes, étoit juste & légitime. Elle refusa de reconnoître les lettres & les déclarations qu'on avoit publiées au nom du Roi, jusqu'à ce qu'elle se fût assurée par ses propres agents de sa volonté & de ses intentions. Elle ordonna à tous les confédérés de se lier par un serment d'association, & menaça d'excommunication tous ceux qui refuseroient de le prêter, qui resteroient neutres, qui assisteroient l'ennemi, qui s'empareroient des biens des Catholiques & des Protestants *qui ne s'opposeroient point à leur cause.* Elle

défendit toute distinction & toute comparaison entre les anciens & les nouveaux Irlandois. Elle ordonna que l'on tint un registre exact de tous les meurtres & de toutes les cruautés que commettraient les Puritains dans les Provinces, (elle comprenoit tous les Royalistes sous ce nom odieux,) & menaça des censures ecclésiastiques ceux de ses adhérents qui commettraient de pareils excès. Elle ordonna de tenir des conseils provinciaux, composés d'Ecclésiastiques & de Laïques, & de former un Conseil général national, auquel tous les autres seroient subordonnés. Que ce Conseil envoyeroit des Ambassadeurs aux Potentats étrangers, & prieroit instamment l'Empereur, le Roi de France & le Pape, de vouloir bien appuyer sa cause. Tels étoient les principaux actes du Clergé. Les Seigneurs & les Gentilshommes qui résidoient dans ce temps-là à Kilkenny, dressèrent, de concert avec lui, le serment d'association, nommerent les membres du Grand-Conseil, dont le Lord Mountgarret fut élu Président, & indiquèrent, pour le mois d'Oc-

Carte,
Orm.

tobre suivant, une assemblée générale de la nation dans la même ville.

Au terme marqué, les Seigneurs ^{Carte,} Papistes, les Prélats, le Clergé, les ^{Orm.} Députés Papistes des différents Comtés & des principales villes de chaque Province, s'assemblerent à Kilkenny. Ils protestèrent avec une humilité simulée, qu'ils ne regardoient point leur assemblée comme un Parlement, que le Roi seul étoit en droit de convoquer; mais comme une assemblée générale, dont l'objet étoit de régler les affaires, jusqu'à ce qu'il plût à Sa Majesté d'appaiser les troubles du Royaume. Elle étoit cependant formée sur le plan d'un Parlement, & composée de deux Chambres, l'une des Pairs laïques & des Prélats, & l'autre, des représentants des Comtés & des Villes. Elle siégea dans la même Chambre. Patrice Darcy, Jurisconsulte célèbre, déjà connu par son activité dans le Parlement, s'assit tête nue sur un placet, comme substitut des Juges. Nicolas Plunket, autre partisan distingué de la faction récusante, fut nommé Orateur de l'assemblée. Les

Pairs consultoient à part, & Darcy communiquoit leurs résolutions aux Communes. Ceux du Clergé, qui ne siégeoient point avec les Pairs, formoient une assemblée, dans laquelle ils s'occupèrent du rétablissement & de la sûreté des biens de l'Eglise. Leurs demandes arrogantes furent traitées avec mépris par les laïques qui jouissoient des bénéfices inféodés, dans le temps même qu'ils témoignaient le zèle le plus ardent pour les intérêts de l'Eglise.

L'assemblée déclara d'abord la résolution qu'elle avoit prise de maintenir les droits & les immunités de l'Eglise Catholique Romaine, conformément à la grande charte. Elle professa d'accepter le droit coutumier d'Angleterre & les statuts d'Irlande comme règle du Gouvernement, en tant qu'ils n'étoient ni contraires à la Religion Romaine, ni incompatibles avec les libertés de l'Irlande. Elle enjoignit à tous les sujets d'être fideles & soumis au Roi, & de maintenir ses justes prérogatives, & elle renonça en même-temps à l'autorité du Gouvernement d'Irlande adminis-

trée à Dublin » par un parti mal-intentionné, au préjudice de Sa Majesté, & pour complaire aux confédérés qu'il avoit en Angleterre ». Elle s'arrogea l'administration de la justice publique. Elle créa dans chaque Comté un Conseil composé de douze personnes, auxquelles elle donna pouvoir de décider toutes les causes dont la connoissance appartenoit aux Juges de paix, les procès pour dettes, & les actions personnelles, & de nommer tous les Officiers du Comté, à l'exception du Grand-Shériff. On pouvoit appeller de leurs jugemens aux Conseils provinciaux, lesquels étoient composés de deux Députés de chaque Comté, qui s'assembloient deux fois par an, pour juger de même que les Juges des assises, avec quelques restrictions particulières à leur juridiction. On appelloit de ces derniers à ce qu'on appelloit le *Conseil souverain des Com-fédérés Catholiques d'Irlande*, lequel étoit composé de vingt-quatre personnes choisies par l'assemblée générale, dont douze devoient résider à Kilkenny, ou dans telle autre ville

convenable. Le Conseil ne pouvoit être composé de moins de neuf personnes, dont six avoient voix délibérative. Ce Conseil choisissoit les Shériffs parmi les trois que le Conseil du Comté avoit nommés; il commandoit tous les Officiers militaires & tous les Magistrats civils; il terminoit toutes les affaires que l'assemblée générale avoit laissées indécises; il jugeoit toutes les causes criminelles & civiles, à l'exception des titres sur les terres; il dirigeoit la conduite de la guerre, & tout ce qui regardoit les intérêts des confédérés. On donna à cette assemblée importante une garde composée de deux cents cavaliers & de cinq cents fantassins.

Borlase. Ce fut le Synode ecclésiastique qui donna le plan de ce Conseil souverain, & qui dressa la formule du serment d'association, dont on se contenta de retrancher une partie, dans laquelle le Clergé obligeoit ses adhérents à ne jamais consentir à la paix, jusqu'à ce qu'on eût restitué à l'Eglise, non-seulement son autorité & ses privilèges, sa splendeur & sa

sa magnificence , mais encore ses anciennes possessions. Ceux qui s'en étoient emparés ne fatifsirent point à cette dernière clause, malgré le zele qu'ils témoignoiént pour la Religion. L'assemblée se contenta d'ordonner à tous les sujets d'être fideles au Roi, de défendre sa prérogative , l'autorité & les privileges du Parlement d'Irlande, les loix fondamentales, le libre exercice de la Religion Catholique Romaine , d'obéir aux ordres du Conseil souverain, de ne solliciter ni pardon ni protection sans le consentement de la majeure partie de ce Conseil, & de soutenir la cause commune.

Après qu'on eut ainsi réglé l'ordre du Gouvernement, on choisit Carte;
Orm. les Généraux provinciaux; Owen O'Nial, pour Ulster; Preston, pour Leinster; Garret Barry, pour Munster; le Colonel Jean Burke, pour Connaught, avec le titre de Lieutenant-Général, dans la croyance que le Comte de Clanricarde accéderoit à la ligue, & accepteroit le commandement en chef de cette Province. Cette même assemblée, qui avoit juré

de maintenir la prérogative du Roi, la viola ouvertement, en s'arrogeant le droit de régler & d'augmenter la valeur des especes monnoyées. Elle envoya ses Ambassadeurs aux Puissances étrangères, pour leur demander du secours; & pour montrer ses dispositions pacifiques, elle dressa deux requêtes pour le Roi & la Reine, dans lesquelles elle exposoit les griefs qui avoient donné lieu à la confédération.

Carte,
Orm.

Mais malgré toute cette apparence de grandeur & d'autorité, l'assemblée des confédérés d'Irlande, éprouva bien des troubles & des mortifications. Les plus modérés affectèrent d'abhorrer les cruautés que l'on avoit commises dans la première révolte. Ils auroient voulu effacer le souvenir de tout ce qui s'étoit passé avant leur assemblée, & persuader au public que la guerre civile ne faisoit que de commencer. De-là vint que dans la distribution des emplois, on négligea à dessein plusieurs des principaux conspirateurs. Phelim O'Nial, qui étoit du nombre de ces derniers, fut outré de ce mépris. Roger Moo-

re, qui étoit d'un caractère plus doux & plus humain, se plaignit du peu d'égard que l'on témoignoit pour son zèle & ses services. Comme il avoit plus de courage, de talents & d'activité que les autres, on mit tout en usage pour l'appaiser. Il mourut peu de temps après à Kilkenny, & cet incident ne déplut sûrement pas aux confédérés.

Pour comble de mortification, Clanricarde rejetta toutes leurs propositions, & persista dans la fidélité qu'il devoit à son Souverain, malgré les menaces que le Clergé lui fit de l'excommunier. Ils furent un peu dédommagé de ce contre-temps par l'acquisition qu'ils firent d'un nouvel allié, également distingué par sa dignité & son crédit. C'étoit Touchet, Comte de Castlehaven, & Baron d'Audley en Angleterre.

Ce Seigneur se rendit de Munster à Dublin au premier avis qu'il eut de la révolte, pour offrir ses services au Gouvernement. On les refusa, parce qu'il étoit Catholique Romain; sur quoi il demanda un passeport pour se rendre en Angleterre, qu'on

Carte;
Orm.
Mém. de
Clanricar-
de, Mém.
fol.

Mémoire
de Castle-
haven.

lui refusa de même. N'ayant pu établir sa résidence à Dublin, il se retira dans le Comté de Kildare, où il vécut paisiblement, & protégea, à ce qu'il dit lui-même, les Anglois du voisinage. Son caractère & son rang engagèrent les Seigneurs du district à employer sa médiation auprès des Justiciers, pour pouvoir s'assembler & présenter leur requête au Roi. Il se chargea de leur lettre, & demanda une seconde fois la permission de passer en Angleterre. On la lui refusa. On le tança sévèrement à cause de la correspondance qu'il avoit entretenue avec les rebelles, & on lui conseilla d'être à l'avenir plus circonspect dans sa conduite. Les Justiciers profiterent de quelques faux bruits que l'on répandit sur son compte, pour l'accuser de haute trahison. Convaincu de son innocence, il se rendit à Dublin; mais on le mit en prison sans daigner l'entendre. Son frere s'embarqua en cachette, fut trouver le Roi qui étoit dans ce temps-là à Yorck, & le pria de faire juger le Comte par les Pairs. Le Roi le renvoya au Parlement, qui lui re-

fusa de se mêler de cette affaire sans le consentement de son Souverain. Dans ces entrefaites, Castlehaven se sauva de prison, se rendit à Kilkenny, & se ligua avec les confédérés. Il fut créé membre du Conseil souverain, & nommé pour commander la cavalerie de Leinster, sous le Général Preston.

Pendant que la confédération d'Irlande acquéroit de jour en jour de nouvelles forces, les Anglois, au milieu de leurs détresses, étoient divisés d'affection & d'intérêt, à l'occasion de la dispute du Royaume voisin. Les Gouverneurs & leurs créatures prirent le parti du Parlement: l'armée, sur laquelle le Comte d'Ormond avoit beaucoup d'ascendant, prit celui du Roi. Du moment que la guerre civile parut inévitable, le Parlement crut devoir se faire un parti dans l'Irlande. Les agents qu'il avoit à Dublin sollicitèrent les Officiers de l'armée de présenter une requête au Roi, pour le prier de se conformer au desir de son Parlement. Une pareille demande ne pouvoit plaire à des gens que cette assemblée avoit

honteusement négligés & abandonnés. Ils répondirent qu'ils ne pouvoient agir sans la permission de leur Général. Ils présentèrent une requête à Ormond, qui leur dit d'en adresser une seconde aux Communes; il fit dans l'une & dans l'autre des changements qui marquoient son attachement pour le Roi, & qui déplurent par conséquent aux agents du Parlement. Ils en dressèrent une qu'il le Comte rejetta, de manière que la requête n'eut pas lieu. D'Ormond représenta cet incident au Roi comme une preuve de la bonne volonté de son armée d'Irlande. Il lui exposa en même-temps, dans les termes les plus pathétiques, la détresse dans laquelle elle se trouvoit, l'impossibilité dans laquelle il étoit de lui rendre aucun service essentiel, les tracasseries qu'il éprouvoit de la part des Justiciers, & la répugnance qu'ils témoignaient à agir vigoureusement contre les rebelles.

Les Justiciers, de leur côté, ne laissèrent échapper aucune occasion de mortifier le Comte d'Ormond. Ils

Carte,
Orm.

senterent avec les couleurs les plus odieuses. Le Comte de Leicester, qui étoit secrettement attaché au Parlement, & trop zélé pour son service, pour lui ôter le Gouvernement d'Irlande, ne pouvoit souffrir d'Ormond qu'il regardoit comme le rival de son autorité. Lorsqu'il vaquoit quelque place dans l'armée, il la donnoit toujours à des Officiers qu'il savoit être attachés à son parti; ce qui occasionna des disputes très-vives entre le Vice-Roi & le Général. Ils en remirent la décision au Roi, qui ne manqua pas de les décider en faveur de celui qui lui étoit le plus attaché. Il donna plus d'étendue à la commission d'Ormond, & le rendit indépendant du Comte de Leicester. Ce dernier ayant paru avoir envie de retourner dans son Gouvernement, le Roi crut devoir mettre d'Ormond à couvert des mortifications qu'il pouvoit lui causer. Il lui permit de venir en Angleterre toutes les fois qu'il lui plairoit, sans qu'il cessât d'être défrayé en Irlande; & pour lui donner des marques encore plus éclatantes de sa protection, il le créa

Marquis de son propre mouvement.

Carte,
Orm,

La guerre civile s'étant enfin déclarée en Angleterre, le Roi s'efforça de s'attacher l'armée d'Irlande, en comblant son Général de bienfaits. Le Parlement redoubla d'affiduité pour gagner la soldatesque, & pour s'emparer du gouvernement de ce Royaume. Il envoya pour cet effet à Dublin, Reynolds & Goodwin, deux membres des Communes d'Angleterre, avec quelques munitions & une somme de vingt mille livres sterling, qui, bien que modique, eu égard aux besoins de l'armée, tranquillisa les troupes, & leur fit espérer un secours plus considérable. Les agents du Parlement étoient assidus & versés dans les artifices des factions. Ils avoient pour partisans les Lords Justiciers & les créatures qu'ils avoient dans le Conseil. On reçut avec empressement tous les bruits défavantageux au Roi & à sa cause, & on se hâta de les répandre. On se servit, comme en Angleterre, des Prédicateurs pour enflammer l'esprit des sujets; & les Juristes les plus ignorants, encouragés par les gens en

place, décidèrent d'une dispute qui passoit leur foible intelligence. Un de ces instruments de la faction poussa les choses si loin, qu'il fixa l'attention du Parlement d'Irlande; mais les Justiciers, qui le protégeoient, le garantirent du châtiment qu'il méritoit, en prorogeant cette assemblée.

Reynolds, Goodwin & le Lord Lisle, qui étoit imbu de l'esprit & des principes de Leicester, son pere, furent admis au Conseil-Privé sans la permission du Roi. Les Gouverneurs d'Irlande méprisèrent son autorité du moment qu'il eut tiré l'épée. Au-lieu d'agir contre l'ennemi public, les uns & les autres ne s'occupèrent qu'à embarrasser & mortifier ceux qui étoient attachés au Roi. On ne négligea rien pour dégoûter le Marquis d'Ormond du commandement. On laissa Clanricarde dans la détresse; on interpréta malignement sa conduite, & peut-être les Justiciers & leurs créatures espererent-ils qu'un Seigneur Papiste aussi riche & aussi puissant, abandonneroit enfin le Roi, à la sollicitation des rebelles & du Clergé. Le Lord Ranelagh,

Carte,
Orm.

Président de Connaught, quitta son Gouvernement de désespoir, & se rendit à Dublin, dans la résolution d'instruire le Roi des détresses de la Province, & de la mauvaise conduite des Justiciers; mais il ne put exécuter son dessein. Il ne fut pas plutôt arrivé, qu'on l'accusa d'être l'auteur de tous les maux que les troupes avoient soufferts dans Connaught. On présenta au Conseil vingt-quatre chefs d'accusation contre lui, dont on ne lui donna point copie, & qu'on ne lui permit pas même d'examiner. Il demanda la permission de se défendre devant le Roi, à qui on les envoya; mais on lui refusa sa demande.

Carte,.
Orm.

Il importoit extrêmement aux Lords Justiciers & à leurs partisans, que le Roi & le Parlement d'Angleterre ne fussent instruits des affaires d'Irlande, que par leur canal; mais les Royalistes mirent enfin leur politique à bout. Les Officiers de l'armée de Leinster étoient depuis longtemps très-mal payés & très-mal nourris. La plupart étoient des Anglois de distinction, dont le Comte

de Kildare appuyoit les plaintes. Ils s'étoient adressés au Parlement, mais il ne les avoit point écoutés. Ils s'adresserent de nouveau au Conseil, mais d'une maniere si hardie & si péremptoire, que le Gouvernement en fut allarmé. On leur prodigua les promesses, & l'on chercha divers expédients pour subvenir à leurs besoins pressants. Celui qui parut le plus prompt, fut d'obliger les particuliers de porter à la monnoie la moitié de leur vaisselle (*); mais la somme qu'on en tira ne fut point suffisante. Les plaintes recommencerent, les Officiers dresserent une requête, & demanderent la permission d'aller en

(*) Antoine Martin, Evêque de Meath, avoit été pillé dans la premiere révolte, & dépouillé de tout son bien. Comme il étoit membre du Conseil-Privé, on lui donna ordre d'envoyer sa vaisselle. Le Prélat répondit, qu'il n'en avoit point, & qu'il ne lui restoit pour tout bien que quelques *vieilles soutanes*. On ne peut rien voir de plus tyrannique & de plus méprisable que la conduite que tinrent les Lords Justiciers dans cette occasion; car cette réponse, toute ingénue qu'elle étoit, fut cause qu'ils mirent le pauvre Prélat en prison, d'où il ne sortit que par ordre du Roi, à qui il avoit porté ses plaintes.

T vj

Angleterre , pour la présenter au Roi.

Les Justiciers & les agents du Parlement d'Angleterre furent allarmés de ce dessein. Ils essayèrent d'intimider les Officiers ; ils leur dirent qu'une pareille requête alloit les priver de tout secours de la part des Communes d'Angleterre , & les prièrent de suspendre leur dessein , jusqu'à ce qu'on eût vu l'effet que produiroient les représentations qu'on avoit faites au Parlement. Voyant que cette ruse ne leur réussissoit point, Reynolds & Goodwin conseillèrent aux Justiciers , non-seulement de ne point laisser partir l'agent de ces Officiers , mais encore de mettre arrêt sur tous les vaisseaux qui étoient dans le port. Les Officiers ne perdirent point courage , & insistèrent sur leur demande. Ceux de la Province de Leinster acquiescerent à la requête qu'ils avoient présentée à Dublin , malgré les efforts que firent les deux agents pour mettre les Officiers dans leurs intérêts. Les Justiciers jugerent à propos de lever l'*embargo* ; & le Roi , ayant lu la requête , fut tou-

ché des malheurs de ses Officiers , & les remercia de leurs services & de leur attachement.

Cet avis ne fut pas le premier que Charles reçut du mauvais état de son armée d'Irlande. Jacques Montgomery , Hardres Waller, les Colonels Clarendon. Arthur Hill & Audley Mervyn, lui avoient déjà présenté à Yorck une requête à ce sujet ; & il leur fit un très-bon accueil , quoiqu'ils fussent parlementaires , & qu'ils eussent agi par le conseil du Parlement. La requête actuelle lui étoit adressée par des personnes plus affectionnées à ses intérêts , & étoit accompagnée de quelques instructions utiles relativement aux Gouverneurs d'Irlande , à leurs principes , à leurs connexions , & à leurs procédés.

Ce Prince se trouva malheureusement engagé dans une guerre civile opiniâtre, sans pouvoir deviner quelle en seroit l'issue. Elle ne commença pas plutôt , que chaque parti sentit la nécessité d'employer toutes sortes d'expédients pour la soutenir. Malgré l'aversión invétérée contre le Papisme , que chacun s'efforçoit de té-

White-
lock.

moigner, & que Charles étoit particulièrement intéressé à affecter, il fut obligé vers le temps de la bataille d'Edge-Hill, d'accepter les services des Papistes, & d'armer ceux de Lancashire. Le Parlement l'accusa d'impiété : Charles alla en récriminant, & l'accusa d'en employer quantité dans son armée. Le Parlement déclara la résolution qu'il avoit prise d'employer les Ecoffois contre les ennemis de la Religion Protestante. Charles, qui connoissoit le génie de ses sujets du Nord, crut devoir se précautionner contre une ligue aussi formidable. Il jetta les yeux sur l'Irlande avec plus d'attention que les troubles de l'Angleterre ne lui avoient jusqu'alors permis de le faire. Les révoltes de ce Royaume avoient été très-avantageuses à ses ennemis; & il comprit que s'il pouvoit les appaiser, le pouvoir qu'il avoit donné au Parlement de conduire la guerre en Irlande, tomberoit de lui-même; qu'il lui ôteroit le prétexte de lever des troupes & de l'argent, & qu'il pourroit, lorsqu'il en seroit temps, envoyer une armée de Roya-

listes en Irlande, pour renforcer celle qui y étoit.

Il crut devoir profiter des propositions qu'avoient faites les insurgens d'Irlande. Ils avoient plusieurs fois demandé la permission d'instruire le Roi de leurs griefs, & une suspension d'armes, jusqu'à ce qu'il eût répondu à leurs plaintes. Ils avoient inutilement employé la médiation du Comte de Castlehaven. Le Comte de Clanricarde avoit vivement appuyé leurs propositions auprès du Gouvernement; mais les Lords Justiciers avoient été inexorables. Ils s'adresserent de nouveau à d'Ormond, qui résolut d'envoyer leur requête au Roi. Les Justiciers voyant qu'il ne pouvoient l'en empêcher, consentirent enfin à en envoyer une copie à Charles, à laquelle ils joignirent leurs propres remarques, le priant instamment de ne point y acquiescer, » parce qu'il priveroit la Couronne d'un revenu considérable, » & empêcheroit que la Religion & la politesse ne s'introduisissent en Irlande ». La seule réponse qu'ils reçurent fut une réprimande sévère

Carte;
Ormond,
& Lettres.

du peu de respect qu'ils avoient eu d'envoyer une simple copie de la requête, & un ordre péremptoire de remettre l'original. Cela occasionna un délai, qui obligea l'assemblée générale de Kilkenny de renouveler ses instances au Trône.

Il n'est presque pas douteux que le Roi crût pouvoir tirer parti de ces ouvertures pour appaiser les troubles de l'Irlande, & obtenir quelques secours de ce Royaume. Ces motifs étoient les seuls qui pussent justifier son indulgence pour les insurgents d'Irlande. Ils étoient les défenseurs avoués de la superstition & de l'idolâtrie des Papistes, qui étoient des objets d'horreur pour le peuple, & que le Roi lui-même faisoit profession de détester. La nécessité urgente de ses affaires l'obligea à écouter les arguments en faveur de ces rebelles odieux. Il considéra les requêtes qu'ils lui avoient présentées pour obtenir la paix, & exposer leurs griefs ; la ruine dont l'Irlande étoit menacée ; la négligence que le Parlement témoigna pour ce Royaume ; l'impossibilité dans laquelle il étoit de protéger ses sujets

d'Irlande, & l'accroissement des forces des rebelles. Il ne crut pas devoir rejeter les propositions des Irlandois, après avoir acquiescé à celles des Ecoissois, sur-tout dans la disposition où il étoit de traiter avec les rebelles d'Angleterre. Cette démarche parut si avantageuse à Charles, qu'il expédia un ordre sous le grand sceau d'Angleterre au Marquis d'Ormond, aux Comtes de Clanricarde & de Roscommon, au Vicomte Moore, à Thomas Lucas, Maurice Eustace, & Thomas Burke, Ecuyer, de s'aboucher avec les principaux récusants, de recevoir leurs propositions, & de les lui communiquer.

Carte,
Ormond,
& Lettres.

Une disposition aussi manifeste pour la paix, provoqua les Justiciers, & allarma Goodwin & Reynolds, Commissaires du Parlement (c'est ainsi qu'on les appelloit). Parsons délibéra quelque temps s'il empêcheroit ou non l'exécution de cette commission. Burke, qui la porta en Irlande, fomenta, dit-on, la rébellion; les Commissaires sollicitèrent les troupes & les habitants de Dublin de s'y opposer; mais inutilement. Le Roi fut inf-

truit de leurs démarches , & encouragé par la prospérité apparente de ses affaires, résolut d'agir en Irlande avec plus de vigueur que jamais. Il écrivit une lettre fort dure aux Lords Justiciers, & leur ordonna d'exclure Goodwin & Reynolds du Conseil-Privé, de s'assurer de leurs personnes, & de les mettre en prison; mais ces agents s'étoient déjà enfuis du Royaume, accablés de honte & de disgrâce. On s'attendoit naturellement que Charles déposeroit les Justiciers, & confieroit le gouvernement d'Irlande à quelque personne d'une fidélité éprouvée. Il proposa en effet la Vice-Royauté au Marquis d'Ormond, lui laissant néanmoins la liberté d'accepter ou de refuser ce poste. Soit qu'Ormond fût irrésolu, soit qu'il crût pouvoir servir le Roi plus efficacement, & avec plus de sûreté pour lui-même dans celui qu'il occupoit, il pria humblement Sa Majesté de différer sa commission, & entra en négociation avec les insurgents d'Irlande.

Cette,
Lettre.

Cette,
Orm.

Il écrivit conjointement avec les autres Commissaires, aux Lords Gormanston, Mountgarret, Ikerrin, &

à sept autres qui avoient signé la requête au Roi, d'envoyer leurs agents à Drogheda, leur marquant que les Commissaires s'y trouveroient un tel jour, pour recevoir leurs propositions, & les communiquer au Roi. Les Irlandois remportèrent plusieurs avantages qui augmentèrent leur orgueil. Preston, qui les commandoit, s'empara de plusieurs forts, & poussa ses conquêtes, quoique son parti eût été battu par le Général Monk. Les insurgents avoient la supériorité dans plusieurs districts, & triomphoient de la détresse de l'armée Royale. Leur vanité & leur inexpérience leur exagéroient cette supériorité; & leur Clergé, encore plus vain & plus ignorant qu'eux, encourageoit & enflammoit leur insolence. Les Commissaires qui craignoient la présomption de cet ordre, exigèrent que le comité qu'on enverroit à Drogheda fût entièrement composé de laïques. Ils fixèrent leur nombre à trente, & leur ordonnerent de se trouver au rendez-vous, pour recevoir les Commissaires avec le respect que l'on devoit à l'autorité du Roi. Ce qu'il y

eut de plus choquant, fut, que dans le sauf-conduit que les Justiciers donnerent à leur comité, ils donnerent aux récusants les noms d'*agents & de fauteurs de la rébellion odieuse.*

Lettres de
Carte, V.
III. n°. *cx*
xxxij.

Le Conseil souverain leur fit une réponse qui se ressentoit de l'orgueil & de l'indignation qui l'avoient dictée. Il leur marqua qu'il étoit surpris qu'on eût caché jusqu'au mois de Février une commission fondée sur la requête que les Catholiques avoient présentée dans le mois d'Août. Il demanda une copie de cette commission, & témoigna être fâché qu'on prescrivît à ses agents la manière dont ils devoient agir, comme s'ils avoient ignoré le respect qu'ils devoient au Roi. Il témoigna sur-tout un souverain mépris pour les noms odieux que les Justiciers avoient insérés dans le sauf-conduit, de leur propre chef, & déclara la résolution ferme & unanime qu'il avoit prise de rejeter tout accommodement, jusqu'à ce qu'on l'eût lavé d'une imputation aussi odieuse que celle d'avoir excité la révolte. Qu'au cas qu'on le satisfît à cet égard, il se prêteroit à toutes les

mesures que l'on prendroit pour obtenir la paix, pourvu qu'on ne le gênât ni sur le nombre, ni sur la qualité de ses agents, & que l'assemblée se tint dans un lieu neutre & sûr, parce qu'il avoit éprouvé le danger qu'il y avoit à compter sur une proclamation, & à plus forte raison sur un sauf-conduit des Lords Justiciers. » Au cas, ajoutaient les rebelles, qu'on nous refuse nos demandes justes & raisonnables, nous employerons quelque homme zélé & bien intentionné, pour présenter nos humbles requêtes à la source de la justice, à Sa Majesté Sa crée, dont nous sommes les très-fidéles & très-humbles sujets" (*).

Les Commissaires hésiterent s'ils devoient avoir égard à cette lettre, ou continuer leur négociation avec des hommes ainsi disposés. Leur zèle pour l'intérêt du Roi l'emporta, & ils joignirent à leur réponse une co-

Carte,
Orm.

(*) *Signé*, MOUNTGARRET. HUGO ARDMACHANUS. GORMANSTON. JOHANNES CLONFERTENSIS. NICHOLAS PLUNKET. RICHARD BEALING. PATRICK DARCY. GERRALDE FENNEL. GEORGE COMIN. GEFFERY BROWNE,

pie de leur commission. Le Roi y témoignoit » l'indignation que lui » caufoit la révolte odieuse que les » récusants d'Irlande avoient excitée » sans aucun sujet contre sa personne , sa couronne & sa dignité ». On vit par-là que les Lords Justiciers n'avoient fait que copier les expressions du Roi. Dans ces entrefaites, le Comte de Castlehaven s'efforça d'inspirer plus de modération à ses collègues, & les engagea enfin à écrire aux Commissaires une lettre extrêmement soumise, par laquelle ils leur témoignent le desir qu'ils avoient de n'être point frustrés des bonnes intentions que Sa Majesté avoit pour eux; ajoutant qu'ils étoient prêts à lui fournir les troupes & les armes dont il auroit besoin avec un zele qui la convaincroit qu'ils n'étoient ni les agents, ni les fauteurs d'une rébellion odieuse, & la priant de faire en sorte qu'on n'employât point ces expressions dans les actes qu'on leur adresseroit. La seconde lettre des Commissaires les rendit plus traitables. Ils se contenterent des assurances qu'on leur donna de leur

fidélité & de la droiture de leurs intentions, & l'on convint enfin d'envoyer à Trim, le 17 de Mars, six A. D. agents laïques du Conseil souverain, ^{1642-3.} pour conférer avec les Commissaires du Roi.

On avoit proposé dans le Conseil-Privé de suspendre les hostilités durant la négociation ; mais les Lords Justiciers s'y opposerent ; & ces mêmes hommes, qui, malgré les remontrances des Officiers, avoient si long-temps tenu les troupes dans l'inaction, crurent enfin qu'il convenoit pour les faire subsister, de les employer dans une expédition qui pût retarder ou rompre le traité avec les Irlandois. Leur dessein étoit de s'emparer de Ros & de Wexford, ainsi que d'Ormond leur avoit conseillé de faire avant l'arrivée de Preston ; mais le Gouvernement s'y étoit opposé, sous le prétexte frivole de vouloir réserver cet honneur au Vice-Roi, dont on attendoit l'arrivée, mais que le Roi retenoit en Angleterre. Les Justiciers résolurent d'employer le Lord Lisle, & firent des préparatifs & des efforts extraordinaires pour le secon-

der dans son expédition. Ormond, soupçonnant qu'ils avoient quelque motif secret pour nommer un Général, dit aux Lords Justiciers, qu'étant chargé du commandement de l'armée, il ne pouvoit se dispenser aussi de cette expédition. Leur zele se refroidit dans l'instant; l'armée étoit prête à marcher; ils n'avoient aucun prétexte pour retarder l'expédition, & ils ne pouvoient refuser le commandement au Marquis. Ils le laisserent donc partir; mais ils arrêterent les vivres dont il avoit besoin pour réussir dans son entreprise.

Carte,
Orm.

Ormond chassa les rebelles des places dont ils s'étoient emparés; & comptant sur les provisions de guerre que les Lords Justiciers lui avoient promis d'envoyer par mer à Duncannon, il forma le siege de Ross. Les munitions n'arriverent point; & l'ennemi ayant jetté deux mille hommes dans la ville, ses troupes se trouverent exposées à la rigueur de l'hiver, & sur le point de mourir de faim. Le Gouverneur de Duncannon lui ayant envoyé quelque peu de pain & de munition, & voyant qu'il
ne

ne pouvoit bloquer plus long-temps la place, il résolut de la prendre d'assaut. Il fit brèche, & donna l'assaut; mais comme la garnison étoit nombreuse, & pourvue de toutes les choses nécessaires pour la défense, il fut repoussé avec perte de plusieurs de ses soldats. Ormond n'avoit des vivres que pour trois jours, & étoit éloigné de soixante milles de la Capitale. Il jugea que le parti le plus sûr pour lui, étoit de se retirer; mais il ignoroit que Preston, à la tête de six mille fantassins, & de six cents cinquante cavaliers, occupoit un défilé par lequel il falloit nécessairement qu'il passât pour retourner à Dublin.

Les Anglois étoient perdus sans ressource, si Preston eût continué de garder son poste. Son ennemi étoit réduit à l'alternative de mourir de faim, ou d'échouer dans son attaque. Au moment que le Marquis alloit être la victime de la négligence ou de la trahison des Lords Justiciers, Preston le garantit de sa perte totale. Avec une précipitation impardonnable à un soldat, il descendit tout-à-coup dans la plaine, ne doutant point

Mém. de
Castleha-
ven.

de remporter aisément la victoire sur un ennemi inférieur, & affoibli par le besoin. Ormond profita de son imprudence, & l'attaqua sans lui donner le temps de se reconnoître, avec autant de courage que d'adresse. Son artillerie mit sa cavalerie en désordre : son infanterie lâcha le pied, une division après l'autre ; & il la serra de si près au moment qu'elle alloit se rallier, qu'il l'eut bientôt mise en déroute. Les Irlandois perdirent cinq cents hommes dans cette action, & le vainqueur s'empara de leur bagage & de leur munition.

Les rebelles de Leinster auroient été entièrement exterminés, si le Marquis eût pu lâcher sa cavalerie à leur trouffe ; mais la cavalerie Angloise, après avoir battu celle des rebelles, se sauva, & ne retourna point sur le champ de bataille ; ce qui lui donna lieu de soupçonner le Lord Lisle, qui la commandoit, de quelque dessein sinistre. Le seul avantage qu'Ormond retira de son succès, fut de continuer sa marche vers Dublin, toujours à la veille d'être harcelé par un ennemi dont la perte avoit été

peu considérable, & qui pouvoit aisément revenir de sa consternation. Comme Preston, en s'enfuyant, avoit rompu le pont qui étoit sur la Barrow, il ne put ni retourner à la charge, ni l'empêcher de ravager la campagne. Le Marquis retourna dans la Capitale, qui étoit dans ce temps-là une scène de malheurs & de mécontentement. Les habitants s'étoient épuisés pour entretenir les soldats; ceux-ci, aigris par leurs détresses, se mutinoient tous les jours. On avoit chassé les étrangers de la ville; plusieurs milliers d'Anglois ruinés, dont l'entretien étoit devenu à charge, avoient été transportés dans leur Pays. On enlevoit aux marchands leurs effets pour subvenir aux besoins de l'Etat; mais ces malheureux expédients ne suffisoient point; l'armée étoit toujours dans la détresse; & ne cessoit de murmurer.

Dans ces entrefaites, quatre des Commissaires du Roi vinrent trouver les agents des confédérés Catholiques à Trim, écouterent leurs plaintes, & reçurent leur requête. Ils don-

solemnelles de leur fidélité ; ils lui rappelloient les services qu'ils lui avoient rendus , & les subsides extraordinaires qu'ils lui avoient accordés ; & alléguoient , pour justifier leur révolte actuelle , ou plutôt la nécessité dans laquelle ils s'étoient trouvés de prendre les armes , les oppressions qu'ils avoient souffertes , la sévérité dont on avoit usé envers eux depuis les loix pénales de la seconde année de la Reine Elifabeth , que leurs ennemis , disoient-ils , avoient renouvelées , pour avoir occasion de les persécuter ; les dénonciations des ennemis qu'ils avoient en Angleterre contre leur Religion , & les cruautés qu'on avoit exercées sur leurs Ecclésiastiques. Ils n'oublierent point l'ordonnance qui leur défendoit de fléchir le genou au nom de Jesus ; la mauvaise conduite des Lords Justiciers avant & depuis la découverte de la révolte ; les moyens dont ils s'étoient servis pour aigrir les anciens naturels , & pour perpétuer la guerre ; les mesures cruelles & arbitraires qu'ils avoient prises pour empêcher que les plaintes des Catho-

liques ne parvinssent au Trône ; leur perfidie & leur barbarie horrible ; la conduite tyrannique qu'ils avoient tenue dans la Cour des Wards ; les moyens iniques dont ils s'étoient servis pour éluder les lettres-patentes, & frustrer les sujets de ce qui leur appartenoit légitimement. Ils invectivoient avec beaucoup de chaleur contre les derniers actes qu'on avoit donnés en Angleterre en faveur des aventuriers, par lesquels ils étoient déclarés rebelles, condamnés sans être ouïs, & dépouillés de leurs terres sans exception ni distinction, & sans espoir d'y rentrer jamais. Ils prétendoient que ces actes avoient été extorqués au Roi au préjudice de ses droits & de ses prérogatives ; qu'ils renversoient les loix fondamentales de l'Irlande, & étoient incompatibles avec les droits & les privileges des sujets, qui, depuis le temps d'Henri Second, avoient eu leurs Parlements, & ne reconnoissoient d'autres actes que ceux qu'ils avoient donnés ou acceptés. — Pour remédier à ces griefs, ils prioient le Roi de substituer au Parlement actuel d'Ir-

lande , qui étoit presque tout composé des créatures & des vassaux des Gouverneurs en chef, un Parlement libre , lequel s'assembleroit dans un endroit neutre , devant une personne d'une fidélité reconnue & agréable aux Irlandois , pour délibérer sur les affaires de l'Etat , sans être assujetti à la loi de Poynings ; & de permettre en outre aux Catholiques d'y siéger & d'y donner leur voix.

Gox. Append. N°. IV.

Les Lords Justiciers s'opposèrent à cette remontrance , qu'Ormond avoit envoyée au Roi , par une longue lettre , dans laquelle ils le dissuadoient de s'accommoder avec les Irlandois. Ils lui rappelloient les insolences & les cruautés qu'ils avoient commises dans la première révolte , & la futilité des prétextes qu'ils alléguoient pour la justifier. Comme les anciens Anglois affectoient de n'avoir rien de commun avec les habitants du Nord , ils s'efforcèrent de les confondre & de les impliquer dans le même crime. Ils observerent , & avec raison , que l'assemblée de Kilkenny s'étoit opposée à l'autorité royale , en établissant un nouveau

système de Gouvernement, & la mécondoissoient par leur serment d'association, & en s'adressant à des Puissances étrangères. Ils avouoient l'impossibilité dans laquelle ils étoient de soutenir la guerre; mais qu'ils ne doutoient point si on les secouroit à temps, » de se venger des rebelles, » de les réduire dans un tel état, » qu'ils ne seroient plus tentés de se » révolter, & d'obtenir une paix digne de la grandeur de Sa Majesté, » & qui assureroit le bonheur de sa postérité, de même que celui du » Royaume".

Ormond ne fit aucun cas des propositions des confédérés, & condamna les remontrances des Lords Justiciers, qui ne tendoient, selon lui, qu'à appuyer un système d'extirpation, inique par lui-même, & impossible dans son exécution. Les deux partis s'échauffèrent. Ormond, le chef & le patron des Royalistes, accusa les Lords Justiciers d'avoir caché au Roi l'état de l'Irlande, & résolut de l'instruire des maux que souffroient ses sujets. Les Justiciers avoient fait là-dessus les représentations les plus

Carte,
Orma.

pathétiques au Parlement d'Angleterre ; mais ils avoient eu soin de lui cacher les circonstances qui auroient pu l'engager à s'accommoder avec les rebelles. Les Officiers de l'armée s'étant plaints au Parlement d'Irlande des maux qu'ils souffroient, & de l'injustice de quelques agents qui les avoient payés avec de l'argent de mauvais aloi, ils eurent recours à leur méthode ordinaire, qui fut de proroger le Parlement, pour empêcher qu'il n'examinât leur cause. Pour montrer le mépris qu'ils faisoient des rebelles, ils firent exécuter plusieurs prisonniers de guerre. Plusieurs personnes de distinction qui s'étoient soumises depuis la proclamation du Roi, & qu'on avoit enfermées dans le château de Dublin, demandèrent à être élargies sous caution ; ce que les Justiciers leur refuserent. La conduite qu'ils avoient tenue leur fournit un prétexte pour les accuser de haute trahison, & il y eut plus de mille personnes qu'on accusa du même crime dans l'espace de deux jours. On viola les regles de la bienséance au point, qu'un ami de William Par-

sons lut au Conseil un mémoire dans lequel il détaillait les sommes qu'il avoit données pour trouver des témoins contre elles.

On ne pouvoit assurément mettre le Gouvernement en de plus mauvaises mains. Les affaires du Roi devinrent de jour en jour si critiques, qu'il crut devoir conclure un traité qui le mettoit à même de tirer quelque secours de l'Irlande. Craignant qu'un changement trop subit dans l'administration de ce Royaume ne provoquât les ennemis qu'il avoit en Angleterre, il se contenta de déposer Parsons. Il laissa Borlase, dont il n'avoit rien à craindre, dans le Gouvernement, & lui donna pour collègue Henri Tichburne, homme d'une fidélité éprouvée, & extrêmement attaché à ses intérêts. Charles, par un excès de précaution inutile, ordonna au Conseil-Privé de n'exécuter aucun ordre sans sa permission spéciale.

Ce changement de gouvernement fut immédiatement suivi d'un ordre au Marquis d'Ormond, de convenir d'une suspension d'armes avec les re-

belles, en attendant qu'on pût conclure un traité de paix à des conditions modérées & équitables; ce que les affaires du Roi & les besoins de l'Irlande ne permettoient point de faire pour lors. Quels que fussent les motifs du Roi, s'il fût jamais une occasion dans laquelle il pût alléguer la nécessité pour justifier sa conduite, ce fut celle dans laquelle il se trouvoit engagé dans une guerre civile opiniâtre, qui l'obligeoit à chercher des ressources par-tout où il espéroit d'en trouver.

La ville de Dublin, d'où Leinster, Connaught, Derry & Colerain, tiroient leurs vivres, étoit depuis longtemps réduite à la dernière extrémité. Les habitants étoient pillés par les soldats; ceux-ci s'impatientoient de leurs détresses; les Officiers menaçoient sans cesse de recourir au premier principe de la nature, qui est celui de la conservation de soi-même. La Province de Connaught étoit presque réduite au désespoir. Le Comte de Clanricarde avoit à lutter contre le Clergé Romain, qui menaçoit de ses censures tous ceux

qui refuſeroient de prêter le ſerment d'affociation, de même qu'avec les Officiers Anglois qui étoient dévoués au Parlement. Les forces des rebelles augmentoient tous les jours. Ils s'emparèrent du fort important de Galway, & ſe diſpoſoient à réduire les châteaux du Comté de Roſcommon, qui (avec les villes de Loughrea & de Portumna, qui appartenoient au Comte de Clanricarde) étoient les ſeuls qui tenoient encore dans la Province d'Occident. Dans Munſter, le Lord Inchiquin, qui n'étoit aſſiſté ni par le Gouvernement, ni par le Parlement d'Angleterre, éprouvoit tous les expédients poſſibles pour faire ſubſiſter ſes ſoldats, & fut ſans ceſſe ſur le point de mourir de faim. Il fut obligé pour les conſerver, de les tirer de leurs garniſons, & de les diviſer en pluſieurs petits détachements qui battirent la Province pour pourvoir à leur ſubſiſtance. Pour comble de malheur, un de ces détachements, commandé par un Officier Anglois, nommé Charles Vavaſor, fut attaqué & battu par les rebelles, ſous la conduite de Caſtle-

haven & de Muns Kerry. Ils lui prirent son canon, son bagage, & six cents fusils, & lui tuèrent six cents hommes. Les Anglois paroissoient avoir la supériorité dans Ulster; mais Monroe n'ayant plus reçu de secours ni d'Angleterre, ni d'Ecosse, fut enfin obligé, pour faire subsister ses troupes, de les tirer de leur inactivité. Il essaya de surprendre Owen O'Nial dans ses quartiers; mais il fut battu, & obligé de se retirer avec perte. Ce Général rebelle fut défait quelque temps après par Robert Stewart; mais il recrûta son armée; & ayant reçu des armes & des munitions du Conseil souverain, il poussa ses excursions sans que l'ennemi pût s'y opposer.

Les nouveaux Lords Justiciers & le Conseil, touchés des malheurs qu'éprouvoient ces différentes Provinces, écrivirent lettres sur lettres, & envoyèrent leurs agents au Parlement d'Angleterre pour lui demander du secours, & ne purent en obtenir. Pour empêcher l'armée de se débânder ou de périr, ils eurent recours à un expédient que les Communes

d'Angleterre avoient déjà employé ; ce fut d'établir une accise , sans attendre l'ordre du Roi ; mais quoique cet impôt odieux fût la moitié du prix des denrées , cependant le Royaume étoit si pauvre , que l'argent qui en provint ne suffisoit point pour subvenir aux besoins de l'Etat.

Dans ces circonstances , Ormond crut devoir traiter avec les confédérés d'Irlande , conformément aux ordres qu'il avoit reçus du Roi. L'affaire étoit délicate , & demandoit beaucoup d'adresse & de prudence. Il convenoit pour l'honneur de son maître , que les rebelles fissent la première ouverture pour la suspension d'armes , & il chargea ses agents de conférer là-dessus avec l'assemblée de Kilkenny. Le Clergé d'Irlande , qui fondeoit son autorité , son opulence & sa splendeur sur les troubles du Royaume , auroit bien voulu retarder la paix ; mais il étoit contenu par ceux de son parti qui avoient plus de modération & de bon sens que les autres. Ces derniers réfléchirent que s'ils s'opposoient à la trêve , ils démentiroient les assurances

qu'ils avoient données de leur fidélité, & les prétextes qu'ils avoient allégué pour prendre les armes. Ils avoient témoigné la desirer pour pouvoir représenter leurs griefs, & remédier aux troubles du Royaume ; & la plus grande partie de l'assemblée résolut d'agir en conséquence. Elle consentit à une trêve d'un an, aux conditions que ses agents proposeroient au Marquis d'Ormond.

Les Irlandois exigèrent pour préliminaire que l'on créât un nouveau Parlement libre, alléguant que celui d'alors étoit illégal, & hors d'état de travailler à un ouvrage aussi important que la paix, à cause des changements qu'il avoit soufferts depuis qu'il s'étoit assemblé. Il étoit extrêmement dangereux d'un autre côté de convoquer un nouveau Parlement, pendant que les confédérés d'Irlande étoient les maîtres de la plupart des grandes Villes, des Comtés & des élections, & pouvoient se porter pour juges de leurs propres actions. Ormond leur dit qu'il n'étoit point assuré que le Roi voulût convoquer un nouveau Parlement ; mais qu'ils

pouvoient compter qu'il ne se refuseroit point à leurs demandes, si elles étoient justes & raisonnables. Il demanda à son tour pour préliminaire, au cas que la trêve eût lieu, que les confédérés fournissent leur quote-part pour l'entretien des troupes que le Roi avoit dans l'Irlande. Après quelque débat de part & d'autre, ils se désistèrent non-seulement de la demande qu'ils avoient faite d'un nouveau Parlement ; mais ils consentirent encore à fournir un subside, qu'ils chargerent leurs agents de fixer, leur ordonnant d'aller joindre le Marquis dans le temps & le lieu qu'il leur indiqueroit, pour conclure la trêve.

Ormond prévint que les Parlementaires d'Angleterre désapprouveroient son traité, que leurs partisans de Dublin ne manqueroient pas d'éplucher sa conduite, & qu'il lui importoit extrêmement de mettre sa réputation à couvert des reproches des ennemis, qui entretenoient correspondance avec le Royaume voisin, & qui répandroient immanquablement sur son compte des bruits qui seroient fa-

vorablement reçus. Il dit au Conseil-Privé, qu'au cas qu'il jugeât la trêve contraire à l'honneur du Roi, ou préjudiciable à ses sujets Protestants d'Irlande, il n'avoit qu'à proposer à Sa Majesté quelque autre expédient pour sauver le Royaume. Qu'au cas qu'il prît ce parti, il n'iroit pas plus loin, & romproit la trêve à ses risques & périls. Voyant qu'on n'approuvoit point cet expédient, il ajouta, que si on vouloit lui fournir dix mille livres sterling, moitié en argent, & moitié en vivres, il continueroit la guerre, & tâcheroit de s'emparer de Wexford. Les Magistrats & les citoyens de Dublin répondirent à cela, qu'ils étoient dans l'impossibilité de fournir ce subside ; sur quoi le Marquis fut trouver les agents Irlandois à Castle-Martyn, dans le Comté de Kildare.

Il les reçut avec beaucoup de dignité, & examina leurs propositions avec la liberté qui convient à un supérieur. Ils demandèrent, au nom des confédérés, qu'on leur permît d'exercer leur gouvernement durant la trêve, & que l'on convoquât un

nouveau Parlement; ce que le Marquis leur refusa. Ils demanderent encore qu'on leur permît d'agir contre les ennemis du Roi, & qu'on leur donnât un moyen pour distinguer les Royalistes des mal-intentionnés. Il éluda leurs demandes. Il consentit à quelques-unes de leurs propositions, avec certaines restrictions; mais il exigea, avant de conclure la trêve, qu'ils fournissent un subside pour l'entretien des troupes du Roi. Ils lui firent observer qu'il n'étoit point autorisé à leur faire une pareille demande; ils refuserent de se lier par aucune stipulation antérieure, & promirent de faire un don gratuit à Sa Majesté, dès que la trêve seroit conclue.

Ormond comprit que leur confiance actuelle provenoit du bon état de leur armée, & sur-tout des progrès de Preston, qui avoit rallié ses troupes, pris plusieurs places, & inondé la Province de Leinster; mais qu'il suffisoit aussi pour abattre leur orgueil, que les troupes du Roi remportassent quelque avantage sur eux. Il résolut donc de suspendre sa né-

gociation , & de forcer Preston à en venir à une action ; mais ce Général eut la prudence de se retirer. Ormond n'étoit point en état de le poursuivre , & le défaut de vivres l'obligea à retourner à Dublin , pleinement convaincu par cette expérience , qu'on ne pouvoit garantir l'armée Protestante d'Irlande de sa destruction , que par le moyen d'une trêve.

Le Roi l'attendoit avec impatience. Ce ne fut ni le mauvais succès du traité d'Oxford , ni les différents événements d'une guerre onéreuse qui le déterminèrent à chercher des ressources en Irlande. Il craignoit que les Ecoissois ne se révoltassent. Les pratiques & les négociations des Parlementaires d'Angleterre , avec leurs freres du Nord , avoient excité dans leur esprit une fermentation extraordinaire , & Charles s'attendoit à une irruption de leur part en faveur de ses ennemis. Il renouvela ses ordres & ses instructions pour la trêve ; il crut devoir témoigner quelque condescendance aux confédérés d'Irlande. Il parut avoir envie de con-

voquer un nouveau Parlement, & d'écouter les propositions de leurs agents. Pour épouvanter & confondre ceux qui pouvoient s'opposer à ce projet favori, on accusa par son ordre Parsons, Temple, Loftus, Meredyth, partisans zélés du Parlement d'Angleterre, de plusieurs crimes & malversations énormes, & on les mit en prison. Il envoya au Marquis d'Ormond une commission scellée du grand sceau d'Irlande, par laquelle il l'autorisa à conclure la trêve pour un an, à telles conditions qu'il lui plairoit, & à la rompre, si les circonstances l'exigeoient, promettant de l'indemniser des dépenses que lui & ses agents pourroient faire dans cette occasion.

Ormond fut donc obligé de renouveler son traité avec des hommes naturellement orgueilleux, enflés de leur bonne fortune, & dans le fort de leurs succès. Le Lord Castlehaven avoit pris plusieurs forts dans les Comtés de Queen & de Carlow. Owen O'Nial s'étoit avancé jusqu'à West-Meath; Preston avoit poussé ses irruptions presque jusqu'à la Ca-

pitale , & tous deux étoient occupés à assurer la moisson & à remplir leurs magasins. Les troupes du Roi , lassées de leur détresse , devinrent si mutines & si insolentes , que les habitants de la campagne , qui jusqu'alors avoient vécu sous leur protection , abandonnerent le pays pour se garantir de leurs outrages. Drogheda , Dundalk , & autres garnisons voisines , furent à la veille de se voir abandonnées. Monroe ayant refusé d'agir contre O'Nial , on envoya Monk & le Lord Moore pour s'opposer à ses entreprises. Moore fut tué dans une attaque infructueuse ; Monk s'en retourna à Dublin faute de vivres ; & Castlehaven s'empara de toutes les places qu'il avoit abandonnées. Les Irlandois avoient la même supériorité dans les Provinces plus éloignées ; & le Lord Inchiquin se trouvoit dans Munster dans la dernière détresse.

L'assemblée de Kilkenny n'ignoroit point les avantages de sa cause. Pierre Scaramp , Prêtre de la Congrégation de l'Oratoire , se rendit dans cette ville en qualité de Ministre du

Pape. Il apporta de l'argent, des munitions & des lettres du St. Siege pour le Conseil souverain, les Généraux provinciaux, & les Prélats Romains, & entr'autres choses une bulle par laquelle le Pape accordoit une indulgence plénierie à tous ceux qui prendroient les armes pour la défense de la Religion Catholique. Les anciens Irlandois se rendirent en foule auprès de lui. Il leur représenta leurs compatriotes Anglois comme des temporiseurs impies, & des traîtres à la foi, & leur inspira de l'horreur pour les traités qui ne leur accorderoient point le libre exercice de la Religion Romaine. Il insista sur l'état florissant de leurs affaires, sur les détresses des Anglois, dont il leur fit envisager la ruine comme prochaine, sur les secours qu'ils devoient attendre des Puissances étrangères, si les confédérés persévéroient & ne trahissoient point leur cause dans cette conjoncture critique. Il les dissuada de fournir de l'argent au Roi; leur disant qu'il s'en serviroit pour les subjuguier. Ce Prêtre ignorant ne faisant point attention que le succès de

leur confédération dépendoit entièrement des troubles de l'Angleterre, & qu'on n'auroit aucun égard pour leurs prétentions, si le Parlement avoit le dessus; ce Prêtre ignorant, dis-je, conseilla à ses partisans de différer la trêve jusqu'à ce qu'on eût consulté le Pape sur une affaire aussi importante.

Les Catholiques les plus modérés & les plus sensés se garderent bien d'obéir aveuglément à ce Ministre. Ils alléguèrent les dangers du délai, le tort qu'ils feroient à leur réputation s'ils démentoient les assurances qu'ils avoient données au Roi de leur fidélité, & la nécessité dont il étoit de le soutenir par un subside qui garantiroit le Royaume du pillage. Ils insisterent sur une trêve qui délivreroit le Royaume d'une foule de brigands, & sur-tout des Ecoffois. Le Comte de Clanricarde pria instamment ses parents & ses amis de ne point laisser échapper cette occasion de se sauver eux & leur pays. Le Lord Castlehaven s'efforça d'inspirer à ses associés des sentimens de paix & de modération; & leurs sollici-

tations produisirent enfin leur effet.

On permit enfin , après quelques débats & quelque délai , aux agents de la confédération , de traiter avec le Marquis d'Ormond à Sigginstown , près de Naas. Ils témoignèrent beaucoup de complaisance & de modération , & n'insisterent plus sur la cassation du Parlement. Le traité traîna cependant en longueur à cause de la difficulté qu'on trouva à fixer les quartiers des deux parties durant la trêve. Lorsqu'on fut d'accord sur cet article , les Irlandois promirent de donner au Roi trente mille livres sterling , moitié en argent , & moitié en bétail. Après qu'on fut convenu de ces articles , Ormond les communiqua aux Lords Clanricarde , Roscommon , Dungarvan , Brabazon & Inchiquin , à quelques Conseillers-Privés , & aux principaux Officiers de l'armée qui avoient assisté au traité. Ils signèrent une déclaration , laquelle portoit , qu'ayant mûrement examiné les circonstances du Royaume , ils avoient jugé à propos , pour l'honneur & le service de Sa Majesté , de conclure la trêve aux conditions

qu'on leur avoit montrées. Le traité fut signé le 15 de Septembre, par le Marquis & les Commissaires Irlandois, & publié à son de trompe dans tout le Royaume.

Telle fut la conclusion de ce traité, qui, quoique justifiée par le mauvais état des affaires du Roi en Irlande, mécontenta les sujets des deux Royaumes. Ceux des confédérés Irlandois qui s'étoient opposés à la trêve, blâmerent l'aveuglement de leurs associés, qui, par une trêve peu judicieuse, avoient détruit leur puissance & leur union, arrêté le cours de leurs victoires, & rallenti leur ardeur pour la guerre. Ceux des Protestants qui avoient le plus d'horreur pour la barbarie des Papistes, ne voulurent plus avoir de commerce avec des hommes qui, après avoir trempé leurs mains dans le sang de leurs freres, jouissoient en paix des fruits de leurs outrages inhumains. Ceux qui s'attendoient à profiter des confiscations, furent au désespoir de se voir frustrés de leurs espérances.

Le Parlement d'Angleterre fut fâché d'un événement qui lui ôtoit le prétexte

prétexte de lever de l'argent pour soutenir ses intérêts, & qui tendoit à favoriser ses adversaires. Il n'eut pas plutôt avis de ce traité qu'on négocioit, qu'il conçut un ressentiment implacable contre le Marquis d'Ormond. Ceux qui avoient dit aux agents qui étoient venus leur demander du secours, qu'ils étoient dans l'impossibilité de donner cinq cents guinées pour sauver leur Royaume, affectèrent de compatir aux maux de leurs freres Protestants d'Irlande. On imagina de nouveaux moyens pour lever de l'argent pour le service d'Irlande; & le Parlement témoigna être fâché qu'on imputât les malheurs de ce Royaume à sa négligence. Sans attendre qu'on l'assurât de la conclusion du traité, il publia une déclaration contre ce dessein impie. Il attribuoit les troubles des deux Royaumes à une seule cause, savoir l'influence des Jésuites, & le projet horrible qu'on avoit formé d'abolir la Religion Protestante. Il exagéroit son zele pour les intérêts de l'Irlande, & s'attribuoit le mérite de tous les avantages qu'on avoit remportés sur

Rushworth, V.
VI, p. 555.

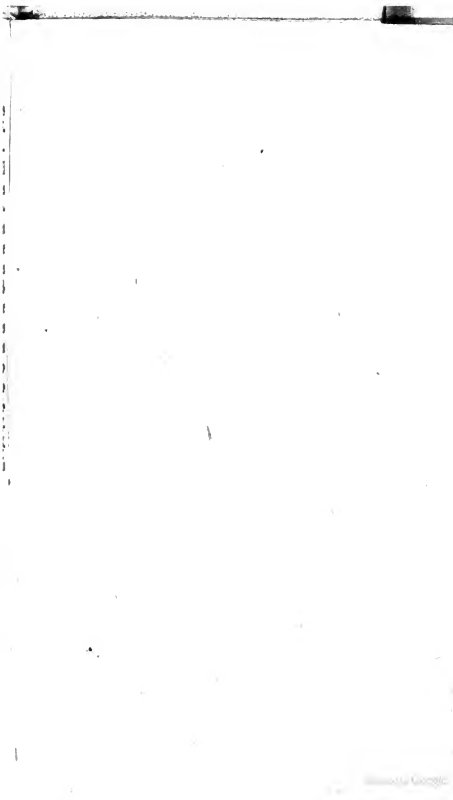
les rebelles. » Il a plu à Dieu, di-
» soit-il, de couronner nos efforts
» de tant de succès, que ces furieux
» Papistes altérés de sang ont été ar-
» rêtés dans la carrière de leur cruau-
» té, & qu'une partie du sang Pro-
» testant qu'ils ont répandu sur la
» terre comme de l'eau, est retom-
» bé sur leurs têtes, & qu'ils se sont
» eux-mêmes ressentis des massacres,
» des incendies & des famines qu'ils
» ont occasionnés ». Il imputoit le
projet d'une trêve à l'artifice des re-
belles, dont l'état étoit si affreux,
qu'ils étoient réduits, par un juste
châtiment de Dieu, à se manger les
uns les autres, & qui n'avoient sol-
licité la trêve que pour avoir le
temps de faire leur moisson, & de
recevoir le secours qu'ils attendoient.
Il témoignoit la crainte qu'il avoit
que le Roi tirât parti de ce traité;
ou, pour me servir de son expres-
sion, des troupes d'Irlande pour se
liguer avec les Papistes d'Angleterre.
Il se plaignoit de ce qu'on avoit con-
clu ce traité à l'insu des Pairs & des
Communes d'Irlande. Il imputoit à
ce traité les malheurs des Protestants

qui avoient servi de prétexte à la trêve ; ce qui avoit découragé les aventuriers, & arrêté les contributions. Il conjuroit, dans les termes les plus pathétiques, ceux qui étoient zélés pour la Religion Protestante, ceux que des intérêts particuliers avoient engagés au service d'Irlande, d'obvier au besoin qu'on alléguoit par leurs contributions ; que c'étoit un acte de justice, de piété & de charité qu'ils ne pouvoient refuser » aux cris du sang Protestant, à l'indigence de quantité de familles ruinées, & à leur Religion qui étoit » à la veille de périr ».

Cette déclaration contient mille faussetés palpables, que ceux qui l'ont donnée ne regardoient peut-être pas comme telles. Il est certain que les partisans que le Parlement avoit à Dublin, se faisoient un plaisir de déguiser le plus qu'ils pouvoient l'état des affaires d'Irlande, & de les représenter sous le jour le plus désagréable. Le peuple d'Angleterre n'avoit ni le loisir ni la volonté de s'informer exactement de ce qui se passoit dans ce Royaume. Les cruautés

que les rebelles avoient commises leur avoient inspiré une aversion affreuse pour ses habitants , & une haine implacable contre les Papistes. Il ne connoissoit ni les forces de ces derniers , ni la foiblesse du Gouvernement , & il étoit par conséquent surpris & scandalisé de l'indulgence qu'il témoignoit pour des idolâtres impies & barbares. Plusieurs des adhérents du Roi attribuerent la trêve aux conseils de la Reine & de ses favoris. Quelques-uns prétendirent qu'elle démentoit les protestations solennelles que Charles avoit faites plusieurs fois contre le Papisme , & déclarerent hautement , que connoissant ses véritables sentiments, ils n'étoient plus d'humeur de défendre sa cause.

Fin du Tome cinquieme.





142 B 32

